

«Initiatives» : 9 pages d'offres d'emploi

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14986 - 7 F

MERCREDI 10 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

M. Major en minorité aux Communes

La ratification britannique de Maastricht est retardée

Un revers humiliant

ENNEMIE jurée du traité de Maastricht, la baronne Margaret Thatcher a encore l'occasion, dans sa faiblesse retraite, de s'insérer aux jeux de la politique. Ses meilleurs disciples, qu'elle encourage en sous-main, lui ont offert lundi 8 mars aux Communes un savoureux spectacle : faire trébucher son successeur John Major, bien trop « européen » à son goût, sur un obstacle juridique certes subtil, mais qui prolongera de plusieurs semaines la procédure de ratification - déjà lente - entamée en décembre.

« Maastricht est un champ de bataille quotidien », confiait-il y a peu, Douglas Hurd, le chef de la diplomatie britannique. Un champ de bataille où son gouvernement a subi lundi sa première défaite parlementaire depuis l'arrivée de John Major au 10 Downing Street, en novembre 1990. Il s'agit, pour le premier ministre, d'un revers humiliant. N'avait-il pas, deux jours plus tôt, ramené le bon et l'arbitraire des deux de son parti, en les mettant en garde contre « le labyrinthe de la déunion » ?

CE vibrant appel à l'unité n'a guère impressionné la gauche des députés conservateurs « eurosceptiques », pour qui le torpillage de Maastricht est devenu une noble obsession. Tendant le traité pour un intolérable affront à la souveraineté de la Grande-Bretagne, ces rebelles sont prêts à tout pour parvenir à leurs fins. Comme l'avouait lord Tebbit, avec un parfait humour britannique, ses amis anti-européens iraient jusqu'à voter un amendement affirmant que la lune est faite de fromage bleu pourvu qu'il sonne le glas du traité.

Un tel état d'esprit permet aux ennemis de Maastricht de transformer les Communes, temple de la démocratie procédurière, en un théâtre de l'absurde, où se nouent, au gré des débats, la pire des alliances contre nature. Aïe ! a-t-on vu lundi les « eurosceptiques » mêler leurs voix à celles de leurs adversaires travaillistes, pourtant partisans d'une plus grande intégration de la Grande-Bretagne au continent.

PAREILLE mésaventure guetta, à Londres, les gouvernements pourvus - comme celui de John Major - d'une trop faible majorité parlementaire. Vulnérable à la trahison de ses amis, et trop dépendant du bon vouloir d'un parti libéral-démocrate toujours prompt à faire valoir son rôle d'arbitre, le premier ministre est contraint à une guérite permanente alors même qu'une nette majorité « arithmétique » existe aux Communes en faveur de Maastricht.

La défaite de John Major - surtout symbolique - ne remettra bien sûr pas en cause sa volonté de faire ratifier le traité. Mais elle perturbera singulièrement le calendrier initial, qui prévoyait d'achever la procédure au début de l'été. Ce nouveau retard ne manquera pas d'irriter les partenaires européens de la Grande-Bretagne, de plus en plus impatients face aux lenteurs de la démocratie outre-Manche.

M0147 - 0310 0 - 7.00 F



La lutte contre la corruption en Italie

Le président de l'ENI a été arrêté à Milan

Les affaires de corruption en Italie ont connu un nouveau développement spectaculaire, avec l'arrestation, mardi 9 mars à Milan, de M. Gabriele Cagliari, le président de l'Office public des hydrocarbures (ENI), deuxième holding d'Etat. Par ailleurs, le gouvernement doit toujours faire face aux remous suscités par sa tentative avortée de « dépenalisation » des délits politico-financiers.

M. Gabriele Cagliari, le président de l'Office public italien des hydrocarbures, l'ENI, a été arrêté mardi 9 mars à Milan, ainsi que le président de sa filiale Nuovo Pignone, M. Franco Citti, a-t-on appris en Italie de source informée. L'ENI est au centre de l'enquête sur la corruption généralisée en Italie. A la lumière des investigations des enquêteurs, l'ENI apparaît comme ayant été l'un des plus gros pourvoyeurs de fonds pour les partis politiques italiens ces dernières années. Selon les déclarations faites aux magistrats par Florio Fiorini, le financier incriminé à Geste pour la faillite du holding Sasea, l'ENI aurait versé l'équivalent d'environ 4,5 millions de francs par an aux partis gouvernementaux de l'époque, le Parti socialiste italien (PSI),

la Démocratie chrétienne (DC), le Parti social-démocrate et le Parti républicain, pendant une dizaine d'années.

En outre, le 26 février, M. Raul Gardini, industriel renommé, avait reçu un avis d'ouverture d'enquête pour une « surévaluation exagérée de certains biens et actions de sociétés » qui aurait pu léser des petits actionnaires, au moment de la naissance, en 1989, de l'Enimont : il s'agissait d'une tentative - qui prit fin en 1990 avec le rachat des parts de la Montedison par l'ENI - de « joint-venture » entre le groupe de M. Gardini, Feruzzi-Montedison, et l'ENI.

Lire nos autres informations page 28

M. Mitterrand à la Maison Blanche



M. François Mitterrand devait, pour la première fois, rencontrer, mardi 9 mars, le président Bill Clinton à la Maison Blanche, avec qui il devait aborder les grands dossiers internationaux (notamment celui de l'ex-Yougoslavie) et les différends économique et commerciaux qui opposent l'Europe et les Etats-Unis. Après une conférence de presse conjointe et un déjeuner, M. Mitterrand devait quitter Washington pour Paris.

Lire nos informations page 7

Jeu de rôles à droite

Faute de susciter l'adhésion autour de la plate-forme de gouvernement les responsables de l'opposition se distribuent les tâches

par Jean-Marie Colombani

« Chacun sait qu'il ne suffira pas de l'alternance pour assurer le changement » : ayant retrouvé, lundi soir, l'usage d'une parole dont il avait été privé à l'occasion des assises du RPR, Philippe Séguin a aussitôt mis les pieds dans le plat. Jamais échéance électorale n'a paru si prévisible, et en même temps, comme le dit le maire d'Epinal, si peu portuse de changement. Le pays s'apprête en effet à investir la droite ; mais il n'en attend rien : 61 % des Français, selon la SOFRES, et parmi eux 53 % des électeurs de l'opposition actuelle, pensent que le nou-

veau pouvoir ne sera pas à même d'améliorer la situation du pays. Faute, donc, de susciter l'adhésion autour de sa plate-forme, l'opposition consacre beaucoup d'énergie à se répartir les rôles.

A tout seigneur, tout honneur : Jacques Chirac même, depuis bientôt trois mois, une campagne présidentielle. Il l'a confirmé devant son mouvement en centrant ses attaques sur le terrain de prédilection du chef de l'Etat (l'action extérieure). Il s'en prend à peu près chaque soir à Jacques Delors, dont il considère qu'il est le présidentiable socialiste dangereux, de façon particulièrement brutale et avec ce travers inimi-

table qui consiste à considérer la Commission de Bruxelles comme une annexe du ministère français de l'Agriculture.

Il apporte indistinctement son soutien à des candidats RPR, UDF ou centristes, montrant ainsi qu'il s'attache sans tarder à souder une majorité présidentielle bâtie selon le bon vieux trépid (gaulliste, libéral et centriste) cher à Georges Pompidou. C'est donc qu'il n'envisage pas vraiment de remplacer à Matignon, malgré les efforts de Charles Pasqua pour le convaincre au contraire d'y aller.

Lire la suite page 9 et nos informations pages 8 à 10

Indonésie : le rite Suharto

Le chef de l'Etat sera réélu le 10 mars sans opposition, pour un sixième mandat consécutif

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Avec M. Suharto, au pouvoir depuis la fin de l'ère Sukarno, en 1965, la vie politique indonésienne s'accroche à ses rites. A soixante et onze ans, l'homme de l'« ordre nouveau » sera réélu le 10 mars, pour un sixième mandat consécutif de cinq ans, par une assemblée de mille membres sur laquelle il a la haute main.

La moitié de ce « congrès » est formée par les membres du Parlement, dont quatre cents ont été élus, en juin, lors de législatives étroitement contrôlées, et cent sont désignés par les forces armées. L'autre moitié des « grands électeurs » est désignée par le pouvoir. Réunie depuis le 1^{er} mars à Djakarta, l'Assemblée consultative désignera aussi, avant de clore ses travaux, un

vice-président : le général Try Sutrisno, candidat des forces armées, qui s'est vu l'aval des trois partis politiques autorisés.

Dans cette « démocratie consensuelle », qui exclut toute opposition formelle, le processus s'est officiellement déroulé sans anicroche. Il n'y a, pour les formations politiques, que l'entrée en candidature de M. Suharto, qui avait été approuvée, dès le 5 octobre, par les militaires. La direction du Parti démocratique indonésien (PDI), en principe opposant, a même refusé d'examiner la candidature de l'un de ses députés, Guruh Sukarnoputra, l'un des fils de feu Sukarno.

Outre quelques étudiants qui ont manifesté en novembre devant le Parlement, seuls quelques dissidents ont demandé à l'Assemblée consultative de ne pas réélire le président : pour justifier sa requête, le groupe « Pét-

tion des 50 » - du nom de cinquante anciens généraux au ministères qui, en 1980, ont pris position contre M. Suharto - a invoqué, sans être entendu, des abus de pouvoir, le népotisme et la violation des droits de l'homme.

Dans une société où les manœuvres politiques transpirent peu et où le non-dit a valeur de vertu, les choses se sont pourtant jamais si simples. En 1988, M. Suharto avait imposé à l'armée son candidat à la vice-présidence : M. Sudharmono, comme lui ancien général. Cette fois-ci, le choix du général Try Sutrisno semble davantage le fruit d'un compromis entre l'état-major et le président.

Jusqu'ici, les vice-présidents - M. Suharto en a changé lors de chacun de ses précédents mandats - ont joué un rôle marginal.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 4

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Mars 1993

FÊTE SES VINGT ANS Numéro spécial - 24 p.

A LA UNE

LES NOUVEAUX ENJEUX DE L'ASIE

L'Asie continentale la plus peuplée de la planète est devenue l'un des moteurs de la croissance économique mondiale, autour du Japon, de la Chine, de Taïwan, de Singapour...

EXCEPTIONNEL DEUX DOSSIERS LITTÉRAIRES

Pour préparer les examens de français :

- du bac : Proust et son temps ;
- des classes préparatoires scientifiques : l'autre et l'ailleur, d'après Homère, Lévi-Strauss et Henri Michaux.

et... Les clés de l'Info : les violences au Zaïre et au Togo, les élections législatives en France, la réforme du système de santé américain, les expulsions de Palestiniens hors d'Israël...

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Arabie, 5 DH ; Turquie, 250 M ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Amérique latine, 5 F ; Côte d'Ivoire, 455 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 35 P ; Inde, 200 INR ; Iran, 120 T ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 5 FL ; Portugal, 190 esc ; Singapour, 400 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Chômage

Les enseignements d'une histoire

par Robert Salais

NOUS qualifions aujourd'hui de chômeur quelqu'un qui n'a pas d'emploi et en recherche. Ce fait lui ouvre ce que tant le monde reconnaît plus ou moins comme un droit à l'emploi, que la société doit satisfaire. Or les réalités de l'emploi n'ont pas été toujours ainsi. La création du « chômage » est, à l'échelle historique, récente : elle date du dernier quart du dix-neuvième siècle. En France, le mot existait auparavant, au pluriel (« les chômages »), mais pour désigner la cessation de l'activité industrielle par suite de méventes, le calme des affaires, la saisonnalité du travail, il n'apparaît, rétrospectivement, qu'à la situation des ouvriers involontairement privés de travail, qu'au tournant des années 1880. Mais jusqu'en 1945, il ne se rapporte qu'à un constat et non à une obligation ou une perspective de plein emploi.

L'appellation s'adresse, dans toute cette période, aux ouvriers et employés travaillant sous la dépendance d'un patron et licenciés. Les femmes demeurent, sauf en cas de ressources trop faibles, considérées comme à la charge du chef de ménage. On considère qu'un jeune qui n'a jamais travaillé doit être à l'école, en apprentissage ou dans sa famille; il n'a pas la liberté de se présenter seul sur le marché du travail. L'observateur d'aujourd'hui est frappé, néanmoins, par la relative faiblesse du nombre de chômeurs, secours ou se déclarant comme tel pendant la crise des années 1930 en France. La crise est sévère : réduction en cinq ans de 1,4 million du nombre des emplois ouverts et pourtant 400 000 chômeurs en plus seulement.

On aurait tort, cependant, de parler de « chômage caché », d'aliénation ou de dissimulation. Il y avait, au contraire, un plein emploi de l'activité économique, dans la demande

de travail et dans les revenus qu'aujourd'hui. Mais les conceptions du travail et de la pauvreté qu'avaient les personnes étaient construites autrement. Elles sont multiples, mais ont un point commun : elles ne partent pas de prémisses selon lesquelles le chômage est une question en elle-même, à isoler et à traiter à part des salaires, de l'apprentissage, de la mobilité, des opportunités de travail (durée et modalités), de la pauvreté. C'est un chômage de situation, appelant un traitement approprié aux circonstances et aux personnes.

Le dernier recours

On peut distinguer au moins quatre modèles selon lesquels agissaient les acteurs économiques; leurs conventions ne supposaient pas nécessairement d'isoler le chômage comme un phénomène indépendant.

— La communauté de métier soude autour de la défense collective du tarif. Ce qui compte est le prix payé au produit fini, et non le salaire horaire, le temps de travail ou l'emploi statutaire.

— Le travail à domicile. Vie de travail et vie de famille ne se séparent pas, l'irrégularité de l'activité étant « logée » dans le cours immédiat de la vie. Le revenu dépend des commandes.

— La responsabilité personnelle du travailleur indépendant. La pensée réformatrice anglo-saxonne, confrontée à la dépendance envers la charité dans laquelle était tombée une partie de la population anglaise (en raison des lois sur les pauvres), a beaucoup développé ce thème au tournant du siècle. Son idée centrale est qu'on devait réformer le marché du travail pour créer des emplois stables et une indemnité de chômage, mais qui seraient réservés à ceux qui seraient capables d'une régénération morale et d'indépendance.

— Le patronage. Celui-ci repose sur l'intégration des patrons, des travailleurs et de leurs familles dans une communauté locale, ce qui conduit chacun à prendre conscience qu'il a besoin de l'autre. L'ouvrier donne du « métier » et de l'attachement; il s'attend, en contrepartie, à l'exercice par les patrons d'une responsabilité vis-à-vis de l'emploi local, qui ne se confond pas avec une garantie rigide et statutaire.

Traiter le chômage comme un volume appellerait en revanche, des solutions globales, l'intervention de l'Etat. Il n'est donc pas étonnant que dans toutes ces conceptions du travail, l'Etat soit loin; il n'est qu'un dernier recours longtemps envisagé, de tous bords, avec méfiance. Le gros problème, cependant, est celui des personnes sans spécialité professionnelle, menacées de tomber dans l'indigence. On accepte donc l'assistance par l'Etat, mais pour ceux-là qui sont vraiment les plus démunis, qui n'ont plus de ressources en eux-mêmes. Auguste Kauter, alors secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Livre et qui était devenu en 1895 un des fondateurs de la CGT, s'il demande en 1894 que soit examiné « dans quelle mesure et de quelle manière il appartient à l'Etat de contribuer à quénier l'effet des crises industrielles en créant un capital de réserve destiné à l'exécution de travaux qui pourraient être entrepris à volonté selon l'intensité du chômage », prend bien soin de montrer le caractère exceptionnel et temporaire d'une telle intervention.

D'une part, pour lui, c'est la prévoyance, individuelle ou organisée ou sein de la profession, qui doit prémunir chacun contre les aléas de la vie et du travail. D'autre part, les « patrons... doivent aussi en bons administrateurs prévoir pour pouvoir les moments difficiles ». Nous pouvons estimer que ces modèles et cette conception de l'Etat sont majoi-

ritaires dans la population en France, jusque dans les années 50. Certes de grandes dates institutionnelles, rétrospectivement, scandent la création du chômage en son sens actuel, soit en France : 1891, premier recensement de la population essayant, avec difficulté, de mesurer le nombre de chômeurs; 1914, création d'un Fonds national de chômage pour apporter une contribution financière de l'Etat aux caisses professionnelles et locales de secours au chômage; 1926, décret sur le régime des allocations de chômage. Et l'existence d'un chômage important, malgré tout, pendant la crise des années 30 témoigne de son empire croissant (avec les mécanismes économiques avec le développement d'une industrie capitaliste et concentrée et d'un prolétariat urbain).

Une économie en plein paradoxe

Mais le basculement vient d'une focalisation après 1945 sur les vertus de l'intervention de l'Etat pour assurer le plein emploi; par la planification; par des politiques keynésiennes de soutien de la croissance; par sa puissance financière, industrielle et technologique; par l'importance des marchés publics qu'il assure. Le nombre de chômeurs mesure l'effort à entreprendre que chacun attend de l'Etat (création d'emplois, placement) et des organismes sociaux (UNEDIC). Cette focalisation se s'explique pas dans les termes d'une opposition entre Etat et marché, entre public et privé, dans laquelle un Etat et un marché, pour être, ont besoin l'un de l'autre. Le recours à un Etat et à des organismes sociaux nationaux est une reconnaissance d'intérêts.

— entre un paternalisme de grande entreprise, privé aussi que public, qui voit dans le développement des politiques sociales et dans le

recours au machinisme et à la standardisation du travail des moyens d'assurer sa souveraineté sur l'entreprise et de s'attacher la main-d'œuvre (sans être à la merci de sa capacité d'initiative);

— entre une action revendicatrice et politique qui, de tous côtés, préfigure ajuster dans les textes des droits généraux lors même que ceux-ci n'ont plus de réalité, plutôt que de les enrichir par l'exercice concret au quotidien d'une responsabilité collective envers l'emploi, la création et le partage des richesses.

Pourtant, l'économie française est aujourd'hui en plein paradoxe. On essaie de faire disparaître le chômage, mais les institutions et les comportements économiques, inventés dans le passé, résistent. Donnons-en deux indices.

Les mesures censées lutter contre le chômage entraînent ses causes. Ainsi les plans sociaux du FNE sont fondés sur l'idée qu'ils aident l'entreprise à passer un cap difficile pour retrouver ensuite un sentier de croissance favorable à l'emploi. Or le constat des années 80 n'est pas celui qu'on attend. Plus l'entreprise est grande, proche de l'Etat et de la fabrication de produits de base à intermédiaires, plus elle recourt aux mesures sociales publiques, plus son emploi a diminué. La contribution à la création d'emplois vient, pour l'essentiel, des entreprises petites et moyennes, souvent familiales, souvent spécialisées. Elles recourent peu aux mesures sociales, mais ont besoin en revanche d'une flexibilité de l'emploi et des salaires.

Les catégories sociales (OS et ouvriers qualifiés d'un côté; cadres et techniciens de l'autre) sont structurées et formées (dans leurs compétences et aspirations), en majorité pour un avenir professionnel dans l'emploi réglementé et sûr de la grande entreprise. Tant que le nombre de ces emplois progresse, elles ont un débouché; leur chômage

n'est que conjoncturel et d'ajustement. Quand ce n'est plus le cas (cf. le malaise des cadres), elles sont, à l'image du volume des capitaux, une ressource globale que les entreprises ajustent structurellement à la baisse. Elles n'ont plus, ou pas assez, les qualités personnelles d'indépendance, d'initiative, d'innovation, d'« entreprise » en un mot, sur lesquelles se fondaient les modèles de travail que nous avons décrits. Or ce sont ces qualités qui « reviennent » en force, sous d'autres formes et dans des métiers nouveaux. Sans leur développement, associé à celui des savoirs, il n'y a guère de réussite possible pour le financement de nouvelles activités.

Retraiter une histoire n'est pas juger. Mais peut-être faudra-t-il se demander si ce n'est pas la particularité de notre focalisation sur le chômage et le plein emploi et non les complexités du travail et des manières de faire face aux aléas économiques, qui constitue l'étrange historique à expliquer aujourd'hui?

Quelques références

A. Keyssar, 1986, *Out of Work, The First Century of Unemployment in Massachusetts*, Cambridge, Cambridge University Press.

J. Luciani (éd.), 1992, *Histoire de l'effort du travail (1890-1914)*, Paris, Syros-Alternatives.

M. Mansfield, 1992, « Labor Exchanges and the labour Reserve in the turn of the century social reform », *Journal of Social Policy*, 21, 4, pp. 435-468.

R. Salais, N. Baverzet et R. Reynaud, 1985, *L'intervention de l'Etat, Histoire et transformation d'une catégorie en France des années 1890 aux années 1980*, Paris, Presses universitaires de France.

► Robert Salais est chercheur au CNRS.

Yvon Gattaz

LE MODÈLE FRANÇAIS

PLON

«Le Modèle français fait mouche. Il pourfend les dogmes, les idées toutes faites, le prêt-à-penser socio-économique. Il combat la sinistrose.»

Main Peyrefitte de l'Académie française, LE FIGARO

«S'il y a un homme en France pour ne pas se ruer dans la défection morose, c'est bien Yvon Gattaz.»

Main Muriel LE FIGARO

«Un livre tonique qui tombe à pic.»

Jean Chloé LE FIGARO

plon

L'Etat-service

par François Ivernel

Il est désormais établi que le chômage est structurel et qu'aucune des politiques menées jusqu'ici n'a pu enrayer sa montée. En cette période électorale, les fausses réponses fusent de toutes parts.

La relance ? Depuis une tentative malheureuse en 1981, la relance massive a mauvaise presse. Il est beaucoup plus convenable de parler de relance sélective de certains secteurs de l'économie. De quoi s'agit-il en réalité ? Pour l'essentiel, des sempiternels aménagements fiscaux de soutien à l'investissement immobilier, accompagnés d'allègements de charges sociales. Leur pointillisme n'a jamais fait plus que déplacer dans le temps, de manière modeste, des décisions d'investir et d'embaucher. Dire, comme Valéry Giscard d'Estaing, qu'il y a 250 000 emplois créés, c'est se refuser à réviser le schéma de pensée des «trente glorieuses» années au cours desquelles un réglage fin de la conjoncture suffisait au maintien du plein emploi. La relance sélective est à la mythologie de droite ce que la relance globale était à la mythologie de gauche en 1981.

Demandes insatisfaites

Si l'ajustement du travail et de l'activité ne peut se faire par plus d'activité, c'est donc le travail qu'il faudrait adapter. Idée lumineuse à deux dimensions : la réduction du temps de travail et le partage du travail.

La réduction du temps de travail ? Une réduction progressive du temps de travail vers un objectif de trente-cinq heures, même sans compensation salariale, serait-elle créatrice d'emplois ? Le croire relève d'une conception taylorienne du travail. Excepté certaines industries de main-d'œuvre peu qualifiée et travaillant en 3x8, le passage à trente-cinq heures ne créera pas de nouveaux postes de travail.

Le travail à la carte ou à temps partiel ? Idée séduisante, car elle donne l'illusion que chacun choisira ses horaires de travail et, de surcroît, fera un chômeur de moins pour un même poste. Idée fautive généralement. Car les emplois se divisent d'autant moins qu'ils sont plus qualifiés, et les emplois non qualifiés sont les moins rémunérés, et se prêtent donc mal à une division des revenus.

Au lieu de faire de l'arithmétique avec le travail existant, interrogeons-

nous sur les sources de création d'emplois. Le secteur marchand, soumis à la compétition internationale, recherche les économies de productivité et de main-d'œuvre par délocalisation. Des aménagements marginaux de la fiscalité et des charges ne renverseront pas ces tendances fortes. Changons de perspective. Sortons de la sphère marchande, où l'activité est une contrainte. Considérons l'immensité des demandes sociales insatisfaites ou mal satisfaites. La sécurité dans la vie quotidienne, la lutte contre la drogue, l'assistance sociale sous toutes ses formes : crèches, aide médicale, services à domicile, un système carcéral plus intelligent, la qualité de l'environnement naturel et urbain, mais également la lutte contre la fraude et la corruption ou l'efficacité de la justice.

Une redéfinition des missions de l'Etat, certaines déshabillées et hypertrophiées, d'autres en friche, est le préalable de cette approche, qui se situe à l'opposé du traitement social du chômage. C'est parce que l'Etat n'apporte pas les services qu'il devrait que des emplois doivent être créés et non parce qu'il y a des chômeurs que des emplois peuvent être créés.

Ni réinvention de l'Etat-providence ou « capitalisme à visage humain », la démarche consiste à établir le modus vivendi d'un capitalisme relativement pur et d'une société plus humaine.

Il faut cesser de prétendre que les prélèvements obligatoires vont baisser, qu'au mieux un transfert des ressources consacrées au chômage vers la création de nouveaux emplois publics, qui supporteront à leur tour les prélèvements obligatoires, les stabilisera. Il faut cesser de prétendre que le rôle de l'Etat doit se réduire quand la brutalité de la contrainte économique, le poids des externalités se font plus grands. Baisser le tabou du moins d'Etat. Clarifier les missions, concevoir d'autres modes de fonctionnement, une mesure de la performance, réviser le statut de ces nouveaux fonctionnaires. Ne pas promettre de réduire les prélèvements, mais promouvoir des services et des aménités qui relèvent du rôle de l'Etat et des collectivités locales : autant d'impôts prélevés, mais plus d'harmonie sociale et de qualité de vie, tel est le marché.

► François Ivernel est rédacteur en chef du *Figaro*, revue du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP).

«André Balladur poursuit sa route d'anti-conformiste tranquille. Sa malice fait plaisir à lire en ces temps de morosité redondante.»

Laurent Lemaire LE FIGARO

«L'auteur a toujours eu, pour plagier une formule célèbre, un certain amour de la France, qu'une longue liaison n'a pas épuisé en lui conférant plus de lucidité et de sagesse.»

André Laurens LE FIGARO

plon

هكنا من النحل

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Offensive bosniaque « pour éviter un massacre » dans l'est du pays

Se retirant des négociations sur un cessez-le-feu à Sarajevo, le commandant de l'armée bosniaque, Sefer Halilovic, a ordonné, lundi 8 mars, une offensive avec « tous les moyens disponibles » pour « éviter le massacre d'innocents » et porter secours aux défenseurs et à la population de Konjevic-Polje et de Srebrenica, deux enclaves musulmanes de l'est de la Bosnie menacées par les attaques des assiégés serbes, qui ont conquis la localité voisine de Cerska. La région de Srebrenica et Cerska doit, selon le plan de paix, revenir aux musulmans bosniaques. Les autorités serbes ont confirmé que de violents combats étaient en cours contre les forces musulmanes qui, selon elles, n'ont aucune

chance de l'emporter. Pour sa neuvième opération aéroportée en Bosnie, l'armée américaine a parachuté, dans la nuit de lundi à mardi, près de 40 tonnes de vivres et de médicaments sur Gorazde et Srebrenica (60 000 habitants), où la situation des blessés graves serait désespérée. Le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, a soutenu l'offensive, déclarant que « toute mesure destinée à protéger ces gens du massacre est légitime ».

Evacuation des blessés

Après sa mission controversée à Cerska, le commandant de la Force de protection des Nations unies en Bosnie, le général français Philippe

Marillo - qui aurait, selon des sources serbes, annulé son voyage dans l'enclave de Srebrenica - a déclaré mardi, après une rencontre à Pale, au quartier général des forces serbes de Bosnie, que les autorités serbes avaient autorisé l'ONU à évacuer plusieurs centaines de blessés et de malades des deux villes, à majorité musulmane, assiégées.

Après avoir dû se replier dimanche sur Belgrade, un convoi sanitaire du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) a reçu « l'accord de principe des Serbes de se rendre, mardi, à Konjevic-Polje, près de Cerska, pour évacuer les blessés graves, selon un porte-parole du HCR à Genève.

Le commandant des forces serbes de Bosnie, le général Ratko Mladic, a précisé à l'agence Associated Press que l'offre d'évacuation ne concernait pas les soldats blessés qui, a-t-il dit, « devraient être soignés dans nos hôpitaux ».

A son retour de New-York, le président Izetbegovic a réaffirmé, lundi à Sarajevo, son refus de signer la carte de redécoupage de la Bosnie proposée par les coprésidents de la conférence de paix : « Je n'accepte pas cette carte, je ne l'ai jamais acceptée », a-t-il déclaré à son arrivée dans la capitale, contredisant ainsi l'optimisme affiché par l'un des médiateurs, M. David Owen, à Bruxelles (lire l'article de Philippe Lemaître).

Réagissant aux déclarations du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali (qui avait évoqué, dimanche, l'emploi de la force pour obliger les Serbes à se retirer des zones musulmanes conquises pendant les négociations), la Maison Blanche a déclaré lundi, par la voix de son directeur de la communication, que les Etats-Unis « n'envisagent pas d'envoyer des troupes américaines dans quelque mission de pacification que ce soit », tout en précisant que Washington serait prêt à envoyer ses forces « pour faire appliquer un accord déjà conclu par toutes les parties ». — (AFP, Reuters, AP, UPI)

Les Douze accentuent la pression sur les Serbes

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant
La Communauté européenne apporte un « appui complet » au plan de paix conçu par son médiateur lord Owen et par celui des Nations unies, M. Cyrus Vance, ainsi qu'à leur stratégie de négociations. Dans l'hypothèse où les Serbes de Bosnie persisteraient à refuser de signer, il conviendrait de renforcer les sanctions à leur égard ainsi qu'à l'encontre des autorités de Belgrade. Telles sont les conclusions du débat que les ministres des affaires étrangères des Douze ont consacré, lundi 8 mars, à la situation dans l'ex-Yougoslavie.

Lord Owen a longuement expliqué devant le conseil comment M. Vance et lui-même voyaient la suite des événements.

Il est convaincu que M. Izetbegovic, le président bosniaque, retournera à Sarajevo pour consulter son gouvernement, reviendra à New-York à la fin de la semaine. « J'espère qu'il nous apportera », a expliqué M. Owen, qui semble confiant. Il n'y a pas lieu, à ses yeux, de modifier la carte de redécoupage de la Bosnie en dix provinces, qui est « équilibrée » et approuvée par la Russie : certains ajustements n'ont déjà été faits au profit des musulmans et des Serbes.

Il ne croit pas en revanche que M. Karadzic, le dirigeant des Serbes de Bosnie, donnera son accord au plan de paix. Dans cette hypothèse, il faudrait rechercher un vote du Conseil de sécurité. « Nous aurons alors un plan soutenu par le monde », souligne M. Owen, c'est-à-dire un moyen puissant d'exercer sur les Serbes « une pression politique, économique, voire militaire ». Si M. Karadzic choisit finalement de signer « une hypothèse », laquelle le médiateur semble croire « viendra le temps d'engager une force de paix pour mettre en œuvre le plan et, si nécessaire, l'imposer à d'éventuels « seigneurs de la guerre » récalcitrants.

« Il faudra une force efficace, munie d'équipements plus lourds, plus sophistiqués, que ceux dont disposent les « casques bleus » actuellement sur le terrain, faisant appel à des procédures de commandement bien rodées, du type de celles que l'OTAN seule sait produire. La participation de l'OTAN n'est pas un problème : la Charte de l'ONU prévoit la possibilité de faire ainsi appel à des organisations régionales. Le grand engagement, c'est que les Américains sont prêts à y aller », estime M. Owen. Dans l'imédiat, les ministres, soucieux de maintenir la pression sur Belgrade, ont insisté sur la nécessité d'appliquer avec plus de fermeté les sanctions déjà adoptées.

PHILIPPE LEMAÎTRE

La Croatie mise sur les Etats-Unis

Reprochant à l'Europe son impuissance, Zagreb se réjouit de voir enfin les Américains, par les parachutages humanitaires, mettre le doigt dans l'engrenage yougoslave

ZAGREB

de nos envoyés spéciaux

Après les atermoiements de Washington depuis l'arrivée à la Maison Blanche de M. Bill Clinton, « les Américains, par cette décision d'ordre humanitaire, ont montré qu'ils prenaient (déjà) les choses plus au sérieux », estime le premier ministre croate, M. Stjepan Mesić, qui croit distinguer dans ces opérations aéroportées les premières d'une intervention plus « énergique ».

Soulignant les insuffisances européennes - « L'Europe connaît le problème mais n'a pas la force de le résoudre », - M. Mesić voit dans les Etats-Unis « la dernière carte » pour mettre fin au conflit. Le chef du gouvernement croate, affirmant s'être assuré une action de l'ONU, a déclaré que « certains points stratégiques de la région qu'il nous connaît, qu'aucune armée n'engagera d'infanterie sur le terrain. « Sans les Américains, le problème ne pourra pas être résolu », estime-t-il. Jeudi 4 mars, dans une entrevue à l'« Monde », le premier ministre croate. Leur rôle sera « déterminant » car « M. Clinton, qui a dit tellement de choses sur l'ex-Yougoslavie pendant la campagne électorale, ne peut avoir abordé un problème pour ensuite le laisser tomber », juge-t-il. « L'entrée en lice des Américains clarifie les choses », les Serbes nous aident par leur intransigence », ajoute-t-il. « Si les Etats-Unis décident de faire quelque chose de sérieux, ils ont les moyens de faire pression sur les Russes », a-t-il dit. Les derniers combats ont entraîné la mort de 100 personnes, dont 50 civils, a-t-il déclaré. « Les Serbes de Krajina représentent 30 % des Serbes de Croatie. Et 10 % d'entre eux sont faux, dont les importés de Belgrade », précise-t-il. « Les Serbes doivent partir, comprendre la réalité des choses, oublier la Grande Serbie ».

Second tableau : le réaménagement du mandat de la FORPRONU en Croatie. « Tout le monde comprend que le mandat précédent n'est pas une réussite. Les « Russes » sont décevants », juge le premier ministre qui ne veut pas, cette fois-ci, « signer un chèque en blanc » après cette « expérience douloureuse de douze mois ». Outre des délais précis pour la mise en œuvre de ce mandat (désarmement des milices, retour des réfugiés et restauration de l'autorité de l'Etat croate), M. Mesić, qui assure que son pays est « d'accord pour un renouvellement d'un an », pose cependant comme condition au maintien en Croatie de la FORPRONU que celle-ci puisse désormais utiliser la force.

En cas d'échec - « quand la Croatie verra qu'il n'y a pas d'autres moyens », - un troisième

tableau, plus dramatique, se dessine. « Il y a notre décision, si le processus international ne donne pas de résultat, d'aller plus loin. Et nous nous préparons à cette alternative », affirme M. Mesić, qui souligne que l'opération Maslenica - l'offensive croate lancée fin janvier dans l'arrière-pays dalmate - « a montré à l'agresseur et à l'ONU que s'il n'y avait pas d'accord, nous aurions la force suffisante pour libérer notre territoire » car « nous ne pouvons tolérer de voir une partie de la Croatie occupée ».

Pendant les mois ayant précédé l'expiration du premier mandat, Zagreb n'avait cessé de menacer de recourir à la force au cas où la FORPRONU ne parviendrait pas à remplir sa mission. Dans les cas particuliers du point de Maslenica, seul lien routier entre le nord et le sud de la Croatie, détruit à l'automne 1991, les Serbes ont une région contrôlée par les Serbes. Les Croates avaient obtenu l'accord de principe de l'ONU ainsi que des Serbes pour sa reconstruction, mais cet accord était resté lettre morte, ce qui a amené les Croates à, selon leur propre expression, « faire le travail par eux-mêmes » et reprendre cette zone.

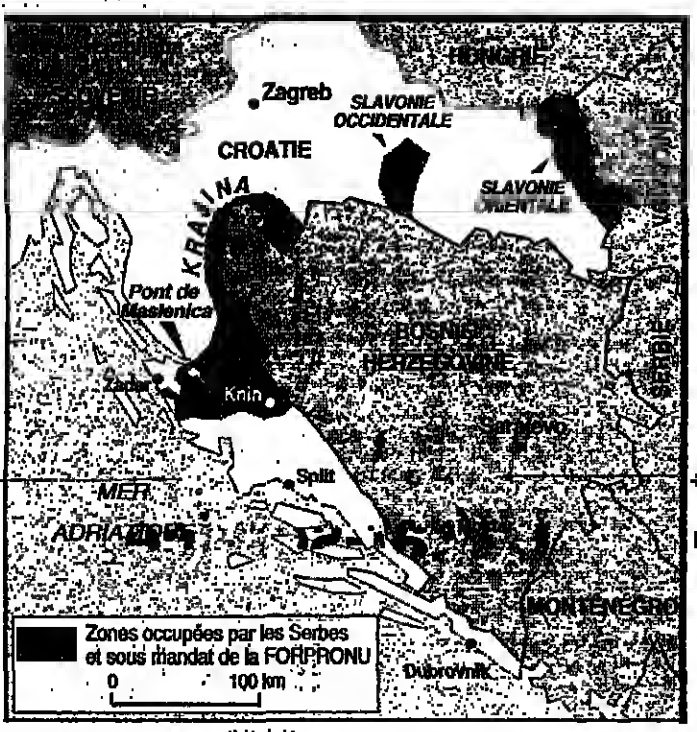
Une « incroyable collection » de contingents

Echec quasi complet, donc, pour les Croates : succès partiel mais réel pour New-York : après un an de présence, la mission de la FORPRONU en Croatie, masquée par le drame bosniaque voisin, est au centre d'une polémique ; avec, comme enjeu, un possible « renforcement » d'un mandat expiré fin février et provisoirement prolongé jusqu'en 31 mars.

Cette polémique a pour toile de fond le risque d'un retrait de l'ONU et la reprise, entre Serbes et Croates, d'une guerre qui a fait, depuis l'été 1991, plus de 6 000 morts, 20 000 blessés ainsi que 13 000 disparus dans les rangs croates, selon un récent bilan publié à Zagreb. De sources diplomatiques occidentales dans la capitale croate, on dresse un véritable réquisitoire. En Croatie, « la FORPRONU n'a pas rempli sa mission » : elle a converti les engagements des Serbes. Dès fin juillet, on savait que ce serait un échec. Le nettoyage ethnique s'est poursuivi sous les yeux de l'ONU », estime ainsi un diplomate européen.

« Pour des raisons internationales, la FORPRONU réunit une incroyable collection » de contingents, dont des bataillons très faibles, sans moyens blindés ou de communications, notamment originaires de pays africains, dit une autre source diplomatique occidentale pour expliquer les raisons de l'échec de l'ONU. « Les Russes (déployés dans l'est de la Croatie) et les Ukrainiens, qui sont un cas désespéré, se livrent au marché noir ; ils ont trop de sympathie pour les Serbes », qui sont orthodoxes et utilisent le cyrillique, comme eux. « C'est une très mauvaise décision d'avoir choisi en raison des sympathies », explique encore cette même source.

Selon Zagreb, plus de 500 personnes ont été tuées par les Serbes dans les zones « rouges » ou « roses », sous protection de l'ONU, depuis l'arrivée des « casques bleus ». Ces Serbes n'ont pas été désarmés, contrairement à la mission impartie à la FORPRONU,



qui n'avait, il est vrai, pas le droit d'utiliser la force pour menacer à bien sa tâche. Plus de 3 000 personnes ont, en outre, été expulsées de ces régions protégées par les Nations unies, affirmant les autorités croates, alors même que la FORPRONU - près de 14 000 hommes en Croatie - devait y assurer le retour des personnes déplacées, croates pour la plupart.

Parfois majoritaires aux frontières de la Croatie, les Serbes se sont rendus maîtres entre juillet 1991 et janvier 1992 de plus d'un quart de la Croatie, dix fois plus petite que la France. Ils contrôlent la Slavonie orientale - à la frontière de la Serbie - ou secteur « est » pour l'ONU, la Slavonie occidentale - ou secteur « ouest », ainsi que la Krajina ou secteurs « nord » et « sud », aujourd'hui reliée à Belgrade par un fragile corridor serbe en Bosnie - que le plan occidental de partage de la Bosnie-Herzégovine octroie aux Croates bosniaques.

« Atmosphère de terreur »

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, voyait, en février, « une amélioration » de la situation dans une « atmosphère de terreur », après avoir écrit, en novembre 1992, que dans les secteurs « nord », « sud » et « est » des rapports quotidiens de la police (civile de l'ONU) signalaient des meurtres, des destructions de maisons et d'églises, principalement contre les « non-Serbes ». M. Boutros-Ghali notait également « des actes de discrimination contre les Serbes, en diminuant, dans la partie contrôlée par les Croates du secteur ouest ».

A la FORPRONU, on ne conteste pas plus qu'un ne confirme le bilan croate. En raison de l'accès limité des observateurs de la police civile de l'ONU dans ces zones, « il n'y a pas de chiffres crédibles » sur les personnes assassinées, affirme un responsable des affaires civiles de la FORPRONU. Le Haut-Commissariat des Nations

unies pour les réfugiés admet que « pas une personne n'est retournée » chez elle mais assure ne pas connaître le nombre de personnes « déplacées » depuis l'arrivée des « casques bleus ».

« Premier à admettre qu'il reste beaucoup de choses à faire », l'ex-commandant de la FORPRONU, le général indien Satish Nambiar, remplacé début mars par le Suédois Lars-Eric Wahlgren, préfère insister sur ses succès : le déploiement compliqué d'une force réunissant pas moins de trente nationalités. Et, surtout, le retrait de l'armée fédérale yougoslave dans

la soirée du mardi 9 mars.

YVES HELLER
et JEAN-BAPTISTE NAUDET

M. Joxe à Sarajevo

Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, devait passer la journée de mardi 9 mars à Sarajevo, auprès des « casques bleus » français de la FORPRONU. Arrivé en début de matinée à Split, M. Joxe devait se rendre en Transil dans la capitale de la Bosnie, afin d'y rencontrer - avant de quitter très prochainement ses fonctions de ministre de la défense pour présider la Cour des comptes - le général Philippe Marillo et les « casques bleus » français. Le ministre de la défense avait prévu de rentrer à Paris, en transitant une nouvelle fois par Split, dans la soirée du mardi 9 mars.

A LIRE CE MOIS-CI

L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE

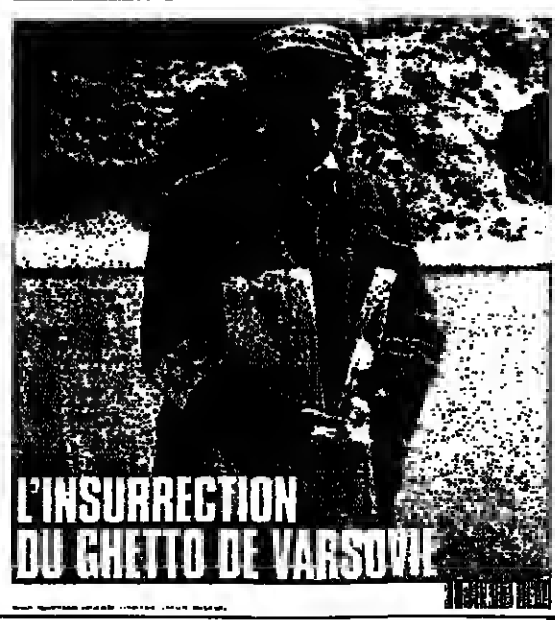
Il y a cinquante ans, le ghetto de Varsovie se soulevait contre les Allemands. Qui étaient les combattants du ghetto ? Comment s'est organisée la résistance de ces quelques centaines de civils ?

LA FIN DE LA BANLIEUE ROUGE

Saint-Denis, Saint-Ouen, Aubervilliers, Ivry : Où sont passés les électeurs communistes ?

L'HISTOIRE

LES ORIGINES DE LA SEULE BANLIEUE ROUGE DU COMMISSARIAT



N° 164 • MARS 1993 • EN KIOSQUE • 34 F

une histoire

André Balland
LA FRANCE
sur le divan

DIPLOMATIE

Quelque trente postes concernés par le mouvement en cours

Une grande saison de nominations au Quai d'Orsay

Le pouvoir socialiste est-il en train de se construire «son» réseau diplomatique en prévision d'une cohabitation conflictuelle, de placer ses hommes dans les ambassades-clés, comme on le laisse entendre ici et là en ces temps de campagne électorale? Ces derniers mois auront été une grande saison de nominations, au Quai d'Orsay comme dans d'autres administrations. Le mouvement diplomatique en cours concerne une trentaine de postes, ce qui est beaucoup et qui témoigne, au minimum, de la part de l'Élysée, d'une volonté d'éviter une négociation permanente avec la future gouvernance sur la relève de tel ou tel ambassadeur approchant plus ou moins du terme normal de son mandat.

On peut trouver des exemples, dans cette série de nominations, si l'on veut instruire un nouveau procès de la gauche pour tentative de mainmise sur la diplomatie française. Mais ce serait un procès à l'emporte-pièce, pour des mouvements qui, dans leur très grande majorité, respectent les règles usuelles du déroulement de la carrière diplomatique.

Quelques-unes de ces nominations ont été imposées (le Quai d'Orsay propose, mais le président dispose) et ont obligé à une série de mutations en chaîne. On a ainsi fait la place à Téhéran pour M. François Nicoulaud, l'actuel directeur de cabinet de M. Pierre Joxe, ministre de la défense, que sa carrière diplomatique n'avait pas encore conduit dans cette région et qui, fort remarqué certains, remplace un peu vite l'actuel ambassadeur, qui n'était en Iran que depuis moins de deux ans. Mais ce dernier, M. Hubert Collin de Verdère, est nommé directeur d'Afrique et du Moyen-Orient à l'administration centrale, ce qui n'est pas déshonorant, au contraire.

On a aussi «délogé» l'ambassade de France en Syrie pour M. Jean-Claude Cousseran, conseiller diplomatique de M. Pierre Bérégovoy, qui, avant de passer par les cabinets de M. Charles Hernu à la défense, de MM. Claude Cheysson et Roland Dumas aux affaires étrangères, puis par le DGSE, avait été en poste notamment à Beyrouth, Bagdad, Téhéran et plus récemment à Jérusalem et qui n'est donc pas a priori le moins qualifié pour l'ambassade de Damas. Son prédécesseur, M. Daniel Contenay, était à ce poste depuis près de quatre ans, ce qui est la durée normale. Il n'en reste pas moins en route pour l'instant, après avoir été pressenti pour occuper la direction du personnel, puis récusé par l'Élysée, qui l'aurait jugé trop à droite.

Parce que M. André Gadaud, chef du protocole depuis 1988, suivant la voie tracée par son prédécesseur, a voulu, à son tour s'installer à Madrid, on a demandé à ce dernier, M. Henri Benoit de Coignac, où il souhaitait aller après l'Espagne, et on lui a donné Rabat, que d'autres sollicitaient.

Tous ces hommes cependant sont des diplomates de carrière. Le fait, pour certains d'entre eux, d'être issus de cabinets ministériels devrait leur valoir présomption d'aptitude, à moins de considérer comme discréditantes l'appartenance à un ministère quand il est socialiste. Quant à savoir si les services du protocole sont la meilleure préparation à l'ambassade dans une grande capitale européenne ou dans un poste «sensible» comme Rabat, chacun peut avoir son point de vue. Mais il est difficile, en tout cas, de voir en MM. Gadaud ou

Benoit de Coignac de vivantes incarnations de la gauche militante.

Les nominations politiques, les amitiés du président, comme il y en a eu qui firent scandale sous le premier septennat de François Mitterrand, sont une chose, les contre-emplois une autre, qui relève de la difficulté de gérer les carrières dans une grande administration. C'est dans ce second registre que s'inscrit plutôt l'affectation à Beyrouth de M. Michel Chatalets, présenté au Quai d'Orsay comme un bon africaniste, mais connu parmi les journalistes en poste à Bagdad, où il était ambassadeur depuis 1989, pour la remarquable aveuglement dont il a fait preuve dans la crise yougoslave.

Amalgames

C'est dans le premier en revanche – celui des faveurs du président – que s'inscrit l'envoi dans un pays difficile, le Zaïre, de M. Georges Vireon, qui, pour avoir été l'ami et le médecin de M. Mitterrand, a été nommé à la fonction d'ambassadeur dès 1981. Quant aux placards diplomatiques dorés, comme l'ambassade de France à Managua, quand bien même le prince choisirait M. Thierry de

Beaucourt parmi les candidats que lui propose le France, le face du monde n'en sera pas changé.

Dans les polémiques préélectorales, on a tout fait de pratiquer l'amalgame, de mêler les nominations de non-diplomates qui firent scandale au début du premier septennat (il n'y en a eu plus depuis 1988), à celles plus récentes d'hommes qui, pour être supposés sympathisants socialistes, n'en sont pas moins d'abord des diplomates chevronnés, comme ceux qui occupent les «grandes» ambassades de Washington et de Bonn. Il faudrait, pour être juste, passer en revue aussi les hommes qui, ces dernières années, ont accédé aux directions du Quai d'Orsay et qui, auparavant, avaient déjà été promus par MM. Valéry Giscard d'Estaing ou Jacques Chirac, ou participé aux cabinets de MM. Jean-François-Poncet ou Jean-Bernard Raimond.

Depuis 1981, le «moulin» du Quai d'Orsay a eu plus d'une fois été heurté par la pratique des nominations. Parmi quelques nominations ou oublis contestables, on aurait mauvaise grâce cependant à assimiler le mouvement diplomatique en cours à un vaste complot

de la gauche socialiste. Les équipements techniques dont est en train de se doter l'Élysée pour recevoir tous les télégrammes des ambassades font également beaucoup jaser ces temps-ci.

A plusieurs reprises au début de la précédente cohabitation, l'Élysée s'était plaint de ne pas disposer en temps voulu d'informations importantes, et il a fait payer par la suite, au moyen des affectations, ceux qu'il jugeait coupables d'avoir à cette époque fait le jeu de Mitterrand. Sans doute s'agit-il d'éviter la répétition de telles mésaventures, donc d'un signe de méfiance plus que d'un abus de pouvoir.

Ce qui inquiète le plus, en fait, chez les candidats à la relève gouvernementale, c'est le bruit selon lequel le président songerait à s'entourer d'une équipe de conseillers diplomatiques particulièrement «musclés» puisque M. Roland Dumas lui-même en serait. De quoi s'interroger affectivement, si la rumeur était fondée, sur la sincérité des déclarations selon lesquelles, cohabitation ou pas, la politique étrangère de la France est et doit rester indivisible.

CLAIRE TRÉAN

ASIE

Indonésie : le rite Suharto

Suite de la première page

Ce ne sera peut-être plus le cas cette fois-ci, compte tenu de l'âge du président et de l'éventualité qu'il ne brigue pas un septième mandat. Chargé d'assumer la présidence en cas de vacance, M. Try Sutrisno pourrait d'autant plus être l'homme de la succession qu'il a l'appui de l'armée, à laquelle la constitution attribue un rôle privilégié.

Ce n'est pas par hasard, non plus, que, le 1^{er} mars, dans son discours d'ouverture de l'Assemblée consultative, M. Suharto s'est prononcé pour une libéralisation du régime. «Nous avons bénéficié de stabilité nationale pendant un quart de siècle. Une telle stabilité ne peut être maintenue par une main de fer, quelle que soit la force de cette dernière. Et le président d'ajouter : «Une si longue période de stabilité ne peut être entretenue que par un État démocratique et un système politique qui réponde aux changements.» Certes, M. Suharto s'est déjà émis des promesses de ce genre par le passé. Mais des appels aux réformes ont été un peu plus

pressants ces derniers temps. Et le discours du président doit aussi être replacé dans le contexte d'une Indonésie qui entend affirmer davantage une autorité régionale et internationale.

Le régime ne peut certes pas oublier qu'il est né dans un bain de sang : la répression anticomuniste, des années 1965-1966, aurait fait jusqu'à un demi-million de morts. Les dirigeants indonésiens sont, en outre, toujours absents, sans raison, par l'unité d'un archipel de 13 000 îles et de plus de 185 millions d'habitants.

Améliorer l'image du régime

A Timor-Orient, occupé militairement en 1975, à Irian Jaya (lie de Nouvelle-Guinée) ou à Aceh (Sumatra), les mouvements séparatistes, les révoltes, l'économisme, les querelles religieuses, sont brutalement réprimés. Pour les autorités, adhérer à l'idéologie nationale, le Pancasila, est une obligation, et rien ne doit entraver le développement économique, réel, de l'Indonésie. Bapuk (le père)



P. ANITA



Suharto, tient, en particulier, à son image de «père du développement».

Soucieux, pourtant, de renforcer son assise internationale, il a accueilli à Djakarta, en septembre, le sommet des non-alignés, dont il assure depuis, pour trois ans, la présidence. Le régime est donc également en quête de respectabilité,

ce qui explique, en particulier, un certain nombre de développements récents.

Un tollé international ayant accueilli, en novembre 1991, le massacre de Dili, à Timor-Orient (sans doute plus de 100 morts), quelques officiers ont été limogés et une commission d'enquête officielle a admis que la répression

militaire avait fait «environ 50 morts et plus de 90 blessés» parmi les manifestants.

En décembre, le chef de l'État a lancé un appel à la tolérance après des attaques contre des églises chrétiennes, dans un pays où les musulmans sont fortement majoritaires. M. Suharto, qui a fait son pèlerinage à La Mecque début 1992, avait donné l'impression qu'il était prêt à s'appuyer sur les musulmans pour contrebalancer le poids de forces armées attachées à la laïcité. «Nous devons respecter la liberté d'expression de sa propre religion», a-t-il déclaré à des bouddhistes après que plusieurs églises et temples, notamment dans l'est de Java, eurent été la cible de musulmans, accusant les chrétiens de «provoquer le chaos».

Fin janvier, M. Suharto a lui-même inauguré, à Djakarta, un séminaire sur les droits de l'homme en Asie-Pacifique, organisé par l'ONU. Le président indonésien en a, certes, profité pour défendre la thèse des milieux dirigeants de la région : «Toutes les nations du monde respectent les droits de l'homme. Mais il est clair qu'il y a des différences entre notions et régions en ce qui concerne l'interprétation, les institutions et l'application» de ces droits, a-t-il notamment déclaré.

Il reste que les Nations unies ont accepté que se réunisse ce séminaire en Indonésie, et que des organisations comme Amnesty International

ont participé. Entre-temps, le gouvernement indonésien a mané avec avantage de précaution le cas de Xanana Gusmao, qui dirigeait l'insurrection armée à Timor-Orient, et qui a été capturé en novembre. Des journalistes portugais ont été autorisés à assister au procès, en cours à Dili, de l'ancien chef du FRETLIN (Front de libération de Timor).

Tant pour ménager son image à l'étranger que pour épaisser les coiffes potentielles dans l'archipel, le régime pourrait s'assouplir. Mais il se le ferait que dans des limites très nettes : que tout ce qui peut être considéré par le pouvoir comme force centrifuge (régionalisme, fanatisme religieux, radicalisme, séparatisme) n'en profite pas.

Dans l'immédiat, la succession du président Suharto semble reportée de cinq ans. Mais la promotion à la vice-présidence du général Try Sutrisno, et surtout, les circonstances dans lesquelles elle est réalisée, soulignent à quel point l'armée demeure au centre de la vie publique.

Les militaires auront à gérer l'après-Suharto, et la façon dont ils s'y prendront sera déterminante. A moins de bouleversements imprévisibles, le passage à une autre phase de la vie politique indonésienne s'amorce peut-être en 1993, après plus de vingt-sept ans d'un «ordre nouveau».

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFGHANISTAN

Réactions favorables à l'accord de paix

Le président Burhanuddin Rabbani, le nouveau premier ministre, M. Gulbuddin Hekmatyar, ainsi que six autres leaders afghans ont fait, lundi 8 mars, en compagnie du chef du gouvernement pakistanais, M. Nawaz Sharif, le petit pèlerinage (umra) à La Mecque, pour sceller l'accord signé le 5 mars à Islamabad.

Mais, M. Yunus Khalis, chef d'une branche dissidente du parti Hezbi-Islami qui n'a pas signé l'accord, a déclaré que celui-ci paraissait avoir «un goût de sang». Trois personnes au moins ont été tuées et plusieurs autres blessées par des tirs de roquette, lundi 8 mars, à Kaboul, alors que les combattants célébraient le conclu-

sion du cessez-le-feu. Le département d'État américain a qualifié de «pas en avant» la signature de l'accord.

Bien que Washington ait des réserves envers M. Hekmatyar, chef d'une formation intégriste, le porte-parole M. Boucher a déclaré : «Plus le représentant d'un gouvernement est large, plus il est susceptible de mettre fin aux combats.» De son côté, la France a exprimé sa «satisfaction». «Nous souhaitons que les choses se déroulent de telle façon que nous puissions reprendre notre coopération traditionnelle avec l'Afghanistan», a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay. — (AFP, AP, Reuters, UPI)

■ CORÉE DU NORD : état de «semi-guerre». — Pyongyang a proclamé, lundi 8 mars, l'état de «semi-guerre» en réponse au lancement de manœuvres américano-sud-coréennes ; celles-ci coïncident avec des pressions internationales consécutives à un refus d'inspection par la Corée du Nord de deux de ses sites nucléaires. Cette mesure d'exception a été annoncée par M. Kim Jong-il, commandant de l'armée nord-coréenne et fils du président Kim Il-sung, dans une proclamation qui précise qu'«un conflit peut éclater à tout moment». — (AFP)

L'homme des militaires à la vice-présidence

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

A la suite du massacre de Dili, en Timor-Orient, en novembre 1991, certains avaient pensé qu'il avait du plomb dans l'âme. Commandant en chef des forces armées depuis 1989, le général Try Sutrisno n'avait pas vu venir les événements. En outre, il avait défendu avec vigueur, devant le Parlement, la thèse de l'armée («19 morts»), qui devait être contredite par l'enquête officielle ordonnée par le président Suharto («environ cinquante morts»). On disait aussi que cet ancien aide de camp du chef de l'État (1974-1978) n'avait pas tellement poussé, lors des promotions au sein des forces armées, les «pions» de Suharto — lequel, pourtant, avait prolongé son mandat au-delà de la retraite légale (cinquante-cinq ans).

A cinquante-sept ans, le général Try Sutrisno se retrouve, cependant, candidat unique à la vice-présidence. L'officier a prouvé qu'il plaçait avant tout les intérêts de l'armée, qui lui a renvoyé la balle en le désignant, le 12 février — sans attendre que

M. Suharto, selon l'habitude, se prononce publiquement. Le président devait bien se douter du choix des généraux : en juin, en effet, Try Sutrisno n'avait pas figuré sur la liste des cent membres du Parlement (sur cinq cents) nommée par l'armée. Cette institution songerait peut-être, déjà, à en faire son candidat à la vice-présidence. M. Suharto, qui qu'il en soit, n'en a pas pris ombre puisqu'il avait, depuis lors, et pour la troisième fois, prolongé d'un an le mandat du général à la tête des forces armées.

Populiste et pragmatique

Javanais, petit-fils de prédicateur musulman, populiste, passant pour avoir la confiance des milieux d'affaires chinois qui dominent l'économie, l'ancien patron des forces armées — il a démissionné de ses fonctions le 17 février — ne manque pas d'atouts. Cat ancien ingénieur militaire, d'allure assez jeune, amateur de karaté et de golf, s'enrichissant récemment par le biais de la pratique de la langue de bois militaire en dénonçant,

en novembre, l'émergence d'une «quatrième génération de communistes», sous couvert de luttas pour les droits de l'homme ou la défense de l'environnement. Mais il sait aussi se montrer pragmatique, en dénonçant les attaques contre des églises chrétiennes.

Se retraite militaire n'a pas créé de vrai déséquilibre entre les proches du président et les autres. Il a été remplacé par le patron de l'armée de terre, le général Edi Sudrajat, présenté comme un «professionnel», et qui avait été chargé par le président de nommer le Conseil d'honneur qui, après enquête, a annoncé des sanctions à l'égard de six officiers impliqués dans le massacre de Dili. Mais le général Edi Sudrajat se trouve à un an de la retraite, il a récemment été opéré d'un cancer, et on n'exclut pas qu'il soit nommé au poste, moins exigeant, de ministre de la défense.

Une telle hypothèse condamnerait à la retraite le général Benny Murdani, autrefois l'un des chefs militaires les plus influents et les plus indépendants. La direction des forces armées pourrait alors être confiée au général

Faisal Tanjung, actuel chef d'état-major général, qui est un Batak musulman de Sumatra. Et celle de l'armée de terre trait au général Wisnomo Arismunandar, qui a la triple avantage d'être brillant, d'avoir occupé des commandements importants et... d'être un parent par alliance du président.

Assurer une transition sans heurts

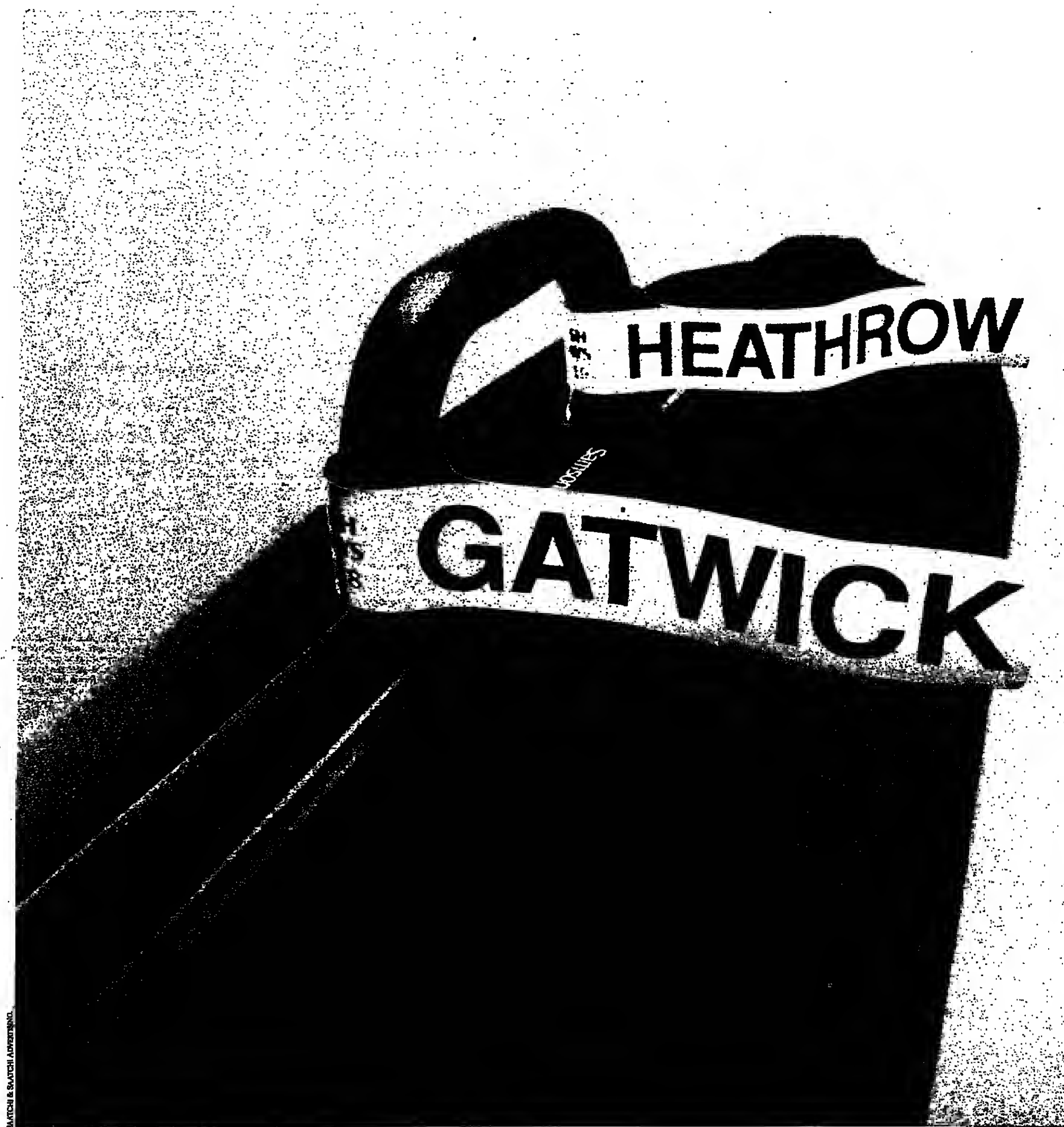
Les autres combinaisons envisageables à la tête des forces armées ont pour point commun de préserver, elles aussi, les intérêts du président Suharto — dont deux anciens aides de camp occupent déjà deux postes-clés : les commandements de la place et de la police de Djakarta. Ainsi, avec Try Sutrisno à la vice-présidence, M. Suharto pourrait-il envisager une retraite avec plus de sérénité ; soucieux d'assurer une transition sans heurts, l'armée ne souhaite pas que la controverse sur les nombreuses affaires des enfants du président gâche la place publique. Car le chef de l'État entend bien, quant à lui, garantir l'avenir de sa famille.

J.-C.P.

السلامة العامة

هك من الشغل

Maintenant, British Airways dessert Londres *et* Londres.



Au départ de Paris, Nice, Lyon et Marseille, British Airways dessert désormais Londres-Heathrow et Londres-Gatwick, pour qu'il vous soit plus pratique d'aller à Londres.

Paris: 10 vols Heathrow, 8 vols Gatwick. Nice: 3 vols Heathrow, 1 vol Gatwick. Lyon: 2 vols Heathrow, 2 vols Gatwick*. Marseille: 1 vol Heathrow, 2 vols Gatwick* (à partir du 1^{er} mars 1993).

*Vols British Airways en association avec TAT European Airlines.

BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

Découvrez les avantages qui vous sont réservés à Londres-Gatwick et profitez d'un billet de train Allen-Romur Gatwick-Victoria Station offert par British Airways pour tout achat d'un billet British Airways Plein Tarif, Club Europe ou Euro Traveller. Offre valable jusqu'au 30.06.93. Il vous suffit de compléter et de renvoyer ce coupon à British Airways France, "Opération Gatwick", Tour Winterthur cedex 18, 92085 Paris-La Défense.

Nom _____ Prénom _____ Adresse ☐ Professionnelle ☐ Privée (cochez la case de votre choix)
Code postal _____ Ville _____
Téléphone professionnel _____ Téléphone privé _____ ☐ Chargé de voyages ☐ Voyageur d'affaires

Combien de voyages avez-vous effectué ces 12 derniers mois sur des vols internationaux?
☐ 1
☐ 2 à 5
☐ 6 à 10
☐ Plus de 10

Quelles sont vos principales destinations?
☐ Royaume-Uni
☐ Europe (sauf Royaume-Uni)
☐ Moyen-Orient
☐ Amérique
☐ Afrique
☐ Asie

Ces renseignements, destinés au seul usage des services British Airways, feront l'objet d'un traitement informatique et seront strictement confidentiels. Conformément à la loi, vous disposez d'un accès aux informations vous concernant.

MD

PROCHE-ORIENT

Après le meurtre d'un colon et de deux Palestiniens

Les Israéliens s'interrogent sur leur présence dans la bande de Gaza

Deux ouvriers palestiniens ont été tués, lundi 8 mars, dans la bande de Gaza, par des colons juifs rendus furieux par le meurtre, le matin même, d'un des leurs (le Monde du 9 mars). Du coup, le débat sur un éventuel retrait unilatéral de ce territoire occupé redouble d'intensité en Israël.

JERUSALEM

de notre correspondant

«Gaza est un cancer». Trente-sept ans après, le diagnostic porté par David Ben Gourion sur la région la plus tumultueuse de tous les territoires occupés par Israël semble toujours juste. Pour l'État juif, aujourd'hui plus qu'hier, Gaza est bien «un cancer» et, comme le disait le vieux lion, «un corps sain cherchera toujours à se débarrasser d'un cancer» (1). Toute la question, en tête des préoccupations politiques du moment, est de savoir comment.

«Cancer, haril de poudre, marmitte d'huile en ébullition, nid de frelons». La presse et les échos locaux, quand il s'agit de ce territoire et de ses huit cent mille habitants - dont 70 % de réfugiés, entassés sur 350 kilomètres carrés, ne sont jamais à court d'images apocalyptiques. Gaza, pour tous les Israéliens scotchés, c'est l'enfer, le cauchemar des familles de soldats, jeunes conscrits et vieux réservistes qu'on envoie là-bas, pour des périodes variables, faire la police, réprimer des manifestations de gamins et se faire occasionnellement tirer dessus par d'invincibles agresseurs qui ont l'avantage du terrain et la sympathie des populations.

A l'exception de l'extrême droite, la majorité des Israéliens sont d'accord : à Gaza, il s'agit tout au plus de maintenir une présence, en attendant que l'on se mette d'accord sur la conduite à tenir à l'égard d'un territoire dénué de valeur stratégique. Et qui coûte cher à tous points de vue. «Sur le plan de la sécurité nationale, écrit le week-end dernier le fameux chroniqueur militaire du quotidien Haaretz, Zeev Schiff, Gaza est la preuve douloureuse de l'échec de la

réflexion stratégique israélienne». Cette réflexion, selon lui, «n'est rien d'autre, en l'occurrence, qu'un mélange de sentimentalisme et d'idéologie [celle de «Gaza Israël» chère au gouvernement pré-cédent] assaisonné d'un zeste de tactique militaire». «Un petit peuple, ajoutait-il, ne peut tout simplement pas imposer un couvre-feu permanent à un autre».

C'est à Gaza que l'intifada palestinienne a commencé en décembre 1987. C'est à Gaza que le soulèvement populaire contre l'occupation a repris avec le plus d'intensité. Depuis que, le 17 décembre dernier, le gouvernement a expulsé plus de quatre cents Palestiniens vers le Liban, chaque jour ou presque apporte son lot de violence. Près des deux tiers des soixante-deux personnes tuées depuis onze semaines dans les territoires occupés - dont cinquante-quatre Palestiniens - ont trouvé la mort à Gaza.

Pour M. Rabin
la solution est politique

Il y a trois mille colons dans le chaudron de Gaza. La plupart d'entre eux, faute de travailleurs juifs assez incompétents pour cultiver des légumes en serre dans un champ de haïco, emploient des journaliers locaux, des Palestiniens. Ce sont deux d'entre eux qui ont assassiné leur patron lundi matin. Probablement sur ordre, puisque dans les heures qui ont suivi, un tract placardé sur les murs de la mosquée de Khan Younis revendiquait le meurtre au nom des «Faucons du Fatah», une milice armée qui agit au nom de l'organisation de M. Yasser Arafat. Engrangeant. Les organisations nationalistes laïques des Palestiniens s'opposent depuis des semaines au formidable «coup de pub» donné le 17 décembre par M. Itzhak Rabin à leurs rivaux islamistes du Hamas et du Jihad islamique.

«En les expulsant, nous expliquait récemment un activiste de l'Olp à Gaza, Rabin en a fait des héros. Il nous est aujourd'hui impossible de laisser aux islamistes le monopole de la lutte armée contre les soldats et les colons. Ou alors nous serons éliminés. Et les Israéliens n'auront plus personne

avec qui négocier». Lundi soir, plusieurs dizaines de colons juifs de Gaza manifestaient à Jérusalem devant la résidence du premier ministre pour réclamer sa démission, mais aussi pour exiger plus de sécurité, plus de répression et davantage de banissements.

«Il nous faut partir, abandonner Gaza à son triste sort ou alors nous y perdrons notre âme». A la complainte lancinante et répétitive des réservistes qui ont eu le déplaisir d'y servir et qui multiplient partout les interventions, l'opinion israélienne apporte massivement son soutien. Selon un dernier sondage publié la semaine dernière dans le quotidien conservateur *Masrivi*, 77 % des personnes interrogées se déclarent en faveur d'un retrait aussi rapide que possible de la bande de Gaza. Mais la moitié d'entre elles estimant qu'Israël ne peut rappeler ses soldats que dans le cadre d'un accord global avec les Palestiniens.

Tout le débat est là, qui revient dans la pays à chaque attentat terroriste. Seulement trois des seize ministres du gouvernement en place sont en faveur d'un retrait plus ou moins immédiat. Leur champion, M. Haim Ramon, travailliste et ministre de la Santé, explique quotidiennement qu'Israël n'a rien à gagner et beaucoup à perdre en continuant d'occuper un territoire dont 99 % des habitants, selon une confidence récente du chef de l'administration militaire locale, le général Ghazi, «nous haïssent».

Mais on ne fait pas de bonne politique avec des sentiments. Presque tous les spécialistes israéliens aussi bien civils que militaires sont d'accord avec cette opinion émise lodi par l'ancien général Benjamin Ben Elzezer, ministre du logement et proche de M. Rabin : «un retrait unilatéral de Gaza est tout simplement inconcevable». Pour au moins trois raisons.

D'abord parce qu'économiquement, la bande de Gaza, protégée de l'expédition de Suez, le territoire avait été rattaché à l'Égypte l'année suivante et fut administré par Le Caire jusqu'en 1967, année de la reconquête par Israël.

bonnes chances pour que le repli des forces israéliennes soit immédiatement suivi d'une véritable guerre civile entre islamistes et nationalistes laïcs pour le contrôle du territoire. Et il n'est pas du tout certain que ces derniers seraient vainqueurs d'un bain de sang. Enfin - et du point de vue d'Israël, c'est un argument massif - parce que sans un accord global négocié avec les Palestiniens, le risque existe que, «livré à elle-même, la bande de Gaza devienne rapidement, selon M. Ben Elzezer, la plus grande base terroriste de la planète».

Scénario catastrophique énoncé le week-end dernier dans *Masrivi* par M. David Ronen, un ancien responsable des services de sécurité intérieure (Shin Bet) : «des commandos-suicides trouveraient le moyen d'entrer en Israël, des armes lourdes feraient leur apparition et (...) les localités israéliennes de la région seraient toutes les chances de se retrouver bombardées au mortier ou au lance-roquette». En clair, les experts en sont certains : aussitôt parties, les forces israéliennes seraient rapidement contraintes de reconquérir Gaza. On peut imaginer à quel prix humain.

Faute de «disparaître toute seule dans les eaux de la Méditerranée», comme le rêvait récemment M. Rabin, la bande de Gaza représente une gêne considérable pour Israël. L'État juif ne peut ni absorber ce territoire ni s'en débarrasser. Le premier ministre, qui refuse obstinément le débat public que lui réclame M. Ramon, n'a pas fait partie intégrante du foyer national que les Palestiniens appellent de leur voix. Le soldatisme, comme le dit souvent M. Rabin, est politique. Reste à résoudre les fils de la négociation et du processus de paix.

PATRICIE CLAUDE

(1) Israël avait occupé une première fois la bande de Gaza en 1956 lors de l'expédition de Suez. Le territoire avait été rattaché à l'Égypte l'année suivante et fut administré par Le Caire jusqu'en 1967, année de la reconquête par Israël.

ÉGYPTE

Premier grand procès des auteurs présumés d'attentats contre des touristes

LE CAIRE

de notre correspondant

Le procès de quarante-neuf extrémistes musulmans - dont six sont en fuite - soupçonnés d'être les auteurs d'attentats contre des touristes a commencé, mardi 9 mars, devant un tribunal militaire dans la banlieue du Caire. C'est le procès le plus important contre des extrémistes musulmans depuis l'arrivée du président Hosni Moubarak au pouvoir en 1981, si l'on excepte celui des assassins du président Sadate et d'une centaine de policiers à Assiout, en Haute-Égypte. Une douzaine d'accusés risquent la peine de mort, en vertu d'amendements récemment apportés à la loi pour lutter contre le terrorisme.

Les chefs d'accusation retenus contre les accusés vont du terrorisme et de l'appel à renverser le pouvoir à la «diffusion de tracts» ou à l'«organisation de conférences de presse à l'intention des milieux occidentaux». On mentionne égale-

ment la volonté de porter atteinte à l'unité nationale (agression contre les touristes égyptiens près de Minieh) et à l'économie, le tourisme étant atteint.

Lors de deux précédents procès d'extrémistes musulmans à Alexandrie, huit peines de mort, dont sept par contumace, avaient été prononcées le 3 décembre. Un autre extrémiste musulman a été condamné à mort pour l'assassinat d'un policier, mais aucune exécution n'a encore eu lieu.

La police égyptienne a d'autre part arrêté, samedi 6 mars, Cheikh Ahmed Darouich, l'un des principaux adjoints de Cheikh Omar Abdel Rahman, «guide» de l'organisation extrémiste musulmane Jamia Islamiya, dont le nom a été cité dans l'enquête sur l'attentat contre le World Trade Center à New-York. Cheikh Darouich est soupçonné d'avoir trempé dans l'assassinat, mercredi 3 mars, d'un policier et de son fils dans la province d'Assiout.

ALEXANDRE BUCCIANTI

AFRIQUE

RWANDA : selon une commission d'enquête internationale

Des violations «systématiques» des droits de l'homme ont fait plus de 2 000 victimes en deux ans

Des violations «massives et systématiques» des droits de l'homme ont fait plus de 2 000 victimes civiles depuis le début du conflit dans ce pays, en octobre 1990, a affirmé lundi 8 mars, en présentant son rapport, une commission internationale d'enquête qui s'est rendue au mois de janvier au Rwanda où elle a notamment découvert deux charniers (le Monde du 5 février).

À la cours d'une conférence de presse à Paris, M. Daniel Jacoby, président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), qui fait partie de la commission avec quatre autres organisations non gouvernementales, a souligné que le gouvernement rwandais était impliqué «à un très haut niveau de responsabilité» dans ces exactions, mais a également fait valoir que les troupes rebelles du

Front patriotique rwandais (FPR) ont «commis des excès extrêmement graves à l'égard des populations civiles».

Selon la commission d'enquête, «la responsabilité du président Juvénal Habyarimana et de son entourage est lourdement engagée». Le rapport fait état de l'existence, dans l'entourage du président, d'un «cercle d'une vingtaine de personnes qui organisaient les massacres, les affrontements avec l'opposition et les assassinats».

Réagissant à la publication de ce rapport, la Belgique a rappelé ce consultant ses ambassadeurs au Rwanda lundi et a indiqué qu'elle pourrait «réévaluer sa politique de coopération civile et militaire» avec ce pays. L'ambassadeur du Rwanda à Bruxelles a été convoqué au ministère des affaires étrangères. (AFP)

ALGÉRIE

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie soupçonne le gouvernement de «compromission» avec les islamistes

ALGER

de notre correspondant

Alors qu'il critiquait vivement l'action gouvernementale depuis quelque temps déjà, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), formation politique se situant plus qu'au centre, a été écarté de cette «compromission», M. Sadi envisageait d'encourager l'émergence d'un nouveau pôle, celui des «républicains», s'opposant à la fois aux islamistes et au pouvoir. «Nous devons aux autorités, a déclaré le secrétaire général du RCD, qu'elles nous ont comme seul choix que de libérer rapidement les lieux - et nous exhortons une pression pour cela - afin de leur faire subir les conséquences de leur gestion défectueuse. Je suis persuadé que M. Abdeslam collera très cher au pays, qui l'a rappelé». L'entrée du RCD dans l'opposition radicale apparaît donc comme irréversible et sa participation au dialogue national prôné par le HCE très incertaine.

Le HCE n'en a pas moins annoncé l'ouverture, le 13 mars, de ce dialogue, pour lequel la participation directe de l'armée apparaît comme une «nécessité politique» aux yeux du Front des forces socialistes (FFS) de M. AB Ahmed. La défection éventuelle du parti de M. Sadi, si elle ne peut l'empêcher, en modifiera quand même les données. (Interim)

AFRIQUE DU SUD : le fils du président De Klerk épouse une finaliste de la coupe de la présidence de Klerk, Willem, a annoncé son intention d'épouser, fin septembre ou début octobre, une jeune femme de race blanche, Hermien Mostert. M. Willem De Klerk avait définitivement rompu ses fiançailles avec Erica Adams, une reine de beauté métisse. Selon le *Sunday Times*, la séparation avait été provoquée par des pressions exercées par le président De Klerk et sa femme. (AFP, Reuters)

BÉNIN : éviction d'une centaine de détenus. Les autorités ont annoncé, lundi 8 mars, l'évasion, samedi, de plus de cent détenus de la prison de Ouidah, à 42 km de Cotonou. Parmi les évadés figurent sept militaires incarcérés à la suite de la mutinerie de la garnison de Natitingou, en août dernier. Ils ont neutralisé les deux gardiens en service, avant d'ouvrir toutes les cellules. (AFP, Reuters)

TOGO : un officier français tué dans un accident. - La troisième division parachutiste a annoncé, dans un communiqué publié lundi 8 mars à Toulouse, qu'un officier français a été tué et deux sous-officiers grièvement blessés, samedi, dans le sud du Togo. Tous trois étaient en mission de reconnaissance, selon le communiqué qui n'a pas précisé les circonstances de cet accident. (Reuters, AP)

TOGO : la France maintient l'aide humanitaire. - Le ministère de la coopération a annoncé, lundi 8 mars à Paris, l'attribution d'une aide humanitaire d'une valeur de cinq millions de francs à la population togolaise. «Par ce geste, la France entend manifester que, en dépit de la suspension de sa coopération militaire le 23 octobre 1992 et civile le 11 février 1993, elle ne se désintéresse pas du sort de ces populations», a précisé le ministre dans un communiqué. (AFP, Reuters)

Dix-septième volume de la collection «Manière de voir»
Un dossier édité par

LE MONDE
diplomatique

NATIONALISMES : LA TRAGÉDIE YOUGOSLAVE

- Un monde à reconstruire, par Ignacio Ramonet.
- L'Occident saisi par la violence des replis identitaires, par Georges Corm.
- Coûteuse myopie des grandes puissances, par Paul-Marie de La Gorce.
- Les dangers de la non-intervention, par Claude Julien.
- Du projet d'union des Slaves du Sud à l'étouffement des différences, par Catherine Samary.
- Que cessent des vents chauvins, par Ismail Kadare.
- Confrontation avec la vérité, par Vuk Draskovic.
- La Russie, à son tour, menacée de démantèlement ?, par Marc Ferro.
- Et des articles de Jean Yanguin, Joseph Yacoub, Alain Bih, Philippe Minard, Juan Fernandez Elorriaga, Jacques Decormoy, Anne Kiefer, Catherine Lutard, Christophe Chicher, Marie-Françoise Altain, Xavier Galmiche, Antoine Sanguinetti, Catherine Lafon, Jean-Claude Lamoureux, Thierry Malinaki et Alain Grash.

100 pages - 42 F - En vente dans les kiosques

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec François Léotard

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

MERCREDI 10 MARS
8h / 9h

هكمان الفضل

هكنا من العمل

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : l'enquête sur l'attentat au World Trade Center de New-York

Le FBI annonce que de nouvelles arrestations pourraient avoir lieu

Le FBI a annoncé lundi 8 mars qu'il pourrait lancer de nouveaux mandats d'arrestation ou de perquisition dans le cadre de l'enquête sur l'attentat commis le 26 février contre le World Trade Center de New-York. M. James Fox, directeur adjoint de la sûreté fédérale, a déclaré que celle-ci « durerait des mois au moins ».

Le principal suspect reste M. Mohammed Salameh, un Palestinien âgé de vingt-cinq ans, porteur d'un passeport jordanien, qui avait loué avec un autre homme, toujours

recherché, la camionnette dans laquelle la bombe a été transportée et qui entreposait dans un garage de Jersey City, le quartier où il résidait, des produits chimiques permettant de confectionner des explosifs. M. Salameh est jusqu'ici la seule inculpée.

M. Ibrahim El Gabrowny, cousin d'un Américain d'origine égyptienne emprisonné pour des faits liés à l'assassinat du rabbin d'extrême droite Meir Kahane en 1990 à New-York, a également été placé en détention préventive. Il a été inculpé seulement

d'obstruction à la justice, pour avoir frappé un policier lors de son arrestation, et non pour sa participation éventuelle à l'attentat.

Le déblaiement d'environ 2 500 tonnes de débris accumulés dans les sous-sols du World Trade Center demandera vingt-cinq jours, a déclaré lundi un porte-parole de la société qui gère les deux tours jumelles. Les recherches continuent en particulier pour retrouver le corps d'un employé de l'hôtel Vista International disparu depuis le jour de l'explosion. — (AFP, Reuters, UPI)

Une modeste mosquée de Jersey-City est le principal objet de l'attention de la police et des médias

JERSEY-CITY (New-Jersey)

de notre envoyé spécial

Une pièce mal chauffée et austère, avec pour seuls ornements un chandelier et des rangées de livres de prières. Située au second étage d'un immeuble banal de Kennedy Boulevard, à Jersey-City (État du New-Jersey), la mosquée Al Salam voudrait n'être qu'un lieu de recueillement en cette période de ramadan. Mais depuis l'arrestation, le 4 mars dernier, de l'un de ses fidèles, M. Mohammed Salameh, suspect d'avoir participé à l'organisation de l'attentat du World Trade Center, la Masjid Al Salam bénéficie d'une agitation policière et médiatique dont elle se serait bien passée. Tout comme le bijoutier égyptien du rez-de-chaussée et son voisin, un tailleur indien, qui commencent à s'inquiéter pour la sécurité de leur commerce.

Des inconnus ont lancé des pierres, vendredi 5 mars — au lendemain de l'arrestation de M. Salameh — contre les fenêtres de la mosquée, et le dimanche suivant une vingtaine de personnes appartenant à une organisation juive, la Coalition for Jewish Concerns, venues de New-York, ont scandé des slogans hostiles devant la minuscule porte d'entrée fermée à

double tour. La caissière du Diners voisin est plus pragmatique. « Les musulmans de la mosquée ne venient souvent ici, assure-t-elle. Ils se mettaient toujours dans le fond. Depuis quelques jours, on ne les voit plus. Mais on a récupéré les équipes de CNN, ça compense... »

Une colère contenue

A l'intérieur de la mosquée, la colère est contenue. « Ce lieu de prières est ouvert depuis dix ans et il a fonctionné sans problèmes. Nous avons toujours été en règle avec la loi. Aujourd'hui, parce qu'un musulman a été arrêté, c'est l'amaigame total, on voit ressurgir les ressentiments dirigés contre l'ensemble du monde arabe et contre l'Islam », affirme lundi 8 mars M. Mohammed Naguib, l'un des responsables de la mosquée. Le matin même, tous les journaux new-yorkais ont publié pour la première fois une photo de M. Salameh. Dans le *Daily News*, un des principaux tabloïds, le portrait du suspect, fait à l'automobile d'arrière-plan, est orné d'une légende sans équivoque : « Le visage de la haine ». M. Naguib s'empare de la photo. « Nous n'avons rien à voir avec l'affaire du World Trade Center. Un musulman

ne peut pas avoir fait ça. C'est contre l'Islam. Mais si la preuve est apportée que Mohammed Salameh est coupable, alors c'est à la justice américaine de se prononcer ; il devra payer », ajoute-t-il.

Les enquêteurs n'en sont pas encore à ce stade de leurs conclusions. Mais M. James Fox, le directeur new-yorkais du FBI, semble sûr de son fait. M. Salameh est peut-être un comparse abusé par ses commanditaires. « Mais nous regardons de très près les liens qui ont pu être établis entre ces gens-là [M. Salameh et d'éventuels complices] et des groupes terroristes bien identifiés », a-t-il déclaré en affirmant que d'autres arrestations devraient intervenir dans les prochains jours.

Pendant qu'une centaine d'inspecteurs, aidés par le triple d'ouvriers venus consolider les installations, fouillent les débris du garage du World Trade Center à la recherche de nouveaux indices, leurs collègues s'emploient à quadriller la petite ville de Jersey-City composée de familles américaines très modestes et d'une mosquée de nationalité arabe, les quelques vingt-cinq mille Égyptiens. C'est vers ces milieux que s'orientent en priorité la police et le FBI avec pour pre-

mière tâche de mieux cerner la personnalité de M. Mohammed Salameh, ce Palestinien de vingt-cinq ans, entré aux États-Unis le 17 février 1988, sur un vol British Airways en provenance de Londres, avec un passeport jordanien et un visa de six mois aux États-Unis. Les voisins des trois appartements où il a séjourné — deux à Jersey-City, le troisième à Brooklyn — savent peu de choses sur cet homme discret qui recevait mais ne se confiait pas. Selon un ancien compagnon de chambre, interrogé par la police, M. Salameh, l'ainé d'une famille de onze enfants, affirmait qu'il travaillait dans le bâtiment. « Mais il devait être au chômage de temps en temps et il avait du mal à payer le loyer », a-t-il indiqué aux enquêteurs.

C'est dans un ancien appartement de M. Salameh à Jersey-City que les enquêteurs ont découvert des câbles électriques et des composants électroniques. C'est aussi dans un box de garde-meubles à son nom, toujours situé à Jersey-City, qu'ils ont mis la main sur une cinquantaine de kilos de substances chimiques pouvant servir à fabriquer des explosifs (le *Monde* daté 7-8 mars). C'est également dans une autre de ses résidences temporaires, à Brooklyn, qu'ils ont trouvé M. Ibrahim El Gabrowny, lequel a été arrêté non pas pour son rôle éventuel dans l'attentat mais pour avoir résisté aux forces de police qui venaient perquisitionner. M. El Gabrowny est connu pour être le cousin de M. Sayid El Nosair, un Américain d'origine égyptienne qui purge une peine de vingt-trois ans de détention à la maison d'arrêt d'Attica (État de New-York) pour port d'armes en liaison avec l'assassinat, en 1990, du rabbin Kahane. Tous trois étaient des habitants de la mosquée Al Salam. Tous trois connaissent le cheikh Omar Abdel Rahman, un religieux égyptien installé aux États-Unis.

Le cheikh devait être expulsé le 20 janvier dernier, mais la décision n'a pas été exécutée. Le 5 mars, le département d'État a reconnu que ses services avaient fait une erreur, au moins à deux reprises. Une première fois en laissant pénétrer librement le cheikh aux États-Unis, en juillet 1990, alors qu'il figurait sur une liste de « personnes à surveiller ». Une seconde fois en avril 1991 lorsqu'une carte verte lui avait été délivrée par erreur. Pour l'instant, le cheikh Omar n'a été inculpé ni par le FBI ni par les services de police.

SERGE MARTI

ÉTATS-UNIS : la Cour suprême maintient la liberté d'avortement en Louisiane. — La Cour suprême des États-Unis a rejeté lundi 8 mars une demande de la Louisiane qui souhaitait rétablir l'interdiction de l'avortement. Les juges de la plus haute instance judiciaire du pays ont confirmé la décision d'une cour d'appel qui avait annulé une loi de Louisiane jugée contraire à la décision historique (Roe contre Wade) prise en 1973 par la Cour suprême d'autoriser l'avortement dans tout le pays. — (Reuters)

HAÏTI : arrivée d'un nouveau contingent d'observateurs. — Vingt-deux observateurs supplémentaires de la mission civile internationale de l'Organisation des États américains (OEA) et des Nations Unies, chargés de contribuer au respect des droits de l'homme en Haïti, sont arrivés dimanche 7 mars à Port-au-Prince. Il s'agit du second contingent envoyé dans l'île depuis l'accord intervenu le 9 février entre les Nations Unies et le gouvernement du premier ministre, M. Marc Bazin. — (AFP)

COSTA-RICA

Un commando antisandiniste s'est emparé de l'ambassade du Nicaragua

SAN-JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

L'ambassadeur du Nicaragua au Costa-Rica, M. Alfonso Robelo, et la quasi-totalité du personnel de la représentation diplomatique — dix-sept personnes — ont été pris en otage, lundi 8 mars, par un commando de trois hommes qui seraient liés aux anciens rebelles de la Contra antisandiniste. Ces derniers exigent que la présidente Violeta Chamorro « rectifie » sa politique, ce qui, faute de précisions données par le commando, semble signifier une rupture du gouvernement de Managua avec les sandinistes, accusés par leurs adversaires de détenir encore le véritable pouvoir malgré leur défaite aux élections de février 1990.

Les trois hommes, armés et le visage totalement masqué, sont entrés sans difficulté à 15 heures, heure locale (22 heures à Paris), dans les locaux de l'ambassade situés dans la banlieue est de la capitale costariquienne. Le chef du commando, qui a répondu personnellement aux appels téléphoniques effectués par la presse,

s'est présenté sous le nom de José Urbina et a affirmé diriger le « groupe de patriotes politiques et militaires Ynaina ». José Urbina, un ex-étudiant en droit âgé de trente-deux ans, s'était rendu célèbre, malgré lui, en 1984, lorsqu'il s'était réfugié à l'ambassade du Costa-Rica à Managua pour échapper à un service militaire. Les autorités sandinistes s'étaient introduites dans les locaux de l'ambassade pour l'arrêter, ce qui avait conduit les deux pays au bord de la rupture diplomatique.

Le nom du commando s'inspire d'un violent incident survenu en novembre 1990 dans le village de Ynaina, dans le sud du Nicaragua. Alors que la présidente Chamorro était déjà au pouvoir, l'armée et la police, contrôlées par les sandinistes, avaient tiré sur un groupe d'anciens combattants de la Contra, faisant plusieurs morts. Curieusement, les trois membres du commando auraient appartenu au Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN, social-démocrate), un des principaux adversaires des sandinistes et dont le principal dirigeant n'est autre que l'ambassadeur détenu en otage.

BERTRAND DE LA GRANGE

ALAIN DUHAMEL. LES PEURS FRANÇAISES. DROIT DANS LES YEUX.



"Sans complaisance, mais attentif, Alain Duhamel met la France sur le divan." Guy Carcassonne - *Le Point*

"Alain Duhamel, psychothérapeute attentif, prescrit une forte dose de vitamine C pour soigner la déprime nationale." Bruno Frappat - *Le Monde*

"Ses analyses limpides, alertes et distancées, sont un antidote contre la sinistrose, une invite à raison garder." Alain-Gérard Slama - *Le Figaro*

"Quelle leçon de civisme ! et quel plaisir de l'intelligence." René Remond - *L'Express*

"Le meilleur guide qu'on puisse trouver de l'échéance de mars." Laurent Joffrin - *Le Nouvel Observateur*

"Il convient de s'imprégner de cet essai comme d'une vitamine." Catherine Nay - *Le Figaro Magazine*

Flammarion

La peur d'une vague de réactions anti-arabes

WASHINGTON

de notre correspondant

Certains responsables de la communauté arabe américaine disent avoir peur. Ils redoutent que l'arrestation, à la suite de l'attentat de New-York, d'un Palestinien détenteur d'un passeport jordanien et d'un Américain d'origine égyptienne ne provoque une vague de réactions anti-arabes aux États-Unis.

« Nous sommes préoccupés », explique Albert Mokher, le président du Comité arabo-américain contre la discrimination : « Nous craignons que se crée la même atmosphère que durant la guerre du Golfe, qui vit une augmentation de 300 % des actes anti-arabes ». M. Mokher évoque un « contexte politique » délicat. Il n'y a pas si longtemps, certains milieux israéliens affirmaient que les responsables du mouvement intégriste Hamas, un groupe islamiste très actif dans les territoires occupés, avaient trouvé refuge aux États-Unis, notamment à Arlington, en Virginie, à côté de la capitale fédérale.

Les journalistes israéliens qui ont enquêté ont jugé l'affirmation pour le moins fantaisiste.

Le profil de la première personne arrêtée après l'attentat peut cependant renforcer tous les soupçons : âgé de vingt-cinq ans, Mohamed Salameh est un Juif d'origine palestinienne, d'une famille de réfugiés du village de Biddya, près de Naplouse, en Cisjordanie ; il fréquentait l'humble mosquée Al Salam (la paix) de Jersey-City où préche un cheikh extrémiste, Omar Abdel Rahman. Dimanche, quelques dizaines de personnes ont manifesté à Jersey-City, brandissant une bannière : « Israël a eu raison d'expulser les extrémistes islamiques » (les quelque 400 sympathisants de Hamas bannis de Gaza et de Cisjordanie).

Alors que la police n'a toujours pas établi le rôle exact qu'aurait pu jouer M. Salameh dans l'attentat, la presse américaine appelle à la prudence. « Dans cette affaire, rien n'a encore été prouvé », écrit le *Washington Post* : « l'intérêt de l'Amérique et la justice comman-

dent aux autorités d'empêcher que l'enquête ne se transforme en une campagne ouverte contre l'Islam ». Le *New York Times* rapporte que l'Islam est la religion qui connaît aujourd'hui la plus forte croissance aux États-Unis ; la seule région de New-York disposerait de quelque 400 mosquées. La communauté arabe-américaine compte deux millions et demi de personnes (autant de musulmans que de chrétiens) et celle des musulmans plus de six millions de fidèles (arabes, africains, asiatiques, notamment).

A Washington, sur la très huppée Massachusetts Avenue, la rue des ambassadeurs, la grande mosquée connaît une affluence normale. Aucune mesure de protection particulière ne paraît visible. Dans la cour, des affiches appellent à prier pour les « musulmans assilés de Bosnie ». « Nous apprenons à nos fidèles — de 3 000 à 4 000 personnes — la tolérance et le respect des autres religions », assure le recteur, Abdullah Mohammed Khouj.

ALAIN FRACHON

A la Maison Blanche

La guerre en Bosnie et les dossiers commerciaux au centre des entretiens entre M. Mitterrand et M. Clinton

M. François Mitterrand devait rencontrer mardi 9 mars, pour la première fois, le président américain Bill Clinton à Washington, où il s'est rendu en Concord. Il devait être accueilli à la Maison Blanche à 10 h 35, heures locales (15 h 35 GMT). Les deux présidents devaient ensuite avoir un tête-à-tête dans le bureau ovale, avant d'être rejoints par les autres membres des délégations, dont deux ministres français, M^{me} Elisabeth Guigou (affaires européennes) et M. Jack Lang (culture et éducation). Pour sa part, M. Clinton devait être accompagné de son vice-président, M. Al Gore, du secrétaire d'État, M. Warren Christopher, et de son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. Anthony Lake.

Cette première rencontre entre M. Clinton et M. Mitterrand, respectivement âgés de quarante-six et soixante-seize ans, devait permettre aux deux hommes d'aborder non seulement les grands dossiers de l'actualité internationale (au premier chef l'ex-Yugoslavie), mais également de mieux cerner l'importance des différends économiques et commerciaux qui opposent les deux pays.

La demande française d'un sorcier extraordinaire des pays les plus industrialisés (le G7), avant celui qui doit se tenir à Tokyo en juillet, ne devrait pas contrarier l'adhésion de l'administration américaine, qui estime qu'elle n'est pas responsable des blocages actuels.

En revanche, les discussions sur la

Bosnie devraient montrer la proximité des analyses des deux chefs d'État. L'entretien devrait porter notamment sur la manière dont les États-Unis et leurs alliés feront respecter un éventuel accord de paix et sur le rôle que jouerait l'OTAN si les Croates et Serbes imitent les musulmans et acceptent l'ensemble du plan Vance-Owen.

D'autre part, M. Mitterrand et M. Clinton devraient aborder à nouveau leur souhait d'apporter au président Boris Eltsine, aux prises avec un Parlement frondeur, un soutien sans faille. Le nouveau président américain s'est prononcé, la semaine dernière, en faveur de « solutions novatrices » pour aider ce pays.

POLITIQUE

La campagne

L'étiquette est porteuse : près de mille cinq cents candidats se présentent, dans toute la France, aux élections législatives, en se réclamant, peu ou prou, de l'écologie politique. A l'électeur de faire le tri. Patiemment mis au point, depuis près d'un an, par MM. Brice Lalonde et Antoine Waechter pour répondre à la logique du scrutin majoritaire, l'Entente des écologistes - les « écoles » officielles - se trouve concurrencée, outre quelques candidats indépendants, issus du milieu associatif, par quatre groupements : les « écologistes de gauche », présentés par l'Alternative rouge et verte (AREV) et par l'Alternative démocratique socialiste (ADS) sous l'étiquette Solidarité écologie gauche alternative (SEGA); les Nouveaux Écologistes du rassemblement nature et animaux, lancés, à des fins principalement financières, par un évêque marseillais (le Monde du 2 mars); le Parti de la loi naturelle; et l'Union écologie et démocratie (UED), patronnée par M. François Donzel, ancien secrétaire général de Génération Ecologie.

Sauf, de tous ces candidats, ceux de SEGA le sont sur des bases politiques claires. L'Entente des écologistes a refusé un accord national avec la gauche alternative, pour ne s'effacer que devant M. Roger Winterhalter, maire de Lutetia (Haut-Rhin). Comme le « rassemblement nature et animaux » monté par M. Bernard Manovelli, le Parti de la loi naturelle est d'abord issu d'une logique financière, celle de la nouvelle loi sur le financement des partis. Ce « parti », sis à Montignion (Viel-Clair) et qui poste son courrier depuis les Pays-Bas, a

d'abord été formé en Grande-Bretagne, avant d'être « inauguré » le 8 juin 1992 à Nemours (Seine-et-Marne). Il se propose, « aussitôt qu'il sera élu, de créer un gouvernement parfait », grâce à un « groupe gendarme de cohérence formé de scientifiques vétéranes ».

Le principe de base est simple : « à chaque niveau de l'État doit être constitué un groupe com-

entreprise par M. Lalonde depuis près de trois ans. Bonne mère, l'UED a accueilli en son sein quelques originaux, comme M. René Magné, conseiller régional (ex-GE) d'Ile-de-France, qui présente trois membres de sa famille en Seine-Saint-Denis, et des personnes connues localement pour d'âpres luttes de terrain : M. Simone Caillot dans la Manche, M. René Epanol dans la Var, face à M. François

dat « écologiste » dans la même circonscription que M. Dominique Voynet. Elle apparaît aussi en Gironde face à M. Noël Mamère, maire de Bègles et vice-président de GE.

L'objectif, avoué, est de prendre quelques points aux candidats de l'Entente des écologistes susceptibles d'être élus ou, à tout le moins, de gêner un député sortant, et donc d'empêcher celui-ci de passer le seuil de 12,5 % des électeurs inscrits (soit 18 % environ des suffrages exprimés), nécessaire pour être présent au second tour. Sur les quatre circonscriptions qui recouvrent l'agglomération de Rennes, seules deux d'entre elles sont pourvues, à l'initiative de M. Donzel : il se trouve que les députés sortants, MM. Edmond Hervé et Jean-Michel Boucheron, sont socialistes. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, en revanche, où les socialistes, quelque peu en péril, s'efforcent d'obtenir quelques accommodements de la part des Verts, entre les deux tours des élections, aucun écologiste de hasard ne vient troubler le jeu.

M. Waechter a dénoncé ces candidatures de diversion. Au siège de Génération Ecologie, on ne donne pas que celles-ci ne soient inspirées par le PS, et notamment par les « fablieux ». Il arrive qu'on s'en amuse chez les Verts. Faisant référence aux encouragements dont M. Lalonde aurait bénéficié, lors du lancement de Génération Ecologie, de la part de l'Elysée, l'un des dirigeants des Verts glisse : « À chacun son tour » d'être soutenu.

JEAN-LOUIS SAUX

Surenchères écologistes

posé de la racine carrée de 1 % de la population dont il a la charge. Moyennant quoi le Parti de la loi naturelle abolira « progressivement » la TVA, lancera une campagne pour « créer une société sans malices » et s'attachera à « renforcer le rôle parental de la France dans la famille des nations, en suivant une politique étrangère nourissante pour tous ».

L'opération montée à de tout autres fins par M. Donzel s'appuie, elle aussi, sur les nouvelles règles du jeu établies pour les élections. Ami de longue date de M. Lalonde et cofondateur de Génération Ecologie, celui-ci a décidé, depuis son entrée en dissidence, de régler quelques comptes. Lui-même se présente dans la neuvième circonscription de Paris, face à M. Jean-Jacques Porchez, député aux élections de GE et, à ce titre grand organisateur de la reconquête du terrain de l'écologie politique

Léotard, ou encore M. Marie-Claude Peyronnet-Masson, plus connue sous le nom d'Ulla, ancienne animatrice de la révolte des prostituées lyonnaises dans les années 70, et candidate en Haute-Loire face à M. Jacques Barrot. Surtout présente en Ile-de-France, l'Union écologie et démocratie regroupe des députés des Verts ou de Génération Ecologie - il y en a - et se manifeste, ici ou là, selon les besoins.

Elle présente ainsi un jeune candidat, président de l'Association des étudiants juifs laïcs, face à M. Lalonde, dans la première circonscription de Paris, où le poids de l'électorat juif est considéré comme important. Elle oppose un concurrent à M. Yves Cochet, porte-parole des Verts, regardé comme « un homme d'appareil parisien, jamais présent sur le terrain ». Elle a accueilli le « rattachement administratif » d'un pharmacien de Dole (Jura), candi-

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Franche-Comté : la gauche tente de garder ses fiefs

Bien implantés dans les bassins industriels, les socialistes s'efforcent de résister aux assauts d'un RPR conquérant

BESANCON

de notre envoyé spécial

M. Pierre Moscovici veut rester lucide. Le trésorier national du PS, candidat « parachuté » dans la quatrième circonscription du Doubs, sait bien qu'en dépit du bon score (près de 57 %) réalisé en 1988 par M. Hugues Bouchard, à laquelle il aspire à succéder, il lui faudra beaucoup de chance pour conserver ce siège aux socialistes. Mais, comme la chance n'est pas une constante, être aidé, M. Moscovici déploie une grande ardeur pour compenser à la fois son « déficit de notoriété » et, là comme ailleurs, le rejet de la gauche. Mal accueilli par une partie des notables locaux du PS, il a fait venir plusieurs dirigeants nationaux, parmi lesquels M. Jacques Delors, qui a réussi l'exploit de rassembler six cents personnes à Valentigney le 12 février. M. Ségolène Royal, avec laquelle il a coigné, dans le Monde du 16 février, un appel à la mobilisation, a rempli le théâtre municipal de Besançon lorsque, deux semaines plus tard, en compagnie de M. Elisabeth Guigou, elle a apporté son soutien aux candidats socialistes, à commencer par son « ami Pierre », auxquels elle a répété qu'« aucune bataille n'est perdue d'avance ». Pour garder ses quelques fiefs dans une région qui, globalement, ne lui est pas favorable, le PS a besoin de tels encouragements.

Terre d'élection, sous la III^e République, de plusieurs grands figures du radicalisme - Jules Grévy dans le Jura, son frère Albert dans le Doubs, Jules Jeanneney en Haute-Saône, la Franche-Comté a évolué, au fil du temps, vers la droite, trouvant en Edgar Faure et Jacques Duhamel, sous les IV^e et V^e Républiques, ses deux principaux chefs de file. Le mouvement a paru enrayé quand la gauche, grâce à Jean Minjoz puis Robert Schwint à Besançon, André Bouillouche à Montbéliard, Michel Dreyfus-Schmidt puis Jean-Pierre Chevènement à Belfort, André puis Jacques Marcellin à Luxeuil, a réussi à préserver, voire à reconquérir de solides positions. En 1981 comme en 1988, les quatre départements de la région ont même donné à M. François Mitterrand une nette majorité.

La dynamique « chevènementiste »

Entre-temps, toutefois, la droite a repris sa marche en avant. Aux législatives de 1988, la gauche enlève encore six sièges contre cinq à l'opposition. Aux municipales de 1989, elle perd Montbéliard, Lons-le-Sauvage, Luxeuil, mais garde Besançon, Hérisson, Belfort, reconquête Pontarlier, gagne Vesoul. Aux régionales de 1993, elle se retrouve largement minoritaire avec dix sièges sur quarante-trois. Elle s'attend en mars à de plus gros défaits. L'aire urbaine, qui rassemble, à cheval sur les trois départements du Doubs, de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort, les communes du bassin industriel, est son principal bastion, en dépit des quelque trente mille emplois perdus en une dizaine d'années. Si les deux sièges socialistes du pays de Montbéliard - celui que convoite M. Moscovici et

celui que tente de conserver M. Guy Bêche, après son échec aux municipales de 1989 - sont en péril, ceux de Belfort et d'Hérisson paraissent plus solides.

Député depuis 1973, maire de Belfort depuis 1983, M. Jean-Pierre Chevènement, qui préside l'aire urbaine, a beaucoup travaillé sa circonscription en vertu du principe selon lequel, dit-il, « pour être anti-politique à Paris, il faut être envahisseur chez soi ». Homme de rassemblement dans sa province, il fait observer qu'il n'a pas attendu le « big bang » de M. Rocard pour réunir autour de lui des personnalités issues des rangs écologistes, communistes et même centristes, reconnaissant au nom de la République le courant laïque et le courant chrétien, qui ont l'un et l'autre à Belfort une longue histoire. Son principal adversaire, le docteur Jacques Bichet (UDF-R), qui préside le groupe de l'opposition au conseil municipal, ne se fait sans doute pas trop d'illusions. Même M. Charles Pasqua, de passage à Besançon, a déclaré, grand seigneur, que l'opposition, dans sa volonté conquérante, pouvait laisser au moins Belfort à la gauche. Chacun sait qu'entre M. Chevènement et M. Ségolène, son voisin des Vosges, il existe quelques convergences.

La dynamique « chevènementiste » devrait profiter aussi à MM. Raymond Forni, dans l'autre circonscription du territoire, et Jean-Pierre Michel, dans le département d'Alsace, en Haute-Saône, qui ont fait état, en se présentant, d'une bonne implantation locale, tout en se faisant remarquer par leur assiduité à l'Assemblée nationale. L'un et l'autre ont lié leur destin politique, tout en moins au début de leur carrière, à celui de M. Chevènement, même si le premier s'est éloigné de l'ancien ministre de la défense, alors que le second lui restait fidèle. L'un et l'autre paraissent échapper en partie au discrédit qui frappe les socialistes.

Quant à M. Michel, ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, qui a brièvement succédé à M. Forni à la présidence de l'Assemblée, dans les derniers mois de la législature, il est député depuis 1981 et maire d'Hérisson depuis 1983. Il retrouvera son adversaire de 1988, M. Louis Moschetti (PR). Certains ne se font pas faute de souligner qu'il est l'ancien du fameux grand-père d'antiquaire qui a fait tant de ravages. Mais personne ne met en doute son intégrité.

Dans le reste de la région, moins favorable à la gauche, la majorité présidentielle rêve de voir M. Jean-Noël Jeanneney, dans le nord de la Haute-Saône, marcher sur les traces de son grand-père (lire l'encadré); et elle a bon espoir de sauver le siège de M. Robert Schwint à Besançon. Cet ancien directeur de collège venu au PS par le syndicalisme enseignant puis par les clubs, aujourd'hui ruiné, s'appuie sur son bilan de maire (depuis 1977) pour convaincre

ses concitoyens des bienfaits d'une politique de gauche et pour rappeler aux écologistes qu'il a fait de Besançon, comme l'indiquait la banderole déployée au théâtre municipal lors du passage de M. Royal, la « première ville verte » de France. M. Schwint, qui ne cache pas son amitié pour M. Georges Gruillot, président RPR du conseil général, peut assurément compter sur un électoral qui dépasse celui du PS.

Nouvelle génération

Vice-président du conseil général et député désigné de M. Gruillot, M. Claude Girard, battu par M. Schwint en 1988, a consolidé depuis son implication. À quarante ans, cet ancien élève de l'École nationale de zootecnie de Rambouillet fait partie de la nouvelle génération des élus RPR qui manifestent, dans l'ensemble de la région, un dynamisme accru. Sous la houlette de ses trois présidents de conseils généraux, MM. Gruillot dans le Doubs, André Fournier dans le Jura et Christian Bergelin en Haute-Saône, le parti de M. Chirac - ou plutôt le parti de M. Pasqua puisque tous les parlementaires du mouvement se sont prononcés con-

tre le traité de Maastricht - affiche en effet de grandes ambitions.

En Haute-Saône, M. Bergelin paraît assuré de sa réélection et M. Philippe Legras, contre M. Jeanneney, ne doute pas de la sienne (lire l'encadré).

Dans le Doubs, outre M. Michel Jacquemin (UDF-CDS), qui briguera sans doute la mairie de Besançon en 1995, M. Roland Villanne, ancien maire de Pontarlier, devrait revenir sans trop de difficultés au Palais-Bourbon. C'est toutefois dans le pays de Montbéliard, fief des Antoinettes Peugeot, que la progression du RPR est la plus spectaculaire. Salariée de l'usine Peugeot, comme beaucoup d'autres élus, M. Monique Rousseau, adjointe au maire de la ville, éme conseiller général en mars dernier, a la ferme intention d'apporter la confirmation, contre M. Guy Bêche, député sortant socialiste, et lui-même ancien technicien chez Peugeot, si elle s'agit au premier tour la « primaire » qui l'oppose à un avocat CDS, M. Marcel Bonnot. Telle est aussi l'ambition de M. Jean Geney contre M. Moscovici.

Après de cinquante-quatre ans, cet ancien ouvrier de Peugeot devenu technicien et député syndical CGC est entré en politique par la voie associative. Il parle avec conviction de son « engagement au service des autres », qui l'a conduit de l'animation d'équipes de jeunes à la créa-

tion d'un club de réflexion, en passant par le scoutisme et les papiers d'élevé. Son dévouement le rend populaire. En 1985, il est élu conseiller général, battant dès le premier tour le sortant socialiste. Il est réélu en 1992. Entre-temps, il est devenu vice-président délégué de l'assemblée départementale pour le pays de Montbéliard. En 1989, il prend à la gauche la mairie d'Étréchy, dans la banlieue de Montbéliard. Tout en affirmant qu'il n'aime pas « [se] mettre en avant » et qu'il ne s'est présenté aux diverses élections que parce qu'on le lui a demandé, il n'entend pas s'arrêter en si bon chemin.

La « compétitivité environnementale »

Le RPR nourrit aussi des espoirs dans le Jura. M. Jean Chapporin, député sortant, qui doit faire face à une « primaire » sauvage, pourrait être sérieusement menacé par son concurrent CDS, M. Pierre Guichard, maire de Saint-Claude, qui revendique le lointain héritage d'Edgar Faure. En revanche, M. Jacques Pélassard, battu en 1988 par M. Alain Brune (PS) avant de mettre celui-ci en échec l'année suivante aux municipales, pourrait bien gagner la belle.

Haute-Saône : la dynastie Jeanneney

de notre envoyé spécial

Son grand-père, Jules Jeanneney, fut député, puis sénateur de la Haute-Saône, président du conseil général, maire de Riez; son père, Jean-Marcel Jeanneney, échoua à la députation en 1973 mais fut conseiller général pendant onze ans, président même l'assemblée départementale en 1970-1971, et premier magistrat de Riez pendant vingt-deux ans; Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'État à la communication, est fidèle à la tradition familiale en se présentant dans la 3^e circonscription, celle du nord, même si la commune de Riez n'en fait pas partie.

Ancien président de la mission du Bicentenaire de la Révolution française, Jean-Noël Jeanneney se présente comme un héritier de la tradition républicaine, dont on se réclame volontiers en Haute-Saône. Il n'est pas membre du Parti socialiste, même s'il a signé le récent manifeste des « quatre », il a choisi de se tenir à l'écart, dans les années 70, d'un parti qui prétendait rompre avec des dogmes aussi intangibles, pour un gaullisme, que la « force de frappe » et les institutions de la Cinquième République. Aujourd'hui, il répondra volontiers à l'appel de M. Rocard.

En attendant, il parcourt les cent quatre-vingt-deux communes de la circonscription avec

le détachement de l'historien, mais aussi, dit-il, « d'homme » du militant. M. Jeanneney, qui a fait un bon score aux régionales, malgré la concurrence d'une liste de M. Rocard, sait qu'il lui faudra compter avec la candidature écologiste, M. Daniel Olivier-Kobner, l'un des porte-paroles de Génération Ecologie, qui s'adresse, de son propre aveu, au même électorat « de sensibilité radicale ». Mais il se pour lui, outre le souvenir de son grand-père, le privilège d'être, selon M. Marie Rousseau, maire (MRG) de Saint-Sauveur, qui accueillait l'autre jour dans sa commune, un candidat « aux dimensions nationales ».

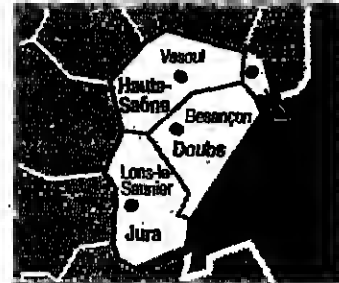
M. Philippe Legras, député sortant RPR, joue la carte inverse. Médecin de campagne à Radon-et-Chapendu, petite commune de huit cent vingt habitants dont il est le maire depuis 1983, il cultive son image d'homme proche des gens, qu'il oppose à celle de M. Jeanneney, un « sans domicile fixe » imposé de Paris. « Je ne suis pas un homme politique, affirme-t-il, je suis un homme de terrain qui fait de la politique ». Quand on lui fait observer qu'on l'entend peu au Palais-Bourbon, il répond qu'il préfère l'efficacité aux discours. « Il y a ceux qui parlent, dit-il, et il y a ceux qui travaillent ».

Le nom de Jeanneney ne l'impressionne pas. « Les dynasties, c'est terminé », dit-il en faisant référence aux Marcellin père et

fil, qui se sont succédé à la mairie de Luxeuil. Quant aux fonctions ministérielles de M. Jeanneney, elles donnent certes au secrétaire d'État à la communication les moyens d'une « propagande intensive », mais « à vouloir trop en faire et trop vite, assure M. Legras, on provoque un rejet ». Le député sortant n'a aucun doute : le 28 mars, c'est lui qui sera élu. Il en est si convaincu qu'il ne veut pas faire « la guerre » à M. Jeanneney, car ce sera à lui, dit-il, de « penser les pleurs » de la campagne. M. Legras, qui est âgé de quarante-quatre ans, a erré la médecine il y a un an, mais il s'y remettra, si, un jour, il est remercié par les électeurs. Visiblement, il ne croit pas que ce jour soit proche.

Quant à M. Jeanneney, qui aura bientôt cinquante et un ans, s'il échoue, il reprendra son métier de professeur. Il se rappellera ce que Waldeck-Rousseau disait à Jules Jeanneney en l'invitant à se présenter, en 1902, comme un député sortant, apparemment bien implanté, du nom d'Harold Fauchard (« un ancré de Philippe Legras », dit Jean-Noël Jeanneney) : « Vous ne saquez rien et gardez votre profession, car vous ne savez pas élu ». « Alors, je n'ai pas de raison de refuser », répondit Jules Jeanneney. C'est lui qui fut élu.

T. F.



Devenu maire de Lons-le-Sauvage, cet avocat de quarante-sept ans s'est spécialisé dans la défense de l'environnement. Il a même écrit quelques textes sur le sujet pour M. Edouard Balladur, dont il se sent proche, étant par ailleurs, dit-il, le seul responsable politique RPR de la région à s'être prononcé pour le « oui » à Maastricht. Rapporteur de la commission « environnement » de l'Assemblée des maires de France, il s'est attaché, depuis son arrivée à l'hôtel de ville, à promouvoir une « multifonction » de traitement des ordures ménagères, faisant de Lons-le-Sauvage une ville-test pour la collecte sélective des déchets. Ce programme apparaît comme un de ses principaux chevaux de bataille. En renforçant l'image de propriété d'un département préservé de la pollution, de lui donne, selon lui, un atout supplémentaire pour attirer des emplois. C'est ce qu'il appelle la « compétitivité environnementale ». Les électeurs diront s'ils y sont sensibles.

Il est vrai que le Jura, qui a accordé près de 20 % de voix aux écologistes à l'occasion des dernières élections régionales, est fidèle à une tradition « verte ». M. Dominique Voynet entend bien en tirer profit dans la circonscription de Dole, commune dont elle est conseillère municipale. Le porte-parole national des Verts a des chances réelles de devancer au premier tour le député socialiste sortant, M. Jean-Pierre Santa Cruz, affaibli par son échec aux municipales de 1989, et d'affronter au second M. Gilbert Barbier, ancien député, maire (UDF) de Dole. Ses adversaires lui reprochent d'être plus présente dans les médias que sur le terrain. Ses partisans soulignent qu'elle est au contraire très active dans sa circonscription (le Monde du 9 février). De fait, après s'être fait connaître nationalement, elle mène désormais une bonne campagne locale.

Elle sera toutefois concurrencée par un représentant du mouvement Jura-Ecologie. Il en ira de même de la plupart des autres candidats de l'Entente des écologistes en Franche-Comté, qui devront compter soit, comme M. Voynet, avec les écologistes « historiques » de Jura-Ecologie, soit avec des dissidents des Verts ou de Génération Ecologie, soit encore, dans le Doubs, avec les porte-paroles de l'AREV, rassemblés avec les ex-communistes de l'ADS sous l'étiquette SEGA (Solidarité, Ecologie, Gauche alternative).

THOMAS FERENCZI

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans le Limousin, en Alsace, en Languedoc-Roussillon, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne, en Corse, en Haute-Normandie, en Basse-Normandie, en Poitou-Charentes, en Rhône-Alpes, en Lorraine, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Aquitaine, dans le Nord-Pas-de-Calais, dans les Pays de la Loire et en Midi-Pyrénées (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 16, 18, 23, 26, 27 février, 2, 3, 4, 5, 6 et 9 mars).

Jeux de rôles

POLITIQUE

pour les élections législatives

Jeux de rôles

Suite de la première page

Ayant acquis un statut de président « virtuel », on voit mal en effet Jacques Chirac prendre le risque de s'engager politiquement et psychologiquement en redevenant premier ministre, même s'il a paru faire une concession à Charles Pasqua en n'écarter pas catégoriquement cette hypothèse, comme il avait coutume de le faire. Mais aller à Matignon, ce serait accorder l'idée que, décidément, ce poste est le plus élevé qu'il puisse atteindre : ce serait aussi ressusciter un duel avec François Mitterrand chargé des rancœurs du président, sans être sûr d'en sortir vainqueur, et surtout gérer une réalité inédite, peu propice à la satisfaction des promesses électorales, à savoir la quasi-récession économique.

En revanche, déléguer Matignon à l'un des siens lui permettra de continuer sa campagne présidentielle, tout en faisant monter la pression politique sur le chef de l'Etat et en évitant l'usure inévitable qui s'attache à l'exercice des responsabilités gouvernementales.

Influence et attente

Celles-ci, en revanche, ne rebutent pas Valéry Giscard d'Estaing. Mais l'ancien président sait qu'il est, parmi les prétendants, celui qui supporte le plus lourd handicap, précisément en raison de la fonction qu'il a occupée et qui fait

de lui, pour M. Mitterrand, un alter ego, et non un subordonné. M. Giscard d'Estaing n'a donc pas une campagne de chef de parti : il soutient exclusivement des candidats UDF, notamment lorsqu'ils sont en premières places au RPR.

Il se préoccupe de retrouver un véritable « leadership » sur l'UDF, préalable pour lui à une éventuelle candidature à l'Elysée, et cherche surtout à éviter de se trouver hors du jeu et de la distribution des places, comme ce fut le cas pour lui en 1986. Il devrait donc fort logiquement briguer pour lui-même la présidence de l'Assemblée nationale (ce dont il fut empêché lors de la première cohabitation), c'est-à-dire, une position d'influence (elle commandera notamment le rythme de l'action gouvernementale) et d'attente, dans la perspective de l'échéance présidentielle.

Son principal rival en sein de l'UDF, François Léotard, même, lui, une campagne du suppléant. Ayant eu le tort de s'abstraire de la campagne référendaire sur le traité de l'Union européenne, il lui faut rattraper le temps perdu et éviter deux écueils, qu'il a déjà vécus avant lui, en 1986, Jacques Chaban-Delmas et Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien et nouveau maire de Fréjus est en effet menacé soit d'appartenance (ce fut le cas de M. Chaban-Delmas) comme une solution de rechange poussée par François Mitterrand pour donner l'illusion au pays que le président



peut choisir en toute liberté le premier ministre; soit d'être le lauréat-sur-place de l'opinion législative (ce fut le cas de M. Giscard d'Estaing), faute d'avoir su négocier à temps.

Son manifeste pour l'alternance vient en effet un peu tard pour lui permettre de peser sur la décision présidentielle et le contenu de celle-ci ne diffère pas suffisamment de celui de la plate-forme commune de son empreinte personnelle. Si bien qu'il ne pourrait être appelé à Matignon que si l'UDF était nettement en tête au sein de la droite, au soir du second tour, et surtout que si François Mitterrand et Jacques Chirac s'accordaient pour éviter la solution Giscard.

Mais, pour l'heure, le président « virtuel » et le président « réel » semblent d'accord sur le choix d'Edouard Balladur. Ce dernier est, à sa manière, suave et autoritaire, parfaitement installé dans ce rôle. Il est celui que, majoritairement, les Français attendent à ce poste et même une campagne qui ne laisse aucun doute sur son ambition de succéder à Pierre Bérégovoy.

L'ordre naturel des choses

Edouard Balladur est certainement, de toutes les personnalités en compétition, celui qui aspire véritablement à gouverner. Il veut être premier ministre longtemps, en étant d'abord celui de François Mitterrand avant de devenir celui de Jacques Chirac. Ses détracteurs font valoir qu'il serait au contraire en obstacle sur la route du président du RPR : s'il échoue au gouvernement, il portera tort, disaient-ils, au candidat Chirac; s'il réussit, il ne pourra pas se pas se découvrir une vocation présidentielle.

Mais ces arguments sont évidemment réversibles : s'il échoue à Matignon, Jacques Chirac s'en distanciera et accentuera sa campagne contre M. Mitterrand, désigné

d'ailleurs par avance comme celui qui, par son travail de sappe, n'a d'autre projet que de handicaper le gouvernement de droite; si Edouard Balladur réussit, il deviendra un argument positif de la campagne de Jacques Chirac, qui ne se fera pas faute alors de promettre qu'il le gardera à ce poste.

Or l'intérêt du président du RPR correspond également à celui du président de la République. Outre que M. Balladur est décrit par Pierre Bérégovoy comme quelqu'un de « convenable », et que ce même Pierre Bérégovoy assure que le président recherchera pour Matignon quelqu'un de « convenable », M. Mitterrand n'a pas le choix. Quel que soit le calendrier qu'il ait en tête pour le déroulement de la cohabitation, il lui faut impérativement entrer en douceur dans celle-ci, faire en sorte que cette période délicate soit perçue par le pays comme une évidence, que le fait d'ouvrir une nouvelle cohabitation soit en quelque sorte l'ordre naturel des choses.

Si tel n'était pas le cas, et si la cohabitation tardait à se mettre en place, donc si le choix du premier ministre posait problème, c'est la question du maintien du chef de l'Etat à l'Elysée qui serait inévitablement posée devant le pays et probablement par le pays. Or Edouard Balladur est toujours, à onze jours du scrutin, l'homme le mieux placé pour permettre au président d'engager la cohabitation, sans que celle-ci soit immédiatement contraire aux intérêts de Jacques Chirac.

Reste évidemment à savoir quelle sera la marge de manœuvre réelle d'Edouard Balladur une fois qu'il sera face non plus au jeu de rôles qu'il occupe les esprits des leaders de la droite, mais à la nécessité d'un changement qu'une alternance ne peut, à elle seule, garantir.

JEAN-MARIE COLOMBANI

PROPOS ET DÉBATS

M. BÉRÉGOVOY (PS)

Pour « un consensus » sur la durée du mandat présidentiel

M. Pierre Bérégovoy a réaffirmé, lundi 8 mars, au « Club de la presse d'Europe 1 », qu'il y aurait « un débat parlementaire » sur la durée du mandat présidentiel. « S'il y a un consensus » du Parlement, a précisé le premier ministre, le chef de l'Etat « retiendra le consensus » en recourant à l'article 89-3 qui fut utilisé en juin 1992 lors de la révision constitutionnelle, préalable à la ratification du traité de Maastricht.

M. Bérégovoy a également déclaré que l'article 18 de la Constitution dont le président de la République a souhaité la suppression n'est « pas indispensable à la sécurité du pays ». « Alors que l'on critique parfois le pouvoir monarchique d'Élysée, a-t-il dit, se priver de l'article 16 me paraît conforme à notre volonté de démocratiser nos institutions. »

Le premier ministre s'est étonné du « durcissement de ton » du RPR et de « la volonté de conflit exprimée par Jacques Chirac ». Il a assuré que le président de la République appliquera « toute la Constitution, non que la Constitution », « respectera la volonté populaire » et « laissera le gouvernement (issu de la nouvelle majorité) gouverner ».

M. STRAUSS-KAHN (PS)

« Les écologistes ont un fond de pensée progressiste »

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, a exprimé le souhait, lundi 8 mars, sur Radio-Shalom, que « les candidats socialistes appellent à voter pour les écologistes » dans les circonscriptions où ces derniers seront arrivés en tête au premier tour des législatives. Selon M. Strauss-Kahn, « dans leur grande majorité, les écologistes ont un fond de pensée progressiste ». La ministre du Commerce et de l'Industrie a ajouté que « c'est (étrange) dans la fidélité constante à la stratégie politique (de François Mitterrand) que de dire aujourd'hui que Michel Rocard a raison » en proposant un « big bang ». Il a cependant souligné « qu'il ne faut pas pour autant que le PS disparaisse ».

M. CHIRAC (RPR)

Le partage du travail est une idée « stupide et dangereuse »

Venu soutenir M. Laurent Domini, qui tente de succéder à son père, M. Jacques Domini, député (UDF-PR) de la première circonscription de Paris, M. Jacques Chirac a estimé, lundi 8 mars, que le partage du travail « prôné par les socialistes est une idée à la fois stupide et dangereuse ». Selon le président du RPR, « c'est stupide parce que le nombre d'heures travaillées dans le pays n'est pas une donnée fixe; c'est dangereux parce que si on maintient les salaires pour un travail moindre on occasionne une charge supplémentaire pour les entreprises, ce qui les incite à licencier ou à ne pas recruter, et si on diminue le salaire, on limite la consommation ». M. Chirac a marqué sa préférence pour « l'encouragement au travail à temps partiel, très créateur d'emplois ». M. Domini sera opposé, notamment, à M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, candidat de l'Entente des écologistes aux législatives.

M. PASQUA (RPR)

« Il faut être complètement timbré pour augmenter les impôts »

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a qualifié, lundi 8 mars, à Moulon (Haute-Seine), de « complètement timbrés » ceux qui, dans l'opposition, prônent une augmentation des impôts et des charges. Venu soutenir le candidat dans la huitième circonscription du département, M. Jean-Jacques Guillaud, M. Pasqua a précisé : « Lorsque j'entends certains de nos amis, quelle que soit l'amitié que j'ai pour eux, dire que la seule solution c'est d'augmenter les impôts et les charges, je me dis qu'il faut être complètement timbré ». « Il est indispensable de diminuer les impôts et les charges si l'on veut créer des emplois », a-t-il affirmé, ajoutant que « le principal gisement de création d'emplois se trouve dans les petites et moyennes entreprises, chez les commerçants et artisans ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Les candidats du Mouvement des citoyens

Le Mouvement des citoyens (MDC), qu'a créé M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense, et que préside M. Max Gallo, député européen, présente cinquante-deux candidats aux élections législatives et en soutient quatre autres.

Figurent parmi ceux-ci cinq députés socialistes sortants — dont M. Chevènement, appartenant au courant Socialisme et République du PS — de même que M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, tous candidats officiels du Parti socialiste dans leur circonscription. Six autres candidats socialistes sont soutenus par le Mouvement des citoyens, qui ne les revendique donc pas pour l'attribution du financement public. Le troisième candidat soutenu par le MDC est M. Albert Maganosc dans les Alpes-Maritimes. Appartient à son « contingent », en revanche, M. Michel Suchod, député sortant, qui n'a pas été réinvesti par le PS en Dordogne et qui s'y représente contre le candidat socialiste officiel (1).

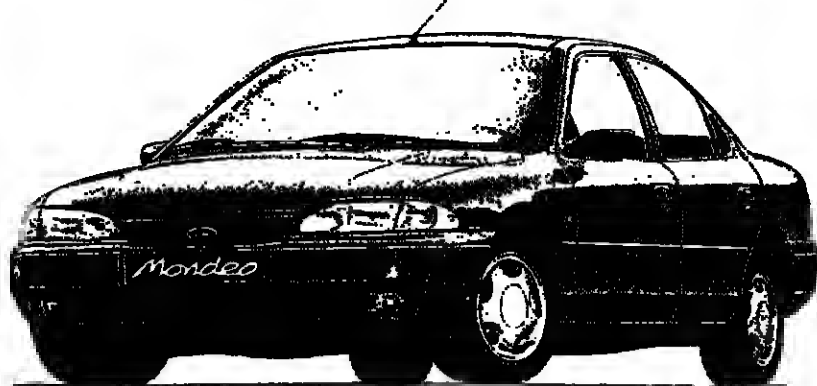
- ALSACE**
Bas-Rhin. — 3 : M. Claude Thomas.
- AQUITAINE**
Dordogne. — 1 : M. Christian Chassagnard; 2 : M. Michel Suchod, député sortant; 3 : M. Arnaud Leguy; 4 : M. Didier Delezay.
- AUVERGNE**
Allier. — 4 : M. Richard Szybra; Puy-de-Dôme. — 3 : M. Jean-Marc Miguet.
- BOURGOGNE**
Côte-d'Or. — 3 : M. Roland Carraz (PS), député sortant.
- BRETAGNE**
Ille-et-Vilaine. — 3 : M. Eric Melchior.
- CENTRE**
Cher. — 2 : M. Claude Debeda.
- CHAMPAGNE-ARDENNE**
Aube. — 1 : M. Marc Bret (PS); 2 : M. Jean-Pierre Cherain (PS).
- FRANCHE-COMTÉ**
Haute-Saône. — 2 : M. Jean-Pierre Michel (PS), député sortant; Territoire-de-Belfort. — 2 : M. Jean-Pierre Chevènement (PS), député sortant.
- ILE-DE-FRANCE**
Paris. — 1 : M. Didier Motchane; 2 : M. Emmanuel Espanol; 3 : M. Bertrand Dutheil de la Rochère; 5 : M. Alexis Manonchy; 6 : M. Georges Sarre (PS), secrétaire d'Etat aux transports; 7 : M. Cécile Silhouette; 8 : M. Gisèle Sebag; 10 : M. Jean-Claude Salomon; 11 : M. Bernard Colafrancesco; 12 : M. Marielle Boullier; 16 : M. Jean-Luc Gonneau (PS); 18 : M. Gilles Cassanova.

- Seine-et-Marne**. — 4 : M. Michel Legeron; 8 : M. Jean-Pierre Fourré (PS), député sortant; Yvelines. — 12 : M. Philippe Pivan.
- Essonne**. — 4 : M. Nicole Morichaud; 5 : M. Paul Lorient (PS), sénateur.
- Hauts-de-Seine**. — 2 : M. Jacques Pomeranz; 8 : M. Alain Flévet; 12 : M. Anne Leguizol.
- Saint-Denis**. — 8 : M. Catherine Coutard; 12 : M. Guy Depelley.
- Val-de-Marne**. — 5 : M. Edouard Mandelkern; 10 : M. Jean-Luc Laurent (PS).
- Val-d'Oise**. — 4 : M. Denis Quinquon.
- LANGUEDOC-ROUSSILLON**
Gard. — 3 : M. Maryse Clément; Hérault. — 3 : M. Michel Labonne.
- Pyrénées-Orientales**. — 1 : M. Alain Le Douzeur.
- MIDI-PYRÉNÉES**
Haute-Garonne. — 6 : M. Hélène Mignon (PS), député sortant.
- NORD-PAS-DE-CALAIS**
Nord. — 21 : M. André Caspi; Pas-de-Calais. — 2 : M. Jean-Marie Alexandre (PS), député européen.
- BASSE-NORMANDIE**
Calvados. — 4 : M. Alexis Mourre; Manche. — 3 : M. Micheline Lecoatey.
- PAYS-DE-LA-LOIRE**
Loire-Atlantique. — 5 : M. Jérôme Sulim; 7 : M. Pierre Minnard; 9 : M. Gilles Berthelot.
- Maine-et-Loire**. — 6 : Daniel Sale.
- PICARDIE**
Aisne. — 2 : M. Yves Mennesson (PS).
- Oise**. — 1 : M. Guillaume Vuillest.
- POITOU-CHARENTES**
Charente-Maritime. — 2 : M. Philippe Noël.
- PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR**
Alpes-Maritimes. — 7 : M. Alain Pruvost; 9 : M. Marcel Maganosc (sort).
- Bouches-du-Rhône**. — 14 : M. Marie-Noëlle Rimando.
- Var**. — 1 : M. Gérard Martin; 2 : M. Georges Randon.
- Vaucluse**. — 4 : M. Lucien Chevalier.
- RHÔNE-ALPES**
Drôme. — 4 : M. Victor Magnin; Isère. — 1 : M. Jean-François Parent.
- Loire**. — 2 : M. Christian Daudel.
- Rhône**. — 2 : M. Hubert Chertier.
- Haute-Savoie**. — 4 : M. Gabriel Galice.

(1) Nous avons publié les listes des candidats investis par le RPR et l'UDF (le Monde du 22 janvier), le PS et le MRC (le Monde du 30 janvier), les Verts et Génération Ecologie (le Monde du 2 février), le Front national (le Monde du 5 février), le PCF (le Monde du 13 février), le CNI (le Monde du 25 février) et l'Alliance populaire (le Monde du 5 mars).

Centre d'essai MONDEO

Du 4 au 21 mars



Dans un cadre prestigieux, de 9 h à 19 h, venez faire l'essai privilégié de MONDEO.

Vous surez le plaisir de découvrir, en avant-première, le nouveau 4x4 Ford, numéro 1 aux USA : l'Explorer.

Pavillon Dauphine, Porte Dauphine, Paris XVI.

MONDEO. Beauté et Force Intérieure.



LA QUALITÉ QUE VOUS RECHERCHÉZ

POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives

PAROLES D'ÉLECTEURS

« Reconnaître les bons des méchants »

Françoise B. a envie de voter Front national « pour faire peur aux gens ». Pourtant, à l'indépendant de son magasin - un modeste supermarché dont elle est devenue propriétaire il y a deux ans au « vieux village » de Sarcelles (Val-d'Oise), elle n'est pas pour la méthode dure, les vigiles, les caméras et les démonstrations de force. « Ce ne sert à rien. Au contraire, ça les provoque, ils vous cassent un magasin en un rien de temps et les assurances ne remboursent pas. » Non, Françoise préfère se débrouiller elle-même : « Avec mes vendeuses, nous formons une équipe de femmes âgées de plus de cinquante ans. Ils voient qu'on est toutes seules, même s'ils ont envie de taper, ils y réfléchissent à deux fois. »

Françoise la trouve « de plus en plus jeunes les gamins qui viennent [le] harceler au magasin ». « Maintenant ils ont douze ans. Souvent ils ont bu, ils peuvent rester deux heures devant un rayon, attendre qu'on perde patience, qu'on détourne notre attention et ils volent : des piles, des bouteilles d'alcool, à manger. Quand ils ne peuvent pas voler, ils deviennent grossiers. » Françoise dit que « méchants », mais elle ne s'invente pas : ils sont Arabes, Noirs, beaucoup de Noirs. Elle trouve que ces derniers temps il y a bizarrement une « manie des Harbans ». Françoise pense que « si Le Pen est un jour au pouvoir, il sera comme les autres, il ne pourra rien faire de plus contre le méchant. C'est déjà trop tard, ça s'est trop dégradé ». Françoise vote, répète-t-elle, « uniquement pour faire peur ».

Sur le trottoir d'en face, Jean-Pierre Corvet, le pâtisier, avait fait circuler une pétition en 1991 pour réclamer plus de policiers. « Sur cent commerçants, soixante-dix avaient été agressés. Maintenant, on a quatre policiers municipaux, ils font des rondes. » Jean-Pierre Corvet est inquiet. Inquiet de voir de plus en plus de jeunes arriver des cités lointaines parce qu'ils n'ont été refoulés par les vigiles des centres commerciaux où ils avaient l'habitude de traîner. Inquiet aussi de s'apercevoir que certains de ses collègues s'équipent de fusils à pompe qu'ils cachent sous le tiroir-caisse.

« Ce sont des gosses »

« Il faut éviter d'en arriver là, éviter de faire comme le boulanger de Reims, c'est dramatique. Ce sont des gosses. » Et puis « les jeunes, les étrangers, ils sont là, il faut bien vivre avec, il faut être de son époque. Bien sûr, il n'en faudrait pas plus... »

Jean-Pierre Corvet croit en l'avenir du petit commerce : « Avec la crise, les gens ont besoin de services de proximité, ils se sont rendu compte qu'ils étaient trop tentés et qu'ils dépensaient trop d'argent. » Son concurrent direct, lui, a retroussé ses manches, ferme désormais à 21 heures le soir et a embauché un vigile, « un Noir, on a été obligé » et tente d'éviter les maladroits : « C'est difficile. Parfois, on voit des étrangers arriver, on imagine que ce sont des voyous alors qu'en fait ce sont des bons. On les traite mal sans raison et, eux, ils nous accusent d'être racistes. Il faut faire attention, surtout que moi je suis commerçant, et un commerçant est commerçant avec tout le monde. Et puis je ne suis pas d'extrême droite, je ne veux pas de staling ici. Enfin, le plus dur, c'est de reconnaître les bons des méchants dans notre clientèle. Et je crois que je vais arrêter de vendre des casseroles. Parce que les casseroles, c'est ce qu'ils me volent le plus... »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

A la télévision et à la radio

Le programme officiel des interventions

Sur France 2, après le journal de 20 heures et sur France 3 vers 14 h 10. - Le mardi 9 mars : PCF (2 minutes), PS, RPR, UDF (1 minute chacun). Le mercredi 10 mars : PS, RPR, UDF, Alliance populaire, extr. d. (1 minute chacun).

Sur France 2, après l'émission de dimanche matin de soirée et sur France 3 avant le jeu « Questions pour un champion », vers 18 h 20. - Le mardi 9 mars : RPR, PS, Union

des indépendants, Parti des travailleurs, extr. g. (1 minute chacun). Le mercredi 10 mars : Génération Ecologie, RPR, PS, UDF (1 minute chacun).

Sur France 2, après le météo du journal de 13 heures et sur France 3 après la météo de Soir 3. - Le mardi 9 mars : UDF (4 minutes), A gauche vraiment, LCR (4,5), PS (6), Lutte ouvrière (4,5). Le mercredi 10 mars : UDF (5), Génération Ecologie (4,5), RPR (5), PS (5).

Sur France-Inter après le journal de 20 heures. - Le mardi 9 mars : Génération Ecologie (5 minutes), PS (6), RPR (6), UDF (4). Le mercredi 10 mars : Parti de la loi naturelle (5), FN (5), UDF (4), PS (6).

Sur France-Inter avant les informations de 14 heures. - Le mercredi 10 mars : RPR (3 minutes), FN (1), PS (2), UDF (1). Le jeudi 11 mars : PS (2), UDF (1), RPR (2), Nouveaux Ecologistes (1).

Clips bien faits, efficacité incertaine

En décidant de modifier, pour les élections législatives de cette année, les conditions de production et les modalités de programmation des émissions de la campagne officielle à la télévision, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a clairement défini ses objectifs : moderniser la communication du message politique et offrir au citoyen électeur une programmation à la fois plus diversifiée et plus étalée dans le temps (le Monde du 11 février).

Préparé depuis quelques mois avec les dirigeants politiques et leurs conseillers pour l'audiovisuel, cette nouvelle donne du CSA est entrée en application le 1^{er} mars dans les studios de production. A cette date, les premiers tournages ont commencé, avec les moyens de la Société française de production (SFP) ou d'autres sociétés à l'extérieur, chaque parti s'efforçant de garder secret la forme, sinon le contenu, de ses nouveaux messages audiovisuels. Une semaine durant, curioité et intérêt ont ainsi agité les différentes cellules et studios des Buzes-Chaumont et de la Maison de la Radio.

fabriqués. Réalisateurs et techniciens, de la SFP ou d'ailleurs, ont même réussi à se frayer un chemin dans les méandres des contraintes édictées par le CSA. Dans le détail, certains « sujets » ont semblé plus signifiants. Pour une simple raison : ils ont bénéficié d'un complément de travail à l'extérieur, une faculté offerte par le règlementation et laissée à la charge des partis. Le PS et le RPR ne s'en sont pas privés. Ils ont fait appel, tels d'ordinaires clients, le premier à la société Capa-Entreprise (François Roche, Jacques Morel), le second aux productions Lucie (André Campana, Jean-Charles Elab). Le PCF s'en est dispensé, préférant confier la responsabilité de son message à Jean-Daniel Simon, un cinéaste-réalisateur rompu depuis longtemps à ce genre d'exercice militant.

Comme un clou chasse l'autre...

Pourtant, au-delà de la bonne tenue générale d'ordre technique, il est permis de s'interroger sur la qualité politique de ce type de communication. Les modules longs (de quatre minutes trente secondes à six minutes) sont, de ce point de vue, moins en cause que les courts (une ou deux minutes). Ils autorisent un minimum de construction et de déve-

loppement thématique. Ils peuvent utiliser le système des questions-réponses, avec (faux) dialogue entre l'homme de la rue et le candidat, l'un tendant la perche à l'autre. Les longs modules permettent aussi de travailler sur le rythme et la bande-son (musique et voix off), de saturer l'espace par l'adjonction de textes écrits ou de schémas qui renforcent et éclairent le propos.

Les modules courts, en revanche, réclament nouveauté de cette campagne, ne parviennent pas, surtout à être diffusés à la télévision, à retenir l'attention. Malgré le soin qui a été porté à leur conception, malgré leur qualité intrinsèque, ils ont l'air, comme un clou chasse l'autre, de se détruire au fur et à mesure de leur diffusion. Il serait dommage qu'il ne reste, après la diffusion de ces messages, que le souvenir du gag de cette journée : le croyance, exprimée par le Parti de la loi naturelle, qui perçoit pour la première fois à une campagne officielle, que la méditation transcendantale peut sauver la France de tous ses maux grâce à l'évol yodique...

JEAN-LOUIS MINGALON
Lire également la chronique de Daniel SCHNEIDERMAN, page 27.

Deux collaborateurs du maire de Paris mis en congé pour cause de candidatures. - M. Michel Roussio, directeur du cabinet du maire de Paris, et M. Anne Cuillé, directeur adjoint, tous deux candidats aux élections législatives dans la capitale, sont mis en congé par un arrêté publié au Bulletin municipal du 5 mars. M. Rémy Chardon, directeur de l'inspection générale de la Ville

de Paris, assurera l'intérim de M. Roussio.

M. Juppé est confirmé dans ses fonctions de secrétaire général du RPR. - M. Jacques Chirac, président du RPR, a confirmé, lundi 8 mars, M. Alois Juppé dans ses fonctions de secrétaire général. Député de Paris, troisième adjoint au maire de Paris, chargé des finances, ancien minis-

tre du budget pendant la cohabitation entre 1986 et 1988, M. Juppé a succédé à M. Jacques Thubon au secrétariat général du RPR, après l'élection présidentielle de juin 1988. Aux dernières assises nationales du parti, dimanche 7 mars au Bourget (Seine-Saint-Denis), le rapport de synthèse de M. Juppé a été adopté par 98,36 % des suffrages exprimés.

Les successions de Jean Lecanuet

M. François Gautier (CDS) est élu maire de Rouen

La disparition de Jean Lecanuet, qui avait imposé sa marque à la vie politique de Rouen, ne pouvait qu'entraîner une série de successions difficiles. Si le nouveau maire de la ville, M. François Gautier, a été facilement élu, ce ne fut pas sans contestation au sein de la majorité municipale ; et il y a, pour l'instant, six candidats de droite à l'élection cantonale partielle, dont M. Jacqueline Lecanuet, la veuve de l'ancien président du conseil général.

ROUEN

de notre correspondant

M. François Gautier (UDF-CDS) a été élu, lundi 8 mars, maire de Rouen en remplacement de Jean Lecanuet, décédé, par trente-huit voix contre six à M. Michel Guez (UDF) et trois à Mme Irène Pergeant (Verts). Les sept élus socialistes et le conseiller municipal communiste n'ont pas participé au vote.

Le choix du nouveau maire par la majorité municipale s'est déroulé dans un climat de tension imprévisiblement exacerbé par la candidature de M. Guez. Celui-ci faisait valoir son poste de deuxième adjoint chargé de l'action économique et de l'urbanisme « confié personnellement par M. Lecanuet », disait-il. Mais lors d'une réunion préparatoire, interne à la majorité, M. Gautier, qui était dixième adjoint chargé des finances, a obtenu trente-deux voix contre dix à M. Guez. Très amers, ce dernier a décidé de maintenir sa candidature lors de la séance officielle du conseil municipal, en regrettant « que les Rouennais n'aient pu choisir, chez eux, leur candidat ». « Je n'accepterai pas d'être derrière un barbelé et de recevoir des cacahuètes lancées par un cinquième couteau parisien ».

a-t-il lancé à l'adresse de M. Gautier, qui s'est, en effet, entretenu avec le conseil municipal de la capitale haut-normande qu'en 1989.

Ce n'est pas pour autant un novice qui accède à la mairie de Rouen. De 1977 à 1989, M. Gautier a été adjoint au maire d'Abbeville (Somme), puis de M. Alain Poirier, ancien président du Sénat. Surtout, il était, depuis 1973, un des plus proches collaborateurs parisiens de Jean Lecanuet qui, après avoir beaucoup hésité dans le choix de la personne capable de lui succéder à la mairie (le Monde du 23 février), avait mis ce mandat à M. Gautier. Celui-ci s'est imposé facilement, lorsque M. Jean-Jacques Bonvin, première adjointe et candidate aux législatives contre M. Michel Bérégovoy, n'a pas souhaité cumuler deux mandats importants.

M. Lecanuet au conseil général

Les divisions de la droite rouennaise sont encore plus flagrantes pour l'élection cantonale qui devra désigner le successeur de Jean Lecanuet au conseil général, élection qui aura lieu les 21 et 28 mars. Deux adjoints dans la municipalité de Jean Lecanuet ont officiellement déposé leur candidature : MM. Patrick Herr (UDF-CDS) et Bertrand Bellanger (RPR), le parti de M. Jacques Chirac souhaitant profiter de l'occasion pour amorcer un réajustement de sa représentation au conseil général de Seine-Maritime, dont les sept élus actuels de Rouen sont UDF. De son côté, M. Claude Hébert (UDF-PR), PDG du groupe Auguste-Thouard, qui avait soutenu l'investiture de l'UDF pour les législatives dans la circonscription de M. Michel Bérégovoy, ce à quoi Jean Lecanuet s'était opposé, s'est aussi présenté à l'élection.

Ces trois postulants avaient toutefois indiqué qu'ils laisseraient le champ libre à M. Jacqueline Lecanuet si celle-ci souhaitait succéder à son mari. Elle a effectivement déposé sa candidature une demi-heure avant la clôture légale, et elle devrait avoir le soutien de la majorité départementale, malgré la présence de deux autres candidats divers droite. Le FN, les Verts, le PS et le PCF seront aussi en lice.

ETIENNE BANZET

[Né le 23 avril 1940 à Paris, M. François Gautier est licencié en sciences économiques, ancien élève de l'École nationale d'administration. Affecté au ministère de l'économie et des finances à la sortie de l'ENA, il est nommé au secrétariat général du gouvernement en janvier 1974. En juillet 1976, il devient chef de cabinet de Jean Lecanuet, alors ministre de la justice, et le suit lorsque celui-ci devient ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire. Essentiellement à l'extérieur, d'abord au cabinet de M. Alain Poirier, puis comme conseiller technique auprès de la commission des finances. En juillet 1979, il est nommé conseiller référendaire à la Cour des comptes. De 1982 à février 1993 il a été secrétaire général adjoint de la Compagnie générale des eaux. Il est, depuis, directeur de la société d'investissement Finageo. Conseiller municipal d'Abbeville, commune du Val-de-Marne dont le maire est M. Poirier, de 1977 à 1989, M. Gautier était adjoint au maire de Rouen depuis 1989. Depuis mars 1992, il est aussi président de la commission des finances du conseil régional de Haute-Normandie.]

Le successeur de Geoffroy de Montalembert au Sénat rejoint le RDE. - M. André Martin, devenu sénateur de la Seine-Maritime à la suite de la disparition de Geoffroy de Montalembert (RPR), s'est choisi, mardi 9 mars, de rejoindre le groupe du Rassemblement démocratique et européen, qui compte désormais 20 sénateurs.

NRJ en conflit avec les artistes

Plus de 30 millions de francs ! C'est la coquette somme que devrait NRJ si, comme ses concurrentes, elle payait aux artistes-interprètes et aux producteurs de musique les sommes qu'ils réclament depuis 1988.

Cette rémunération est due en contrepartie de la diffusion des disques sur les ondes (loi Lang du 3 juillet 1985 adoptée à l'unanimité par le Parlement).

Au lieu d'accepter un partenariat naturel avec les artistes, NRJ, tout en affirmant qu'elle reconnaît le principe fixé par la loi (peut-elle faire autrement ?), a multiplié les procédures et retardé les paiements aux dépens de milliers de professionnels de la musique.

Le Conseil d'Etat a ainsi été saisi de ce conflit en janvier 1988 par une association dont le président n'est autre que celui de NRJ... et n'a pas encore statué.

Les maigres rémunérations qu'NRJ a versées jusqu'alors, à la suite de décisions judiciaires (environ 3 millions de francs depuis 1988), ne viennent pas troubler les 373 millions de Chiffre d'Affaires, les 281 millions de trésorerie et les 91 millions de bénéfices comptabilisés par le Groupe NRJ en 1992.

La SPEDIDAM et le SNAM demandent instamment à Monsieur le Ministre de la Culture d'intervenir publiquement aux côtés des artistes pour exprimer sa réprobation sur cette situation.

En effet, quand on sait que 85 % des programmes d'NRJ sont composés de musique, on constate que cette utilisation lucrative s'exerce au détriment des artistes-interprètes.

Un tel état de faits ne peut que perturber l'ordre social.

Société de Perception et de Distribution des Droits des Artistes-Interprètes de la Musique et de la Danse (SPEDIDAM)

Syndicat National des Artistes-Interprètes de la Musique (SNAM)

Si vous souhaitez vous manifester sur ce sujet, vous pouvez utiliser le Minitel 3614 code SPEDIDAM

0,36 F/minute

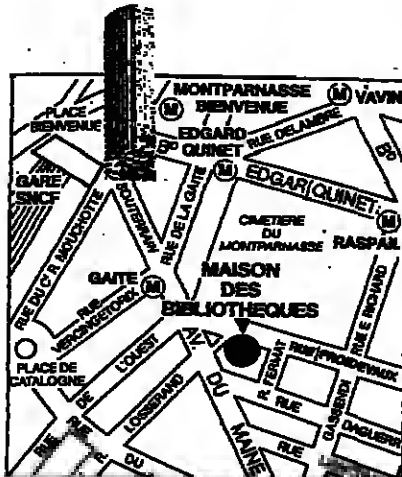
مكتبة المنزل

La maison des BIBLIOTHEQUES

EN MONTPARNASSE

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e

VISITEZ NOS MAGASINS EN FRANCE
ET NOS STANDS A :
FOIRE INTERNATIONALE DE NICE
du 13 au 22 mars 1993
PALAIS DES EXPOSITIONS
Stand n° 2036 sur galerie
FOIRE INTERNATIONALE DE LYON
du 27 mars au 5 avril 1993
EUREXPO-CHASSIEU
Stand n° 2 E 02 - Hall 2



VISITEZ NOS MAGASINS



A PARIS
61, RUE FROIDEVAUX
75014 PARIS - TEL. : (1) 43.20.13.00
(à 300 m de la gare Montparnasse).

Métro : Montparnasse - Dardot - Rochas - Galt - Edgar-Daïnet - Arènes : 28-38-68-68 - RER : Dardot - Rochas - SNCF : Gare Montparnasse.
Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et du mardi au samedi inclus de 9 h 30 à 19 h 30 sans interruption.

EN RÉGION PARISIENNE

ARPAJON 91290 : "Ambiances Plus" 13, Rue Nat. 20 (200 m avant la sortie Arpaïon-centre). Tél. (1) 64.90.05.42.
ENGHIEN-LES-BAINS 95890 : "Scènes d'intérieur" 10, rue de la Libération. Tél. (1) 38.54.45.71.
VERSAILLES 78000 : 64-70, rue des Châtiers. Tél. (1) 39.53.66.09.

ET DANS TOUTE LA FRANCE

ALSACE : STRASBOURG 67000 : 11, rue des Bouchers. Tél. 68.36.73.70.

AUDOUVILLE : BOURGEOIS 33000 : 10, rue Boursier. Tél. 56.44.39.42.

AUVERGNE : CLERMONT-FERRAND 63000 : 22, rue Georges-Clemenceau. Tél. 73.53.97.06.

BOURGOGNE : DIJON 21000 : 100, rue Monge. Tél. 80.43.03.45.

BRETAGNE : RENNES 35000 : 89, bd de la Tour d'Auvergne. Tél. 99.90.00.07.

CHARENTAIS : ANGERS 49000 : 23, rue de la 2^e DB. Tél. 98.50.67.03.

COCHIN : PARIS 75000 : 17, av. de la Libération. Tél. 98.90.63.33.

CENTRE : TOURS 37000 : 5, rue Henri-Barbousse (près des Halles). Tél. 47.35.03.00.

LANGUEDOC-ROUSSILLON : MONTPELLIER 34000 : 6, rue Sévère (près gare). Tél. 67.58.19.32.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 17, cours Lavoisier. Tél. 52.53.51.54.

LOIRE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

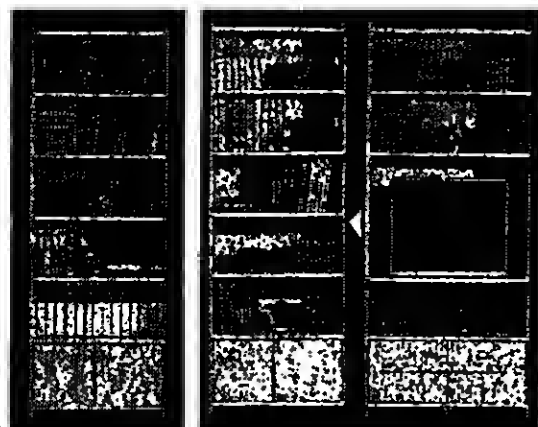
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES 44000 : 8, rue St-Michel (face St-Epvre). Tél. 52.53.51.54.

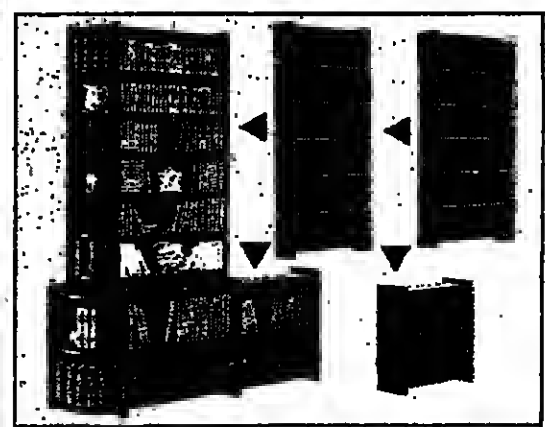
présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
pouvant former des ensembles à la mesure
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



PAR SIMPLES
JUXTAPPOSITION
ET
SUPERPOSITION



SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMANAGEABLES A VOLONTE
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD".
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en tréne clair, composée de 8 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en bois foncé, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne "STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis plus de 30 ans.

CRÉDITS PERSONNALISÉS (après acceptation de crédit) et **DEVIS GRATUITS** et **EXPOSITIONS FRANCO** DANS TOUTE LA FRANCE. • REPRISE EN CAS DE NON-CONVAINCANCE.

Les cartes de paiement (carte bleue, Visa, MasterCard et de crédit) sont acceptées dans nos magasins, ainsi que pour les commandes par correspondance. Toutes formes de crédit possible.

NOUVEAUTES 93

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e

TEL. : (1) 43.20.13.00

24 H/24 SUR ENREGISTREUR

(1) 43.20.73.33

et meubles coordonnés

6100

et meubles coordonnés

6100

et meubles coordonnés

6100

et meubles coordonnés

6100

et meubles coordonnés

6100

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

J'aimerais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma part votre catalogue : 98 pages toutes en couleurs, avec photos, dimensions, teintes et essences, la contenance et le prix précis de chaque modèle. Merci. [MGB]

□ Mlle NOM PRÉNOM

0 Mlle

ADRESSE

CODE POSTAL | | | | | VILLE

PROFESSION TEL.

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

JUSTICE

Les écoutes téléphoniques

L'affaire des « Irlandais de Vincennes » est au centre des plaintes déposées

Les plaintes contre X... déposées, lundi 8 mars, au nom du Monde, d'Edwy Plenel et de sa compagne dans l'affaire des écoutes téléphoniques s'appuient sur une argumentation juridique déjà invoquée par M. Antoine Comte, l'avocat des « Irlandais de Vincennes », dont une note de l'Elysée de 1983, révélée récemment, prouvait que sa mise sur écoute avait été envisagée par la « cellule » dirigée par M. Christian Prouteau. Dans chaque cas, les plaignants estiment que ces écoutes avaient pour but « de protéger l'arrestation de trois ressortissants irlandais dans des conditions que l'on savait illégales », ce qui contreviendrait à l'article 12 de la Déclaration des droits de l'homme qui annonce que la force publique est instituée « pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée ».

Révoquée en novembre 1992, une note manuscrite portant en-tête de la présidence de la République, rédigée le 28 mars 1983 par M. Gilles Ménage, alors directeur-adjoint du cabinet de M. François Mitterrand (le Monde du 20 novembre 1992), envisageait la mise sur écoute de M. Antoine Comte, l'avocat parisien des « Irlandais de Vincennes ».

À la suite de ces révélations, M. Antoine Comte a déposé une plainte avec constitution de partie civile auprès du doyen des juges d'instruction de Paris. Cette plainte est fondée sur l'article 11 du code pénal, qui précise qu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du gouvernement ayant « originaire ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle, soit aux droits

civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la Constitution » sera condamné à la peine de la dégradation civique. « Si néanmoins il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû l'obéissance hiérarchique, poursuit l'article, il sera exempt de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre ».

Aux yeux des défenseurs de M. Comte, trois éléments justifient l'évocation de cet article : une atteinte au secret professionnel qui est de nature à empêcher l'exercice normal des droits de la défense ; une atteinte à la « libre communication des pensées et des opinions » protégée par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789 ; et une atteinte au principe posé par l'article 12 de cette même Déclaration, qui précise que la force publique est instituée « pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée ». Le parquet du tribunal de Paris envisage de requérir l'ouverture d'une information judiciaire, mais les réquisitions n'avaient pas encore été définitivement signées mardi 9 mars.

Des conditions que l'on savait illégales

Les plaintes déposées lundi 8 mars par le Monde, Edwy Plenel et sa compagne par M. Christian Courcès et Michel Laval sont en partie fondées sur la même argumentation. Elles dénoncent elles aussi une violation de l'article 114 du code pénal, qui prévoit la peine de prison pour l'agent public qui, en vertu de ses fonctions, a « l'obligation de surveiller la personne ou les personnes dont la surveillance est confiée à son service ». L'article 114 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. « [L'entrave apportée à la libre communication] est d'autant plus évidente lorsque la personne écoutée est journaliste et que l'écoute dont elle est l'objet ne peut égarer, comme en l'espèce, d'autre raison que la surveillance de son activité professionnelle, note la plainte. Par ailleurs, comme cela est hautement probable, les écoutes téléphoniques incriminées ont été pratiquées par des fonctionnaires de police ou des officiers de renseignement appartenant à la cellule antiterroriste de l'Elysée pour surveiller l'enquête d'Edwy Plenel sur l'affaire dite des Irlandais de Vincennes parce qu'on y voyait un moyen de protéger l'arrestation de trois ressortissants irlandais dans des conditions que l'on savait illégales ». Ces plaintes évoquent en outre la violation de deux autres articles du

code pénal : l'article 166 sur la forfaiture et l'article 368 sur les atteintes à la vie privée.

La forfaiture découlerait naturellement de la reconnaissance du crime d'atteinte à la liberté puis-que le code pénal précise que « tout crime commis par un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions est une forfaiture ». Quant à l'article 368, qui a été introduit en 1970, il précise que quiconque aura volontairement porté atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui en « écoutant, enregistrant ou transmettant au moyen d'un appareil quelconque des paroles prononcées dans un lieu privé par une personne sans le consentement de celle-ci » sera puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 2 000 à 60 000 francs. Juridiquement cet article est sans doute le plus adapté puisqu'il correspond avec précision à l'infraction dénoncée.

« Aucune considération ne saurait justifier qu'il ait été procédé aux écoutes des conversations téléphoniques d'Edwy Plenel au mépris des dispositions de cet article, note la plainte. Ce texte étant de nature législative, l'administration, quelle que soit la réalité que cette expression recouvre, ne peut en effet procéder à des écoutes téléphoniques que si elle y est autorisée par un texte ayant une valeur législative. Or, jusqu'à la loi du 10 juillet 1991, aucune loi ni aucun règlement n'autorisait les écoutes administratives. L'administration invo-

quant alors seulement une circulaire prise par M. Michel Debré, alors premier ministre, qui n'a jamais été publiée et qui est à ce titre sans valeur juridique ».

Les faits sont anciens - les écoutes qui ont fait l'objet de transcriptions révélées par Libération datent de la fin de l'année 1985 et du début de l'année 1986 - mais les avocats des plaignants estiment qu'ils ne sont pas pour autant prescrits. D'abord parce que la prescription du délit d'atteinte à la vie privée, qui est de trois ans, ne commence pas, selon eux, au moment où les écoutes ont eu lieu mais au moment où leur existence a été connue, ce principe « découlant du fait que [dans ces dossiers] l'action publique ne peut être engagée que sur plainte de la victime ». Ensuite parce que la forfaiture et l'atteinte à la liberté qui sont des crimes, sont prescrits après dix ans. Les écoutes datant au plus tôt de 1985, les plaintes déposées le 8 mars interviennent plusieurs années avant le début de la prescription, en 1995. Les défenseurs estiment en outre que l'information révélée « certainement » que les écoutes se sont poursuivies au-delà du 26 février 1986 « et qu'elles se poursuivent peut-être encore aujourd'hui », ce qui rendrait bien sûr caduc tout débat sur la prescription.

ANNE CHEMIN

M. Bérégovoy : « Il y a eu volonté de travestir la réalité »

Commentant les documents publiés par Libération à propos de notre collaborateur Edwy Plenel, M. Pierre Bérégovoy, a déclaré, lundi 8 mars : « Il y a eu volonté de travestir la réalité. De la part de qui, dans quel but, la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, chargée de l'enquête, le dira ».

Selon le premier ministre, qui était l'invité du Club de la presse d'Europe 1, le décalage de l'écoute n'a « certainement pas » été pris au plus haut niveau, à l'Elysée. « Le plus haut niveau, a-t-il déclaré, est celui qui a autorisé la mise sur écoute de M. Antoine Comte, l'avocat parisien des « Irlandais de Vincennes ».

interceptions de sécurité, c'est que les documents publiés ne correspondent pas aux documents du GICP (Groupe interministériel de contrôle), a précisé M. Bérégovoy. « La question est de savoir par qui, comment et pour quelle raison le document a été falsifié », a-t-il ajouté.

« Le gouvernement, en plein accord avec la président de la République, souhaite que la lumière soit faite », a encore déclaré le premier ministre. Il a souligné que la commission d'enquête, qui a été déterminée en toute indépendance, puisse faire connaître ses conclusions avant le second tour des élections législatives.

L'enquête sur la construction d'un domaine dans le Loiret

M. Christian Pellerin a été mis en examen par le juge Jean-Pierre

M. Christian Pellerin, PDG de la SARL SEERI, a été mis en examen par le juge du Mans Thierry Jean-Pierre dans le cadre d'une enquête sur la construction du Domaine de la Paillardière, une propriété immobilière à Neuvy (Loiret). Plusieurs autres personnes, employées par les sociétés qui ont participé à l'aménagement de cette propriété, ont aussi été mises en examen par le magistrat mancel.

C'est dans le cadre d'une enquête sur les activités de la société de bâtiment Heulin, établie au Mans, que le juge Jean-Pierre a été conduit à s'intéresser à la construction du Domaine de la Paillardière et à pincer M. Pellerin en garde à vue, en janvier 1992. Le 22 mai 1992, le magistrat avait effectué une perquisition au siège de l'entreprise Heulin au Mans, puis, quelques jours plus tard, dans les locaux d'une filiale de Heulin à Bourges (Cher), ainsi qu'en un siège d'un sous-traitant de l'entreprise mancelle, la société Prochasson, à Saint-Aignan-le-Jaillais.

Dans le prolongement de cette même enquête, il avait été conduit à « intensifier ses travaux effectués par l'entreprise Prochasson chez Roger-Patrice Felat, en Sologne (le Monde du 4 février). M. Pellerin est en outre inculpé à Paris dans l'affaire de la Tour BP de la Défense, et dans le dossier de délit d'initiales à la Société générale.

Après le rejet de sa demande de mise en liberté

Le docteur Garretta comparaitra détenu à son procès en appel

La 13^e chambre de la cour d'appel de Paris a rejeté, lundi 8 mars, la demande de mise en liberté présentée par le docteur Michel Garretta, ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), condamné le 23 octobre 1992 par la 16^e chambre du tribunal correctionnel de Paris à quatre ans de prison pour son rôle dans la contamination des hémophiles par le virus du sida.

Le docteur Garretta restera détenu jusqu'à sa comparution, le 3 mai, devant la juridiction chargée d'examiner l'appel formé successivement par le professeur Jean-Pierre Allain - condamné à quatre ans de prison, dont deux avec sursis - le professeur Jacques Roux - condamné à quatre ans de prison avec sursis - et par le parquet. Ainsi en a décidé la 13^e chambre de la cour d'appel dans un arrêt conforme aux réquisitions du parquet général, sans toutefois en reprendre tous les arguments.

L'audience du 1^{er} mars, l'avocat général, M. Christian Thibaut, avait surtout invoqué le trouble à l'ordre public en soutenant que « l'opinion publique ne comprendrait pas » une mise en liberté du docteur Garretta avant le procès en appel. La cour, présidée par M. André Gerardin, relève en premier lieu que le mandat d'arrêt délivré contre le docteur Garretta était motivé, contrairement à ce que ses défenseurs affirmaient, puisque le tribunal expliquait sa décision par le fait que le condamné, se trouvant alors aux États-Unis, « s'était dérobé à l'ac-

tion de la justice ». Après ce préambule, les magistrats remarquent que, si le docteur Garretta bénéficie toujours de la présomption d'innocence, la loi autorise « à titre exceptionnel » la détention provisoire quand il s'agit de garantir son maintien « à la disposition de la justice ».

Tout en soulignant que le retour spontané du docteur Garretta des États-Unis a été une décision « courageuse et responsable », les juges estiment qu'il y a « un risque de fuite à l'étranger » en constatant qu'il a « des intérêts hors de France ».

La cour invoque aussi la dissuade soutenue par des parties civiles et notamment, sans la citer, par M. Joëlle Bouchet, mère d'un hémophile contaminé par le virus du sida qui souhaite que le délit de « tromperie sur la qualité de la marchandise, de nature à compromettre un risque pour la santé de l'homme » soit transformé en crime.

A l'audience, le docteur Garretta et ses avocats avaient également insisté sur les difficultés réelles imposées à un détenu qui doit comparaître dans un très long procès. En effet, les horaires de l'administration pénitentiaire pour les repas, les paquets et les activités avec les avocats sont rarement compatibles avec les exigences du débat judiciaire. Les magistrats n'écarteront pas l'obstacle et précisent dans leur arrêt : « Toutes dispositions seront prises par la cour afin de permettre au Docteur Garretta et à ses avocats de disposer du temps nécessaire pour que la défense puisse être assurée normalement ».

MAURICE PEYROT

Six ans après l'assassinat de l'avocat algérien

Le parquet général demande la reouverture du dossier Mecili

L'enquête sur l'assassinat, en 1987, à Paris, d'Ali Mecili, avocat français d'origine algérienne, doit être poursuivie. Telle est l'opinion du parquet général de Paris qui a demandé, lundi 8 mars, à la chambre d'accusation d'infirmer le non-lieu rendu le 20 novembre 1992 par le juge d'instruction parisien, Gilles Rivière, en ordonnant un supplément d'information.

Le 7 avril 1987, Ali Mecili, militant des droits de l'homme et artisan d'un rapprochement entre les oppositions démocratiques algériennes, était assassiné de trois balles dans l'entrée de son immeuble, boulevard Saint-Michel à Paris. Exilé en France depuis 1965, il était le porte-parole de Hocine Ali Ahmed, un des chefs historiques du FLN, qui accusait aussitôt « les services spéciaux » algériens d'avoir commandité le crime. L'enquête s'était rapidement dirigée vers Abdelmalek Amellou et sa concubine, Fatima Bellali. Mais les deux suspects avaient été expulsés vers l'Algérie, en application de la procédure d'urgence absolue, sur deux arrêtés signés le 12 juin 1987. Sur instruction du ministre de l'Intérieur, alors dirigé par M. Charles Pasqua et M. Robert Pandolfi, ministre délégué.

Le 28 mai 1988, le magistrat instructeur, M. Gilles Rivière, adressait une commission rogatoire en Algérie afin que plusieurs personnes soient entendues, dont Abdelmalek Amellou. A l'époque, les autorités algériennes avaient invoqué des recherches « vaines et infructueuses » et de nouvelles sollicitations d'entendre d'autres suspects n'avaient pas eu plus de succès. Aussi le magistrat avait-il, le 20 novembre 1992, rendu un non-lieu d'ailleurs requis par le parquet.

Aujourd'hui, le parquet général semble avoir un autre regard sur le dossier, car l'avocat général, M. Olivier Lambing, a demandé qu'une nouvelle commission rogatoire plus précise soit envoyée aux autorités algériennes. Le magistrat a également demandé que la procédure menée à Lyon par M. Annie Mecili, veuve de l'avocat assassiné, soit jointe au dossier. Il s'agit d'une plainte contre X déposée sous la qualification de « forfaiture et atteinte aux libertés individuelles » qui était destinée à faire

la lumière sur les conditions dans lesquelles avaient été signés les arrêtés d'expulsion dont avaient « bénéficié » les suspects.

Un préfet étant « susceptible d'être inculpé », la cour de cassation avait désigné la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon en application de la procédure particulière relative aux « personnes protégées », supprimée depuis le 4 janvier par la réforme du code de procédure pénale. Cette plainte avait, elle aussi, abouti à un non-lieu qui fait l'objet d'un pourvoi en cassation, mais le parquet général souhaite que les deux dossiers soient réunis.

Ces demandes sont conformes au vœu des avocats d'Annie Mecili, M. Antoine Comte, Henri Leclerc et Henri Choukroun, qui souhaitent également que trois suspects, Amellou, Bellali et Nennouche, dit « Sami », soient « mis en examen » et que l'enquête, d'abord menée par la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris, soit confiée à un service de police nationale.

Arrêt le 31 mars.

M. P.

Nominations de magistrats

Sont nommés procureurs de la République :

à Sens, M. Philippe Mettoux, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Dijon ;

à Saint-Quentin, M. Patrick Quinay, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Saint-Pierre de la Réunion ;

à Montbéliard, M. Bernard Lebeut, premier substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Chalon-sur-Saône ;

à Contances, M. Yves Le Du, premier substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Rouen ;

à Evreux, M. Gérard Loubens, procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Agde ;

à Castres, M. Bruno Albouy, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Toulouse.

DÉFENSE

Crée par M. Pierre Joxe

La nouvelle Fondation pour les études de défense sera présidée par M. Thierry de Montbrial

M. Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), a été élu, lundi 8 mars, président de la Fondation pour les études de défense (FED), une institution nouvellement créée par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, avec le concours financier de plusieurs industriels de l'armement pour contribuer à la réflexion stratégique en France. La FED est destinée (le Monde du 27-28 décembre 1992) à prendre la relève de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN), qui était présidée par M. Pierre Debiez et que M. Joxe n'estimait plus conforme aux nouvelles lois et nouveaux textes régissant désormais le fonctionnement du mécanisme.

Ont été élus : vice-président, M. Emile Blanc, PDG de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) ; deuxième vice-président, le vice-amiral d'escadre Francis Orsini, conseiller du gouvernement pour la défense ; trésorier, M. Charles Edelsteine, vice-président de Dassault-Aviation, et, secrétaire, M. Jean-Claude Maillet, délégué aux affaires stratégiques (DAS) au sein du ministère de la défense.

M. de Montbrial devrait mettre au place le futur comité scientifique consultatif de la FED et procéder à des consultations sur les modalités du choix du futur directeur.

[Né le 3 mars 1943 à Paris, ancien élève de Polytechnique et de l'École des mines, M. Thierry de Montbrial enseigne les sciences économiques à l'X, depuis 1969, et à l'Institut d'études politiques de Paris. De 1973 à 1979, il a animé le centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des affaires étrangères, avant de fonder l'Institut français des relations internationales (IFRI) qu'il dirige depuis 1979. Il a été la revue Politique étrangère de la revue annuelle Rampeur sur l'état du monde, et il a publié de nombreux livres d'économie, parmi lesquels le Devoir économique mondial (1974) et la Branche de l'histoire (1985), qui a obtenu le prix de l'Académie des sciences morales et politiques.]

Devant la 1^{re} chambre civile de Paris L'Eglise de scientologie réclame la saisie d'un livre la mettant en cause

L'Eglise de scientologie a réclamé, lundi 8 mars, devant la 1^{re} chambre civile de Paris, statuant en référé, la saisie d'un livre intitulé Une secte au cœur de la République, publié chez Calmann-Lévy par Serge Faubert, journaliste à l'Événement du jeudi. Cet ouvrage décrit les méthodes et les réseaux qui permettraient à la scientologie de « s'infiltrer » dans la classe politique, certains milieux d'affaires, la défense, l'éducation, les Églises catholique et protestante etc. Il montre notamment le fonctionnement de l'Office of special affairs (OSA) de la secte, qui aurait tissé sa toile jusqu'au sommet de l'État.

« Un procès d'intention abject », réplique l'Eglise de scientologie, qui s'estime diffamée par la publication d'une « liste noire » des scientologues relevant d'« un véritable macabre » de la française. Son avocat, M. Olivier Métezeau, a accusé M. Faubert d'avoir volé ce document au service juridique de l'Eglise et de considérer que tout scientologue ayant une activité professionnelle n'utiliserait son emploi que pour « infiltrer et subvertir ». Le

juge des référés fera connaître sa décision jeudi 11 mars.

Ce livre a suscité deux autres plaintes, celles de M. Paul Dayan, secrétaire général du conseil supérieur de la magistrature, ancien chargé de mission à l'Elysée, et de M. Alain Brunet, inspecteur général de l'éducation nationale, ancien conseiller technique au ministère de la culture. Ils poursuivent l'Événement du jeudi, qui a publié fin février de larges extraits du livre de Faubert, l'auteur de l'ouvrage et son éditeur, M. Dayan et M. Brunet feraient partie, selon ce livre, des « premiers cercles du pouvoir », qui ont permis de relâcher Danielle Gornoni, Jean-Paul Chappelet et Jean-Jacques Mazier, des responsables de la scientologie arrêtés en juillet 1990 à Lyon. C'est sur les pressions de l'Agence FID, infiltrée jusqu'à l'Elysée, que M. Dayan aurait envoyé au président de la République un mémoire favorable à ces dirigeants scientologues. M. Dayan a réitéré « ces accusations sans aucun fondement ».

L'enquête sur la protection des libertés individuelles des justiciables. « J'en appelle à l'ensemble de la classe politique et en particulier à ceux qui seront en charge, après mars 1993, de la conduite du pays », a déclaré sur RTL le député de Lamoignon, M. Edouard de Larosière, et sans réserve sur le maintien des acquis institutionnels, cette réforme dans le domaine des droits de l'homme et des droits de la défense.

هكمان النكل

SOCIÉTÉ

Deux projets médicaux contestés en Dordogne

Carte sanitaire et circonscription électorale

M. Bernard Kouchner, ministre de la Santé, devait se rendre, mardi 9 mars, en Dordogne, pour soutenir la candidature aux élections législatives de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, dans le 4^e circonscription. Ce déplacement coïncide avec le développement d'une polémique concernant l'implantation d'un scanner à l'hôpital de Sarlat (le Monde daté 7-8 mars) ainsi qu'avec les interrogations suscitées, au ministère de la Santé, par le projet de création, dans cette même circonscription, d'une structure sanitaire d'une capacité de soixante lits.

La polémique concernant l'acquisition d'un scanner par l'hôpital de Sarlat est née après l'annonce faite par M. Roland Dumas que le financement de ce matériel médical serait pris en charge à hauteur de 8,2 millions de francs par la Fondation Tass (1). Celle-ci est dirigée par M. Mehdi Ojeh, veuve du milliardaire saoudien Akram Ojeh et qui est une amie personnelle de M. Dumas. M. Ojeh, fille de M. Moustapha Tass, ministre syrien de la Défense, a, pour sa part, déclaré à l'AFP que sa fon-

dation « ne se mêle pas de politique » et qu'il ne s'agit pas d'une « opération humanitaire ».

Les responsables de l'hôpital de Sarlat (362 lits, dont 180 « actifs ») souhaitent, depuis de nombreuses années, pouvoir disposer d'un scanner. De nombreux établissements de la région étant déjà équipés (Brive, Cahors, Périgueux, Bordeaux), ils ne nourrissent guère d'illusions. Toutefois, la récente baisse des indices en matière d'équipements radiologiques et la révélation faite par M. Dumas qu'une fondation mécène, d'origine étrangère, était en mesure de financer une telle acquisition, devaient rapidement modifier les données du problème.

Un dossier de demande d'équipement fut alors constitué, qui reçut l'aval de la direction départementale, puis de la direction régionale de l'action sanitaire et sociale. Ce dossier n'est pas encore parvenu à Paris, assure-t-on au ministère de la Santé, seul habilité, dans l'attente de la réforme des autorisations d'équipement, à accorder l'acquisition d'un tel « matériel » lourd par les établissements conventionnés avec la Sécurité sociale.

Selon M. Couderc, directeur de l'hôpital de Sarlat, le seul indispensable à l'acquisition de ce matériel (110 000 habitants)

n'est peut-être pas, stricto sensu, atteint. Il estime toutefois qu'il faut tenir compte, d'une part, du flux des vacanciers estivaux dans cette région, d'autre part, de la possibilité pour l'hôpital de Sarlat de travailler en collaboration avec les radiologues privés de la ville.

Il y a une dizaine de jours, M. Dumas demandait par écrit au ministre de la Santé d'examiner le dossier. Dans l'entourage de M. Kouchner, on indique que, sur les trois places de scanners disponibles dans cette région, celle de Sarlat apparaît, a priori, « bien placée », dès lors que la partie s'engageant à financer l'acquisition ne formulait pas de contreparties inacceptables. Ce dossier devrait être examiné dans les prochains jours. Rien toutefois n'indique que la cécité du cabinet de M. Kouchner permette de rendre un avis définitif favorable avant les élections législatives.

Un autre dossier concerne la création d'un centre de rééducation pour malades, d'une capacité de soixante lits, ayant été victimes d'une affection cardiaque. Elle était projetée, depuis plusieurs mois déjà, sur la commune de Saint-Laurent-sur-Manoire, où M. Roland Dumas est maire-adjoint. Malgré la carte sanitaire, il semble que M. Kouchner ait

accepté d'autoriser la création d'un tel centre, passant outre l'avis négatif de la commission de l'hospitalisation et les risques de recours notamment des classes d'assurance-maladie. Selon notre correspondant à Périgueux, le ministre des affaires étrangères a publiquement annoncé que l'arrêté autorisant la création de ce centre venait d'être signé par M. Gérard Vincent, directeur des hôpitaux.

Compte tenu des contraintes imposées par la carte sanitaire, M. Vincent a-t-il agi de sa propre autorité ou sur ordre de son ministre de tutelle ? On précisait toutefois, mardi 9 mars, au cabinet de M. Kouchner que cette création ne pouvait être envisagée tant que la carte sanitaire de la région n'aurait pas été « nettoyée ». Si l'arrêté d'autorisation a bien été signé, fin février par M. Vincent, l'original de cette notification n'a toujours pas été communiqué aux promoteurs de cette opération.

JEAN-YVES NAU

(1) Les 8,2 millions de francs que souhaite offrir la Fondation Tass devaient porter sur l'acquisition d'un scanner (entre 2,5 et 6 millions de francs), d'un matériel radiologique conventionnel et sur les travaux d'installation.

SCIENCES

Budget d'austérité pour le Centre national d'études spatiales

Les militaires au secours de l'espace civil

Avec une enveloppe globale de 11 166 millions de francs, le budget 1993 du Centre national d'études spatiales (CNES) est en augmentation de 4 % par rapport à celui de 1992, contre 7 % de hausse l'an dernier. La responsabilité des programmes spatiaux militaires, confiée récemment au CNES, devrait lui fournir un apport financier important.

« Notre budget est bon dans le contexte budgétaire du pays », estime M. Jean-Daniel Levi, directeur général du CNES. Il est vrai que l'image d'austérité est un peu corrigée par l'augmentation de 7 % des subventions de l'État. Avec 9 199 millions de francs, elles se représentent, de loin, la part la plus importante. M. Levi pourrait donc s'estimer satisfait : l'espace reste une priorité pour le gouvernement, malgré l'abandon (au profit d'un modeste programme de recherches technologiques de trois ans) du projet européen d'aviation spatiale Hermès.

Les sciences enregistrent la plus forte progression (27 %), avec 1,6 milliard de francs, dont 789 millions (- 50 %) consacrés à l'observation de la Terre et à l'environnement. Les fonds affectés au futur lanceur Ariane 5 (2 720 MF) augmentent de 19 %, et les améliorations du Centre spatial guyanais de 15 %. Près de la moitié du budget du CNES (47,67 %) passe directement dans celui de l'Agence spatiale européenne (ESA), au titre du financement des programmes européens. Face à la réduction des ambitions européennes, M. Levi

affiche une politique volontariste. « Nos ambitions vont au-delà des programmes de l'ESA, et si nous voulons garder nos capacités, il faut (...) garder un équilibre entre les activités européennes d'une part, et, de l'autre, nos propres programmes civils et militaires et nos coopérations bilatérales », déclarait-il après la dernière conférence des ministres européens de l'espace à Grande (le Monde du 10 novembre 1992).

Le décret du 3 mars confiant au CNES la responsabilité des programmes spatiaux militaires (le Monde daté 28 février-1^{er} mars) entre tout à fait dans cette optique. « La France a choisi de maintenir une agence spatiale nationale forte, ce qui ne veut pas dire que nous participerons moins à l'ESA, mais l'Europe se construit aussi par la diversité des structures. »

Cette coopération étroite avec la Délégation générale pour l'armement (DGA) permettra « d'harmoniser et de coordonner » les études et les projets civils et militaires, « y compris sur le plan industriel, et pour les contrats en coopération ». Le CNES devrait bénéficier de quelque 2,5 milliards de francs sur les 3,5 milliards consacrés au spatial dans le budget de la Défense. « Il ne s'agit nullement d'un simple transfert de fonds », a précisé M. Levi. Nous signerons avec la DGA des conventions, programme par programme. » Par ailleurs, bien qu'il soit placé sous double tutelle du ministère de la Recherche et de l'espace et de celui de la Défense, le CNES n'en restera pas moins un EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial).

J.-P. D.

Selon la Commission de sécurité des consommateurs

Les jeux vidéo seraient responsables d'une trentaine de cas d'épilepsie en France

La Commission de sécurité des consommateurs a été informée d'une trentaine de cas d'épilepsie photosensibles chez des utilisateurs de jeux vidéo. Après les vives inquiétudes suscitées en décembre en Grande-Bretagne, la commission avait été saisie d'une demande d'enquête par le secrétaire d'État à la consommation, M. Véronique Neiertz. Dans un premier temps, une dizaine de cas d'épilepsie photosensibles avaient été signalés. Aujourd'hui, le chiffre avancé est d'une trentaine sur toute la France.

Néanmoins, il va falloir pousser plus loin les études techniques avant de tirer des conclusions et d'envisager une éventuelle demande de modification de la conception des jeux : parmi les cas signalés, on notait la présence d'un adulte. Par ailleurs, le temps d'utilisation des jeux varie de dix minutes à plusieurs heures, certains étant branchés sur des postes de télévision et d'autres pas. Il s'agit d'analyser de plus près l'effet de la fréquence et de l'intensité des éclairages lumineux des jeux, des contrastes, de la vitesse de défilement de l'image et de la fatigue des utilisateurs... ce qui demandera un mois.

Sans préjuger des résultats de ces travaux, le président de la Commission de sécurité, M. Jean Texquerra, a estimé entre 2 000 et 4 000 le nombre de patients poten-

tiellement concernés. Pour sa part, interrogé sur ce sujet lors d'une conférence de presse à propos de son introduction en Bourse à Paris, le représentant de la firme Sega estimait à 500 le nombre des enfants qui pourraient être directement affectés. Sega va glisser une notice d'avertissement dans ses boîtes. La Commission de sécurité risque de lui demander ainsi qu'aux autres fabricants d'aller plus loin, en imprimant des mises en garde sur l'emballage afin de prévenir le consommateur avant l'achat.

Ce dossier, récent, s'ajoute à ceux sur lesquels la commission a eu l'occasion de se pencher depuis sa création en 1985. Parmi eux, les risques induits par les télé-vitres automatiques de certaines automobiles qui ont occasionné une strangulation d'enfant en France et deux (dont une mortelle) en Grande-Bretagne. Dans son avis, la commission recommande un dispositif anti-coincement, au moins aussi efficace que ceux qui existent aux États-Unis et en Allemagne. L'organisme a également rendu un avis sur les dangers que les couettes font courir aux tout-petits : une mise en garde a été publiée sur les risques présentés par l'utilisation de couettes pour le couchage et le transport d'enfants de moins de neuf mois.

F. V.

REPÈRES

SPORTS

Formule 1 : Ayrton Senna reste chez McLaren

Ayrton Senna sera au volant d'une McLaren Ford, au départ du Grand Prix d'Afrique du Sud de formule 1, dimanche 14 mars à Kyalami. Le pilote brésilien a testé la nouvelle McLaren les 3 et 4 mars sur le circuit de Silverstone, et a donné son accord à l'écurie britannique, lundi 8 mars. Avant de s'engager, le triple champion du monde souhaitait vérifier la compétitivité de la monoplace propulsée par le V8 Ford, qui succède au V12 Honda. Rassuré sur le potentiel de la voiture après avoir réussi, sur un tour, un meilleur temps que les Williams Renault, Ayrton Senna devait encore négocier les conditions de son contrat. Il aurait demandé 20, puis 15 millions de dollars. Ford ne prenant pas à sa charge - comme Honda - une partie de son salaire, Ron Dennis, le manager de McLaren, ne lui aurait proposé que 5 millions de dollars. Un compromis a donc été trouvé, après négociations avec Marlboro, le principal commanditaire de l'écurie.

FAITS DIVERS

Explosion criminelle dans un lycée de Bobigny

Une explosion criminelle, provoquée vraisemblablement par un engin incendiaire, a eu lieu, lundi 8 mars, au lycée Louise-Michel de Bobigny (Seine-Saint-Denis), causant des dégâts matériels. La déflagration, due selon certains témoins à un ou plusieurs cocktails Molotov placés dans des toilettes, n'est produite vers midi, en l'absence des élèves, et a soufflé deux cloisons qui donnaient sur une salle de classe. Le directeur de l'académie de Créteil, M. Claudu Lambert, a estimé qu'après les incendies des lycées de Colombes et Bagneux (le Monde du 5 mars) « on ne pouvait éviter la contagion », mais qu'il n'y avait pas, selon lui, d'escalade. Le président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Giraud, a annoncé qu'il avait demandé au ministre de l'Intérieur de le recevoir « dans les quarante-huit heures, afin de le placer face à ses responsabilités en matière de sécurité des établissements scolaires ».

ENVIRONNEMENT

Après plus d'un an d'arrêt

La reprise des travaux du port de Trébeurden donne lieu à quelques incidents

SAINT-BRIEUC

de notre correspondant

Après plus d'un an d'arrêt, les travaux du port en eau profonde de Trébeurden (Côtes-d'Armor) ont repris, lundi 8 mars, au milieu d'une manifestation d'une centaine de partisans et adversaires du projet. Une quarantaine de personnes criaient leur colère face aux pelleteuses et aux camions venus déverser les remblais dans l'anse de Trébeurden. Une solennité était là pour apporter leur soutien au projet. Après un échange d'insultes, quelques gifles et coups de poing ont été échangés devant les gendarmes qui ne sont pas intervenus. Désormais, les opposants au port consacrent leur énergie à dénoncer le montage financier du dossier. Ils d'insistent sur une lettre écrite le 2 mars par le sous-préfet de Lannion

au maire de la commune, M. Alain Guennec (apparenté PS), qui doit comparaître le 27 mai devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc pour « infraction d'infraction ». Dans cette lettre, le sous-préfet somme M. Guennec de retirer « dans les huit jours » la délibération du conseil municipal approuvant la cession d'exploitation du port à la SODEPOR, une société de Saint-Raphaël, car elle lui apparaît « illégale » et dangereuse pour les finances de la commune. M. Guennec affirme « que la reprise des travaux a été rendue légale par le Conseil d'Etat et que c'est au préfet, désormais, de se pencher sur la délibération contestée. Il a deux mois pour cela ». L'indemnité versée à Trébeurden au titre de la marée noire de l'Amoco-Cadiz permettrait de boucler le montage financier.

PATRICK LE NEN

DIAGONALES

Cette fois-ci, c'est vraiment le « marée du siècle ». L'expression est galvaudée, sur les côtes atlantiques ; les « locaux » l'emploient pour épater le baigneur, chaque fois que le coefficient d'équinoxe dépasse 110. Mercredi 10 mars, le cote est de 119, ce qui ne s'est pas vu depuis 1918 et ne se retrouvera pas avant le prochain millénaire. Encore une chance que la précédente maximum n'ait pas eu lieu en 1914 : quels augures les astronomes n'en auraient-ils pas tirés quant aux menaces de guerre mondiale !

C'est énorme, 119. Dans les régions à fort marée (ou dénivelé entre haut et bas de l'eau), par exemple en baie du mont Saint-Michel, on peut compter un bon décimètre par point de coefficient, soit plus de 12 mètres entre le plein et la basse mer, ce qui approche des records mondiaux détenus par la golfe du Mexique.

Tant de finesse dans la prévision des horaires et des amplitudes étonne les profanes. C'est que le phénomène tient à l'attraction des astres, Soleil et Lune conjugués. Le Bureau des latitudes et du Service hydrographique l'ont programmé de longue date. L'Almanach du marin breton, bible des navigateurs de l'Ouest, a affiché depuis des mois le chiffre fatidique.

Beaucoup de données en dépendent. C'est à partir de la basse mer de coefficient 120 qu'est mesuré le zéro des cartes marines, et d'après la laisse de haute mer de même cote qu'est piquetée la limite entre le domaine maritime et les propriétés littorales. L'heure d'ouverture des écluses de port et la durée de leur accès sont tributaires des flots et jumeaux ; de même les courants de marée, notamment dans les estuaires à barres ou maserets et dans les passes côtières comme les raz de Bretagne ou du Cotentin, où ils vont atteindre 7 à 9 nœuds - 13 à 17 kilomètres-heure -, soit plus que la

Marée du siècle

vitesses de la plupart des voiliers et de certains caboteurs, levant une mer drue quand ils portent au vent.

La météorologie constitue le seul paramètre susceptible de modifier le phénomène. Certains « praticiens » assurent que les fortes coefficients suscitent des dépressions atlantiques ou les renforcent, sans qu'on sache si des observations permettent d'accréditer les dictions sur ce thème.

Les conditions atmosphériques qui accompagnent la présente « marée du siècle » démentent cette méfiance. Contrairement au début des années 50 où des tempêtes d'ouest avaient élargi leurs effets à ceux des marées, causant des inondations catastrophiques aux Pays-Bas et en Angleterre, la vaste anticyclone qui couvre l'Europe depuis plus d'une semaine et qui doit s'y maintenir entretient sur nos régions à marées un régime de vents d'est, froide puisque continentaux, mais modérés et venant généralement de terre. Sauf les rares redents exposés au levant, les rivages normands et bretons, tournés presque tous vers l'ouest, devraient bénéficier de mers plates et contraincées dans leurs mouvements de flot. Les niveaux pourraient se révéler inférieurs aux prévisions, de 20 centimètres et plus.

Amateurs de déchaînements naturels et de cartes postales y perdront en visions de quais bondés et de vagues écumantes en salves le long des digues. Les riverains, eux, éprouveront le soulagement préalable d'avoir été épargnés par les hasards du baromètre, jusqu'à la « prochaine ». D'autres petits prodiges seront observables, comme par compensation. Les vents dits « d'amont », s'ils tassent les niveaux de haute mer, accentueront les basses eaux. Certains bancs de sable, rochers ou chaussées

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

englouties vont se découvrir, qu'aucun témoin vivant n'avait vu à sec. Une eubaine pour le pêche à pied, ou bouquet en particulier.

Au large, la « marée du siècle » n'aura guère de conséquences apparentes. C'est le propre des courants, et leur trajectoire, de déplacer la mer tout entière, donc de n'être sensibles, sauf cas de tourbillons caractéristiques, qu'en vue d'un amer ou d'une bouée de casier. Seuls de fins calculateurs d'estime évitent au marin hauturier d'occasion d'y être encore vingt ans d'attarder très loin de son cap direct, dans des parages riches en écueils à fleur d'eau et en bancs de brume. Les aides modernes à la navigation ont atténué ce risque, dont le plaisancier avait fait un amusement.

On parle souvent, à propos de telles choses, de « caprices de la nature ». L'image ne s'applique pas ici. Qu'ils contrarient un trajet, jusqu'à retarder l'approche d'un port à la marée suivante, ou qu'ils favorisassent la route, comme dans les aléas où, pour d'autres raisons dues à la rotation de la Terre et aux vents dominants, les abréger la traversée de dizaines d'heures, les courants, à l'inverse de la météorologie, se conforment exemplairement aux calendriers établis par les savants.

Cette ponctualité, aucune activité terrestre n'y estot, surtout pas la prévision économique. Elle relie directement l'homme de mer aux cadences célestes, gageant sa liberté, et élevant ce qu'on croit être sa solitude rêveuse à une rare sagesse de la responsabilité.

La « marée du siècle » n'aura été qu'une incursion de nos mers plus forte que les autres, soupir de poitrine soulevée dans le sommeil. Demain, n'en resteront que des souvenirs de sillage et de rigoles dans le vase des ports. Mais cet événement à la fois cosmique et sans importance rappelle à une humanité orpheline de ses prophètes et toujours portée à rationaliser ses atermoiements qu'il n'y a peut-être pas d'autre loi en Histoire, c'était l'idée de Shakespeare, que le flux et le reflux.

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{er}. - **PROCHE-ORIENT** : M. Itzhak Rabin décide de rapatrier une centaine des quelque 400 Palestiniens expulsés vers le Liban le 17 décembre 1992 et fixe à un an la durée de bannissement des autres (3, 4, 7-8, 14-15, 17, 18).

3-11. - **JEAN-PAUL II** : Au cours de son dixième voyage en Afrique, le pape se rend au Bénin, en Ouganda et au Soudan. Le 9, à Kampala, il annonce que le premier synode des évêques africains se tiendra en avril 1994 au Vatican. Le 10, à Khartoum, il lance au régime islamiste soudanais du général Omar Hassan Ahmad Al Bachir un appel à la paix et à la liberté religieuse (4, 6, 7-8, 9 et 12, 18).

4. - **TAUX D'INTÉRÊT** : La baisse des taux allemands (taux d'escompte de 8,25 % à 8 % et taux Lombard de 9,50 % à 9 %) endigue la crise du SME qui subissait des attaques spéculatives depuis le 3, jour où la livre sterling était tombée à son plus bas niveau historique (1 au 6, 8, 9).

6. - **BELGIQUE** : Par un vote historique, les députés adoptent l'article premier de la nouvelle Constitution, qui transforme le royaume en un État fédéral (9).

7. - **ALGÉRIE** : Le Haut Comité d'État (HCE) proroge pour une durée indéterminée l'état d'urgence instauré le 9 février 1992. Le 13,

après l'attentat manqué, revendiqué par le FIS, contre le général Khaled Nezzar, ministre de la Défense, la présidence collégiale réaffirme sa détermination d'éradiquer le terrorisme. Le 21, le premier procès antiterroriste s'ouvre à Oran devant l'une des trois cours spéciales créées à cet effet (9, 16 au 18, 21-22, 23).

8. - **TOGO** : Les pourparlers de Colmar entre les représentants du président Gnassingbé Eyadéma et l'opposition destinés à rétablir le processus démocratique échouent. Le 11, la France suspend sa coopération civile (11 au 13, 14-15, 16 et 18, 23, 25).

9-12. - **FRANCE-INDOCHINE** : M. François Mitterrand effectue une visite officielle au Vietnam (9 et 10) et au Cambodge (11 et 12). Le 9, au Vietnam, lors de la première visite d'un chef d'État français depuis 1945, il déclare que « l'embargo américain n'a plus de raison d'être ». Le 10, il note que la guerre franco-indochinoise (1945-1954) a été « une erreur » avant de se rendre en pèlerinage à Dien-Bien-Phu. Le 12, à Phnom-Penh, il exhorte les Cambodgiens à s'unir sous l'égide du prince Norodom Sihanouk (9 au 13, 16).

10. - **MADAGASCAR** : Au second tour de l'élection présidentielle, le professeur Albert Zafy, chef de file de l'opposition, l'em-

Février 1993 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

porte avec 66,62 % des voix contre 33,38 % au président sortant. Didier Ratsiraka, au pouvoir depuis 1975 (10 au 13, 14-15, 16, 28/II-2/III).

11. - **ITALIE** : L'enquête milanaise sur la corruption « Mains propres » met en cause plusieurs ministres et personnalités politiques. M. Bettino Craxi, secrétaire du Parti socialiste italien, plusieurs ministres, et M. Giorgio La Malfa, secrétaire du Parti républicain (PRI), présentent successivement leur démission. Le 22, deux dirigeants de la FIAT sont arrêtés. Le 26, M. Raul Gardini, industriel, fait l'objet d'une enquête (11 au 13, 18, 21-22, 23, 24, 26, 27).

12. - **MALI** : Au terme du procès ouvert à Bamako, le 26 novembre 1992, l'ancien président M. Moussa Traoré, reversé en mars 1991 à l'issue d'émeutes qui

ont provoqué la mort de plus de cent personnes, est condamné à mort ainsi que trois de ses proches (4, 5, 14-15, 16).

12. - **AFRIQUE DU SUD** : Le pouvoir et le Congrès national africain (ANC) concluent un accord pour relancer le dialogue en vue de la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Le 20, le président Frederik De Klerk annonce l'entrée en fonctions de trois ministres « non blancs » (14-15, 16, 20, 23).

14. - **LITUANIE** : M. Algirdas Brazauskas, ancien premier secrétaire du PC lituanien, est élu président de la République au détriment de M. Stasys Lozonaitis, diplomate et candidat « indépendant » (13, 16).

14. - **CHYPRE** : M. Glafcos Clérides, président du Rassemblement démocratique (DISY, droite) est élu

président de la République de Chypre avec 50,28 % des suffrages contre 49,72 % à M. Georges Vassiliou, président sortant (6, 9, 16, 17, 26, 27).

14. - **AFGHANISTAN** : Après vingt-cinq jours de combats à Kaboul, les factions afghanes acceptent une trêve sous la pression pakistanaise (17, 21, 23, 27).

14. - **FRANCE-ÉMIRATS ARABES UNIS** : Les Émirats commandent 436 chars français de combat Leclerc représentant un marché d'environ 22 milliards de francs (16).

15. - **SLOVAQUIE** : Seul candidat en lice, M. Michal Kováč, président de la dernière Assemblée fédérale tchécoslovaque, est élu président de la jeune République slovaque (17).

17. - **ÉTATS-UNIS** : Dans son discours sur l'état de l'Union, le président Bill Clinton présente son programme de réduction du déficit budgétaire, estimé pour 1993 à 1700 milliards de francs. Revenant sur ses promesses électorales, il annonce une augmentation des impôts et des taxes touchant la classe moyenne (4, 11, 12, 14-15, 17, 19, 20, 21-22, 25).

17-25. - **PROCHE-ORIENT** : Le nouveau secrétaire d'État américain, M. Warren Christopher, effectue une tournée au Proche-Orient afin de relancer le processus de paix, bloqué par l'affaire des camps palestiniens (17, 19, 21-22, 23 et 27).

21. - **SÉNÉGAL** : Le premier

tour de l'élection présidentielle, marqué par des violences en Casamance (26 morts), oppose le président sortant Abdou Diouf, dirigeant du Parti socialiste, à M. Abdoulaye Wade, dirigeant du Parti démocratique sénégalais (31/I-1/II, 2, 20, 23, 25, 26).

23. - **SOMALIE** : De violentes manifestations anti-occidentales sont organisées à Mogadiscio par les partisans du général Mohamed Farah Aidid (25, 26, 27, 28/II-1/III).

24. - **CANADA** : Le premier ministre canadien M. Brian Mulroney, au pouvoir depuis 1984, usé par la crise économique et l'échec du référendum constitutionnel d'octobre 1992, annonce son intention de démissionner (26).

24. - **SME** : La livre sterling et la lire italienne, qui ont perdu chacune 20 % par rapport aux devises du SME depuis septembre 1992, atteignent leur plus bas cours historique vis-à-vis du mark (26).

25. - **CORÉE DU SUD** : M. Kim Young-sam, premier civil chef de l'État depuis trente ans, élu président le 18 décembre 1992, prend ses fonctions (23, 24, 26, 27).

26. - **ÉTATS-UNIS** : Un attentat à la bombe à Manhattan au World Trade Center provoque la mort de cinq personnes et en blesse plus de mille (28/II-1/III, 2/III).

Bosnie : un tribunal international jugera les responsables des crimes de guerre

Le 5, les négociations de Genève sur la Bosnie, suspendues le 30 janvier, reprennent à New-York en présence des belligérents bosniens (serbes, musulmans et croates) et des deux coprésidents de la conférence, MM. David Owen et Cyrus Vance. Le 9, dans un entretien au Monde, M. François Mitterrand, approuvant le plan de MM. Cyrus Vance et David Owen, réaffirme que « la France n'engagera pas d'opérations militaires dans l'ex-Yugoslavie » et expliquera les décisions du Conseil de sécurité.

Le 9, un Monténégrin, M. Radolje Kovic, est nommé premier ministre de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro).

Le 10, après une semaine d'hésitations, les États-Unis, se ralliant au plan de M. Vance et Owen, nomment M. Reginald Bartholomew leur représentant aux pourpar-

lers de paix. Washington confirme ainsi son engagement aux côtés de l'ONU et de l'OTAN pour garantir l'application des accords conclus.

La même jour, protestant contre les entraves serbes à l'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones musulmanes de l'est de la Bosnie (Srebrenica, Gorazde et Cerkez), le gouvernement bosniaque bloque le ravitaillement des populations à Sarajevo. Le 17, le Haut-Commissariat des Nations unies (HCR), sans en référer à ses instances de tutelle, suspend l'aide humanitaire internationale. Le 19, le Conseil de sécurité adopte la résolution 807 proposant jusqu'au 31 mars le mandat de la FOR-PRONU (force de protection de l'ONU dans l'ex-Yugoslavie) et autorisant les « casques bleus » à recourir à la force pour assurer leur sécurité.

Le 21, le HCR annonce la reprise de ses opérations humanitaires.

Le 22, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité la résolution 808, présentée à l'initiative de la France, qui décide la création d'un tribunal pénal international pour juger les responsables présumés de crimes de guerre dans l'ex-Yugoslavie. Cette cour sera la première du genre depuis le tribunal militaire de Nuremberg, qui jugea du 20 novembre 1945 au 1^{er} octobre 1948 les criminels nazis.

Le 25, le président Bill Clinton donne le feu vert au parachutage de secours au-dessus de la Bosnie orientale. L'opération à caractère « strictement humanitaire », sous commandement américain, est approuvée par le Conseil de sécurité (3, 4, 6, 7-8, 9, 10 au 13, 14-15, 16 au 19, 20, 21-22, 23, 24, 27, 28-III/III).

La montée du protectionnisme

CEE-ÉTATS-UNIS : Le 1^{er}, dénonçant la directive européenne sur les marchés publics en vigueur le 1^{er} janvier 1993, Washington menace de limiter à partir du 22 mars l'accès de ses marchés publics aux entreprises européennes dans les télécommunications, l'énergie et les transports (3, 4).

PECHÉ : Le 19, M. Chérif Josselin, secrétaire d'État à la mer, présente un plan esport d'une enveloppe de 272 millions de francs pour résoudre la crise de la pêche. Les pêcheurs bretons, dénonçant l'effondrement des cours provoqué par la crise des manneaux européennes et l'efflux des importations extracommunautaires, détruisent, dans la nuit du 22 au 23, des centaines de kilos de poissons au Marché d'intérêt national de Rungis. Le 25, la Commission

européenne instaure des prix minima à l'importation sur cinq espèces de poissons (21-22, 23, 24 au 27, 28-III/III).

GATT : Le 19, M. Jean-Pierre Soisson déclare qu'en cas de vote le France opposera son droit de veto au volet du pré-accord agricole de Washington du 20 novembre 1992 - qui limite la production européenne d'olégineux - lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE le 8 mars. Le 22 la « coordination rurale » organise une journée d'action (21-22, 23, 24).

AIRBUS : Le 22, à Seattle, devant les salariés de Boeing dont le directeur a annoncé, le 18, la suppression de 28 000 emplois, le président Bill Clinton dénonce les subventions européennes accordées à Airbus et accuse le consortium euro-

péen, qu'il rend responsable de la crise de l'industrie aéronautique américaine, de « concurrence déloyale » (23, 24).

SIDÉRIE : Le 24, les ministres des finances des Douze approuvent le programme de restructuration de la sidérurgie européenne sur la réduction de la production pour faire face aux excédents américains et réduire les prix. Ce plan entraînerait la suppression de 60 000 emplois en trois ans (11, 27).

Le 27, à la veille de la réunion informelle des ministres des finances, à Londres, des sept pays industrialisés, M. Bill Clinton plaide pour la liberté du commerce international et pour un renforcement de la coopération (28-III/III).

FRANCE

1^{er}. - **AFP** : M. Lionel Fleury est élu PDG de l'Agence France-Presse. Il succède à M. Claude Moisy, dont le mandat de trois ans a pris fin le 25 janvier (2, 3).

3. - **Maif** : le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale de M. François d'Aubert (UDF) et M. Bertrand Gallet (PS) est rendu public (2, 3, 5, 23, 26).

3. - **Affaire Grégory Villemin** : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon rend un arrêt de non-lieu en faveur de Christine Villemin, la mère du petit Grégory retrouvé noyé près de Lépadang (Vosges), dans les eaux de la Volange, le 16 octobre 1984 (4, 5).

3. - **M. François Mitterrand** institue par décret (paru au Journal officiel le 4) une Journée nationale commémorative des persécution raciales et antisémites commises sous Vichy de 1940 à 1944, fixée au 16 juillet, jour de la rafle du Vel d'Hiv de 1942 (3, 6, 9).

5. - **Sang contaminé** : les magistrats de la commission d'instruction de la Haute Cour concluent à la prescription de l'action publique concernant l'assassinat de « non-assistance à personne en danger », retenue par les deux Assemblées à l'encontre des trois anciens ministres, M. Laurent Fabius, M. Edmond Hervé et M. Georgina Dufour. Le 16, le Sénat adopte une nouvelle proposition de résolution retenant la qualification d'homicide involontaire contre les trois anciens ministres (7-8, 9, 10, 12, 16 au 18).

6. - **Mort de Jean Chevalier**, ancien collaborateur du Monde (11).

9. - **M. François Mitterrand**, dans son entretien au Monde, définit le « modus vivendi » de la cohabitation : « l'un de mon côté sans arme ni armure, et sans crainte ». Il précise qu'il n'appellera pas « un premier ministre qui serait défavorable à la construction de l'Europe » (9, 10).

10. - **Sports** : Carole Merle remporte le titre de championne du monde de slalom géant à Morioka (Japon), dix-neuf ans après Fabienne Serrat (11).

10. - **L'opposition** présente le « projet de l'Union pour la France », programme commun de l'UDF et du RPR pour les élections législatives. La plate-forme, jusqu'au prioré à la lutte contre le chômage (11, 12, 13, 14-15, 17, 19, 20).

10. - **Frane fort** : la plate-forme de l'opposition annonce qu'elle se réunira le 16 février (16 février) et propose un réajustement des institutions avec une extension des pouvoirs du Parlement et un rôle d'arbitre pour le chef de l'État. Tout nouveau gouvernement serait obligé de solliciter un vote de confiance de l'Assemblée nationale. Parmi les recommandations figurent aussi le maintien du septennat, le renforcement du rôle du Conseil constitutionnel, le renouvellement des mandats électoraux et le référendum d'initiative populaire (16 au 18, 20, 21-22).

17. - **M. Michel Rocard**, dans une déclaration à Muret-sur-Loire, propose aux militants un « big-bang politique ». Il les invite à constituer, au lendemain des élections législatives, un « parti nouveau », entre les socialistes, des écologistes, des centristes, des communistes rénovateurs. Le 18, M. François Mitterrand exhorte le Parti socialiste à retrouver son « message » avant d'élargir ses alliances. Le 21, sur TF1, à « 7 sur 7 », M. Rocard se prononce pour l'organisation d'un congrès du PS dès le mois de juin (19, 20, 23 et 27).

18-19. - **M. François Mitterrand** dans son intervention télévisée sur France 3, plaide pour les trente-cinq heures. Plusieurs entreprises négocient des accords avec les syndicats sur le partage du temps de travail et des salaires afin de limiter les suppressions d'emplois (9, 13, 16, 19, 25, 27, 2/III).

15. - **Bernard Tapie** : les conditions de la vente d'Adidas par M. Bernard Tapie, qui se retire des affaires, à un groupe de repreneurs dans lequel des entreprises publiques ont la part belle (42 % du capital du nouveau holding), suscitent les critiques de l'opposition qui

accuse ces établissements de complicité à l'égard d'un ministre en exercice (14-15, 16 au 18).

15. - **Réforme des institutions** : M. Georges Vedel, président du comité consultatif constitutionnel institué le 2 décembre 1992, remet son rapport au président de la République (publié en Journal officiel du 16 février) et propose un réajustement des institutions avec une extension des pouvoirs du Parlement et un rôle d'arbitre pour le chef de l'État. Tout nouveau gouvernement serait obligé de solliciter un vote de confiance de l'Assemblée nationale. Parmi les recommandations figurent aussi le maintien du septennat, le renforcement du rôle du Conseil constitutionnel, le renouvellement des mandats électoraux et le référendum d'initiative populaire (16 au 18, 20, 21-22).

17. - **M. Michel Rocard**, dans une déclaration à Muret-sur-Loire, propose aux militants un « big-bang politique ». Il les invite à constituer, au lendemain des élections législatives, un « parti nouveau », entre les socialistes, des écologistes, des centristes, des communistes rénovateurs. Le 18, M. François Mitterrand exhorte le Parti socialiste à retrouver son « message » avant d'élargir ses alliances. Le 21, sur TF1, à « 7 sur 7 », M. Rocard se prononce pour l'organisation d'un congrès du PS dès le mois de juin (19, 20, 23 et 27).

18-19. - **M. François Mitterrand** dans son intervention télévisée sur France 3, plaide pour les trente-cinq heures. Plusieurs entreprises négocient des accords avec les syndicats sur le partage du temps de travail et des salaires afin de limiter les suppressions d'emplois (9, 13, 16, 19, 25, 27, 2/III).

22. - **Mort de Jean Lecanec**, né en 1920, ancien ministre, fondateur du CDS en 1976, qu'il présida jusqu'en 1982, président de l'UDF (1978-1988), sénateur (Union centriste) de Seine-Maritime, maire de Rouen, candidat contre le général de Gaulle à l'élection présidentielle de 1965 (23, 24, 27).

22. - **Sécurité sociale** : les chiffres rendus publics établissent le déficit pour 1992 à 12,5 milliards de francs (23, 24).

25. - **Ecologistes et PS** : réagissant au discours de Mitterrand, M. René Lalonde accepte la « main tendue » de M. Rocard, tandis que M. Antoine Waechter estime, le 26, qu'il faudra « des années pour que le

PS et les écologistes deviennent des partenaires » (18, 23, 25, 26).

26. - **Sida** : suivant les recommandations du rapport d'experts conduits par le docteur Jean Dormont et remis le 18, M. Bernard Kouchner annonce la prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des personnes contaminées par le virus du sida (24, 28-III/III).

26. - **Indicateurs économiques** : le nouvel indice des prix à la consommation de l'INSEE entre en vigueur. En janvier, les prix ont augmenté de 0,4 %, le chômage a progressé de 0,1 %, le nombre des chômeurs s'est établi en données corrigées à 2 992 600 (28-III/III).

Les affaires

Pierre Bérégovoy : le 1^{er}, le juge Thierry Jean-Pierre, chargé d'instruire au Mans une affaire d'abus de biens sociaux, établit qu'un prêt sans intérêt de 1 million de francs a été accordé en 1986 par l'homme d'affaires Roger-Patrick Pelat, décédé en 1989, à M. Pierre Bérégovoy, alors ministre des finances, pour l'achat d'un appartement à Paris. Le 15, invité par le parquet et le procureur de la République du Mans à cesser ses investigations, le juge Jean-Pierre demande l'autorisation de se recuser dans l'instruction en cours (4, 5, 11, 18, 23, 26).

France Létard : le 5, dans l'affaire de Font-Frèjus, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon rend un arrêt de non-lieu partiel au bénéfice de M. François Létard, inculpé en juin 1992 d'ingérence, trafic d'influence et corruption, et demandé au parquet général de Lyon de réquérir contre lui pour « corruption passive » et ingérence (7-8, 14-15).

Georgina Dufour : le 5, le juge Renaud Ven Ruymbeket informe le procureur général de la cour d'appel de Rennes de l'impossibilité de poursuivre l'instruction du dossier de l'affaire du scanner de Nîmes : compte tenu du statut de M. Dufour, ministre à l'époque des faits (7-8, 14-15).

Pierre Botton : le 5, Patrick Poivre d'Arvor, présentateur du journal télévisé de TF1, est inculpé de recel d'abus de biens sociaux dans le cadre de l'instruction du dossier de M. Pierre Botton, inculpé le 14 novembre 1992 (6, 12, 13, 14-15, 18, 19, 21-22).

Jean-Michel Boucheron : le 9, la présidence de l'Assemblée nationale annonce que l'ancien maire (PS) d'Angoulême de 1977 à 1989, inculpé pour sa gestion, se démet de son mandat de député (non inscrit), « per lettre datée du 31 janvier 1993, reçue le 8 février » (14-15).

CULTURE

1. - **Théâtre** : On ne badine pas avec l'amour, d'Alfred de Musset, mis en scène de Jean-Pierre Vincent, au Théâtre des Amandiers à Nanterre, jusqu'au 3 avril (5).

2. - **Mort de François Reichenbach**, cinéaste, réalisateur d'Arthur Rubinstein, l'Amour de la vie (3, 4).

3. - **Cinéma** : intégrale des films de Raymond Depardon, cinéaste, reporter-photographe, à Paris. Exposition « Depardon cinéaste » à la FNAC (4).

5. - **Mort de Joseph L. Mankiewicz**, cinéaste américain, scénariste, producteur, réalisateur, notamment de La Comédie aux pieds nus (1954) (7-8).

22. - **Lors du Festival de Berlin**, l'Ours d'or est attribué ex-aequo aux Femmes du lac des Amers parfumées, du Chinois Xie Fei, et à la Rose, du Talaïwanais Ang Lee (20, 24).

24. - **Arts** : « 1893, l'Europe des peintres » au Musée d'Orsay, jusqu'au 23 mai (27).

25. - **Rétrospective « Matisse 1904-1917 »** au Centre Pompidou jusqu'au 21 juin. Cent trente toiles, parmi lesquelles celles de la collection Serpette Choudine, « nationalisées » en 1918, faisant l'objet d'une action en justice, et celles du Musée de l'Ermitage de Saint-Petersbourg (25, 2/III).

26. - **Photo** : Mort de Beaumont Newhall, historien de la photographie (2/III).

27. - **Cinéma** : mort d'Eddie Constantine, acteur d'origine américaine, interprète du rôle de Lestat, et qui fut aussi dirigé par Jean-Luc Godard (2/III).

28. - **Mort de Franco Bruni**, cinéaste italien, auteur de Pain et chocolat (2/III).

1992 en « Folio »

Pour la septième année consécutive, les douze chronologies mensuelles de 1992 sont publiées en livre avec une préface d'André Fontaine et augmentées d'un index détaillé.

► Gallimard, collection « Folio-Actuel », 29,50 F.

هكسان الفول

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Imprévisibles planètes

Dans un système solaire chaotique, la Lune joue pour la Terre un rôle stabilisateur qui a, peut-être, sauvé la vie

Le ballet des planètes du système solaire a souvent été considéré comme le symbole même de la stabilité et de la perfection. Cela n'était pas tout à fait exact, comme l'aurait écrit Voltaire. « L'univers m'embarrasse, et je ne puis songer que cette horloge existe et n'ait point d'horloger », écrivait-il. Quant à Kepler, l'un des pères de l'astronomie moderne, il s'était fait aussi astrologue pour chercher, dans les rapports de l'homme avec les astres, les secrets de « l'harmonie du monde ».

Dès 1687, pourtant, Newton avait eu quelques doutes. Certes, sa théorie de l'attraction universelle confirmait tout à fait les lois fondamentales énoncées soixante-dix ans plus tôt par Kepler. Mais, si la gravitation rend possible le ballet des planètes, les interactions qu'elles exercent les uns sur les autres devraient aussi, pensa-t-il, perturber le bel ordonnancement de leurs orbites. Avec trois siècles d'avance, il imaginait l'apparition d'« inégalités à peine remarquables » mais qui, « probablement deviendront plus grandes par une longue suite de temps, jusqu'à ce qu'enfin ce système ait besoin d'être remis en ordre par son auteur » (1).

Les progrès de la mécanique céleste ont fait, par la suite, que confirmer les soupçons de Newton. Le Verrier, en 1856, puis Poincaré quarante ans plus tard, démontrèrent par le calcul l'instabilité du système solaire. Mais, n'ayant pas les moyens d'en vérifier les conséquences exactes, et généralement réticents à intégrer dans leurs considérations l'intervention divine envisagée par Newton, ils considéraient que ces perturbations n'étaient pas significatives sur une échelle de temps correspondant à l'âge du système solaire (5 milliards d'années). La puissance de calcul des ordinateurs va remettre en cause cette belle assurance.

Huit cents pages d'équations

En 1988, les Américains Gerald Sussman et Jack Wisdom, du MIT (Massachusetts Institute of Technology), intégrèrent sur l'Orreory, un ordinateur spécialement conçu à cet usage, les équations du mouvement des planètes extérieures (Jupiter, Saturne, Uranus, Neptune et Pluton) sur une durée de 875 millions d'années. Cinq mois de calcul seront nécessaires à



« LE VOYAGE DANS LA LUNE » (1902) montre un autre aspect du talent de Méliès, son goût de la féerie et du décor.

l'Orreory pour rendre son verdict : si le mouvement des autres planètes paraît stable, celui de Pluton est incontestablement « chaotique ». C'est-à-dire, selon la définition mathématique de cet état, extrêmement sensible aux « conditions initiales ». Au point que, les plus infimes variations d'orbite augmentent exponentiellement avec le temps, il est impossible de prévoir sa trajectoire au-delà de 400 millions d'années.

Pendant ce temps, Jacques Laskar, du bureau des longitudes de l'Observatoire de Paris, s'attaque à l'ensemble du système solaire. Un pari difficile, notamment pour les planètes intérieures (Mercure, Vénus, la Terre et Mars), relativement proches les unes des autres, et dont les interactions sont plus complexes. Ne disposant pas d'ordinateurs aussi puissants que ceux de ses collègues américains, le chercheur français contourne le problème par la voie mathématique. Il met au point une méthode analytique qui, en éliminant tout ce qui est régulier dans le mouvement des autres, lui permet de réduire considérablement les données à prendre en considération. L'ensemble, qui

représente quand même huit cents pages d'équations (ou 150 000 termes mathématiques), est soumis à un ordinateur du Centre interregional de calcul électronique (CIRCE) du CNRS qui, en dix heures, lit le mouvement de toutes les planètes sur une durée de 200 millions d'années.

« J'ai mis ensuite plusieurs années à comprendre ce qui sortait des équations », lance Jacques Laskar. Première conclusion : le comportement des trajectoires de toutes les planètes intérieures est chaotique, au point qu'il est absolument impossible de prédire leur position au-delà de 100 millions d'années. Un laps de temps beaucoup plus réduit que celui sur lequel tablaient les astronomes jusqu'ici. Ces travaux seront confirmés ultérieurement par des modélisations des Canadiens Thomas Quinn et Scott Tremaine, ainsi que par Sussmann et Wisdom.

A partir des mêmes données, Jacques Laskar et Philippe Robutel ont pu démontrer récemment que les axes de rotation de certaines planètes ont, ou ont eu, eux aussi un mouvement chaotique (2). D'après leurs constatations, les planètes

extérieures sont les seules dont l'orientation de l'axe n'a apparemment pas bougé depuis leur formation. En revanche, l'inclinaison de Mars varie toujours de manière chaotique entre 0 et 60 degrés. Il en a été de même pour Mercure et Vénus (entre 0 et 90 degrés), jusqu'à ce que l'influence des marées solaires les stabilise. Et ce qui concerne la Terre, c'est la force gravitationnelle exercée par la Lune qui a joué ce rôle de frein. Sans elle, estime Jacques Laskar, l'axe de notre globe oscillerait chaotiquement, son inclinaison pouvant atteindre plus de 50 degrés en quelques millions d'années, et même 85 degrés à plus long terme.

La mort des saisons

Les travaux de Jacques Laskar et de ses collaborateurs d'outre-Atlantique apportent aux chercheurs une donnée supplémentaire pour éclairer leur réflexion sur la manière dont s'est formé le système solaire. C'est ainsi que les variations chaotiques de l'obliquité peuvent, par exemple, fournir la clé d'une

énigme qui intrigue depuis longtemps les astronomes : la raison pour laquelle Vénus a « la tête en bas » (elle tourne dans le sens contraire des autres planètes).

Mais « l'obliquité chaotique » des planètes présente, aussi, des conséquences plus « pratiques ». On sait, en effet, que l'inclinaison de l'axe des planètes par rapport au plan de leur orbite autour du Soleil est à l'origine du cycle des saisons. Or, pour la Terre, une variation de seulement 1,3 degré autour de l'inclinaison moyenne (23,5 degrés) joue un rôle important dans l'apparition des périodes glaciaires. Que dire des conséquences éliminées de mouvements de l'axe terrestre atteignant 50 ou 85 degrés ? « On peut estimer que les perturbations auraient été telles que l'apparition de la vie s'en serait trouvée fortement contrainte, sinon rendue impossible. Certes, il ne s'agit que d'une hypothèse. Cela ne peut être confirmé que par des simulations sur ordinateur que les climatologues ne manquent pas de faire. Mais, estime Jacques Laskar, sans la Lune nous ne serions probablement pas là ».

Ces découvertes concernent aussi... les extraterrestres. En effet, même les astrophysiciens les plus sceptiques s'accordent aujourd'hui pour estimer qu'une planète située, comme la Terre, « ni trop près ni trop loin » d'une étoile étonnée d'un « système solaire » pourrait parfaitement être habitable. « Je démontre que cela ne suffit pas », lance Jacques Laskar. Il faudrait d'autres conditions susceptibles de stabiliser les mouvements chaotiques de son axe. « Quelque chose ayant un effet similaire à celui produit sur la Terre par la Lune ».

Cela réduit sans doute beaucoup les chances de découvrir dans un autre système solaire une planète-sœur de la Terre...

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Cité par Laplace dans son *Exposition du système du monde*.

(2) Articles publiés dans *Theobdomaire scientifique Nature* du 18 février 1993, et dans *Astronomy and Astrophysics* du 30 décembre 1992. Les Américains Jibad Touba et Jack Wisdom ont publié par ailleurs un article concernant uniquement l'obliquité de Mars dans *Theobdomaire Science* du 26 février 1993.

(3) En combinaison avec deux autres paramètres qui sont l'excentricité de l'orbite terrestre et la précession des équinoxes.

La dialectique du « big bang »

Mais où sont donc passés les tribuns de la III^e et de la IV^e République ? Que sont devenus ces orateurs qui avaient le verbe haut, le fleuve assainissant et, parfois aussi, le métaphore eudécieuse jusqu'à la caricature ? A ces orateurs avertis de la belle langue, souvent servie en roulant les « r » ou en polissant l'écume faubourienne pour satisfaire l'électeur, ont succédé de froids chirurgiens du discours auxquels la référence littéraire et les richesses du Larousse ou du Robert ne suffisaient plus.

Depuis plusieurs années déjà, ces hommes politiques d'un nouveau type puisant abondamment dans les dialectes des disciplines scientifiques et techniques, disciplinés auxquelles ils n'ont apporté leur soutien qu'en de rares occasions. Le vocabulaire ferroviaire ayant vite montré ses limites, le nucléaire avec ses atomisations et ses réactions en chaîne, l'espace avec ses mises en orbite et ses fusées à trois étages bien utiles pour la présentation de nouveaux programmes et la biologie avec son tristement célèbre style mental ont vite pris le relais.

Aujourd'hui de nouveaux espaces s'ouvrent à l'orateur en mal d'images avec l'astronomie dont l'étonnant bestiaire est source d'une imagination sans bornes. Dans ce domaine Michel Barnier n'a pas fait œuvre de pionnier. Bessacoup avant lui ont évoqué la galaxie RPF ou mitterrandienne. Mais ce ne sont que des modestes contributions compressées au « big bang » qui fait le « big bang ». L'ancien premier ministre de M. Mitterrand n'a pas pu aller à la légende dans le jargon des astronomes en choisissant cet événement dont on sait aujourd'hui qu'il est le point de départ, voici quinze à vingt milliards d'années, de la gigantesque explosion de matière qui a donné naissance à l'univers et à son expansion, eux gelés et aux étoiles.

Le thème du « big crunch »

De tout cela, la plupart des astronomes et des cosmologistes sont convaincus. Seul point sur lequel ils s'efforcent parfois : le devenir de cet univers qui pourrait aussi éliminer les politiques en fleur de rhétorique. Pour les uns, son expansion devrait être sans fin, la distance entre ces gigantesques mondes que sont les galaxies croissant sans cesse. Pour quelques autres, le phénomène devrait se ralentir progressivement, puis s'arrêter, laissant l'univers dans un état figé, stationnaire. Beau programme ! Pour d'autres, enfin, l'univers, après s'être gonflé comme un ballon, se dégonflerait et s'effondrerait inexorablement sur lui-même dans un « big crunch » qui le ramènerait dans les conditions qui prévalaient pour lui au moment du big bang.

Le big crunch. Voilà à n'en pas douter un thème à exploiter pour nos hommes politiques. Et, si cela ne suffit pas, on peut leur suggérer de faire appel aux effets dévastateurs du trou noir et, n'ils n'ont pas par nature horreur du vide, à ceux, plus positifs, du grand stress. Mais laissons à ces étoiles de première grandeur le soin de bâtir leur stratégie de peris sur la théorie des mondes parallèles. Et, si cela ne suffit toujours pas, qu'ils puisent dans le physique pour y découvrir les vertus de la grande unification, des courants neutres et de la fusion froide pour séduire les centristes et les écologistes, en se gardant bien sûr des pièges de l'effet tunnel.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

A deux pas de l'hôpital...

Édifiée au pied de l'Institut Gustave-Roussy à Villejuif (Val-de-Marne), la maison Ronald McDonald accueille depuis plus d'un an des parents d'enfants cancéreux

C'EST une bâtisse à la Mal-let-Stevens, aux toits rouges et pointus, avec en son cœur un puits de lumière et sur son flanc une verrière. Passés le portail et l'allée de graviers blancs, la porte vitrée de l'entrée s'ouvre sur un hall immense. Un large escalier en béton est posé sur le marbre clair, sa balustrade rappelle un peacock de croisière. Au pied des marches, à gauche, un ascenseur est niché à l'angle d'un grand mur où s'étale une fresque, l'« arbre de vie » — sur chaque branche des innombrables feuilles, le nom d'un donateur est inscrit. A droite, le bureau de la directrice, M^{me} Marie-Christine Bois, et derrière une porte, ses appartements privés.

L'endroit est calme, orné de vraies fleurs et de plantes vivaces. Au rez-de-chaussée, dans la buanderie immaculée, tournant le dos à une rangée de cinq machines à laver, une femme repasse son linge. Dans l'aile opposée, sur le parquet de la « salle polyvalente », un baby-foot et un orgue électronique attendent l'arrivée des plus grands. Les adolescents y dansent parfois, quand les adultes n'y suivent pas les cours de gymnastique ou de relaxation. A l'étage, dit « rez-de-jardin », dans un vaste salon désert, une bûche à moitié consumée repose dans l'âtre de la cheminée. Derrière les canapés et les fauteuils de tissu brun romane le moteur d'un aquarium. Un petit

garçon déboule soudain dans les jambes de la directrice en la pressant poliment de lui donner la clé du tiroir où « l'araignée volante » est rangée.

Blouses blanches interdites

De l'autre côté du couloir, dans la bibliothèque, quelques gamins au crâne lisse disputent en silence une partie de Monopoly. Dans une pièce attenante, une habitante de la Réunion, regarde la télévision. Deux autres mères de famille s'affairent à côté, dans la grande cuisine carrée. Sous la verrière, les stores de la salle à manger sont tirés. Car la vue donne sur un ensemble de neuf bâtiments d'eau grise et gris — la « centrale nucléaire », disent certains — et sur le bâtiment marron foncé aux vitres fumées de l'Institut Gustave-Roussy (IGR), le premier centre européen de recherche contre le cancer.

Aucun miroir n'est accroché, hormis dans les salles de bain, en hauteur. Les architectes ont adapté l'espace aux vœux des enfants. Supporter le regard des autres est une chose — la calvitie des jeunes malades est, hélas, presque banale — mais affronter sa propre tête dans la glace en est une autre. Tout est ici fait pour que « rien ne rappelle l'hôpital », confie la directrice. Même le linge de maison est

coloré. Et si par malheur un infirmier ou un médecin franchit le seuil de la maison en blouse blanche, il s'expose à « des hurlements ». Pourtant, les enfants fréquentent quotidiennement le service de cancérologie pédiatrique du professeur Lemerle, à cent mètres de là.

Vingt chambres individuelles, toutes baptisées du nom d'un personnage de bande dessinée, sont occupées en permanence dans la « maison Ronald McDonald », la première du genre en France (1) et la cent cinquantième du monde. Inaugurée le 12 septembre 1991, cet « hôtel » où l'on vit presque comme chez soi est le fruit d'un partenariat entre l'IGR — qui a fourni le terrain, l'association Isis des parents et amis des enfants traités à l'Institut (2) — qui a financé 40 % de la construction — et les restaurateurs McDonald's de France — qui ont pris en charge les 60 % restants. Auparavant, cinq chambres étaient à la disposition des parents des enfants cancéreux soignés à l'IGR, dans l'enceinte même du service pédiatrique.

La majorité des familles, déjà atteintes par le drame, devaient parcourir des kilomètres pour rendre visite à leurs petits malades. Une situation d'autant plus insupportable que 70 % des quelque 500 enfants hospitalisés chaque année en cancérologie à Villejuif habitent la province ou l'étranger. Aussi, quand, en 1989, les représentants de

la société américaine McDonald's ont demandé au professeur Jean Lemerle s'il était intéressé, ce dernier s'est immédiatement acquiescé. « Farouche partisan du médecin sous toutes ses formes », le professeur Lemerle connaissait l'existence de ces maisons outre-Atlantique, et aux Pays-Bas. « Aux Etats-Unis, le clown Ronald est dix fois plus connu que Mickey Mouse », commente-t-il. « Un beau jour, explique-t-il, j'ai vu débarquer dans mon bureau des gens fort aimables. Ils m'ont demandé de constituer un dossier et, deux ou trois mois plus tard, ils m'ont fait savoir que l'IGR avait été choisi. » A cette solution est à bien des égards supérieure au système des chambres mère-enfant, estime le praticien. La maison offre aux parents une respiration nécessaire et leur rend la vie infiniment plus douce. On se demande comment on n'y a pas pensé avant !

« On parlait de tout, mais plus de l'hôpital »

Les parents d'Angélique, quatorze ans, sont bien de cet avis. Leur petite fille fut très tôt touchée par la maladie, à l'âge de trois ans et demi. Elle rechuta sept ans plus tard. La maison des parents n'existait pas. Après avoir été hébergée chez une tante à Bagnole (Seine-Saint-Denis), M^{me} Béatrice C., qui habite Abbeville (Somme), s'est installée au

foyer du Rosier rouge, à Vanves (Hauts-de-Seine). Dans cet ancien monastère, l'ambiance était chaleureuse mais les repas servis collectivement, et à heures fixes. Et le trajet jusqu'à Villejuif restait long. Quand la maison Ronald McDonald a ouvert ses portes, Béatrice a hésité. Elle ne sait plus très bien pourquoi. « Aujourd'hui », avoue-t-elle, « je regrette de ne pas être venue plus tôt. » Elle a vécu deux mois ici comme chez elle, durant l'hiver 1991. M. Patrick C. venait rejoindre sa femme et sa fille le week-end. Son aîné, Christophe, seize ans, est venu une fois, mais il n'a pas supporté. « Le soir, raconte l'épouse, on rassemblait toutes les tables dans la salle à manger et chacun cuisinait sa spécialité à tour de rôle ».

LAURENCE FOLLÉA
Lire la suite page 17

(1) Certains hôpitaux ayant d'importants services de pédiatrie disposent de lieux d'hébergement pour les parents. Une « maison des parents » a même été créée à proximité de l'Institut Curie en 1990 (Le Monde du 21 mars 1990), mais le « concept » américain n'avait pas, tel quel, d'équivalent en France. Maison Ronald McDonald, Institut Gustave-Roussy, 39, rue Camille-Desmoulins, 94803, Villejuif Cedex. Tél. : 49-58-10-00.

(2) Ici, association des parents et amis traités à l'Institut Gustave-Roussy, même adresse. Tél. : 45-59-64-52.

SCIENCES • MÉDECINE

Les rayons de Phebus

Des chercheurs vont simuler la fusion accidentelle des réacteurs nucléaires à Cadarache

PHEBUS va bientôt rayonner de mille feux dans le ciel de Provence. Cachée dans le maquis, entre rochers et chênes kermès, cette installation de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), située en bordure de Durancie dans le Centre d'études nucléaires de Cadarache (Bouches-du-Rhône), va se livrer dans les toutes prochaines semaines à quelques effusions de cœur. Le « patient » n'a pourtant rien de grave, de ces cœurs nucléaires que sont les produits de fission engendrés au cœur des réacteurs nucléaires. Le sujet est important. Chacun a encore en mémoire l'accident, aux conséquences heureusement limitées, de la centrale américaine de Three Mile Island (TMI) en 1979, et celui, terrible, qui a donné lieu, en 1986, à l'explosion du réacteur numéro 4 de la centrale soviétique de Tchernobyl et à la pollution radioactive que l'on sait.

Au cours des cinq ans qui viennent, les équipes de l'IPSN vont, en effet, se livrer à de multiples recherches sur le comportement et le devenir, au cours d'un accident grave, de ces cœurs nucléaires que sont les produits de fission engendrés au cœur des réacteurs nucléaires. Le sujet est important. Chacun a encore en mémoire l'accident, aux conséquences heureusement limitées, de la centrale américaine de Three Mile Island (TMI) en 1979, et celui, terrible, qui a donné lieu, en 1986, à l'explosion du réacteur numéro 4 de la centrale soviétique de Tchernobyl et à la pollution radioactive que l'on sait.

Le scénario d'une telle catastrophe est aujourd'hui bien connu. Pour une raison quelconque, le circuit primaire de l'installation se rompt ou se vide brutalement de son eau, qui ne joue plus alors son rôle de refroidis-

sement du cœur et des éléments combustibles qui le composent. La réaction en chaîne est bien vite arrêtée, mais la chaleur résiduelle des éléments combustibles est telle que le cœur commence à fondre. Sa géométrie se modifie et une partie des produits de fission migre vers l'enveloppe de confinement, la dernière des trois barrières de protection vis-à-vis de l'environnement, qu'elle cherchera coûte que coûte à franchir (1).

Un programme international

C'est exactement ce qui s'est passé à la centrale américaine de TMI, où l'équipe de conduite, dépassée par les événements et incapable de tenir compte des données qui lui étaient fournies, s'est enfermée dans un schéma d'accident qui a conduit à la fusion partielle du cœur. Résultats : la libération dans l'atmosphère de quelques gaz rares et d'un peu d'iode radioactif, dont l'impact fut faible sur l'homme et l'environnement, et la fonte de plus du tiers du combustible, illustrée par d'étonnantes coulées de lave radioactive qui, en se refroidissant, ont pris la forme de patates d'éléphant. Ces dernières furent aussi retrouvées à Tchernobyl mais, hélas, hors du bâtiment réacteur.

Pour prévenir les effets de tels phénomènes et être à même de mieux les gérer ou les combattre, l'IPSN a donc fait modifier le petit réacteur de recherche Phebus installé dans le

Centre d'études nucléaires du Commissariat à l'énergie atomique de Cadarache. Là, on a réalisé une sorte d'enceinte étanche dans laquelle seront placés une dizaine de kilos de combustible. Le tout sera plongé dans le cœur du réacteur Phebus et soumis au feu de ses neutrons.

Porté en deux semaines à une température élevée (plus de 2000 degrés) ce combustible fondra, tout comme la gaine métallique qui l'entoure, libérant ainsi les produits de fission qu'il contient (gaz rares, césium, iode, plutonium, neptunium, amercurium, curium, etc.). Cette expérience est délicate, mais elle reste quand même modeste dans la mesure où l'installation Phebus ne représente que le dixième du cœur d'un réacteur du parc EDF.

Pas question donc d'extrapoler sans précautions les résultats obtenus par ce programme de recherche international. Il faut analyser, modéliser les phénomènes importants observés, les « découper en tranches » pour mieux les comprendre. « Ce qu'il nous faut, explique un responsable de l'équipe de Cadarache, c'est vérifier nos modèles et regarder avec attention la forme chimique des produits de fission, les conséquences de l'addition de plusieurs effets, les interactions entre les différents phénomènes qui interviennent et l'identification des marges d'incertitude dans l'évaluation du comportement des produits de fission. »

Tout cela, bien sûr, demandera du

temps. C'est la raison pour laquelle ce programme international de 900 millions de francs s'étale sur dix ans (1988-1998). Y participent, l'IPSN pour 30 %, EDF pour 25 %, la CEE pour 30 % et le Japon (Nuep), les États-Unis (NRC), la Corée (Keri) et le Canada (Cob) assurément le solde. L'installation, qui a nécessité 200 millions de francs d'investissement, vient de commencer ses premiers essais.

Le réacteur Phebus devra maintenant progressivement monter en puissance de manière à conduire avant l'été une première campagne avec un combustible vierge, c'est-à-dire non irradié et donc peu chargé en produits de fission. Pour la suite, les éléments combustibles testés seront préalablement irradiés à Mûl (Belgique) pour se charger suffisamment en produits de fission et éviter ainsi un séjour trop prolongé (entre trois et quatre ans) dans Phebus pour obtenir le même résultat avant que ne soit conduite l'expérience de fusion. Cinq opérations de ce type devraient ainsi être conduites d'ici à 1998.

J.-F. A.

(1) Ce scénario ne s'applique guère à Tchernobyl où la violence de l'explosion fut telle que le réacteur et ses bâtiments furent pulvérisés laissant ainsi s'échapper dans l'environnement une grande partie des poisons radioactifs que contenait le cœur.

Ali Baba ouvre largement sa caverne

La collection de minéraux de l'université Pierre-et-Marie-Curie

La nouvelle entrée (1) et la présentation renouvelée de la collection de minéraux de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-IV), sont ouvertes au public tous les après-midi depuis le 1^{er} mars, soit un peu plus d'un mois après avoir été inaugurées par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace (et aussi professeur de cristallographie à cette même université), et M. Jean-Claude Legrand, président de cette université.

Cette véritable caverne d'Ali Baba est ainsi, enfin, largement ouverte au public. Depuis 1970 en effet, elle était seulement entrouverte : son accès était difficile à trouver et l'entrée était limitée à deux heures par semaine (le Monde du 28 octobre 1970). Depuis plus de vingt ans, elle avait pourtant 15 000 visiteurs annuels, qui venaient parfois de pays européens et des États-Unis par charters.

La collection de minéraux de l'université Pierre-et-Marie-Curie est fort ancienne puisqu'elle a été constituée peu à peu depuis la création, par Napoléon en 1809, de la chaire de minéralogie de la toute nouvelle faculté des sciences de Paris : on l'appelle encore souvent, d'ailleurs, « collection de minéraux de la Sorbonne ». Elle se compose de 25 000 échantillons (dont 2 000 sont présentés dans la galerie) et, surtout, la plupart de ces échantillons sont d'une qualité exceptionnelle (2). En outre, comme M. Curien et M. Legrand l'avaient souligné, la collection est aussi un outil de travail.

La réalisation des nouvelles entrées et présentations a été possible grâce à l'intérêt et à l'appui de M. Michel Garnier, président de l'université en 1990, puis à ceux de M. Legrand, le président actuel. Grâce aussi à l'université Pierre-et-Marie-Curie qui y a consacré une partie de ses fonds propres, et à l'aide financière de la direction de la recherche et des études doctorales (ministère de l'Éducation nationale), de la Cogema, de la Fédération française de la pierre et du marbre, de l'Association des amis de la collection (3), etc.

Parmi les pièces que nous avons eues la chance de voir sous la conduite de Pierre Barlaud, minéralogiste passionné en charge de la collection depuis plus de deux décennies, celle qui nous a le plus éblouie est, sans conteste, l'énorme globe (carré 1) dont les deux moitiés (pesant eo tout une demi-

tonne) sont, littéralement, pleines d'améthystes. Il y a aussi une cuproalkalodowskite (un silicate de cuivre et d'uranium, originaire du Zaïre et baptisé de ce nom compliqué en l'honneur de Marie Curie, née Sklodowska) qui a l'aspect d'un tissu vert vif à longs poils fins et chatoyants. Des silicates de sodium et d'aluminium d'Inde ont l'air de gros oursins blancs. Une malachite du Zaïre fait sourire : elle fait irrésistiblement penser à un très long éni phallique. D'ailleurs, lorsque Pierre Barlaud entend des visiteurs échanger de vive voix que ceux-ci sont devant ladite malachite.

Les minéraux français ne sont pas absents : de gros cristaux de manganèse (un sulfure de fer) griseux viennent de la craie du cap Gris-Nez et une pyromorphite de Carrière joue les tout petits paysages romantiques avec des charmillies bien vertes.

On n'en finit pas de s'émerveiller de la collection des minéraux de l'université Pierre-et-Marie-Curie. Mais on doit aussi admirer la nouvelle entrée de la galerie d'exposition dont la porte extérieure est habillée d'un coiffeux et beau disque de granite à sodalite du Brésil. Après, vient une galerie de mine dont le biseau en ébène et bois qui, paraît-il, éloigne les araignées — est l'œuvre des mineurs de la mine d'or du Bourneix (Haute-Vienne). Ainsi rappelle-t-on que, sans les mineurs, il n'y a pas de minéraux.

YVONNE REBEYROL

(1) L'entrée est au 34, rue Jussieu, Paris 5^e. La rue n° 34, n° 32, n° 36, ni aucun autre numéro visible sur la façade des bâtiments universitaires s'étant entre la rue des Fossés-Saint-Bernard et la place Jussieu. Mais on ne peut manquer l'entrée : on y accède par le seul pont qui traverse le fossé creusé entre les bâtiments et le trottoir. La galerie d'exposition des minéraux sera ouverte tous les jours, sauf le mardi, de 13 h à 18 h. Entrée : 25 F.

(2) Pour être convaincu de la beauté des minéraux exposés, on peut consulter le superbe livre « Minéraux passion » qu'on peut acheter à la fin de 1992 Pierre Barlaud et Nelly Barlaud (photographie spécialisée dans les images de minéraux). Edité par Bordas dans sa collection « Nature passion », 224 pages, 299 F.

(3) On peut adhérer à l'Association des amis de la collection des minéraux de la Sorbonne, 4, place Jussieu, Paris 5^e, moyennant une cotisation annuelle de 150 F. Les fonds de cette association régie par la loi de 1901, alimentés aussi par le produit de ventes variées, permettent d'acheter la collection, notamment en achetant de nouveaux minéraux.

La lutte contre le sida s'inscrit en pointillé dans les programmes politiques.

Jusqu'à quand les pointillés seront-ils la meilleure arme contre le sida?

Avec AIDES faites pression sur les hommes politiques pour que la lutte contre le sida devienne une priorité politique.

AIDES et ses 2500 volontaires défendent chaque jour un programme de lutte contre le sida. AIDES développe une politique d'espoir et de solidarité, orientant la recherche dans plusieurs directions, une politique d'urgence, d'information, de prévention et de soutien. Le sida n'est pas une fatalité. Signez pour que la lutte contre le sida devienne une priorité de santé publique. Chaque signature compte.

Complétez et renvoyez ce coupon sous enveloppe affranchie à AIDES, 247 rue de Belleville, 75019 Paris, ou tapez 3615 AIDES. Vous serez tenu informé des résultats de votre action.

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville : Tél :

SIGNATURE :

AIDESAssociation de lutte contre le sida.
Reconnue d'utilité publique.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lecoq, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guio, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Améris, Thomas Forenzi,
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauvillier (1944-1950), Jacques Fauvet (1950-1952)
André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1959)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-25-25-26

Télécopieur : 40-25-25-93

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-25-25-26

Télécopieur : 40-25-30-10

Le Monde
ÉDITIONS

COMMENT PENSER

L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

SCIENCES • MÉDECINE

Brest au chevet de sa rade

Le port breton se mobilise pour enrayer la dégradation de son écosystème marin

BREST s'honore d'avoir l'une des plus belles rades au monde. C'est ce que l'on dit aux touristes qui, l'été venu, sillonnent ce plan d'eau quasi fermé qui s'ouvre à l'ouest sur la mer d'Iroise et s'enfonce profondément dans les terres par les estuaires de l'Aulne et de l'Elorn. Un site exceptionnel d'un point de vue stratégique mais aussi par la richesse de ses profondeurs, coquilles Saint-Jacques, pétoncles et praires.

Mais cette rade est le point d'abaissement d'un puissant réseau hydrographique qui couvre une partie du Finistère-Nord. Et c'est là son talon d'Achille, car elle sert de réceptacle à d'immenses surfaces agricoles. Bien que la pollution n'y ait pas atteint un stade alarmant, on assiste à une lente dégradation du milieu. La communauté urbaine de Brest s'est donc décidée de signer avec l'Etat un « contrat de baie » destiné à protéger et à remettre en valeur l'écosystème marin menacé. Une équipe de biologistes et d'ingénieurs français aidés d'un Comité international d'expertise a été constituée. Le programme, qui s'étale sur quatre années, est chiffré à 70 millions de francs.

La coquille Saint-Jacques se fait rare

L'intérêt de ces contrats de baie, créés en 1991 par le gouvernement, est de protéger en considération l'ensemble des sources de pollution maritime, urbaine, rurale, dans la mesure où elles forment un tout. Des aides financières de l'Etat doivent concourir au projet breton dans une proportion de 10 %. Les collectivités européennes ont déjà débloqué une somme de 13 millions de francs. Les collectivités territoriales seront sollicitées pour

participer au financement des 50 millions restants. La présence à Brest de nombreux océanographes, biologistes marins, chimistes à l'IFREMER et à l'Institut d'études marines de l'université de Bretagne occidentale (UBO) a permis de progresser rapidement dans la préparation de ce contrat. Un conseil scientifique présidé par M. Michel Gilmarec, professeur de biologie marine à l'UBO, assisté de M. Pierre Aouroussau, professeur d'agronomie à l'ENSAR (Ecole nationale supérieure agronomique de Rennes), a élaboré le programme d'études et d'expériences-pilotes qui doit être pris fin en 1996. Un comité international de vingt-sept experts, à la tête duquel se trouve M. Lucio Laubier, ancien haut conseiller scientifique de l'IFREMER, sera coopté sur divers points : économie, écophysologie, biologie, hydrologie urbaine, modélisation chimique, etc. La Marine nationale participera aussi aux travaux.

Il reste qu'on peut s'interroger sur le fait que le contrat de baie ignore le basson des sous-marins nucléaires de l'île Longue. « Nous avons eu accès aux mesures de radioactivité faites par la Marine », affirme M. Jacques Martinat, physicien coordinateur du projet. « Il y a radioactivité mais elle est normale ».

« La décroissance continue et importante depuis trente ans des ressources de la pêche va encore bien au-delà de la perte d'emplois directs et indirects qu'elle entraîne », souligne M. Pierre Maille, maire (PS) de Brest, président de la communauté urbaine, qui est à la tête de l'ensemble de ces travaux. Meilleur témoin de cette lente dégradation de la ressource, la coquille Saint-Jacques. Le terrible hiver de 1993 est pour beaucoup dans l'épuisement du gisement. Mais, en dépit des efforts

de repeuplement et d'une gestion draconienne de la pêche, le stock ne parvient pas à se reconstituer. De 2 000 à 3 000 tonnes dans les années 50, les prélèvements ont dépassé pas actuellement 350 tonnes.

Les scientifiques font état de causes nouvelles de pollution : les sèves et métaux de la ville, pesticides de l'agriculture, lessivage des routes et parkings. Il y a aussi l'action des peintures antirouille. Celles-ci contiennent du tributyltin (TBT), un produit qui empêche la fixation des algues sur les coques, et que des scientifiques soupçonnent d'avoir une action nocive sur les larves de coquilles Saint-Jacques. Les plaisanciers et certains pêcheurs ne respectent pas toujours la règle interdisant l'usage de ces peintures pour les bateaux de moins de 25 mètres. Le problème se complique à Brest dans la mesure où, en rade, cohabitent marine de guerre, plaisance, réparation navale et carénage. Intérêts économiques et nécessaire protection du milieu se heurtent ainsi de plein fouet.

Les sédiments à la loupe

Ces micropolluants ne sont pas seuls en cause. Les apports d'azote d'origine agricole ont doublé en vingt ans. Et l'on pense que si ce milieu n'a pas connu d'accident biologique amenant une subite raréfaction de l'oxygène dans l'eau, comme en baie de Vilaine en 1982, c'est en raison de la présence d'un courant qui joue le rôle d'un puits malaxeur.

La mission consistera pour les experts à analyser finalement tous les agents actifs. Les flux d'eau de ruissellement seront quantifiés. Une enquête portera sur l'utilisation de toutes les molécules des produits phytosanitaires. Quatre-

vingts sont utilisées, alors qu'on n'en mesure que trois actuellement. Les scientifiques passeront à la loupe les sédiments, mémoire de l'évolution de la pollution. Ils travailleront aussi sur l'apparition de nouvelles toxines. La question est de savoir si toutes les causes une fois cumulées ou se renforcent pas les unes les autres.

En même temps, un réseau de surveillance se mettra en place, sous la forme de dosages chimiques et d'analyses biologiques. Plus original : des espèces vivantes vont être utilisées comme indicateurs de pollution, notamment des bigorneaux perceurs femelles et des oursins. Les premiers réagissent aux peintures antifouling en changeant de sexe, les seconds deviennent choeurs en présence d'hydrocarbures et de pesticides. Autre outil : les bioconcentrateurs que sont les anguilles. Ces poissons, qui ont la particularité d'accumuler dans leur chair pesticides et métaux lourds, feront de l'espionnage en canoë.

Ce programme s'accompagnera d'expériences-pilotes. On reconstituera, dans un sous-bassin versant, des talus et des zones humides pour refaire le cycle de l'eau. Les exploitants de cette zone devront limiter les apports fertilisants. L'action coïncidera à réduire les transports d'azote et de phosphore ainsi que les pesticides vers la rade.

D'autre part, les concepteurs du projet ont prévu de traiter les flux de ruissellement aboutissant dans une petite rivière de Brest. En effet, la séparation entre eaux usées et eaux pluviales dans les réseaux d'assainissement a permis d'améliorer le fonctionnement des stations d'épuration. De coup, les eaux de surface ou sont plus traitées. Or elles véhiculent énormément de pollution, et lorsque de fortes pluies succèdent à une période de sécheresse, ces rejets peuvent avoir un effet de choc, d'autant que la part des surfaces imperméabilisées (routes, parkings, etc.) ne cesse d'augmenter.

Parallèlement, des études vont être menées en ce qui concerne l'épuration. Il s'agit de découvrir notamment la station idéale de bord de mer, rechercher le meilleur point d'évacuation en mer des effluents. Une troisième opération portera sur une intensification du repeuplement de la rade en coquilles Saint-Jacques, grâce à une décharge industrielle de seconde génération.

Enfin, la Marine nationale testera de nouveaux produits antifouling. Les composés à base de cuivre pourraient constituer une solution, mais ils donnent essentiellement des peintures de couleur rouge. Ce qui n'est pas l'idéal pour les navires de guerre...

GABRIEL SIMON

A deux pas de l'hôpital...

Suite de la page 15.

On parlait de tout, mais plus de l'hôpital. « Une maison comme celle-là, renchérit le mari, c'est l'idéal. Et puis cela nous a permis de faire des économies, notamment sur l'essence. » Le séjour leur a coûté 50 francs par jour. « Un enfant malade, reprend la maman, c'est exigeant, et on ne peut pas lui refuser un cadeau. » Ils reviennent désormais tous les trois mois pour les visites de contrôle et ne manquent jamais une occasion d'aller saluer la directrice, M^{me} Bois.

L'expérience est bénéfique à plus d'un titre. La proximité a calmé l'angoisse des parents et de l'enfant, même si, selon le père, « dans l'histoire, c'est elle la plus forte. Les

coups, c'est elle qui les prend. Nous, les adultes, face à la maladie, on est muets. » Et surtout la famille C. a trouvé des amis, de vrais amis. « Dans le malheur, on ne s'est pas ennuyés. Et, si on voulait, on pourrait passer trois semaines-cinq jours par an en voyage, tellement on a rencontré de gens qui nous ont invités ! » Le souvenir du retour reste douloureux. « En rentrant chez nous, nous avons décidé de tout changer, de redécorer notre maison. Mais on est restés pendant six mois avec le papier peint à moitié décollé », se rappelle avec émotion Béatrice. Angélique garde le silence des enfants sages. Son rêve ? « Devenir aide-soignante. »

LAURENCE FOLLÉA

Les trois quarts des cancers de l'enfant sont guéris

L'équipe du département de pédiatrie de l'Institut Gustave-Roussy (IGR) de Villejuif a tenu, lors de la quatorzième journée d'oncologie pédiatrique, le 8 février dernier à Paris, à dissiper cette « grande peur » des parents face aux cancers de l'enfant.

La maladie est rare, assurent les spécialistes. Selon une synthèse de différents travaux effectués dans le service pédiatrique de l'IGR, au sein des sociétés française et internationale d'oncologie pédiatrique (SFOP et SIOP), on recense chaque année en France un cas pour 10 000 enfants de moins de seize ans - dont 40 % avant l'âge de quatre ans - soit 1 500 à 2 000 nouveaux cas de cancers par an. Les affections les plus fréquentes sont les tumeurs des os, des reins, des muscles, des ganglions lymphatiques (35 %), suivies par les leucémies (30 %), les tumeurs cérébrales (20 %) et les lymphomes (15 %), maladie de Hodgkin comprise. Le caractère héréditaire du cancer de l'enfant, quand il est démontré, reste tout à fait exceptionnel.

Remplacer les rayons par les médicaments

La médecine guérit actuellement 75 % des tumeurs solides et 85 % des leucémies de l'enfant. Le nombre des guérisons a triplé en vingt ans, à leur qualité a été nettement améliorée, ajoutent les experts, qui opèrent un classement en trois groupes : les guérisons pratiquement sans séquelles - néphroblastome (rein), maladie de Hodgkin, lymphosarcomes, et ostéosarcomes (os) ; les traitements longs ou lourds avec risques de séquelles - leucémie, sarcome

d'Ewing (os) et tumeurs des muscles ; les problèmes mal résolus - neuroblastomes généralisés et tumeurs cérébrales.

Les cancers de l'enfant se différencient nettement de ceux de l'adulte. Chez les plus jeunes, les cellules cancéreuses observées au microscope ont généralement un caractère diffus et embryonnaire. L'évolution de la maladie, dans un sens ou dans un autre, est très rapide. Les tumeurs des plus jeunes sont beaucoup plus sensibles à la radiothérapie (l'exposition aux « rayons ») et à la chimiothérapie (traitement médicamenteux anticancéreux) que celles de leurs aînés. Mais le technique de l'irradiation est parfois mal supportée par l'enfant, surtout par le tout-petit. Ces vingt dernières années, en plus de la chirurgie, chaque fois qu'elle peut enlever la tumeur, la tendance a donc été au remplacement progressif des rayons par la chimiothérapie, « dans toute la mesure du possible ».

Les épépidémiologistes se sont également interrogés sur les récidives possibles des tumeurs. Des études de cas anciens montrent que des processus tumoraux peuvent surgir tardivement, « parfois vingt ans après ». Leur incidence serait de 8 % à vingt-cinq ans. Des complications tardives dues aux traitements notamment à la radiothérapie peuvent par ailleurs apparaître vers vingt ou trente ans. Sur 1 732 cas anciens, 33 sont décédés de telles complications, notent les chercheurs, qui précisent cependant que « les progrès thérapeutiques actuelles sont devenus beaucoup moins dangereux. »

L. F.

La deuxième vie de l'Institut Laue-Langevin

Le remplacement de son bloc réacteur va prolonger d'au moins dix ans l'exploitation de cette source de neutrons grenobloise

LES concepteurs du réacteur à haut flux (RHIF) de l'Institut Max von Laue-Paul Langevin (ILL) s'étaient montrés prévoyants. En construisant, sur le Polygone scientifique de Grenoble, ce grand instrument d'exploration de la structure de la matière, mis en service en 1971, ils avaient envisagé la possibilité de le perfectionner un jour, donc d'en changer certains éléments. Ils n'avaient sûrement pas imaginé, toutefois, que l'installation pût être entièrement démontée, puis remontée. C'est à cette longue et délicate intervention que procèdent actuellement les ingénieurs et techniciens du site, reconvertis en mécaniciens de haute précision.

Au printemps 1991, en effet, après vingt ans d'un fonctionnement irréprochable, une inspection de routine des structures totales du réacteur nucléaire, effectuée à l'aide de caméras, a révélé, sur l'axe des grilles de « tranquillisation » servant à modérer les turbulences de l'eau de refroidissement, la présence de fissures, imputables à la fatigue d'une fixation. Un arrêt prolongé, pour remise en état, s'imposait. Après un examen approfondi, le comité de direction de l'Institut a préféré, au remplacement de la seule pièce endommagée, celui de la totalité de la cuve du réacteur, afin d'assurer à celui-ci une longévité de dix à quinze années supplémentaires.

Un « bidon » de quinze tonnes

L'opération connaît peu de précédents : il ne s'agit pas de démonter un équipement nucléaire, mais d'en démanteler les composants, pour les rassembler ensuite à l'identique. Aux difficultés techniques soulevées par la transplantation de la partie centrale - un énorme « bidon » en aluminium, lourd de 15 tonnes, haut de 8 mètres et large de 3 - se conjugue ainsi la nécessité de préserver l'intégrité des structures qui l'entourent.

Les agents de l'ILL, temporairement réaffectés à cette mission, en ont déjà mené à bien le pro-

mier volet, peu avant la fin de l'année écoulée. Après avoir, avec d'innombrables précautions, déconnecté les innombrables tubulures de contrôle et de sorties de faisceaux hérisssés de volants cylindriques, puis déboulonné celui-ci de son socle, ils l'ont hissé hors de la piscine du réacteur, à l'aide d'un pont de mal tentation spéléo, avant de l'immerger dans un canal de transfert rempli d'eau, afin d'éteindre encore une radioactivité déjà faible.

De nouveaux partenaires

Dans quelques semaines, outillés de fraises et de scies montées sur un mât, ils décrocheront la cuve, posée sur un plateau tournant, en « tuelles » de petites dimensions. Celles-ci, coiffées dans des coques de béton, seront alors échémées vers l'un des centres de stockage de l'Agence nationale des déchets radioactifs (ANDRA), dans la Manche ou dans l'Aube. Il restera alors à procéder à l'inspection et au nettoyage méticuleux des structures où doit prendre place, à la fin de cette année, le nouveau bloc réacteur, convoyé depuis les bords du lac de Constance, où il est fabriqué par la société allemande Zepelin.

A la fin du premier semestre de 1994, les 37 mégawatts du réacteur grenoblois devraient à nouveau offrir, à la communauté scientifique internationale, un outil de recherche européenne demeurant le plus performant au monde. Aussi longtemps, du moins, qu'il n'aura pas été supplanté par la source à très haut flux dont les Etats-Unis ont le projet.

« Les incertitudes qui pesaient sur l'avenir de l'ILL ont donc été dissipées. Celui-ci entre dans une seconde phase de sa existence », se réjouit aujourd'hui son directeur, M. Jean Charvillat, manifestement soulagé. Fortiori, des zones d'ombre subsistent. Les trois nations associées à la gestion de cet organisme - France, Allemagne et Grande-Bretagne - lui ont demandé d'autofinancer les travaux, sur un budget quasi sta-

tionnaire (1). Contraint de réaliser des économies, l'Institut, en sous-effectif pendant trois ans, a dû réduire son effectif d'une centaine de collaborateurs (2).

En outre, la convention intergouvernementale liant les trois pays, qui expire à la fin de cette année, fait l'objet d'une renégociation pour une période minimale de dix ans, mais avec un budget en baisse. La Grande-Bretagne, qui dispose par ailleurs de la source de neutrons à spallation ISIS, près d'Oxford, a obtenu une diminution de sa contribution financière (3). Des ressources complémentaires devront être recherchées, auprès de pays déjà partenaires scientifiques - Espagne, Suisse et Autriche - ou de nouveaux venus, comme l'Italie qui en a exprimé le désir.

Le redémarrage du réacteur de l'ILL et la mise en service prochaine de la source européenne de rayonnement synchrotron de Grenoble (ESRF) pourraient donc être l'occasion d'une ouverture à de nouveaux membres de la Communauté. « Avec les rayons X de l'ESRF et les neutrons de l'ILL », souligne M. Charvillat, les scientifiques vont disposer, pour sonder les organisations d'atomes et de molécules d'un ensemble intégré de deux équipements complémentaires. »

PIERRE LE HIR

(1) La remise en état du réacteur est évaluée à 373 millions de francs (dont 150 millions destinés aux salaires du personnel occupé à cette tâche), répartis sur les exercices 1991, 1992 et 1993. Le budget de l'ILL est passé de 308 millions de francs en 1992 à 320 millions en 1993.

(2) De 483 personnes fin 1990, l'effectif de l'ILL devrait descendre à 383 fin 1993, sans licenciement. Aux fins de contrats de recherche et au départ de thésards, s'ajoutent des départs en retraite, en préretraite ou anticipés.

(3) La nouvelle convention porte sur un budget de 240 millions de francs, alors que ses responsables estiment à 270 millions les moyens nécessaires au fonctionnement de l'ILL. Celui-ci est actuellement financé à 34 % par la France (répartis à parité entre le CNRS et le CEA), 33 % par l'Allemagne et 33 % par la Grande-Bretagne. La participation de cette dernière sera ramené à 25 %.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Breuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDOPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsalikis

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDOPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA

Le Monde
TELEMATIQUE
Composées 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 38-15 - Tapes LM

Imprimerie
du Monde
12, r. M.-Cromberg
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BREUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 281.311F

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE arden
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
LE MONDE (RUE) - Periodic Publication of the ILL - 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin - 75002 Paris - France. Send your order to the ILL, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin, 75002 Paris, France. For the subscription contact the ILL.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 283 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Porte PP
Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CULTURE

THÉÂTRE

Voyage dans un monde parallèle

Peter Brook délaisse un moment les pièces « traditionnelles » et poursuit sa recherche avec les comédiens

L'HOMME QUI
aux Bouffes du Nord, à Paris

Une table et quelques chaises blanches, une lampe, une caméra vidéo, deux moniteurs, et autour, le somptueux délabrement des Bouffes du Nord. Un grand Noir dégingandé assis sur une chaise marmonne, tandis qu'un « homme en blanc » promène sur son front un instrument électrique qui déclenche des mouvements incontrôlés des mains, des yeux. Peter Brook s'engage dans la périlleuse exploration du cerveau humain. Le spectacle s'appelle *L'Homme qui*, et s'inspire du livre d'Oliver Sacks, *L'Homme qui prenait sa femme pour un chapeau*. Succession d'anomalies de comportement minutieusement décrites, qui finissent par composer un catalogue surréaliste. Pourtant, rien n'est inventé, Oliver Sacks est neurologue.

Peter Brook le dit proche de Tchekhov parce qu'il ne s'intéresse pas seulement aux maladies, mais à la façon dont les gens qui en sont atteints les vivent, en souffrent, s'y adaptent. Quand Peter Brook a monté *Les Iles*, histoire d'une tribu africaine passée sans transition de l'âge de fer au violéisme siècle, c'était aussi parce que l'auteur, l'ethnologue Côté Turnbull, se fie autant à son intuition qu'à la précision de la science et de ses instruments de mesure.

D'un spectacle à l'autre, on retrouve des similitudes. Un même dépouillement théâtral, et surtout une force vitale, étrange quand il s'agit d'un groupe de gens affaiblis, déboussolés à mort. La faim n'intervient pas ici, mais l'effroi d'individus dont la machine intérieure est déglacée, qui se sentent personnellement en porte à faux. Leur monde fermé aux autres existe par lui-même, et c'est eux qui parviennent à se faire reconnaître. Ils ont construit une normalité incommunicable. Elle n'appartient qu'à eux, ils s'y tiennent à l'étroit. Et ce qui nous agresse, c'est de reconnaître, grossies mille fois, des failles internes que, pour nous équilibrer, nous régressons dans l'oubli.

Sur scène, d'entrée, les acteurs installent une ambiance insaisissable, tranquille qui nous rejette dans



David Bennett et Yoshi Oida dans « L'Homme qui » de Peter Brook : Une périlleuse exploration du cerveau humain.

notre ailleurs. En même temps, une porte est ouverte. Il en va toujours ainsi au théâtre : nous regardons un univers qui reflète, plus ou moins décalé, le nôtre. Nous voyons des gens dont les agissements sont exagérés, distordus. Les règles du jeu font que les bizarreries s'atténuent, et si le spectacle est réussi, la communication s'établit.

« Dans les années 70, indique Peter Brook, nous avons commencé à travailler avec les sourds-muets, avec des handicapés. La gêne que nous éprouvons devant des visages déformés est liée au racisme. Elle est illégitime, c'est une illusion qui disparaît à partir du moment où nous parvenons à comprendre. La compréhension est une façon d'effrayer le peur.

Il y a aussi cette terreur existentielle, à la fois stupide, étonnante au sens fort, devant les forces qui nous dépassent, qui nous traversent et sur lesquelles se fonde la tragédie grecque. Les acteurs, et ce n'est pas suffisamment reconnu, sont d'irremplaçables instruments, les seuls capables d'explorer l'intérieur de certains mystères. » Ils sont

quatre, Maurice Beaubou, David Bennett, Soligui Kouyate, Yoshi Oida – des fidèles – qui endossent alternativement les personnalités du médecin et de « l'homme qui »... qui entend dans sa tête les chansons de son enfance, qui a perdu la notion de côté gauche, qui ne reconnaît pas sa jambe, qui vit éternellement au moment de sa jeunesse, qui déverse une suite de mots, jargon surréaliste sans rapport avec sa pensée, qui a perdu le sens du poids de son corps dans l'espace – c'est David Bennett.

Une grâce bouleversante

La façon dont il se soulève, dont il cherche des repères pour établir un équilibre éphémère, dont il négocie en quelque sorte ses absences de sensibilité, est d'une finesse, d'une grâce bouleversante. A aucun moment les acteurs ne tombent dans le mélodrame, même lorsque Maurice Beaubou s'effondre devant le reflet dans un miroir de son visage vieillissant, lorsque Yoshi Oida rase de plus en plus nerveusement le même côté de son visage,

ignorant l'autre, couvert de mousse blanche, lorsque Soligui Kouyate voit son long corps maigre se perd dans son malaise... « Il s'agit là d'un travail de recherche, explique Peter Brook, commencé il y a trois ans, sans idée préconçue, sinon d'éviter le feuilleton avec le bon médecin et le méchant. Oliver Sacks est venu deux semaines, nous nous sommes appuyés sur son livre. Nous nous sommes rapidement aperçus que nous faisions fausse route, parce que le livre est déjà une transposition. Il fallait retrouver le comportement d'origine.

Marie-Hélène Estienne a entrepris un vrai travail de dramaturge, et l'équipe s'est réduite aux quatre comédiens qui sont là. Si nous avions été plus, chacun aurait eu peu de chose à jouer, aurait dû attendre son tour. Si quelques-uns comme Michel Piccoli – il a participé aux premiers travaux – est là, on doit lui donner de quoi justifier sa présence. Le travail est faussé.

Une fois constituée l'équipe, nous avons collaboré avec deux médecins, visionnés une masse de vidéos. Délibérément, nous avons évité les repères psychanalytiques, nous sommes restés du côté de la neurologie, dont les moyens de traitement sont limités, mais dont les connaissances sont concrètes : telle dégradation des cellules nerveuses, due à telle cause, donne tel symptôme. Nous avons travaillé directement sur des cas parallèles à ceux décrits par Oliver Sacks, sans penser au théâtre. Nous nous sommes arrêtés un temps pour préparer impressions Peléas. Quand nous avons repris, avec le recul nous avons senti que nous ne pouvions absolument pas utiliser une forme de narration habituelle, une construction classique. Depuis toujours, nous cherchons à nous tourner vers les images du passé. Ici, j'en ai trouvé l'occasion.

COLETTE GODOARO

37 bis, bd de la Chapelle, 75018 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 16 h. Du 10 mars au 30 avril. Tél. : 46-07-34-50.

MUSIQUES

« Manfred » mis à mal

La création française de l'œuvre de Schumann gâchée par une mise en scène relâchée

LYON

de notre envoyé spécial

Composé entre la fin de 1848 et 1851, *Manfred* est une pièce de théâtre musical que Schumann ne voulait pas voir représenter sur une scène. Elle le fut pourtant, en 1852, à Weimar. Le géniteur Franz Liszt était au pupitre. Déjà en proie aux hallucinations auditives qui n'allaient pas tarder à le faire interner, Schumann ne put assister à la création. Il ne lui restait que quatre années à vivre. Il venait d'achever *Genoveva* et mettait la première main à ses *Scènes de Faust*, deux ouvrages lyriques sans progression dramatique qui ne connurent guère plus de fortune à la scène que son opus 115.

Il a été un peu vite dit que seule l'ouverture de *Manfred* méritait de passer à la postérité. Il est vrai qu'il s'agit là de l'une des plus belles pièces symphoniques de Schumann – elle semble orchestrée par un elfe. En réalité, la musique des quinze numéros du mélodrame de Schumann est mélancolique, exaltée et résignée, prégnante. Elle ne souligne jamais le texte parlé, mais se déploie dans un espace poétique dont la variété des climats était restituée d'une façon admirable par Philippe Herreweghe et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, le 7 mars, à l'Auditorium Maurice-Ravel : cordes diaphanes, vents gracieux. Il n'y a guère que le chœur qui ne décollait pas.

Spectacle inachevé

C'est que l'Opéra de Lyon (1) a voulu mettre en scène ce qui ne peut l'être. Schumann avait raison : son *Manfred* n'est pas fait pour être représenté. Il y a d'abord le texte, de Byron, donné dans la traduction allemande de Richard Pohl et Schumann lui-même. Il est omniscient, parlé : *Manfred* n'est pas un opéra, c'est un mélodrame, au mieux, un poème dramatique, selon la terminologie employée par le compositeur. Sa force, les tourments qu'il exprime (*Manfred* est banni par le souvenir de sa sœur, qu'il a aimée charnellement et qui s'est suicidée) ne gagnent pas à être incarnés. Ils appartiennent au domaine effrayant du délire alcoolisé.

Jean-Claude Berrotti n'a pas su éviter l'écueil du mélodrame : un lit de fer, une armoire à glace, une lampe que quelques échappées oniriques ne peuvent faire oublier tant elles détonnent. Mais que pouvait-il faire ? Séparer le public de la scène par un immense tulle sur lequel il projette un film en noir et blanc, parfois contourné par les acteurs qui viennent vers les spectateurs, était une possibilité. Malheureusement, le film est prétentieux, décoratif (et l'une des scènes semble même imitée de la *Nuit du chasseur* de Charles Laughton). Le décor lui-même est « épilhi ». Il a la mesquinerie d'un chrono quand il est fallu qu'il ose une abstraction

lyrique, fuligineuse. Restent les aetens. Bien que l'on ne comprenne pas un mot de ce qui se dit – presque tout est en allemand – il est évident que Manfred Karge est un formidable *Manfred* (il a été un génial Wozzeck chez Langhoff), qu'Anna Nogara (elle « était » de *Orlando furioso* qui a révélé Ronconi en France) et Alexandra von Scherwin sont de magnifiques actrices.

Mais il semble que le metteur en scène les livre à eux-mêmes, ne les tienne pas dans une direction d'acteurs cohérente. Et l'on sort déboussolé de ce spectacle inachevé, partagé entre l'admiration que l'Opéra de l'œuvre de Schumann, au splendide orchestre de l'Opéra de Lyon et aux acteurs – aux noms déjà cités, il faut ajouter celui de Michael Autenrieth dans le rôle du père – et la certitude d'avoir assisté à un spectacle mal mis en scène devant un public qui ne peut pas assister à une « pièce de théâtre » donnée en allemand, dans laquelle le chant tient la portière congrue.

ALAIN LOMPECH

(1) Les directeurs de l'Opéra de Lyon, Louis Erlo et Jean-Pierre Kossman, se sont associés pour ce spectacle au Théâtre de la Munielle de Bruxelles, à l'Opéra du Rhin et à l'Opéra de Rome. Du coup, Alliance Opéra s'est joint à eux et leur apporte ses concours : cet opéra n'est financièrement ni une production d'opéra coproduite par les trois institutions.

Prochaines représentations : le 10 mars à 19 h 30 ; les 12 et 13 mars à 20 h 30. Auditorium Maurice-Ravel de Lyon la Part-Dieu. Tél. : 78-60-37-13. De 60 F à 230 F.

Le Quinzisième Europa Jazz Festival du Mans. – L'Europa Jazz Festival retrouvera, au Mans, le Palais des congrès et l'abbaye de l'Épau du 26 avril au 2 mai pour un programme franco-italien, avec notamment Didier Lockwood, Sitar, Richard Galliano, les octettes de Claude Barthélemy et Gina Luigi Trovati, les Voix de Magna, les deux Hervé Bourde/François d'Audrey et Martial Solal/Giorgio Gaslini, des créations d'André Jaume, Jean-Marc Padovani et Enrico Rava ou l'italien Instabile Orchestra. Parmi de nombreuses animations, le festival présentera les photographies de treize années de l'Europa vues par l'agence Méphisto.

Renseignements au 5, rue de la Reine-Bérangère, 72000 Le Mans. Tél. : 43-23-78-99.

Le musicien Fela à nouveau arrêté. – Le musicien et chanteur nigérian Fela Anikulapo Kuti, libéré sous caution à Lagos le 8 mars, a été aussitôt arrêté, du fait de « nouvelles charges présentées par la police » après son inculpation pour meurtre, selon Bello Ransome Kuti, président du Comité nigérian de défense des droits de l'homme et frère du roi de l'afro-beat.

CINÉMA

Nuit des Césars : la vie des morts

Disparu trois jours plus tôt, Cyril Collard a été plébiscité pour « les Nuits fauves »

Avant la cérémonie, sur l'avenue Montaigne à Paris, devant le Théâtre des Champs-Élysées, ouvriers et techniciens du cinéma manifestent, lundi 8 mars, contre la destruction des studios, contre les tournages à l'étranger avec des fonds d'aide français. Dans un porte-voix, un homme crie : « Nous ne sommes pas à bout de souffle, Jack l'éventreur ! » Un membre de l'équipe de Cyril Collard dit : « Il aurait aimé ça, ce désordre. »

Le ton de la soirée est donné, ce sera un plébiscite pour les *Nuits fauves*, pour Cyril Collard à qui le président de l'Académie des arts et techniques du meilleur film en langue étrangère, Daniel Toscani du Plantier, a sobriement dédié. Jamais un absent n'aura été plus présent, jamais un mort n'aura été plus vivant. Quatre trophées pour sept nominations, dont celui du premier film et du

meilleur film, ce qui se s'était jamais vu ; plus le César du meilleur montage pour Lise Beaulieu, et du meilleur espoir féminin à Romane Bohringer. Il faut savoir que les votes étaient clos le 28 février : le triomphe des *Nuits fauves* était dès lors scellé, beau comme un espoir, et non triste comme un regret. Mais révélateur trois jours après que le sida eut emporté celui qui l'avait nagué par un cri d'amour et de rage, il a bouleversé toutes les données d'une soirée qu'on sait d'ordinaire aimablement prévisible dans son bouquet convenu de congratulations obligées.

Malgré le charme latin et sublimement désenchanté du président de cette dix-huitième Nuit des Césars, Marcello Mastroianni, ou la bonne humeur chaleureuse de Pedro Almodovar et Victoria Abril recevant le César du meilleur film en langue étrangère, toute la cérémonie

ne fut qu'un immense requiem, une communion sidérale et toutes les tendresses insolites. Gérard Oury offre son César d'honneur à Louis de Funès, mort il y a dix ans. Catherine Deneuve, César de la meilleure actrice (pour *Indochine*, qui en totalise cinq), remercie Jacques Demy, Luis Buñuel et François Truffaut, « à qui je suis lié ». Claude Sautet, César du meilleur réalisateur pour *Un cœur en hiver*, salue « Lino Ventura, Patrick Dewaere, Romy, Montand grâce à qui je suis là ». On projette des séquences « en-cinéma » d'André Hépburn d'Arletty, de Marlene, on fait défiler sur un écran, en silence, les autres disparus de l'année. Joseph Mantel, Nestor Almendros, John Sturges, Jean Poiré, François Reichenbach... Et l'on évoque aussi Jacqueline Maillan et Serge Daney que l'hommage en images avait « oubliés ».

Toutes ces séquences qui rendent éclatante « la vie des morts » sont jalonnées, comme transcendées par les Césars attribués aux *Nuits fauves*. L'équipe de Cyril Collard monte en scène, encore et encore, et pour une fois, les larmes veulent dire quelque chose, celles de Romane Bohringer, petite fille toute noire qui se dit « je suis à la hauteur de la caméra », celles de Nella Banti, sa productrice, qui jure de « porter le film encore plus loin » et sans qui il ne serait jamais né.

L'effet César va maintenant donner une nouvelle carrière aux *Nuits fauves*. Le film jusqu'ici a été vu par plus de 900 000 personnes en France. Mais déjà, depuis le vendredi 5 mars, il y a dans les salles où il est projeté des applaudissements à chaque scène. Des jeunes, des moins jeunes se lèvent et pleurent, et parlent. Parlent tous d'hymne à la vie, d'hymne à l'amour. L'effet Collard.

DANIEL HEYMANN

Le palmarès

Cinq récompenses pour « Indochine »

Cinq Césars ont été attribués à *Indochine*, de Régis Wargnier : ceux de la meilleure actrice (Catherine Deneuve), du meilleur second rôle féminin (Dominique Blanc), de la meilleure photo (François Catonné), du meilleur décor (Jacques Buñuel) et du meilleur son (Guillaume Sciana et Dominique Hennequin). Quatre Césars sont allés aux *Nuits fauves*, de Cyril Collard : meilleur film, meilleur premier film, meilleur espoir féminin (Romane Bohringer) et meilleur montage (Denis Beaulieu). Claude Sautet a reçu le César du meilleur réalisateur, pour *Un cœur en hiver*, qui a aussi valu le prix du meilleur second rôle masculin à

André Dussollier. Claude Rich a reçu celui du meilleur acteur, dans *Le Souper*, d'Édouard Molinaro, et Emmanuel Salinger celui du meilleur espoir masculin dans *la Sentinelle*, d'Arnaud Desplechin.

Le César du meilleur scénario a été attribué à Coline Soreau pour *la Crise*, celui du court-métrage à *Verrières rive gauche*, de Bruno Podalydès, et celui du meilleur film en langue étrangère à *Talons aiguilles*, de Pedro Almodovar. Le prix de la meilleure musique est allé à Gabriel Yared pour *l'Amant*, et celui des meilleurs costumes à Sylvie Segonzac pour *le Souper*.

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLE CHOPIN-PLEYEL : Dimanche 14 mars (14 h 30), Lundi 15 mars (18 h), Mardi 16 mars (18 h 30), Mercredi 17 mars (18 h 30), Jeudi 18 mars (18 h 30), Vendredi 19 mars (18 h 30), Samedi 20 mars (18 h 30), Dimanche 21 mars (18 h 30).

Film de Jean-Michel BERTRAND - ENTRE LA SIBÉRIE ET LA CHINE

MONGOLIE

Derniers séjours de la steppe. Carnavals de chameaux au cœur du désert de Gobi. Derniers chasseurs de la Taiga sibérienne. De Pélion à Oulan-Bator par le Transmongolien. VOUS POUVEZ PRENDRE VOS ABONNEMENTS 99/94 DÈS LE LUNDI 15 MARS

pleyél

CONCERT EXCEPTIONNEL
AU PROFIT DE LA LIGUE FRANÇAISE CONTRE
LA SCLÉROSE EN PLAQUES

Lundi 15 mars 1993, 20h30

■ L'Arlésienne, Suite et Farandole
■ Recréation du Concerto pour piano
■ La Tragédie de Salomé
■ L'Apprenti sorcier

Piano, Carlos CEBRO

Direction, Didier BENETTI - Philippe de CHALENDAR - Victor PUHL

Prix des places : 200 F, 150 F, 100 F.
Réservation : Pleyel 45 61 06 30

SALLE

CLASSEMENT

QUALITÉ FORMATION

VEULEZ-VOUS LA FORMATION CONTINUE

ORDRE DES

COMPTABLES

ORCHESTRE
NATIONAL
DE FRANCE

Radio France

ORDRE DES
COMPTABLES

مكتبة القرآن

CULTURE

MUSIQUES

Mutations instrumentales

Victimes de la récession, les fabricants d'instruments regardent au-delà des mers et investissent dans l'informatique

FRANCFORT

de notre envoyé spécial

«Sounds like business» (un air d'affaires) : le slogan de la Foire internationale de la musique de Francfort se veut dynamique. Au-delà des mots, cette édition 1993 s'est déroulée dans un climat commercial plutôt maussade. Directeur général de la Foire, Wolfgang Kater évoque une stagnation du marché : «Le bourgeois de l'espérance est fragile et pourrait disparaître dans le tourbillon de la récession». Ainsi, les pianos acoustiques sont au creux de la vague (de -10 % à -20 %, selon les pays, en 1992). Les claviers électroniques subissent également un tassement, il est vrai tempéré par le succès des pianos numériques.

Malgré la crise, près de 70 000 visiteurs se sont bousculés sur les huit hectares de stands occupés par 1 194 exposants. Un record : un public jeune (moyenne d'âge de dix-huit à vingt-cinq ans), demandeur, motivé, ravi de transformer les immenses halles du Frankfurter Messe en autant de salles de concert géantes.

Vedettes incontestées des Salons depuis dix ans, les claviers électroniques font décidément moins rêver. Le cru 1993 est terni, sans grande nouveauté, du moins dans le secteur grand public (gamme de prix de 1 500 F à 5 000 F). Les efforts déployés par les spécialistes du marketing ne suffisent plus à inverser une tendance amorcée en fait dès 1991. Signé Casio, Technica, ou Peavey, la plupart de ces «machines à son» se ressemblent, en effet, étrangement.

Ce mimétisme technologique et musical n'a rien de surprenant. En effet, la démarche des constructeurs est essentiellement axée vers la production de masse, seule capable d'amortir les coûts de développement. Le synthétiseur dernier look est donc étudié pour plaire à Singapour comme à New York, à Madrid ou à Rotterdam. Comme l'affirme Christian Brany, rédacteur en chef du magazine *Keyboards HomeStudio*, «le public s'est lassé d'acheter

des équipements pendant les trois quarts de leur valeur au bout de six mois. Il y a accoutumance face à la nouveauté. De plus, seuls les spécialistes tirent vraiment le maximum de ces synthétiseurs, à l'ergonomie souvent trop sophistiquée pour le grand public».

Quelques modèles suivent cependant la mise en matière d'inventivité, comme par exemple le PSR 5700 Yamaha (moins de 10 000 F). Ce clavier «à tout faire» est du genre compact, léger, prêt à être embarqué le week-end à la campagne. L'ensemble comprend près de 300 sonorités programmables ainsi qu'une boîte à rythmes et un enregistreur (séquenceur) permettant de mémoriser huit plates différentes. Une collection de disquettes comprenant des centaines de sons d'instruments d'orchestre préenregistrés permet d'en multiplier les possibilités de timbres.

Poids plume

Spécialisé dans les synthétiseurs semi-professionnels, le constructeur japonais Roland réagit en renouvelant profondément sa gamme d'équipements (série E16, E26, E36, et E46, de 3 000 F à 15 000 F). L'effort porte notamment sur le développement de logiciels intégrés, capables d'arranger les mélodies de façon très sophistiquée, dans les styles les plus divers (bossa, rock, reggae, techno-funk, etc.). A noter également une fonction qui permet d'accorder les touches du clavier en quart de ton.

Mais la véritable surprise est venue de Rome, et plus exactement de FIRIS, un centre de recherche financé depuis 1989 par le groupe industriel Bontempi et les pouvoirs publics italiens. Ce centre dirigé par Giuseppe Di Guigno, transfigure l'IRCAM, et père de la fameuse machine «X», vient de mettre au point une station de travail musicale remarquable. Il l'a baptisée MARS (Musical Audio Research Station). Une fois relié à un micro-ordinateur Atari (l'un des moins chers du marché), ce poids plume de la micro-in-

formatique musicale délivre une puissance et une intelligence redoutables. Son logiciel, développé par Emmanuel Favre, se veut essentiellement convivial, malgré sa complexité. Le musicien dispose d'une palette d'outils informatiques programmables symbolisés à l'écran par des icônes que l'on gère à l'aide d'une souris, comme sur une machine à traitement de textes. «Chacun peut construire son instrument en recréant l'importance quel type de configuration, de la synthèse la plus simple aux algorithmes les plus complexes», souligne Di Guigno. «Nul besoin d'être spécialiste. Cette machine se veut universelle».

Véritable Mécène de la synthèse sonore, MARS vise essentiellement deux marchés, jusqu'ici peu explorés par les constructeurs habituels : la pédagogie (écoles de musique et conservatoires) et également les centres de recherche musicale. Le département muséologie de l'université de Padoue, le Centre Tempo Reale de Luciano Berio, ou encore le laboratoire CCRMA de l'université de Stanford se sont d'ores et déjà inscrits sur le carnet de commandes. Le prix, très élevé, environ 70 000 F, y est sans doute pour beaucoup. Encore faut-il passer du stade du prototype à celui de la série limitée. Un parcours qui n'est pas sans embûches.

Les grands constructeurs réagissent différemment face à la stagnation du secteur de l'électronique musicale. Certains rassemblent leurs gammes et opèrent des alliances. D'autres, comme Yamaha, un géant, jouent la carte de la restructuration interne et partent à la recherche de nouveaux marchés. Une analyse économique plus fine montre, en effet, le développement sensible des instruments d'origine extra-européenne et, plus récemment, des cordes et des cuivres. Visio partagée par Hisatake Chatani, président de Yamaha Europe : «Les instruments strictement acoustiques représentent aujourd'hui 33 % des ventes de Yamaha. Le saxophone est en pleine progression».

Même constatation aux Etats-Unis, où l'on assiste depuis deux ans

à un véritable engouement pour la guitare électrique et la guitare «stèche» (progression de près de 40 % en trois ans), dopés par le grand revival du hard rock et, phénomène plus étonnant, de la country music. Les studios de Nashville dans le Tennessee, La Mecque de la country music, tournent à plein.

En France, la société Rythmes et sons ou le Grismus (Groupe de recherche sur l'instrumentation musicale) proposent des catalogues impressionnants, notamment dans le domaine des percussions. Peu sophistiqués, fabriqués dans des matériaux naturels (bambous, calabasses, etc.), voire de récupération (bidons de pétrole, boîtes de conserve), ces instruments sont, pour la plupart, bon marché : un «baton de pluie» (tube de bambou évidé et bourré de petites billes d'acier imitant à la perfection le son de la pluie) coûte moins de 500 F. Autre grand succès, la kora (un instrument à mi-chemin entre la harpe et le luth), très populaire au Sénégal et en Guinée (compter environ 3 000 F).

Reste à apprendre à jouer de tous ces instruments peu répandus. Ce n'est pas une mince affaire, même si quelques écoles spécialisées se sont ouvertes ces derniers temps. Ainsi à Londres, le South Bank Centre organise des cours de gamelan. Cet ensemble instrumental d'origine indonésienne se compose de tambours et de métallophones complétés par un jeu de gongs. Les cours réunissent plusieurs dizaines d'élèves, de l'enfant scolarisé en primaire au cadre stressé ou quête de nouvelles frontières musicales.

Autre solution, le livre explicatif. Quelques éditeurs, majoritairement anglo-saxons, se sont lancés dans la production de méthodes illustrées et accompagnées de disques ou de vidéos. Attention toutefois : la qualité technique d'est généralement pas très bonne et les commentateurs sont souvent en anglais. Le doublage ou le sous-titrage en français sont pratiquement inexistantes. Reste donc, pour certains, à apprendre l'anglais!

DENIS FORTIER

DANSE

Un papillon à Garnier

Les vrais débuts d'Emmanuel Thibault. Les paris sont ouverts

SOIRÉES JEUNES DANSEURS à l'Opéra Garnier

Panique à Garnier : plus d'un spectateur parisien s'est cru soudain frappé de surdité, la semaine dernière, en voyant un danseur enchaîner grands jets, cabrioles et autres sauts virtuoses sans faire plus de bruit qu'un flocon de neige en retombant.

Même sur ces «planches pourries» qui parsèment le vénérable plateau, et que redoutent les plus sérieux, assurés d'y faire un «hop» fâcheux si la malchance conduit leurs pas. C'était au cours des trois soirées «Jeunes danseurs de l'Opéra de Paris», où la pitaille – quadrilles, corymbes, sujets – se mesure, une fois par an, à des variations d'étoiles : jumelles en maia, les aficionados adorent ces galops d'essai, et prennent des paris sur l'avenir.

Le plus timoré des bookmakers parierait gros sur notre flocon, Emmanuel Thibault, dix-huit ans tout frais. Pas tout à fait inconnu au bataillon : il a gagné le concours Eurovision des jeunes danseurs, en 1991. Mais c'était loin, à Helsinki, et tout le monde n'assista pas à la retransmission sur FR3. Quelques mois avant, il avait remporté une médaille d'argent au concours de Paris : là aussi, public confidentiel. Son apparition dans le pas de deux

le Papillon, à Garnier, aura constitué son véritable début devant une salle «normale». Il a paru étonné des acclamations qui l'ont salué.

Il a tout, le jeune Emmanuel : d'abord, une morphologie idéale de danseur, ni trop grand, ni trop petit, de longues jambes musclées sans excès, aux articulations ocreuses. Un «appareil» souverain, qui lui fait conquérir le plateau en trois bonds. Une frimousse charmante sous des boucles brunes. Et surtout une facilité stupéfiante dans la giration comme dans l'évasion, dans le jeu mûr et comme dans la force.

Tout les dons, aucun effort ? Il éclate de rire : «Erreur ! Plus on a de facilités, plus c'est difficile de danser. Lorsqu'on vous dit que vous êtes doué, vous avez tendance à vous reposer là-dessus alors que les vrais problèmes commencent. La souplesse, par exemple, peut devenir mollesse...» Voilà un très bon point pour lui.

À cinq ans, sur le chemin de l'école, il sent naître sa vocation en regardant par la fenêtre un cours de danse banlieusard.

A huit ans, ses parents l'emmènent, après un spectacle, dans la loge de Patrick Dupond, qui flaire la pépite et l'envoie chez son professeur Max Bozzoni. Suit un parcours sans faute à l'École de danse de l'Opéra ; chaque année, il sort premier de sa division. Jusqu'à l'engagement dans le corps de ballet, avec dispense, à quinze ans et demi. Il y est aujourd'hui «sujet».

«S'il tient sa promesse – «travailler au maximum est à présent le seul moyen de sortir du rang», – nous aurons à regarder d'Emmanuel Thibault.

SYLVIE DE NUSSAC

► On pourra revoir Emmanuel Thibault à Paris dans un hommage à Balanchine que prépare le Ballet de l'Opéra de Paris pour sa rentrée. Du 28 avril au 5 mai. Tél. : 47-42-53-71.

ARTS

Impressions d'Afrique

Trois peintres et un sculpteur sénégalais, très contemporains

QUATRE ARTISTES SÉNÉGALAIS au Musée de l'Art à Paris

Ce serait peu de dire que les artistes contemporains africains ont rarement les honneurs d'une exposition à Paris. Victimes des commodités de pensée habituelles, ils ont le «ort» de n'être pas des primitifs et de ne pas obéir poliment aux stéréotypes en usage.

Ainsi des trois peintres et du sculpteur sénégalais qui exposent ensemble dans l'espace abondamment orné du Musée de l'Art, Amadou Ba, Souleymane Keita, Serigne Mbaye Camara et Ousmane Sow ne se veulent pas les continuateurs des arts tribaux qui ont si fortement troublé cubistes et surréalistes. Leurs références sont autres, prises dans l'histoire de la peinture européenne. Sans doute Amadou Ba figure-t-il des bonis aux cornes en forme de lyre, des pasteurs, des baux à fond de plat sur un fleuve et des danseurs sans crier à la commodité du pittoresque et de la couleur dite locale. Ses inspirateurs ? Picasso et Paul Klee, auxquels il a subtilisé leurs géométries légères et leurs disproportions ironiques.

Keita et Camara s'inscrivent dans une histoire différente, celle des abstractions contemporaines, qu'elles

soient américaines ou européennes de naissance. Le premier cultive, trop peut-être, graphismes gracieux et constructions délicatement évidées. Des signes, des tourbillons, des formes à peine lisibles dansent en rond dans la couleur. Les collages et les fers du second manifestent une énergie plus résolue et une originalité plus appuyée. La composition, fondée sur des orthogonalités et des stries obliques – des bandes parallèles de papier collé en vagues, suggère l'ordre d'une bibliothèque de Babel. Des fantômes humains y passent, transpercés par les lignes. Les fers sont plus réussis encore, jeux de déconpages qui échappent à la régularité du carré au moyen de fils et de bandes tendus en tous sens.

Seul regret : la très discrète présence d'Ousmane Sow. De ce sculpteur violent, le plus célèbre d'entre les exposants, on aurait aimé voir un peu plus et un peu mieux qu'une seule pièce. Ses œuvres, dont la grandiloquence n'est pas absente, auraient fait étrange contraste avec des peintures toutes marquées par le souci de la distance et de la réflexion savante.

PHILIPPE DAGEN

► Le Monde de l'Art, 18, rue du Paradis, 75010 Paris. Tél. : 42-46-43-44. Jusqu'au 24 mars.

Samedi 20 mars 21h - PLEYEL 45.61.06.30
CLAUDE KAHN
CHOPIN • LISZT • SCHUMANN

THÉÂTRE DU CAMPAGNOL
"Bonsoir et merci !"
de Laurent Serrano et Marc-Michel Georges
du 9 au 14 mars et du 30 mars au 4 avril
Réservations : 64.96.63.67 - C.D.N. de Corbeil-Essomes

PLEYEL 45 61 06 30
LUNDI 29 MARS
KRISTIAN
ZIMMERMAN
Chopin - Schubert
MARDI 27 AVRIL
LONDON SYMPHONY ORCHESTRA
STE. GEORGE
SOLTI
Stravinsky
Bruckner : 4^e Symphonie

MUSIQUE
18h 75'
SAM. 13 MARS A 18h
SERGEI EDELMAN
piano
BACH - BEETHOVEN
SCHUMANN
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

EK ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN
direction
Paul Daniel
Stravinsky, Holt
Fedele, Janacek
Didier Pateau,
hautbois
Jacques Deleplanque,
Jens Mc Manama,
cors
Pierre-Laurent Aimard,
piano
Jeudi 18 mars à 19 h
L'Auditorium/Châtelet
40 28 28 40

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELET
Théâtre de Paris
Mardi 10
Vendredi 12
Lundi 15
Mars
12 h 45
(p.a. Valade)

NOEL LEE
PIANO
CLARA BONALDI
Violon
YVAN CHIFFOLEAU
Violoncelle
RAVEL, LEE
le 12 : Pierre-Laurent
AIMARD
Piano
BARTOK
Johannes Brahms
Hollander
le 15 : Valérie
ESPOSITO
Soprano
BRUNO COUSSET
PIANO
RIMSKY-KORSAKOV
DONIZETTI
STRAUSS

DEMIDENKO
le 10 : Nikolai
PIANO
CHOPIN, LISZT
le 15 : Agnès
MELLON
Soprano
Chère
BANCHINI
Violon
ENSEMBLE 415
BOCCCHERINI
le 16 : Dmitry
BASHKIROV
Piano
MOZART, CHOPIN
SCHUBERT

BROWN
Soprano
Michel
PORTAL
Chœur
Michel
DALBERTO
Piano
WEBER
SCHUBERT

BARBAUX
Christine
Christine
Piano
SCHUBERT
SCHUMANN
RAVEL, MOZART
ROSSINI

PRO MUSICIS
A la Découverte des
Grands Talents de
la Jeune Génération
Hélène WICKETT
Piano
BEETHOVEN
SCHUMANN
DUTILLEUX

VERDI REQUIEM
Chœur des
Jeunes Musicales
de France
Orchestre
JEAN BARTHE
Dir. LOUIS MARTINI
Jo Ann
PICKENS sop.
Brigitte
VINSON alto
Robert
CATANIA ténor
HAGEN-WILLIAM basse

CLAIRE BRUA
Mezzo-soprano
D. SALZER
Piano, clavier
A. VERZIER
Violoncelle
S. DESAND
Violon
VIVALDI, HAENDL
MONTECLAIR
DEBUSSY, BELLINI
ROSSINI

Evgueni KISSIN
Piano
CHOPIN
SCHUMANN
LISZT
Coproduction
Th. Champs-Élysées
Prod. Intercontinental
Albert Sarfati

Trio BORODINE
TCHAIKOVSKI
RAVEL
BEETHOVEN

Concert ProQuartet Quatuor MANFRED Haydn

Orchestre des Champs-Élysées
Dir. : Philippe
HERREWEGHE
Sol. Monica
HUGGETT
Violon
BEETHOVEN

Augustin DUMAY
Violon
Maria-Joao
PIRES
Grieg
SCHUBERT
FRANCK

Les Concerts ProQuartet
Valéry
AFANASSIEV
Piano
Récital unique
à Paris en 1993
MOZART, BRAHMS
SCHUBERT

NEW YORK PHILHARMONIC
Dir. : Kurt
MASUR
le 28 : BRAHMS
DVOŘAK
le 29 : FRANCK
MOZART
STRAUSS

ORCHESTRE KUENTZ
BACH-VIVALDI
1-2-3-4 PIANOS
4 VIOLONS
RAVEL BOLERO

Le Monde
ÉDITIONS
LES PARADOXES DE LA PAUVRETE
REPORTAGES
par René Dumont
EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكنا من العمل

ÉCONOMIE

Grandes manœuvres autour de Suez

Spéculation ou ramassage ?

Et voilà la Bourse de Paris électrisée comme « au bon vieux temps », celui des OPA et de la bulle financière, par un mélange de spéculation et de ramassage de la Compagnie financière de Suez. Une fois de plus, la maison de la rue d'Assolant tient en haleine le marché financier, non cette fois dans son rôle traditionnel d'attaquant, mais dans celui d'attaqué.

Partie défensive victorieusement en 1988 la Société générale de Belgique pour ne pas être la prochaine victime d'une OPA sauvage, Suez est aujourd'hui plus menacé que jamais. Il aura suffi que la compagnie annonce mercredi 3 mars une perte historique de plus de 1,8 milliard de francs pour que les hypothèses les plus folles se multiplient.

En l'espace de trois séances de cotation, l'action Suez a gagné 8 % et plus de cinq millions de titres, soit 3,5 % du capital, ont changé de mains à Paris et à Londres. Au moins 5 % des actions avaient déjà été échangées pendant les deux semaines précédant l'annonce des résultats. Pour autant, MM. Jean Peyrolevade (UAP), Claude Bédier (AXA), Jimmy Goldschmidt, Marc Fournier (Compagnie de navigation mixte) et Jean-Marc Varnes, présentés tour à tour comme des assaillants potentiels, ont démenti. Mais l'agitation autour de l'action Suez n'a pas diminué pour autant.

La Bourse de Paris est-elle en train de prendre ses désirs pour la réalité ? La spéculation sur Suez s'est-elle en quelque sorte auto-alimentée ? Une OPA classique semble en tout cas très peu probable. La législation des offres publiques obligerait un attaquant à acheter 100 % de la compagnie financière. Aux cours actuels, cela lui coûterait près de 45 milliards de francs. Une somme sans commune mesure avec les possibilités actuelles des groupes financiers. Du coup, M. Antoine Jeancourt-Galignani, président de la banque Indosuez, pouvait ironiser facilement lundi 8 mars en déclarant que « tous les actionnaires de Suez se réjouissent d'une offre publique d'achat portant sur 100 % du capital ».

Mais il ne faudrait pas qu'il s'agisse d'arrondir des paquets d'actions dans l'espoir de faire pression sur la Compagnie, a-t-il aussitôt ajouté. Cette dernière hypothèse, celle d'un ramassage et d'une montée en puissance d'actionnaires pour obliger Suez à céder des actifs et notamment sa principale filiale, l'ensemble d'assurance franco-allemand Victoire-Colonia, semble bien plus réaliste. Victoire est d'ailleurs le seul ensemble d'importance susceptible de motiver une opération aussi risquée et coûteuse. Car prendre 20 % du capital de Suez aux cours actuels représente une mise de plus de 8 milliards de francs, sans la moindre certitude de récupérer des actifs.

ÉRIC LESER

La BNP révisé en baisse sa prévision de croissance pour 1993. — Après le Crédit lyonnais (le Monde du 9 mars), c'est au tour de la BNP de réviser en baisse sa prévision de la croissance française pour 1993. Selon M. Longueville, conjoncturiste à la BNP, le produit intérieur brut marchand progressera de 0,7 % seulement sur l'ensemble de l'année, alors qu'il avait été prévu 1,2 % il y a quelques mois. M. Longueville a précisé que cette estimation était faite à « politique économique constante ». La croissance serait nulle au premier trimestre, puis progresserait de 0,2 % ou 0,3 % au deuxième trimestre. — (AFP)

De lourdes provisions pèsent sur les résultats d'Indosuez

S'il n'y avait pas la crise de l'immobilier, celle du crédit-bail et quelques accidents en Europe, Indosuez serait une banque d'affaires plutôt prospère dans la très médiocre conjoncture d'aujourd'hui, comme l'indique la progression de son résultat brut d'exploitation, amortissements et provisions : 2,58 milliards de francs, en progression de 9,1 % en 1992 sur 1991 et de 40 % sur 1990.

Elle a enregistré des résultats records pour ses activités de marché et d'instruments, de dette et de change ; a bien performé sur le courtage d'actions en France, avec la société de Bourg-Chèvreux-De Virieu ; a fortement développé son secteur de banques commerciales en Asie et au Moyen-Orient, et de banques privées dans l'Hexagone, sans oublier l'Amérique latine et la

filiale de gestion de capitaux en Grande-Bretagne, Gartmore. Mais il y a les provisions, près de 3,6 milliards de francs qui, sur tout cet ancrage, ont profondément détérioré les comptes et ramené le bénéfice brut de la banque de 805 millions de francs en 1991 à 101 millions de francs en 1992 et beaucoup moins si on tient compte de 1,3 milliard de francs de plus-values de cessions, dont 530 millions sur le siège de la banque, boulevard Haussmann à Paris, cédée en lease-back. L'immobilier a coûté cher : 1,84 milliard de francs de provisions contre 754 millions de francs en 1991 sur un encours de 13 milliards de francs de crédits aux promoteurs (8 % des crédits dépôt de la banque). Le taux de couverture sur ces crédits aux promoteurs a été porté à 20 % (21 % pour l'immeuble Réaumur-Bourse

à Paris), ce qui aujourd'hui semble un minimum, bien que les valeurs de marché soient difficiles à établir faute de transactions.

Autre bête à ébragier : la filiale de crédit-bail Locafinance, avec ses 573 millions de francs de provisions dues aux graves difficultés des clients, moyennes entreprises industrielles françaises. Ajoutons-y des pertes importantes sur des sociétés de négoce en Allemagne et surtout en Suisse, et on aura des raisons quant à l'absence pratique de tout profit en 1992.

Pour 1993, le PDG d'Indosuez, M. Antoine Jeancourt-Galignani, qui a évoqué pour l'immobilier « une crise sans précédent depuis quarante ans », table sur un redressement sensible.

FRANÇOIS RENARD

Une bonne manière faite à Paris

Le débat à propos de l'accord entre la Communauté et les Etats-Unis sur les oléagineux a été reporté

Comme prévu, l'affrontement entre la France et ses partenaires à propos de l'arrangement conclu en novembre avec les Etats-Unis et portant sur la limitation de la production de grains oléagineux dans la Communauté a pu être évité, lundi 8 mars, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant
Il n'y a pratiquement pas eu de débat, lundi 8 mars à Bruxelles. M. Roland Dumas a rappelé la position française en insistant sur le caractère « global et équilibré » que devaient conserver les négociations en cours, dans le cadre du « Uruguay Round ». Il n'est pas question, a-t-il expliqué, « de faire des concessions morceaux par morceaux », ajoutant : « Les Américains doivent enfin cesser de croire que la Communauté a les moyens de consentir en toute occasion des concessions unilatérales ».

leur entreprises empêcherait sans accepter en échange aucun sacrifice. » M. René Steichen, commissaire chargé des affaires agricoles, a certes manifesté de la compréhension pour la volonté française de reporter la décision, mais a néanmoins souligné qu'il serait nécessaire, le moment venu, de ratifier l'arrangement conclu.

La réticence de M. Bérégovoy

C'est l'avis général, et la bonne manière faite à Paris ne doit pas être mal interprétée : les partenaires de la France, soucieux de limiter les risques de guerre commerciale avec les Etats-Unis, excluent de revenir sur un arrangement que tout le monde, à part M. Pierre Bérégovoy et quelques organisations professionnelles — dont la réticence est, somme toute, naturelle, — a jugé, en son temps, raisonnable et équilibré.

Le prochain gouvernement trouvera la, laissé à sa intention, un cactus auquel il lui sera difficile de ne pas se piquer. Il faudra voir si

les pays partenaires, sans modifier leur attitude sur le fond du dossier, consentent un effort pour l'aider à contourner l'obstacle. Pour l'instant même les Etats-Unis, qui ne manifestent pas d'impatience et s'abstiennent de ressortir leurs menaces de mesures de rétorsion, agissent avec une modération encourageante.

Le dossier des relations commerciales transatlantiques est suffisamment chargé de conflits potentiels pour ne pas avoir besoin d'être inutilement alourdi pour des motifs politiques subalternes. La réaction très critique à l'égard de la France de M. Klaus Kinkel, ministre allemand des affaires étrangères (le Monde du 9 mars), révèle, si besoin était, les limites à ne pas franchir.

Les Douze ont décidé de consacrer une large part de leur réunion informelle des 24 et 25 avril dans l'île de Fionia, au centre du Danemark, à l'ensemble de leurs relations, commerciales, monétaires, politiques, avec les Etats-Unis.

Ph. L.

La grande déprime des « patatiers » picards

Ils ont tout misé sur la pomme de terre
La chute des cours les met dans une situation difficile

AMIENS

de notre correspondant
Le Sautterre couvre tout l'est de la Somme. La grande plaine picarde entre Amiens et Saint-Quentin est plantée de éclochers. C'est encore l'hiver. On dirait que le dernier coup de gel a stoppé net la montée prématurée de la sève qu'un temps trop élément avait provoqué. La fertile terre à blé et à betteraves rejoint l'horizon dans un léger brouillard qui monte des sillons. Où sont les jachères ? Il semble que pas un centimètre carré n'échappe à la culture. « Pour éviter ou maximum la jachère qui concerne les cultures en céréales et en oléoprotéagineux, les exploitants se sont mis à faire de la pomme de terre », affirme, en sa ferme de Lièvre (Somme), M. François Formentin, tout nouveau président national de la Fédération des producteurs de pommes de terre, élu par ses pairs le 8 décembre dernier.

Personnellement, il n'a pas trop de problèmes de trésorerie bien que, comme tous ceux qui travaillent la terre, il soit endetté. Mais il a choisi une culture diversifiée qui lui permet de s'en sortir : sur 180 hectares, il fait notamment 74 hectares de blé, 38 hectares de pommes de terre, 28,5 hectares de betteraves, le reste en pois protéagineux, en flageolets et en pois de conserve. Il a quand même 13 hectares de jachères. Mais ce colosse barbu de quarante-quatre ans, s'il arrive à joindre les deux bouts, pense aux autres paysans, et il entend défendre ceux qui ont beaucoup misé sur la pomme de terre et dont les comptes sont largement

dans le rouge parce que les cours, suivant la loi du marché, sont tombés à 5 ou 6 centimes le kilo.

Ceux qui ont des contrats avec des usines de transformation, comme Flodur ou Mae Cain par exemple, arrivent encore à ne pas trop souffrir car le prix du kilo varie dans ce cas entre 30 et 60 centimes.

Mais tous ceux qui doivent vendre leur récolte directement aux éleveurs de distribution (dans la Somme, 50 % des producteurs de pommes de terre n'ont pas de contrat) se trouvent dans une situation catastrophique. Ils ne gagnent que 2 400 francs par hectare cultivé alors que, tous calculs faits, le prix de revient varie de 17 000 à 25 000 francs à l'hectare. Certains n'arrivent d'ailleurs même pas à vendre leur production.

Une campagne pour la « picardine »

Marié, M. Formentin n'a pas, en ce moment, beaucoup de temps à consacrer à sa famille. Il est absent de sa ferme environ quatre jours par semaine. Il est en réunion à Paris, à sa fédération où dans les nombreux organismes dans lesquels il siège. Il rencontre aussi d'autres cultivateurs de pommes de terre un peu partout en France. Il prêche pour une protection en face de pays tiers comme le Maroc, Chypre ou Israël, qui exportent chez nous leurs pommes de terre. Il souhaite des normes européennes de qualité pour les tubercules.

En attendant, les producteurs réunis dans une association régio-

nale de promotion de la pomme de terre ont lancé auprès des médias et des consommateurs une campagne pour lancer la « picardine ». Cette pomme de terre, présentée le 22 janvier dernier, doit permettre aux vrais amateurs d'apprécier en masquant leur légume favori une vraie saveur et un goût de terroir alliés à une belle qualité d'aspect. C'est ce que nous explique M. Daniel Mannens, agriculteur à Caix, et qui, sur 170 hectares qu'il cultive, en consacre 50 à la pomme de terre.

« Nous espérons ainsi, dit-il, retrouver notre image de bons producteurs dans le marché du frais. » Ce cultivateur, qui a une fille de vingt-sept ans terminant un DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées), se dit « prêt à diminuer sa superficie de culture en pommes de terre si se dessine une possibilité de tenir les cours à un niveau convenable ». Comme le président de sa fédération, il souhaite que les pays d'Europe mettent en place un système où les producteurs seraient assurés d'un prix de seuil pour le kilo de pommes de terre. « Celo nous permettrait, assure-t-il, d'investir dans la qualité. »

MM. Formentin et Mannens n'hésitent pas à se mobiliser pour défendre leurs intérêts. Le 18 février, ils défilèrent avec d'autres « patatiers » dans les rues d'Amiens. Des tonnes de pommes de terre ont été déversées près de la préfecture par les producteurs en colère, tandis que les CRS tentaient de maintenir la poussée paysanne en jetant des grenades lacrymogènes.

MICHEL CURIE

La Générale de Belgique cherche à se dégager de l'Union minière

BRUXELLES

de notre correspondant

Devenue le bon élément d'un groupe Suez en difficulté, la Société générale de Belgique poursuit sa politique de reconquête sur le secteur des services en essayant de se dégager partiellement de ceux de l'industrie. Elle est actuellement « en discussion » avec d'éventuels repreneurs européens — notamment en Allemagne — pour se défaire d'au moins 25 % de ses actions de l'Union minière. Sa participation directe au capital de celle-ci est de 76 %, ce qui représente environ 15 % de son portefeuille.

La valeur de l'action Union minière a beaucoup augmenté ces derniers jours en raison de rumeurs sur l'issue heureuse des discussions. Au siège bruxellois de la Générale, on déclare cependant

qu'il ne faut rien attendre à court terme et on renvoie les curieux à ce qui sera dit lors de la présentation du bilan 1992 du holding, le 8 avril.

Touche par les variations erratiques du cours des métaux, notamment du zinc, l'Union minière avait enregistré des pertes de 5 milliards de francs belges en 1991 (824 millions de francs). « Nous voulons réduire l'effet de cyclicité dans nos résultats », déclare-on à la Générale, mais nous devons rester majoritaires dans l'Union minière. Nous pourrions néanmoins vendre jusqu'à 30 % de nos actions, ce qui ferait une rentrée de l'ordre de 17 milliards. Cet argent serait utilisé pour le renforcement de nos participations dans certains secteurs qui nous conviennent. »

J. de la G.

En pleine crise du marché automobile européen

Fiat, la CEE et l'Etat italien investissent 24 milliards de francs dans deux nouvelles usines

L'année 1993 risque d'être plus dure que prévu pour les constructeurs automobiles. Selon l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), les immatriculations de voitures neuves ont baissé de 20 % en février 1993 dans la CEE, par rapport à la période correspondante de 1992.

Une baisse de 24 % avait déjà été enregistrée pour janvier. Confirmant les prévisions des principaux constructeurs (le Monde du 4 mars), les ventes de voitures et d'utilitaires de moins de cinq tonnes pourraient enregistrer une chute de 8 % à 10 % cette année par rapport à 1992, estime M. James Rosenstein, porte-parole de l'association.

Le marché espagnol a été le plus touché en février, avec une baisse d'un tiers des ventes. La chute a été de 24,3 % en Allemagne, 21,5 % en France et 16 % en Italie. En revanche, les ventes ont augmenté de 16,1 % en Grande-Bretagne par rapport à février 1992, époque durant laquelle le marché britannique était particulièrement déprimé.

L'effondrement du marché automobile européen apparaît au moment où la CEE et le Japon divergent fortement sur l'estimation des débouchés prévisibles, à partir desquels doit être déterminé le niveau des importations en provenance du Japon, en application de l'accord de 1991.

Cette situation morose n'empêche pas Fiat de poursuivre son plan d'investissement. Le

constructeur italien a décidé de lancer deux usines dans le Mezzogiorno : une usine de montage à Melfi et une usine de moteurs à Pratola-Serra, près de Naples. L'usine de Melfi fabriquera dès janvier 1994 le successeur de la Fiat Uno.

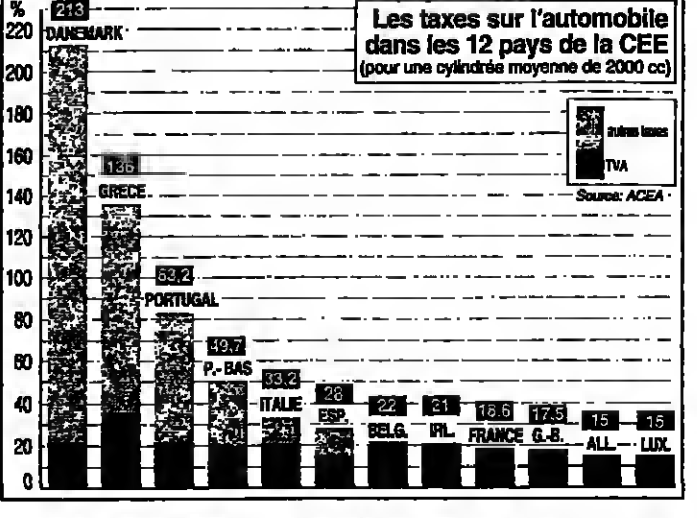
Les moteurs de Pratola-Serra

Le coût de cette nouvelle unité, non compris les dépenses d'infrastructures (aménagement de routes et de voies de chemin de fer à la charge des collectivités locales), est chiffré à 4 800 milliards de lires (17 milliards de francs environ), dont près du tiers payé par l'Etat italien. Elle pourra produire 450 000 voitures par an à plein régime. Les moteurs viendront en partie de la nouvelle unité de Pratola-Serra, pour laquelle l'investissement atteint 1 900 milliards de lires. Globalement, Fiat a prévu d'investir 27 000 milliards de lires dans l'automobile de 1991 à 1995.

Melfi devrait employer 7 000 personnes à plein régime, dont 4 500 ouvriers. Plutôt que de réembaucher ses ouvriers mis au chômage à la suite de la fermeture d'usines dans le Nord, Fiat a fait exclusivement appel à de jeunes recrues ayant reçu une formation de deux ans. Ce plan, entièrement financé par la CEE, a coûté 187 milliards de lires.

A. K.

Le miroir aux alouettes de l'harmonisation de la TVA



Dans l'automobile, l'harmonisation des taux de TVA n'est qu'un miroir aux alouettes. Cette harmonisation avait été décidée par les Douze pour limiter les distorsions de concurrence lors de l'ouverture du marché unique. Elle est en partie réalisée puisque les écarts de taux de TVA sur l'automobile ne varient plus qu'entre 15 % et 25 %.

Mais certains pays (la Belgique, l'Italie et l'Espagne), qui ont dû baisser leurs taux de TVA, ont compensé cette baisse de recettes fiscales en créant de nouvelles taxes sur l'immatriculation de voitures neuves. En conséquence, les taxes sur l'automobile dans les pays de la CEE varient entre 15 % et 213 %.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie

Plus d'un médecin sur quatre dépasse les tarifs de la Sécurité sociale

Fin 1992, 28,9 % des médecins libéraux appliquaient des honoraires supérieurs aux tarifs de référence fixés par la Sécurité sociale, selon une étude que vient de publier la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Introduite en 1980, cette spécificité française a été de plus en plus utilisée par le corps médical jusqu'en 1989. A cette date, le tiers des praticiens appartenant au «secteur 2» qui permet de dépasser les tarifs dits «opposables» (1). Toutefois, en réduisant l'écarts de nouveaux médecins à ce secteur, la convention de 1990 a permis de réduire légèrement sa progression.

«La réalité quotidienne du secteur 2 pour les patients est très variable selon leur lieu de résidence», observe l'étude de la CNAMTS, qui relève qu'en certains endroits il est très difficile de trouver un médecin respectant les honoraires de la Sécurité sociale (secteur 1). Ainsi, à Lyon, Paris, Nice ou Strasbourg, seul un gynécologue sur cinq respecte les tarifs contre 95 % à Quimper, Saint-Brieuc, Pau ou Dunkerque. A Pri-

vas, Saint-Nazaire, Dieppe, Niort ou Albi, aucun d'entre eux ne pratique des dépassements d'honoraires. Les mêmes disparités se manifestent chez les pédiatres. Alors que 80 % des généralistes respectent les tarifs opposables au plan national, ce pourcentage n'est que de 50 % à Paris et en région parisienne ou à Nice.

Si les praticiens du secteur 2 sont proportionnellement moins nombreux, leurs dépassements d'honoraires ont augmenté de 20 % en onze ans. Exprimés en francs constants 1991, ceux-ci atteignent 63,20 francs par acte en 1991 contre 52,70 francs en 1980. Plus marquée chez les spécialistes que chez les généralistes et en région parisienne ou lyonnaise que partout ailleurs, la part de ces dépassements dans la totalité des honoraires perçus est passée globalement de 5 % à 9 % au cours de la même période.

Selon l'étude, «la part des médecins en secteur 2 dans une région donnée se trouve liée au niveau de vie des assurés». Autrement dit, le mode d'exercice est essentiellement dicté par le niveau de pouvoir

d'achat par habitant qui prévaut localement. Par ailleurs, la CNAMTS souligne que les médecins pratiquant les honoraires libres «effectuent en moyenne 25 % d'actes en moins que leurs confrères du secteur 1». «Reste à savoir, s'interroge l'étude, si [cela] leur permet de passer davantage de temps avec chacun de leurs patients». De même, ces praticiens prescrivent en moyenne 130 francs de médicaments contre 190 francs pour ceux qui appliquent strictement les honoraires conventionnels. Cependant, compte tenu du prix de l'acte, «la dépense totale du malade qui a consulté un médecin du secteur 2 est supérieure à celle du malade qui a consulté en secteur 1», conclut la CNAMTS.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Les tarifs de la Sécurité sociale fixent à 100 francs la consultation du généraliste et à 140 francs celle du spécialiste. Le remboursement au malade atteint 75 % de ce tarif de référence, quel que soient les honoraires pratiqués par le médecin.

Un arrêt de la Cour de cassation

Un salarié qui quitte l'entreprise n'a pas toujours droit au versement, même partiel, de son treizième mois

La Cour de cassation, réunie en assemblée plénière, a estimé, vendredi 5 mars, qu'un salarié, licencié ou démissionnaire, qui quitte une entreprise avant le paiement de la prime de treizième mois, n'a pas droit au versement, même partiel, de celle-ci. A moins, précise l'arrêt de la cour, qu'une convention ou un usage en vigueur dans l'entreprise prévoient un tel paiement partiel, à charge pour le salarié d'apporter la preuve de l'existence de cette convention ou de cet usage.

L'affaire examinée par la cour concernait six salariés de la société lyonnaise Constructions mécaniques Louis Martin, licenciés le 16 décembre 1983, et qui réclamaient depuis lors le paiement partiel de leur treizième mois, correspondant à leur temps de présence dans l'entreprise. Alors que le conseil des prud'hommes de Lyon en 1986 et celui de Villefranche-sur-Saône en 1989 leur avaient donné raison, le jugement a été cassé. La Cour de cassation pour juger l'affaire au fond, le conseil des prud'hommes de Grenoble. Le conseil des prud'hommes de Grenoble a, mais sans que se range à l'avis de la Cour.

La grève dans les transports parisiens

Les conducteurs du métro reprennent les hostilités contre la direction de la RATP

Les transports en commun de la région parisienne risquent d'être fortement perturbés, mercredi 10 mars, en raison du mot d'ordre de grève reconductible lancé à la RATP par la CGT, le SAT-autonome et les indépendants, qui appellent les conducteurs du métro et du RER à cesser le travail pour s'opposer à la réforme de leurs conditions de travail et de leur carrière. Les perturbations atteindront leur maximum avant 7 heures du matin et de 17 heures à 21 heures. La situation sera encore aggravée par la grève organisée le même jour dans les bus par la CGT.

Latent depuis les dernières grèves de novembre déclenchées pour les mêmes raisons, le conflit entre la direction de la RATP et les syndicats de conducteurs n'a rien d'original. Ceux-ci avaient notamment demandé que la prime mensuelle de sécurité de 285 francs perçue par les conducteurs les plus anciens soit étendue à l'ensemble de la profession et elles réclamaient une amélioration d'environ 300 francs des rémunérations en fin de carrière.

Tout en cherchant à réduire ces prétentions ou à élargir l'application de ces améliorations, la direction en avait accepté le principe, mais en réclamant aux conducteurs des efforts comparables à ceux qu'elle avait obtenus de toutes les autres catégories de l'entreprise.

Des rames bondées aux heures creuses

En contrepartie de l'extension de la prime de sécurité, elle a donc demandé que les conducteurs acceptent de repousser l'heure de fin de service de 13 h 15 à 13 h 30 et de 20 h 30 à 21 heures afin de mettre fin à la situation paradoxale d'aujourd'hui, où les rames du métro sont plus bondées aux heures creuses qu'aux heures de pointe en raison de la pénurie arti-

ficielle de conducteurs... La RATP souhaitait aussi une réforme du déroulement des carrières qui aurait donné à chaque agent de conduite au moins 50 000 F de salaire supplémentaires sur l'ensemble de sa carrière, mais qui impliquait une diminution de 60 F de la feuille de paie des débutants. Elle entend encore mettre en place des entretiens annuels entre le conducteur et la maîtrise portant sur la sécurité, la ponctualité, la tenue et l'information des voyageurs afin d'accélérer la carrière des meilleurs agents, les manquements aux règlements étant d'ores et déjà sanctionnés.

Ultimes concessions

Si les organisations syndicales ont choisi le recours à la grève alors que les négociations continuaient, c'est qu'elles poursuivent des buts complexes. La CGT qui, par tradition, ne veut d'aucun accord avec la direction, a opté pour la confusion en noyant dans ce conflit les revendications des ébauffeurs de bus, appelés eux aussi à la grève le même jour. Le SAT-autonome (Syndicat autonome traction) et son responsable, M. Daniel Batoz, entendent arracher au gouvernement de gauche cher au mouvement de gauche l'instauration d'un statut pour cause d'élections législatives - d'ultimes concessions pour une catégorie professionnelle habituée à faire plier directions et gouvernements.

Enfin, à l'évidence, les syndicats qui avaient été sérieusement bouculés par le précédent président de la RATP, M. Christian Blanc, cherchent à installer avec son successeur, M. Francis Lorient, un rapport de forces plus favorable.

A. F.

► Renseignements téléphoniques : la RATP met à la disposition des usagers un numéro vert (05-15-11-11) où ils pourront obtenir, le mercredi 10 mars de 5 heures à 21 heures, des informations sur les perturbations du trafic.

Un brin d'espoir

par Alain Faujas

Les grèves à répétition vont-elles se reproduire dans le métro et le RER? Les usagers se demandent si leurs voyages quotidiens et leur existence seront à nouveau compliqués par des conflits mal compris entre la direction et les conducteurs. Leur espoir est fait : ceux-ci sont des privilégiés qui travaillent trente heures par semaine, gagnent de 11 700 francs à 15 300 francs par mois et partent à la retraite à cinquante ans. Mais ils sont tout-puissants, car ils disposent d'une redoutable capacité de nuisance.

La direction avait mis en place une instance de conciliation, présidée par M. Simone Rozba, ancien premier président à la Cour de cassation, afin d'éviter le recours immédiat à la grève en cas de conflit du travail. Celle-ci vient de donner tort aux syndicats, qui s'en moquent puisqu'ils ont refusé de se rendre à ses convocations.

L'opposition s'appuie dès son retour au pouvoir - M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale l'a rappelé - à proposer un service minimum et à étendre à la RATP l'amendement Lamassoure qui prévoit une retenue d'une journée de salaire quelle que soit la durée de l'arrêt de travail.

Ces menaces et cette sanction attendue sont pourtant moins portées d'espoir que le revirement du syndicat GATC (Groupement autonome toutes catégories). Celui-ci s'est désolidarisé, le 8 mars, de la CGT, du SAT et des indépendants en dénonçant la grève fourre-tout qui se préparait et surtout en estimant qu'il était anormal d'appeler la base à voter sur les modalités d'un arrêt de travail alors que celle-ci ignorait les motifs de désaccord avec la direction. Le GATC est surtout représenté dans le RER, où les rames devaient un peu mieux rouler, le 10 mars, que s'il s'était joint au mouvement.

La n'est pas l'intérêt de la rupture du front syndical : pour la première fois, l'on entend des paroles sensées chez des responsables syndicaux jusqu'à présent tentés par la surenchère et la démagogie ; pour la première fois, un syndicat s'interroge sur le bon usage de la grève. Une hirondelle peut annoncer le printemps.

PÊCHE

La chute des cours du poisson

Violents affrontements entre marins-pêcheurs et forces de l'ordre à Nantes

Venus de Bretagne, de Loire-Atlantique et de Vendée, plusieurs centaines de marins-pêcheurs ont manifesté leur colère pendant la nuit du lundi 8 au mardi 9 mars, devant les grilles du marché d'intérêt national (MIN) de Nantes, où de violents affrontements les ont opposés pendant trois heures aux forces de l'ordre.

La manifestation, qui a fait sept blessés parmi les policiers et gendarmes retransmis sur le site, s'est dispersée vers 3 heures sans que les pêcheurs aient pu investir le MIN. En revanche, ils se sont rendus dans un entrepôt frigorifique renfermant des produits de la mer d'importation, qu'ils ont saisis. Une nouvelle fois, les pêcheurs voulaient dénoncer les importations excessives en provenance des pays tiers, et exprimer leur désespoir face à la chute des cours du poisson.

Des incidents, moins violents, avaient eu lieu le matin à Arcachon, où une cinquantaine de pêcheurs avaient déversé 400 kilogrammes de poissons devant la mairie. Le maire d'Arcachon est M. Pierre Lataillade, député européen et spécialiste de la pêche au RPR.

ÉTRANGER

Adversaire d'une dévaluation du dinar

Le gouvernement algérien bloque les salaires

Pour tenter de juguler une inflation qui, en 1992, a atteint officiellement 32 % (bien que, de source officielle, on l'estime beaucoup plus importante), le premier ministre, M. Belaid Abdesslem, vient de décider le blocage des salaires pour une période indéterminée.

ALGER

de notre correspondant

Le blocage des salaires, décidé par le premier ministre algérien, M. Belaid Abdesslem, a été dénoncé par plusieurs médias algériens comme n'étant rien d'autre qu'une opération de séduction en direction du FMI et de la Banque mondiale, s'insère, selon une circulaire en date du 6 mars, dans «le cadre de la relance de l'économie». Cette circulaire vise, en premier lieu, les entreprises publiques et les administrations, mais elle est également vivement recommandée aux entreprises privées.

L'Etat, toujours d'après la circulaire gouvernementale, continuera à agir au niveau des mécanismes de son ressort comme le crédit et

la fiscalité, mais souhaite d'autre part, exercer «l'influence nécessaire sur les partenaires sociaux pour parvenir aux équilibres recherchés». Employeurs, syndicats et entreprises sont donc, eux aussi, «invités à prendre en charge la lutte contre l'inflation», afin d'aboutir à une réduction sensible des coûts de production et de distribution qui viendrait compléter le gel annoncé des salaires. L'Etat avait déjà pris certaines mesures, comme la réduction de la TVA et des droits de douane sur certains produits, l'allocation de crédits en priorité aux activités de production génératrices de plus-values et la bonification des crédits d'exploitation du secteur agricole.

Mais, en six mois, leur incidence sur la spirale inflationniste et la relance de l'économie apparaît dérisoire. Critiqué par les partenaires sociaux pour une certaine rigidité en matière salariale et une loi de finances assortie d'un déficit budgétaire important, M. Belaid Abdesslem assure que son cabinet n'a pas voulu recourir - et ne le fera pas pour dégager des ressources budgétaires - à une nouvelle dévaluation du dinar qui est réclamée par le FMI. Une décision qui induit un manque à gagner certain au niveau du marché financier international.

Malgré le froid et le chaud, M. Abdesslem, en décidant le blocage des salaires, fait cependant des concessions au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Le choix n'est pas facile, car il risque, à court terme, de devoir affronter un monde du travail peu enclin à lui faciliter la tâche. Le premier ministre a déjà pris les devants en affirmant qu'il «ne cédera ni à la surenchère, ni à la démagogie, ni aux pressions extérieures». (Interim.)

ÉNERGIE

En raison de la surproduction dans les pays de l'OPEP

Les prix du pétrole en baisse sensible

Rompant avec la tendance haussière des dernières semaines, les prix du pétrole brut ont enregistré une baisse sensible, lundi 8 mars, à Londres où le baril de Brent, le pétrole de référence au nord du Nord, a cédé 25 cents. A l'origine de cet effacement, la publication par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de son rapport mensuel. Outre une révision à la baisse de la demande de pétrole dans les pays de l'OCEDE au premier trimestre, celui-ci confirme que la production de brut des douze membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a de nouveau augmenté en février, à 25,35 millions de barils/jour, soit près de 150 000 barils de mieux qu'en janvier.

En principe, depuis le 1^{er} mars, la tendance est renversée, les pays de l'OPEP, réunis à Vienne à la mi-février, ayant décidé de réduire leur production de brut pour raffermir les cours. Le comportement du Koweït sera particulièrement observé : il est censé réduire son niveau d'extraction de 2 millions de barils/jour (chiffre officiel) en février, à 1,6 million à compter du 1^{er} mars.

Autre problème qui agite les pays producteurs, l'instauration d'une taxe sur l'énergie aux Etats-Unis. Les ministres du pétrole du Conseil de coopération du Golfe (CCG), dont les pays contrôlent près de 40 % du brut mondial, se réuniront samedi 13 mars en Arabie saoudite pour discuter de la nouvelle taxe américaine sur l'énergie (3,5 dollars par baril). Le Koweït, des Emirats arabes unis, du Qatar, d'Oman et de Bahreïn, qui produisent près de 13 millions de barils/jour, craignent que cette taxe d'encouragement la Communauté européenne à relancer son projet d'imposer - dans le cadre de la lutte contre l'effet de serre - une taxe de 10 dollars par baril de brut, évaluée sur dix ans.

COMMUNICATION

En dépit d'une diffusion en augmentation

La direction de «Courrier international» en butte aux critiques de ses journalistes

La majeure partie des trente-neuf journalistes qui forment la rédaction de l'hebdomadaire *Courrier international* se sont réunis en assemblée générale, lundi 8 mars, ils ont demandé, via leurs délégués syndicaux (Syndicat national des journalistes CGT, SNJ, CFDT, FO), la réunion d'une commission paritaire de conciliation - structure composée des représentants des salariés et des éditeurs de la presse hebdomadaire parisienne, prévue par la convention collective nationale des journalistes - susceptible de statuer sur plusieurs litiges avec la direction.

La rédaction met en cause le plan d'économies prévu en 1993 par cette dernière, les «menaces de sous-traitance de la fabrication du journal» ainsi que «la vente de tout ou partie du titre».

La direction s'est insurgée contre ce communiqué. «Le plan d'économies 1993, présenté il y a deux mois, est très modeste : il tient compte de la mauvaise conjoncture publicitaire et porte sur les frais généraux et les piges, mais il préserve l'emploi», a précisé M. Hervé Lavergne, administrateur de l'hebdomadaire, en disant qu'il n'est «aucunement question de

sous-traiter la fabrication, comme diverses rumeurs veulent le faire croire».

Selon la direction de l'hebdomadaire, ne se pose strictement que la question du «recassement» d'une partie des actions et la vente du titre n'est pas d'actualité. L'un des actionnaires de *Courrier international*, la Compagnie financière du Benelux (33 % du capital), s'est en effet retiré. Sa participation a été rachetée provisoirement par un autre actionnaire à 33 %, la société d'investissement Berlys de M. Pierre Berly, PDG de la société Yves Saint Laurent. «Nous nous sommes donné un an pour reclasser cette participation et trouver un partenaire qui garantisse notre indépendance et nos effectifs, et qui nous permette de procéder à des investissements», nous a affirmé M. Lavergne.

Lancé en novembre 1990, *Courrier international*, qui offre des articles traduits en français et sélectionnés à partir de 5 000 titres, présente une diffusion en hausse, qui frôle les 80 000 exemplaires selon l'éditeur (50 000 en 1991), selon l'Office de justification de la diffusion, OJD).

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

9^e arrdt

FOLIES-BERGERES, Proche Vaux LOFT, Prestations luxueuses, 4 200 000 F.

LEHMS. 40-30-34-60

10^e arrdt

CANAL ST-MARTIN 400 m² pl REPUBLIQUE imm. stand. 80 m² déposé soléi avec vitraux, 1 700 000 F. Prix complet : 48-04-07-70

appartements achats

Rach. URGENT 100 à 120 m²

Paris. Préf. 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e. Prix compl. ch. notaire, 48-73-45-07

locations

non meublées

offres

Paris

M^e BEL-AIR, Beau studio, Balcon 60 m², Parking, 3 300 F + ch. 40-44-74-71

pavillons

MAROLLES-EN-BRIE

VAL-DE-MARNE

Ville 7 PIÈCES sur 900 m² terrain, Rez-de-chauss., adjour. dote esthétique, cheminée, 2 charbonniers, salle de bains, cuisine équipée, wc, buanderie, 1^{er} ét. : 2 chambres, s. de bns, dressing, Garage 2 voitures, terrasse 200 m². Quartier résidentiel, proche commerces, écoles, lycée, équipements sportifs, golf, tennis, centre équestre.

Prix : 1 500 000 F.

Achèt 19 h : 46-98-12-78

propriétés

AGE DIONISANCY

MALNOY

ANCIEN COLLEGE PRIVÉ (PENSIONNAT)

BRIEAC A OUDON

Tél. : 80-30-21-82

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL

OCCUPATIONS

et tous services. 43-55-17-50

CHATELET

12 Dardennes, 4^e ét. asc. Escalier ext. Pyspire : 42-71-23-30.

Trois millions qui changent tout

هنا نحن النحل

ENQUÊTE

Interminable chômage



Trois millions qui changent tout

Suite de la première page

Parfois, mais ils ne l'avaient pas forcément, ils ont des raisons personnelles de se préoccuper de la gravité de la situation. Tel, qui appartient au giron des effectifs, s'inquiète de l'avenir de ses deux fils, brillamment diplômés. Par le biais des perceptions de sa fille, se chagrine, un autre, patron de droit divin d'un grand groupe de la distribution, touche du doigt le sort. Ainsi, selon le paradoxe toujours vérifié des petites causes et des grands effets, la découverte de la réalité, et de la vulnérabilité de leurs proches conduit ces privilégiés à s'insurger enfin et, au mieux, à agir.

Peu importe les motivations finalement, voire le caractère concret ou non de leurs pétitions de principe. Il suffit déjà qu'elles existent pour signifier la tentation d'un début de remise en cause des logiques strictement économiques par leurs praticiens mêmes. Et, de ce point de vue, les exemples ne manquent pas, depuis des mois. Chronologiquement, il y a d'abord eu la Fondation des entreprises pour l'insertion par l'économie, où l'on trouve Philippe Francès (Darty) aussi bien que Michel Praderie (ex-Renault), et qui soutient des expériences originales pour favoriser le retour dans une activité professionnelle de publics en difficulté. Puis, successivement, sont apparus le « manifeste pour l'emploi » du *Nouvel Observateur*, signé par quatorze chefs d'entreprise, et le « manifeste des entreprises contre l'exclusion », paré d'une trentaine d'autres, inspiré notamment par le Centre français du patronat chrétien (le Monde du 27 et 28 décembre). L'intéressant est que, à deux exceptions près qui se situent dans le sil-

lage d'Antoine Riboud, les noms ne sont pas les mêmes, qui représentent la fièvre fleur du patronat éclairé (Jérôme Monod, Robert Fitzpatrick, Jacques Maillot, Michel Albert, Michel-Edouard Leclerc, etc., dans un cas, Jean Gandois, Jean-Yves Haberer, Heori Lachmann, Francis Mer, etc., dans l'autre).

Ensuite ? A l'issue des travaux d'une des commissions qu'il présidait pour la préparation du XI^e Plan, dont le rapport conclut à la nécessité de « la performance globale », M. Jean Gandois a fait observer, pour s'en inquiéter, que les intérêts des entreprises et de la société tout entière se mettaient à diverger (le Monde du 9 mars). Terrible retour de bâton quand, justement, les années 80 avaient consacré la réconciliation des Français avec l'économie. Depuis, on a vu plusieurs dirigeants, dont Jean Peyrelevade (UAP) et Antoine Guichard (Casino), participer aux investigations de M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, pour mettre au jour « le glissement des emplois dans les services » et en faire une alternative à la suppression des effectifs dans l'industrie (« le Monde Initiatives » du 3 mars). Là encore, un comité de parrainage a été créé, avec des employeurs, chargé d'accompagner les initiatives.

Enrayer les excès

Enfin, la semaine dernière, en avant-garde d'une opération lancée par une dizaine de groupes rassemblés au sein d'« Entreprises et cité » (Rhône-Poulenc, Bolloré, Sfrax, Pierre et Vacances, etc.), M. Claude Bébér, PDG du groupe d'assurances AXA, a donné un contenu social, pour son entreprise, à sa démarche.

Avec diverses dispositions innovantes en tête, dont la garantie de l'emploi à vie en contrepartie de certains engagements, le « travail à temps scolaire », les horaires flexibles, on la création d'un « cadre de réserve » pour les salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans, il se fait fort d'augmenter ses effectifs de 4 % à 5 %, alors que la tendance était à la baisse. « Nous sommes agacés d'être accusés de ne pas nous soucier de l'emploi », lâchait-il en présentant son projet qui, s'il était généralisé, aboutirait à 600 000 ou 700 000

(+24 % sur un an en moyenne) explique ces comportements nouveaux. La perception de « ce cancer », comme disait antérieurement le président de la République, s'en trouve modifiée. Parce que chacun comprend qu'il peut ne pas être épargné, les dégâts psychologiques se font considérables, qui entachent les rapports sociaux, y compris dans les classes aisées qui s'imaginaient à l'abri. Des amis, des voisins, des membres de la famille et jusqu'à des camarades de promotion sont touchés. Le licenciement étant devenu aveugle, sans rap-

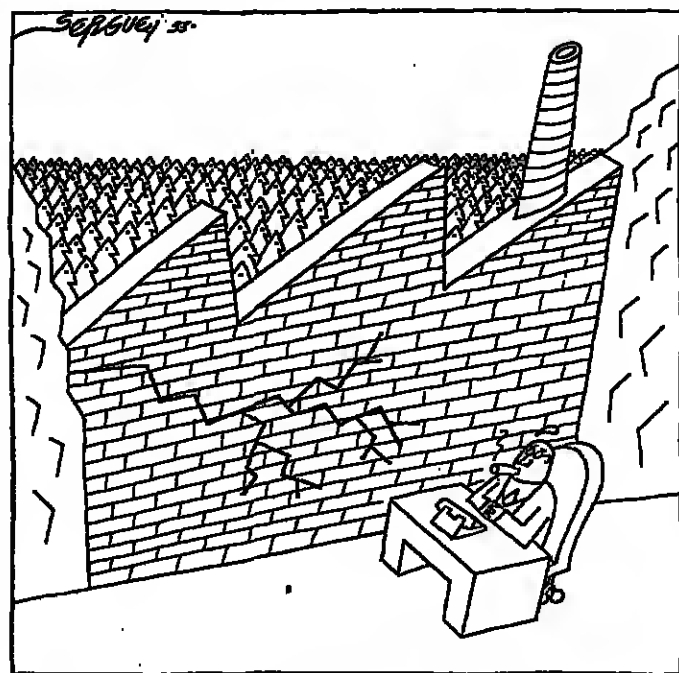
observant que les cadres l'admettent difficilement. M. Dominique Balmay, délégué à l'emploi, constate de son côté que « le processus de la qualité totale atteint désormais les salariés qualifiés », après avoir emporté les ouvriers et les employés. Les administratifs et les sièges sociaux sont dans l'œil du cyclone. D'où les conséquences sur la région parisienne et Rhône-Alpes, où le chômage progresse plus vite que la moyenne nationale.

Les effets se font sentir au plus banal du quotidien. On consomme moins, on évite de s'endetter, et on réduit son train de vie. Ce n'est pas du tout un hasard si la démonstration apportée par une étude de l'INSEE, en novembre, selon laquelle un chômeur diminue sa consommation de 25 % en moyenne, a provoqué un intérêt hors de proportion. Après tout, cela devait relever de l'évidence. Mais, avec trois millions de chômeurs, et des millions de gens menacés, l'annonce a produit un électrochoc.

Les dangers de l'exclusion

Les menaces que cette situation fait peser sur l'équilibre de la société sont donc enfin comprises. Il s'agit du chômage de longue durée, c'est-à-dire de plus d'un an, qui a justifié l'opération présentée par M. Pierre Bérégovoy de façon hasardeuse, et avec des objectifs discutables (plus un chômeur de longue durée sur 1^{er} novembre 1992), mais qui avait le mérite de poser le problème. Alors qu'on en comptait 917 000 au moment du discours d'investiture du premier ministre, était-il tolérable que la barre du million de chômeurs de longue durée soit franchie ?

Aujourd'hui, en dépit des efforts accomplis, le chiffre est pratiquement inchangé et le risque demeure. Cela revient d'ailleurs à penser que les CES (contrats d'emploi-solidarité), successeurs des TUC destinés aux



créations de postes en France. Bien décidé à « se mouiller sur le sujet », il ajoutait que ses confrères et lui avaient le « soul d'arbitrer en faveur de l'emploi chaque fois que c'est possible », et considéraient que le bilan du productivisme était allé trop loin.

Tout cela ne se limite pas à des vœux pieux. Derrière pointent des sentiments mêlés, qui vont de l'impuissance à l'angoisse ou jusqu'à la peur presque panique de voir la mécanique s'enrayer à cause de ses excès, balayait tout sur son passage. Inductible, la montée du chômage fait redouter le pire à ces patrons qui, pour certains d'entre eux, imaginent les conséquences sociales d'un scénario catastrophe. C'est pourquoi, alors même que le CNPF reste étonnamment absent du débat, ils tentent de prendre les devants, même s'ils le font avec des moyens modestes.

Entre autres facteurs, l'intrusion brutale du chômage chez les cadres

port avec les mérites supposés, le sentiment d'injustice grandit, provoque démotivation et méfiance.

Découvrir, au travers de l'opération « 900 000 chômeurs de longue durée », que des cadres pouvaient être pris au piège de leurs diplômes et de leur niveau de carrière a en outre perturbé. Comment des entreprises, qui peuvent trancher dans le vif sans y mettre de jugement de valeur, peuvent-elles à l'inverse conserver les attitudes de suspicion qu'elles avaient il y a dix ans à l'égard des chômeurs cadres, quand elles croyaient que leur situation caecait nécessairement une tare ? M. Jean-François Collin, directeur général de l'ANPE, pense que la période peut être jugée bonne pour rompre avec « la logique de l'homme » décrite par Philippe d'Iribarne (1). « On assiste à un bouleversement culturel, qui permet de remettre en cause les exigences de salaire et de fonction élevées », dit-il.

adultes essentiellement) ne disparaissant pas de sitôt, malgré les propos alarmistes de l'actuelle opposition. Il sera difficile d'abandonner un programme qui a accueilli 500 000 personnes en 1992 et en contient encore 360 000, pour la plupart promis au chômage, sinon, à partir d'avril ou de mai.

Pour ces raisons, également, les dangers que fait courir l'exclusion deviennent maximaux. Trop de banlieues déshéritées sont maintenant au bord du gouffre, et certaines sans doute prêtes de sombrer dans le processus destructeur qui conduit aux ghettos. Des familles entières, des adultes sont frappés plus durement que jamais. Mais ce sont les jeunes, une fois de plus, qui font figure de victimes extrêmes, parfois marginalisés pour la vie entière.

Un dernier changement, là encore, risque de tout précipiter. Avec les chiffres du chômage de janvier, on a commencé à comprendre que, si les arrivées à l'ANPE à la suite d'une mission d'intérêt ou d'un contrat à durée déterminée diminuaient si fortement, ce n'était certainement parce que, en arriant, les embauches de ce type se raréfiaient. Ce que confirment d'ailleurs les professionnels du travail temporaire, en proie à une chute d'activité. Mais la conclusion de cette observation est également redoutable. Déjà décriés, les emplois précaires assurent de moins en moins un minimum d'insertion.

ALAIN LEBEAUBE

(1) Philippe d'Iribarne, *La Logique de l'honneur*, Editions du Seuil (1989), 279 pages, 150 F.

Prochain article :

Cadres à l'encan
par Jean Menanteau

Dans « le Monde diplomatique » de mars

Vers une révolution du travail

Avec, désormais, trente-cinq millions de chômeurs, les pays industrialisés affrontent un cataclysme qui n'a rien de conjoncturel. Le discours politique — la campagne électorale française le montre — demeure cependant ignorant de cette réalité dont il ne perçoit pas la nouveauté. Les bouleversements en cours montrent qu'il faut de moins en moins de main-d'œuvre pour obtenir de plus en plus de biens et de services. Une révolution s'opère dans l'usage du temps, faite de quoi, privées de repères, les démocraties s'enfoncent dans l'exclusion et le désespoir. Dans un dossier exceptionnel de six pages, Jacques Robin, Paul Robert, André Gorz, Gérard Filoche, René Passat, Jean-Paul Maréchal, Jacques Freyomat, Jean Chesneau, Mireille Azzoug, Carlos Pardo et Bernard Cassen examinent les implications de cette formidable mutation.

D'autre part, le *Monde diplomatique* consacre plusieurs articles à l'avenir de l'Europe. Paul-Marie de La Gorce se penche sur le rôle de l'OTAN comme facteur de prépondérance des Etats-Unis sur le Vieux Continent. Sverbor Dizdarevic dénonce les irréconciliables postulats du plan Owen-Vance pour le

Bosnie-Herzégovine. Alain Royers décrit le parcours des Tsiganes ballottés d'un pays à l'autre. Eriténde Catebuq suit la naissance d'une nouvelle République, le Bénin.

Dans ce même numéro : La Casaca en feu (Ignacio Ramonet) ; Les tribulations du marché unique nord-américain (Jean-Michel Lacroix) ; M. Clinton abandonne l'ultralibéralisme (Serge Halimi) ; Les militaires face à l'explosion démocratique en Afrique (Philippe Lymarie) ; La « bataille finale » du général Eyadéma au Togo (Corin M. Toussaint) ; L'impossible mutation du président Mobutu, (Colette Braeckman) ; Israël : la déportation (Daphna Golan) ; Batna, une petite ville algérienne dans le vertige des peurs et des frustrations (Florence Baugé) ; Succès et impasses de l'« ordre nouveau » indonésien (Gabriel Defert) ; Publicité et manipulation sociale (Jacques Blois-zewski) ; La détresse de la presse quotidienne en France (Michel Diard) ; Sondages à mensonges (Pierre Martin).

Egalement au sommaire : « Paquets ou le regard ravi », une nouvelle de Mohammed Dib. En vente chez votre marchand de journaux, 20 F.

CHRONIQUE DES NON-TRAVAUX FORCÉS

par Jean-Pierre Dautun

167^e jour

Transports en commun

Jean-Pierre Dautun est un lecteur parisien au chômage — il était cadre supérieur dans un « secteur sinistré » (la publicité), — et nous a adressé son journal, dont nous publions des extraits sous forme de chronique, tout au long de notre enquête.

Combien de chômeurs dans cette rame ? Si l'on en croit les statistiques, trois millions pour trente millions d'écrits font un sur dix. Combien portent au revers l'étoile noire ? Moi-même j'en ai l'air d'un cadre octif. Pour chaque groupe, de dix personnes de cette rame, il y en a un qui fait semblant d'être un actif. Mettons que je compte pour les dix personnes autour de moi. Dans le groupe de dix personnes suivants, quel est l'hypocrite chômeur, mon semblable, mon frère ? Combien sont déguisés comme moi en businessmen comblés, ou débordés ? Combien dans ce wagon ? Deux ? Trois ? Davantage, et jamais, par hasard, le wagon suivant n'en comporte aucun ? Est-ce cette grosse dame ? Ce petit monsieur ? Ces trois étudiants, bientôt, peut-être, mais pas encore.

Peut-être devrais-je le demander.

Je n'aurais qu'à dire : « Mesdames et messieurs, un moment de votre attention, s'il vous plaît. J'aimerais vous demander de participer à une petite expérience. Vous savez qu'il y a aujourd'hui un demandeur d'emploi pour dix personnes. Je suis celui des dix personnes autour de moi. La demandeur d'emploi des dix personnes suivantes veut-il lever la main, s'il vous plaît, pour que nous puissions vérifier ensemble les statistiques ? Merci. C'est donc vous monsieur ? Enchanté. Y en a-t-il d'autres ? Ceci pour voir si cette rame est dans la moyenne. Ah ! nous devons être hors statistiques, je vois ici cette dame et là ce monsieur... Je vous remercie. Messieurs, Madames : voulez-vous que nous bevardions un instant de notre sort, si vous ne descendez pas tout de suite ? Pour ma part, j'en serais ravi ».

Mais non. On peeste la Muette. Le rame et le reste aussi. Et moi dedans.

Et soudain : « Excusez-moi, messieurs-dames si je vous dérange. Mais je suis sans ressources et sans domicile avec deux enfants à nourrir. Je sais bien que ce n'est pas agréable pour vous, mais je préfère encore demander la charité que de voler. Alors si vous pouvez me dépanner d'une pièce de monnaie ou d'un décat-restauration. Avec mes remerciements à tous et une bonne journée ».

C'est défilé derrière moi, derrière les gens autour de moi. Cette voix, grêle, mécanique, étouffe, qui égrène cette complainte comme un chapelet de vieille bigote, avec un ton monocorde, personne n'en fera l'enregistrement, et aucune archive historique ne la donnera, plus tard, pour ce qu'elle est : la couleur du son des années 80, son spectre. La voix du speaker Pathé-Journal fut celle des années 30, le brouillage radio celle des années 40, le commentaire de foot celle des années 50, la voix de Catherine Langeais celle des années 60, la guitare électrique saturée celle des années 70, la FM gonflée de basses celle des années 80. Celle-là, la complainte du mendiant de métro, est la banda originale des *nineties*.

Quel adjectif pour ces *nineties* ? Il faut un adjectif per décennie. Témoin les *roaring twenties*. Les stations se succèdent, continuons. Les *swinging sixties*, les *glossy eighties*. Les *begging nineties*, terminus.

La complainte est finie aussi. Personne ne tourne la tête et moi non plus. Déjà immobiles, les passagers deviennent engourdis, d'une immobilité trop réglée pour être honnête. On laisse passer cette voix dans la ferraille du trajet, comme on subit le bruit de la rame allemande. Peut-être avec un imperceptible mouvement pour rentrer la tête dans les épaules, oh, si imperceptible qu'il est une pensée de mouvement plus encore qu'un vrai geste. Juste comme un frisson d'humidité mentale. Voilà qu'il repleut de la misère. Et rien pour s'abriter. Sale temps.

CADEAU : Un pack lors de l'achat d'un MACINTOSH (Boîte POSSO + disquettes + un tapis souris)

Centris 610
4/80 + 12" h/b + Clavier + Works 3.0

AMOVIBLES SYQUEST:
44 MO: 2389F
88 MO: 3198F

15995F

Apple Computer

Le Monde EDITIONS

Social : Par ici la sortie !
Alain Lebaube

La compétitivité des entreprises et de notre économie passe par la modernisation des rapports sociaux. Face à l'immobilisme des organisations syndicales ouvrières et patronales, de l'Education nationale et de l'Etat, des expériences innovantes dessinent ici et là les contours d'un nouveau système où la production et le social seraient confondus.

Un livre d'essai, sans illusions, sur les vrais enjeux de la modernité.

157 pages, 120 F.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

GRUPE BNP
ESTIMATION DES RESULTATS DE 1992

- Le Conseil d'Administration de la BNP a pris connaissance des estimations de résultats du Groupe pour 1992.
- Le produit net bancaire, proche de 40 milliards de francs, enregistre une progression de 5,2 %. Les frais généraux et amortissements ont augmenté de 3,7 %. Dans ces conditions, le résultat d'exploitation du Groupe atteint 11,8 milliards de francs, en hausse de 8,9 %.
- Le résultat net sera affecté par la croissance des provisions notamment dans le domaine de l'immobilier d'entreprise et par une diminution substantielle de la contribution des sociétés mises en équivalence.
- Pour ces raisons, le résultat net, part du groupe, serait de l'ordre de 2,1 milliards de francs, contre 2,9 milliards en 1991.

Le Conseil d'Administration arrêtera les résultats définitifs de la banque lors de sa séance du 31 mars 1993.

Tout ce qu'une banque doit vous apporter.

BNP

VIE DES ENTREPRISES

Avec près de 2,7 milliards de francs de pertes en 1992

Le premier assureur norvégien en difficulté

Le premier assureur norvégien, Uni Storebrand, sous administration publique depuis août 1992 après la suspension de paiement de ses dettes, a annoncé lundi 8 mars une perte globale de 3,4 milliards de couronnes norvégiennes (près de 2,7 milliards de francs) en 1992, contre un bénéfice de 471 millions de couronnes en 1991.

Uni Storebrand New, nouvelle société d'assurances créée en août par le ministère des finances après la faillite de l'ancienne, a enregistré pour sa part une perte nette de 1,44 milliard de couronnes. Le résultat négatif de l'ensemble du groupe Uni est essentiellement à l'impact des moins-values sur les actifs qu'il détient de l'assureur suédois Skandia. Uni Storebrand possède 28 % du capital de Skandia.

Opposée aux 1 000 départs volontaires prévus

La CFTD propose de mettre à contribution les hauts salaires chez Bull

L'annonce par la direction de Bull de la suppression en 1993 de mille emplois dans les usines françaises du groupe, grâce à des départs volontaires hors plan social, continue de faire grincer des dents (le Monde du 5 mars). Dans un entretien accordé, lundi 8 mars, à l'AFP, M. Michel Charbonnier, délégué CFTD de l'entreprise, a rappelé que son organisation «exigeait avec fermeté un plan social» seul susceptible, selon lui, d'explorer d'autres pistes d'économies. Dans cette perspective, il a notamment proposé que les hauts salaires de l'entreprise participent davantage aux efforts demandés au personnel.

Faisant observer que 8 % des effectifs (soit 1 134 cadres) consomment 16 % de la masse salariale, «aucune autre entreprise du secteur n'atteint, selon le délégué CFTD, de tels niveaux». M. Charbonnier considère que «l'on trouverait un gisement d'économies farouches» en révoquant la répartition des tâches, en déléguant un peu plus et en créant de surqualifier les postes de travail.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CMP CRÉDIT MUNICIPAL DE PARIS

Poursuivant la tendance amorcée depuis plusieurs années, les résultats provisoires du CMP, tels qu'ils seront soumis prochainement au Conseil d'Orientation et de Surveillance pour approbation, laissent espérer une amélioration significative des résultats après provisions et après impôts. Ces résultats se situent autour de 10 millions, soit approximativement deux fois plus que l'an dernier.

Cette amélioration est liée à une légère progression du Produit net bancaire, malgré une conjoncture difficile et aussi à la poursuite de la baisse des amortissements.

Le CMP a ainsi fait preuve de sa capacité à affronter sous difficulté une période conjoncturelle peu favorable.



Le conseil d'administration de la compagnie LA HENIN VIE, réuni le 1^{er} mars 1993 sous la présidence de M. Philippe PONTET, a arrêté le bilan et les comptes de l'année 1992.

Activité : le total des primes nettes encaissées en 1992 s'est élevé à 3 124 millions de francs, en augmentation de 70 % sur le précédent exercice. La progression moyenne sur les cinq dernières années est de 62 % l'an.

Résultats : le montant total des provisions techniques atteint 8 835 millions de francs au 31 décembre 1992, en augmentation de 46 %, et le bénéfice net avant impôt ressort à 49,7 millions de francs. Le bénéfice après impôt s'établit à 37,2 millions de francs, en progression de 27 % par rapport à l'exercice précédent.

L'activité satisfaisante enregistrée depuis le début de l'année permet d'envisager une nouvelle progression des résultats en 1993.

CRÉDIT

Endetté par le rachat des Caves de Roquefort

Besnier ouvre aux banques le capital de la SOFIL

Endetté par ses multiples acquisitions de ces dernières années (Bridel, Valmont, Girod, les Caves de Roquefort...), le groupe laitier Besnier a décidé d'ouvrir à ses banquiers le capital de sa filiale SOFIL. Le Crédit lyonnais, la Société générale et la BNP ont, en effet, annoncé, lundi 8 mars, leur entrée, à hauteur de 40 % environ, dans le capital de cette société. Réalisée à parts égales par les trois établissements, cette prise de participation s'est effectuée à l'occasion d'une augmentation de capital de plus de 700 millions de francs, ont précisé les banques.

La SOFIL (Société de financement de l'industrie laitière) avait été créée par Besnier, à l'automne dernier, à l'occasion du rachat, au groupe Nestlé, de 69,5 % du capital

des Caves de Roquefort. Un rachat que le groupe dirigé par M. Michel Besnier avait payé un prix relativement élevé : la transaction s'est faite sur un prix valorisant les Caves à 1,5 milliard de francs alors que le sociétaire avait enregistré un déficit de 6,64 millions de francs pour un chiffre d'affaires consolidé de 1,79 milliard de francs au premier semestre 1992 (le Monde du 20 octobre 1992).

La SOFIL, dont M. Besnier avait indiqué qu'elle était «destinée à être une structure de prise de participations dans des sociétés agro-alimentaires, et plus spécialement dans les industries laitières», porte aussi, depuis la fin décembre, la participation de 8,1 % (5,02 % des droits de vote) de Besnier dans le

capital des Fromageries Bel (Fromages Indus). Besnier semblait alors se mettre en position d'attente face aux problèmes de succession qu'était susceptible de connaître ce concurrent.

«Besnier est le premier groupe laitier européen et un des industriels laitiers les plus performants, comme l'a montré la BNP, pour expliquer son entrée dans le tour de table de la SOFIL. Nous sommes le principal banquier du groupe, nous l'avons donc accompagné dans ses besoins pour faire face à la prise de contrôle de Roquefort.» Le Crédit lyonnais, en revanche, qui détient le solde des célèbres Caves, ne participe pas au tour de table.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

■ Kymmene (papier) a perdu 1,35 milliard de marks finlandais en 1992. Le premier groupe forestier finlandais, Kymmene, a annoncé, lundi 8 mars, une perte de 1,35 milliard de marks finlandais (1,273 milliard de francs) en 1992, après une perte de 1,299 milliard de marks finlandais en 1991. Le chiffre d'affaires s'est élevé l'année dernière à 13,607 milliards de marks finlandais (12,75 milliards de francs), presque inchangé par rapport à 13,448 milliards de marks de 1991. Le groupe employait 16 950 personnes à la fin de l'année dernière, soit 440 de moins qu'en 1991.

■ Legrand : bénéfice net en baisse de 6,54 %. — Legrand, spécialiste du petit équipement électrique, a dégagé en 1992 un résultat net part du groupe de 637 millions de francs, en baisse de 6,54 % par rapport à 1991 (703 millions de francs), selon un communiqué publié lundi 8 mars par le groupe. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 10,25 milliards de francs en hausse de 3 % sur 1991 (9,95 milliards de francs). A taux de change et structure comparables, cette progression aurait été identique. Le résultat de 637 millions de francs a été amputé de près de 100 millions de francs par les dévaluations et prélèvements fiscaux exceptionnels du dernier trimestre.

NOMINATIONS

■ M. Jacques-Louis Lions rejoint Dassault-Aviation. — M. Jacques-Louis Lions qui a récemment quitté ses fonctions de président du Centre national d'études spatiales (CNES), poste qu'il occupait depuis le 23 octobre 1994, rejoindra la société Dassault-Aviation pour y assurer la fonction de conseiller scientifique et spatial. Ancien élève de l'École normale supérieure, Jacques-Louis Lions, qui est professeur au Collège de France, est un spécialiste des méthodes d'analyse et de contrôle des systèmes, mais aussi des traitements mathématiques, numériques, informatiques et de leurs applications à la mécanique et à la robotique. Jacques-Louis Lions est membre de l'Académie des sciences depuis 1973 et ancien président de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique. Il préside le conseil scientifique de l'École de la Mécatronique nationale et il est aussi conseiller scientifique auprès du directeur-général d'EDF.

■ Total : M^{me} Caroline Mille nommée directrice des ressources humaines. — A compter du 15 mars, M^{me} Caroline Mille est nommée directrice des ressources humaines et de la communication du groupe pétrolier total, en remplacement de M. Guy Bizot, nommé directeur délégué auprès du président. Titulaire d'un DES de droit social, M^{me} Mille a travaillé dans le groupe Rhône-Poulenc avant de rejoindre, en 1987, le groupe chimique Orkem puis, à partir de septembre 1987, la compagnie Total.

PROJETS

■ BT tente de devenir opérateur aux États-Unis. — BT (ex-British Telecom), le principal groupe britannique de télécommunications, tente une percée outre-Atlantique. Le grand rival de France Telecom va demander, dans les jours à venir, aux autorités américaines l'autorisation de devenir opérateur d'un réseau privé de télécommunications aux États-Unis, a annoncé lundi 8 mars la société. BT veut s'implanter sur le marché prometteur des «réseaux internationaux virtuels» (IVN), destinés à faciliter les communications internes des sociétés ayant des bureaux disséminés à travers le monde. Les projets de BT pourraient être combattus par les principales compagnies de télécommunications américaines, comme ATT, Sprint ou MCI qui estiment n'avoir pas de possibilités similaires pour s'implanter en Grande-Bretagne. Des discussions sur ce sujet sont en cours entre la commission fédérale des communications (FCC) et le ministère britannique du commerce et de l'industrie (DTI), selon le Financial Times.

■ Bridgestone va produire de l'électricité en brûlant des vieux pneus. — Le fabricant de pneus japonais Bridgestone Corp. a annoncé, lundi 22 février, qu'il allait construire un générateur permettant de produire de l'électricité en brûlant des vieux pneus. Ce générateur, d'un coût de trois milliards de yens (140 millions de francs environ), fournira de l'électricité à l'usine Bridgestone de la région de Tochigi, dans le nord du Japon. Il devrait être mis en marche au second semestre 1994 et produire 3 000 kilowatts à l'heure, en brûlant 1 400 tonnes de pneus par mois.

ENQUÊTE

■ Fusion Crédit Suisse-BPS : une enquête pour déceler d'initiales en queue. — Une enquête pénale pour l'implication de délit d'initiales a été

ouverte à Zurich au sujet de la reprise par le Crédit suisse de la Banque populaire suisse (BPS), respectivement troisième et quatrième banques suisses. Fin décembre 1992, le Crédit suisse holding avait proposé aux actionnaires de la BPS une offre d'échange contre des actions Crédit suisse jugée attractive (trois actions nominatives Crédit suisse contre une part social BPS). Pen avant l'annonce officielle de l'opération, le cours des parts sociales de la BPS était passé en Bourse de 680 francs suisses à 755 francs suisses. Les cours avaient par la suite, continué de monter jusqu'à 1 045 francs suisses.

LICENCIEMENTS

■ Philippe Venet (haute couture) licencie tout son personnel. — Une des vingt-et-une maisons de couture parisiennes, Philippe Venet, fondée en 1962, s'apprête à licencier la totalité de son personnel. Ses dix ouvrières des ateliers et assistants de studio ont reçu leur lettre de licenciement. Ces licenciements devraient être effectués fin mars. Les difficultés de l'entreprise se sont aggravées, il y a un an et demi, lorsque le principal associé de licence de la maison, avec la société japonaise Five Foxes, n'a pas été renouvelé. Le chiffre d'affaires de Philippe Venet pour la haute couture a atteint 6 millions de francs en 1992, auxquels s'ajoutent environ un million de francs provenant de licences d'accessoires. Philippe Venet, dont 70 % de la clientèle est américaine, est actuellement en pourparlers avec deux groupes pour la reprise de sa maison.

ASSOCIATION

■ IBM, Apple, Motorola fédèrent autour de leur technologie RISC. — Une association, réunissant sept grands constructeurs informatiques et électroniques, vient de se créer pour promouvoir la nouvelle génération d'informatique basée sur la technologie à instruction réduite, RISC. La Power Open Association Inc., dont la mise en place a été annoncée mardi 9 mars par un communiqué, réunit Apple, Bull, Harris, IBM, Motorola, Tadpole Technology et Thomson-CSF. Ce «club» constitué pour imposer un standard vise clairement à contrer une autre association créée il y a un an par Hewlett-Packard et huit industriels américains et japonais dans le but de promouvoir leur technologie RISC. La technologie RISC (Reduced Instruction Set Computing) doit permettre aux futurs ordinateurs de travailler plus rapidement grâce à un nombre d'instructions de base réduit.

ACHATS

■ Hôtellerie : quatre acquisitions pour l'immobilière hôtelière. — Le groupe Immobilier hôtelière, qui concentre son activité sur les hôtels haut de gamme qu'il fait exploiter par des grandes chaînes, vient d'acquies quatre nouveaux établissements, portant son patrimoine à dix unités, a annoncé lundi 8 mars la société dans un communiqué. Le groupe, à travers sa filiale belge Crédicom, a acheté deux hôtels en Espagne, à Séville (le Palmera Real) et à Xeres (le Montecastillo). Des négociations sont en cours pour désigner les gestionnaires de ces établissements. Deux autres acquisitions ont été réalisées aux États-Unis, en association avec la société américaine Kensico Properties, gestionnaire de ces établissements, à New-York (le Lowell) et à Beverly Hills (l'Ermitage).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 9 mars = Indécise

Séance indécise mardi 9 mars à la Bourse de Paris, qui s'est terminée sur le second souffle après avoir franchi lundi le seuil des 2 000 points de l'indice CAC 40. En hausse de 0,29 % à l'ouverture, le CAC 40 a cédé au milieu de la journée sur un petit repli de 0,06 % à 2 002,97 points.

Le volume des transactions était peu important. Certains investisseurs profitent de l'apathie boursière qui se manifeste un peu partout à Londres et Wall Street ont atteint des niveaux records — pour dégrader des bénéfices. Un certain doute commence également à s'insinuer dans les esprits à l'égard des perspectives des taux d'intérêt allemands. Le vice-président de la Bundesbank, M. Hans Tietmeyer, a déclaré

mardi 9 mars dans le quotidien qu'il ne voyait pour le moment aucun «contour» pour un changement des taux directeurs allemands. Les menaces espagnoles de renouer la mise en œuvre de l'espace économique européen et la mise en minorité du premier ministre britannique, M. John Major, lundi à la Chambre des communes, ont également ébranlé les douces tentations.

Pour l'instant, le sentiment d'ensemble reste positif en raison de la baisse sensible des taux d'intérêt à long terme (obligations) dans le monde. M. Jacques de la Roubini, le gouverneur de la Banque de France, juge cette déviation favorable à une reprise économique.

Du côté des valeurs, l'agitation autour de Suez se calme un peu, même si le volume des transactions reste important.

NEW-YORK, 8 mars ↑ Meilleure performance depuis septembre 1992

Wall Street a établi un nouveau record lundi 8 mars, enregistrant dans le même temps sa meilleure performance depuis septembre dernier grâce à une nette baisse des taux d'intérêt à long terme et à la formation des places étrangères.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a culminé à 3 489,42 en hausse de 64,84 points (+ 1,9 %). Le précédent record (3 442,14) avait été établi le 5 février dernier. Les échanges ont été importants avec quelque 276 millions de valeurs traitées.

La progression de Wall Street a été amorcée dès l'ouverture grâce à la bonne tenue des Bourses de Londres et de Tokyo. La poursuite du mouvement de recul des taux d'intérêt à long terme n'a fait que stimuler la cote par la suite.

Les taux continuent à se dégrader de manière spectaculaire en raison de l'orthodoxisme masqué par le plan de réduction du déficit du président Bill Clinton.

Le mouvement de hausse s'est accentué dans la dernière demi-heure de transactions, mais le marché n'a pas réussi à conserver un gain de 70 points, en raison du décalage des coupes-circuits.

LONDRES, 8 mars ↑ Record battu

La Bourse de Londres, confiante en l'évolution de l'économie britannique, a battu ce nouveau record lundi 8 mars dans le sillage de Wall Street et de Tokyo.

L'indice Fortale des cent grandes valeurs a progressé de 35,2 points (1,2 %) à 2 987,3, battant son précédent record de clôture de 2 922,1 établi vendredi et inscrivant ainsi un nouveau record hebdomadaire de 2 968,3 peu avant le début de la séance.

La tendance a été encouragée par l'annonce d'une hausse plus forte, que prévu de l'encours des crédits à la consommation en janvier, ce qui traduit un relâchement de la confiance des consommateurs, selon le Trésor.

Une étude du patronat indique, par

Ces derniers freinent les échanges lorsque Wall Street gagne ou perd plus de 60 points.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est tombé à un nouveau plancher historique à 6,71 % contre 6,74 % vendredi. Il s'est descendu à 6,68 % en début de séance.

VALEURS	Cours de 8 mars	Cours de 7 mars
Alcatel	20 280	20 280
ATF	58 12	58 12
Banque	34 06	34 06
Chem. de France	38 14	38 14
De Post de France	48 34	48 34
Electricité	53 12	53 12
Ensemble	62 34	62 34
Fin	48 14	48 14
Long terme	62 34	62 34
General Electric	39	39 34
IBM	72 10	72 10
Shell	68 10	68 10
ITT	77 12	77 12
Medi	87 28	87 28
Philips	68 12	68 12
Schneider	89	89 34
Toshiba	62	62
Unic. de la Méd.	112 12	112 12
Union Carbide	18 78	18 78
Unilever	48 14	48 14
Veolia	13 14	13 12
Woolworth	62 34	62 34

TOKYO, 9 mars ↑ Hausse de 0,9 %

La Bourse de Tokyo a terminé en hausse mardi 9 mars, l'indice Nikkei gagnant 161,83 points, soit 0,9 %, pour clore à 17 848,30 points.

Au cours de la séance, le Nikkei avait dépassé la barre des 18 000 points pour la première fois depuis cinq mois et demi avant de retomber dans l'après-midi. Le volume des transactions a fortement augmenté à 850 millions de titres, contre 560 millions lundi.

Les investisseurs étrangers ont été des acheteurs actifs, selon des sources

qui ont également noté des achats d'arbitrage contribuant à la hausse des indices.

VALEURS	Cours de 8 mars	Cours de 7 mars
Alcatel	5,80	5,81
ATF	2,88	2,88
Banque	1,86	1,86
Chem. de France	4,34	4,35
De Post de France	5,80	5,80
Electricité	2,88	2,88
Ensemble	12,47	12,40
Fin	13,82	14,02
Long terme	13,82	14,02
General Electric	5,72	5,78
IBM	12,16	12,36

CHANGES

Dollar : 5,6350 F ↓

Le dollar se stabilisait à des niveaux élevés mardi 9 mars, tandis que le mark s'appréciait vis-à-vis du franc. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,6350 francs contre 5,6425 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France.

	8 mars	9 mars
FRANCOFRONT	8 mars	9 mars
Dollar (en DM)	1,660	1,662
TOKYO	8 mars	9 mars
Dollar (en yen)	117,38	116,93

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (9 mars) : 10 15/16 - 11 1/16 %
New-York (8 mars) : 3 1/16 %

BOURSES

5 mars 8 mars
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice global CAC 531,40 530,94
(SBF, base 1000 : 31-12-92)
Indice CAC 40 1 995,12 2 004,26

NEW-YORK (indice Dow Jones)
5 mars 8 mars
Indice global 3 489,42 3 489,42

LONDRES (indice Financial Times)
5 mars 8 mars
100 valeurs 2 922,18 2 927,30
30 valeurs 2 265 2 265,40
Fonds d'Etat 97,71 96,84

FRANCOFRONT
5 mars 8 mars
Dex 1 082,82 1 084,82

TOKYO
5 mars 8 mars
Nikkei Dow Jones 17 848,30 17 848,30
Indice global 1 320,90 1 328,77

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,6305	5,6325	5,7415	5,7485
Yen (100)	161,83	161,84	161,80	161,96
DM	1,6615	1,6620	1,6622	1,6636
Deutschemark	3,3914	3,3915	3,4108	3,4202
Franc suisse	3,6613	3,6615	3,7147	3,7202
Libre sterling (1000)	2,5481	2,5485	2,5770	2,5873
Libre sterling	8,1087	8,1173	8,2136	8,2293
Peseta (100)	4,7672	4,7710	4,7714	4,7733

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E41	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	3 3/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8
DM	9 3/16	9 5/16	8 7/8	9	8 3/4	8 5/8
Deutschmark	8 1/4	8 3/8	7 7/8	8	7 3/8	7 1/2
Franc suisse	5 1/4	5 1/8	5 1/8	5 1/4	4 3/4	4 7/8
Libre sterling (1000)	11	11 3/8	11	11 1/4	10 13/16	11 1/16
Libre sterling	5 19/16	6 1/16	5 7/8	6	5 11/16	6 1/16
Peseta (100)	18 3/4	18 3/4	18 3/8	18 3/8	18 1/4	18 1/4
Peseta (100)	18 13/16	18 1/4	18 7/8	18 1/4	18 3/4	18 3/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 9 MARS

Compa-	VALUES	Cours	Premier	Dernier	%	Compa-	VALUES	Cours	Premier	Dernier	%	Compa-	VALUES	Cours	Premier	Dernier	%	Compa-	VALUES	Cours	Premier	Dernier	%
raison-			course	course	+	raison-			course	course	+	raison-			course	course	+	raison-			course	course	+
6240	CNE 3%	5350	5350	5350		276	OPR Pna New	267	90	300	20	88	Logan	96	50	37	-1	545	Simco	477	476	477	-0
906	BAP T.P.	860	861	866	+0.61	103	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
9747	Clyon T.P.	870	870	871	+0.11	104	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		105	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1880	St. Roesend T.P.	1110	1100	1100	-0.90	106	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
820	Thermon T.P.	820	840	850	+2.41	107	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		108	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		109	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		110	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		111	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		112	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		113	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		114	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		115	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		116	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		117	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		118	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		119	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		120	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		121	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		122	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		123	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		124	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		125	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		126	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		127	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		128	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		129	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		130	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		131	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		132	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		133	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		134	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		135	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		136	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		137	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		138	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		139	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		140	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		141	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		142	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		143	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		144	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		145	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		146	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		147	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		148	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		149	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		150	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		151	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		152	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		153	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		154	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		155	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		156	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		157	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		158	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		159	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		160	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		161	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850	1850	1850		162	Old Powder	1059	1059	1059		278	Lugan	270	283	285	+5.53	940	St. Roesend	1000	1000	1000	
1715	Thema Prod. T.P.	1850																					

Comptant (sélection)

VALUES	% of portfolio	% of coupon	VALUES	Coupon price	Demi-ster course
Obligations					
Emp. Dev. 9.5% 78...	99.55	0.44	Flakem...	310	301.90
10.00% 79/81...	100.51	5.81	F.P.P.	98.30	99.50
Emp. Dev. 13.4% 83...	102.75	2.86	F.M.A.C.	2280	2280
10.25% mean 68...	107.30	1.07	Fondem (Ch)	488	548
DAT 10% 5/2000...	114.80	7.83	Fondem (Ch)	360	360
DAT 9.5% 12/1987...	108.75	2.33	France IARD	1870	1870
DAT 9.5% 1/1996...	108.10	1.02	France SA (Aut)	1870	1870
FTT 11.2% 85...	107.71	2.87	Frans. Post. Re-Hand.	2050	...
DF 10.25% 95/98...	113.80	10.08	Gascom...	420	487.60
CNA 10% 10/1990...	...	0.44	Gencom...	280	280
CNE 9.5% 6/2000...	181.05	1.69	G.S.T (Transport)	214	218
CNE Paribas 6/2000...	57.60	1.68	G.S.T (Transport)	214	218
CNE Sase 6/2000...	...	1.69	Industrie	700	707
CNE 16/2 5/2000...	59.10	1.90	Ind. Min. (Alu.)	4000	4380
CNT 9 % 86...	...	7.45	Intec. (Sto. Ch)	2140	2140
CNT 10.50% 30/06...	112.60	1.68	Int. Bonif. (Sto)	1499	1468
CHARR FCE 3% 10...	...	...	Levins...	3550	3610
CHCA...	1085	...	Macines Biol.	201	201
Cine...	...	...	Macines Biol.	221	21.68
Cine...	...	...	Min. L'Hydro.	180	187
Cine...	...	...	Min. L'Hydro.	320	330
Therm. or 6.5%...	...	...	Mon. (Alu.)	42	44.90
Therm. or 8.2% 85...	800	...	Navigation (Sto)	140	140
			Opiyon (Ind)	280	279

Étrangères

A.E.G.	560	551	Rhône-	310	312 10
Alcoa Inc. Snc.	440	450	Saipan	432	
Alcan Aluminium	100	105	Sars Group	24	24
American Brands	211		SEI Allocations	62	10
Ashted	345 40	385 80	Tenneco Inc.	241 10	
Asahi America	95 50	100	Tony's Inc.	29	30
Banco Popular Espan.	625	628	West Hard Const.	5 50	
B.P. Refineries Inc.	2115	2500			
Bell Canada	79 95	83 10			
Chrysler Corp.	215	218			
C.I.R.	3 87				
Commerzbank	800	985			
Dow Chemical	312	328			
Flint	20 90	20 20			
GLS (Banc Limb.)	480	476			
Globe	165	169			
Glaxo Laboratories Ltd.	44 40	45 50			
Goodman Trans.	400	417			
Grace and Co (WV)	212	215			
Honeywell Inc. Im.	200				
Hutchinson	58	50 50			
Kanabikah Publishing	65 50				
Kohlberg	27 90				
Alcanco Mines	85	85			
Minerals Inc.	4 40				
Miller Inc.	328 50	340			
Neck	22				
Robson	318	321 30			

Hors-cote

Bepco Hydro Energy	330
Cellulose	85 50
C.H. Glycerol	7
Coschem	590
Emp. Dynamics	80
Emp. Dynamics Ind.	80
Emp. Dynamics	385 40
Lucas de Mondes	230 60
Northern	1050
Odian Cast. Plasma	832
Particip. Percep	190
Ravens H.V.	257
St-Gobain-Orinoco	1731
St-Gobain-Orinoco	401
S.E.P.R.	128
S.M.T. Group	138
S.F. Act. R.	300
Wernac	310
	1100

SICAV (sélection)[illegible]

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Alcan Canada	510	538	Geograph	143	140
B.A.C.	225	210	General	525	527
Bell Canada	476	480	L.C.C.	208 50	208
Canada West	285	285	Imperial	1182	1242
C.N.A.-de-F. (C.G.U.)	748	744	Insurance, Hamilton	1182	1242
Canamcon	262	269	Insurance, Compton	118	117
Canfil	805	807	I.P.M.	36 85	37
C.E.G.E.P.	180	178	Mohe	169	169
C.F.P.L.	297	297	N.S.C. Schenberger	750	720
Canpac	1182	1180	Pack. Reynolds	728	730
Colsonair	282	282	Reynolds-Alcan (N.Y.)	351	351
Cresco	110 10	110 10	Sales, Lowell (N.Y.)	95	91 20
Dagblis	308	319 80	Seabro	167	166 50
Dawson	110	112 50	Sigma	350	350
Dollars	120	120	TFI	477 80	478
Empire Bedford	180	180	Thermal N. (N.Y.)	348	380
Esso, Population	195	195	Unilog	216	220
FFR	440	44 90	Val de St Lawrence	120	120
G.F.F. (Group Iron L.)	210	210	V. St. Lawrence	800	805

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS		COURS DES BILLETS		M
	ordre	9/3	acheter	vente	
Etats Unis (100 \$)	5 542		53	6	
Can. (100 \$)	5 596			248	Or et
Angleterre (100 £)	3 595		329	19	Pla
Belgique (100 F)	18 455		159	19	Nap
Pay-Bas (100 f)	301			318	Pla
Italie (100 L)	59 877		3	3	Pla
Danemark (100 kr)	86 380		78	8	Pla
Grèce (100 dr)	2 610		2	1	Pla
Gé.-Bréguin (1 L)	9 142		7	6	Pla
Grèce (100 drachmes)	2 610		2	1	Souv
Indonésie (100 Rp)	368		354	38	
Suède (100 kr)	103		68	77	Pla
Norvège (100 L)	79 830		85	79	48 5
Autriche (100 S)	4 815		4	5	Pla
Espagne (100 pes)	4 787		4	4	5
Portugal (100 esc)	3 880		4	5	Pla
Canada (5 \$)	4 153		4	5	Pla
Japon (100 yens)	1 611		4	6	4

Marché libre de l'or		
COMPTANT	TERME	TERME

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9/3
(le kilo en barre).....	583300	58400
(au gram).....	583550	585850
le Japon (20f).....	342	346
Fr 110 f.....	401	.....
Suède (20 f).....	343	342
Latvins (20 f).....	347	346
.....	430	435
20 dollars.....	2115	2115
10 dollars.....	1180	1180
5 dollars.....	675	.....
50 pesos.....	2200	2180
10 florins.....	358	350

A BOURSE SUR MINITEL

36-15

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
16 60 70 67

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 8 mars 1993

NOTIONNEL 10 %:	CAC 40 A TERME
-----------------	----------------

Nombre de contrats estimés : 161 837				Volume : 20 759			
COURS	Mars 93	Juin 93	Sept. 93	COURS	Mars 93	Avril 93	Mai 93
Dernier —	115,58	117,56	117,68	Dernier —	2 028	2 047	2 071
Précédent	115,26	117,38	117,54	Précédent	2 018	2 047	2 071

c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

CARNET DU Monde

Naissances

- 4 mars 1993 :

Elle est là !

Marie NIMIER et Frank DAVID
vous invitent à partager leur joie.

82, rue de Vincennes,
93100 Montreuil.

Anne MATHIEU-BOUÉ
François BOUÉ,
Cécile et Pierre
ont la joie d'annoncer la naissance de

Gilles,
le 1^{er} mars 1993.

94, rue Broca,
75013 Paris.

Patrick CARREAU
et Philippe WEILL
sont heureux d'annoncer la naissance de

Julien,
le 3 mars 1993.

Chère NADAL
née Blatney,
Luc NADAL,
Antoine et David,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Martin,
à Versailles, le 18 février 1993.

M. et M^{me} Éric Vautier,
M. et M^{me} Bertrand Alliot,
M. et M^{me} Antoine Alliot,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Odile ALIET,
née Béca,
survenue en son domicile, dans sa qua-

trante-troisième année.
Le service religieux sera célébré le

mercredi 10 mars 1993, à 14 heures, en

l'église Sainte-Anne de l'Étang-la-Ville
(Yvelines).

24, avenue de l'Europe,
78160 Marly-le-Roi.

A ses nombreux amis de par le

monde,
Kacem, Aziz, Zohra, Haniou, Aicha,
Hachemi, Zoulikha et Daniel
ont l'honneur d'annoncer la naissance de

leur fils,
Mohammed BELHALFAOUI,
douloureux à laquelle s'associe Barbara

Köhne.
Il est mort dans sa quatre-vingt-

unième année, le 6 mars 1993, à Bobigny.

Travailleur infatigable, il fut à la

fois, co-arabe, en français et en alle-

mand, professeur, écrivain, homme de

théâtre et conteur, cultivant la connais-

sance comme un chemin vers la liberté.

Il a traversé le siècle en œuvrant avec

passion au sauvetage de pans entiers du

patrimoine poétique et littéraire de son

pays, l'Algérie, qu'il avait tant à cœur

de faire connaître aux siens.

Son grand regret aura été de se heur-

ter à l'incertitude d'un système qui ne per-

met pas l'éclosion d'un travail qu'il a

poursuivi sans relâche jusqu'à son der-

nier souffle.

Il était volontiers Aragon : « Tout ce

qui fut terra, pourvu qu'on s'en sou-

viennet ».

Belhalfaoui :

10, avenue Karl-Marx,

93000 Bobigny.

Tél. : 48-95-85-66.

Not abonnés et nos collaborateurs,

beneficiant d'une réduction sur les

inscriptions du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir nous

communiquer leur numéro de référence.

- Saint-Herblain.

M^{me} Catherine Four-Ben Sassi,
son épouse,
Pauline, Camille, Augustin,
ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Abderrahman BEN SASSI.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue de l'Andèche,
44300 Saint-Herblain.

Jean BLONDE

a quitté brusquement ceux qui

l'aimaient.

Monique Blonde-Chambonnière,
son épouse,
Marie-Hélène et Henri Sterdyniak,
Jean-Louis Blonde,
ses enfants,
Pauline et Antoine,
ses petits-enfants,

Et amis,
se retrouveront en l'église Sainte-Anne
de Ménéville, le mercredi 10 mars 1993,
à 10 h 45, pour l'accompagner à sa der-

nière demeure.

73, rue Juliette-Curie,
69005 Lyon.

35, avenue Laplace,
94110 Arcueil.

Le président,
Le conseil d'administration,
Les présidents des comités régionaux,

Et tous les membres de l'Association
nationale France-Canada,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Claude Talbot CHARLAND,
ambassadeur du Canada en France,

survenu le 3 mars 1993, à Paris.

Une messe commémorative aura lieu
le mardi 9 mars, à 18 heures, en l'église
Saint-Séverin, 1, rue des Prêtres-Saint-

Séverin, Paris-6.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue de Constantine,
75007 Paris.

(Le Monde daté 5 et 6 mars.)

M^{me} Annie Hervé,
M. et M^{me} Calvié
et leurs enfants,
M. et M^{me} Lebas
et leurs enfants,
M. et M^{me} René Hervé,
M. et M^{me} Zisman
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre HERVÉ,
professeur honoraire de philosophie,
ancien député du Finistère.

La crémation aura lieu le jeudi
11 mars 1993, à 11 heures, 19, rue des

Canches, à Auzerre.

40, rue Cottreau,
89660 Châtillon-Censoir.

8, rue Froidevaux,
75014 Paris.

(Lire page 28.)

Janine Roland-Lévy,
sa mère,
Danielle, Fabien, Christine et
Caroline,
ses frères et sœurs,
Leurs conjoints
Et leurs enfants,
Viviane Ferri,
sa compagne,
Et ses proches,
ont le chagrin d'annoncer la mort de

J.-P. ROLAND-LÉVY,

survenu, le 5 mars 1993, dans sa

trante-septième année.

La levée du corps aura lieu à

l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-Louis,
le jeudi 11 mars, à 14 h 30, et sera

suivie d'une messe en l'église Saint-

Séverin, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue du Mont-Thabor,
75001 Paris.

M. Jacques Vandier,
président du conseil d'administration,
Les administrateurs
Et les collaborateurs de la société

OFIVALMO,
Les membres du conseil d'adminis-

tration d'OFIVALMO court terme,
Les membres du conseil d'adminis-

tration d'OFIVALMO développement,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert MAGAL,
président d'honneur et fondateur

d'OFIVALMO,

dans sa quatre-vingt-septième année.

1, rue Vernier,
75017 Paris.

M. Gérard Joulin,
président du conseil d'administration,
Les administrateurs
Et les collaborateurs d'Aurel

Finances,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert MAGAL,
administrateur,

dans sa quatre-vingt-septième année.

70, boulevard de Courcelles,
75017 Paris.

Un service religieux sera célébré le

vendredi 12 mars 1993, à 11 heures, en

l'église Saint-Louis des Invalides, à l'in-

terdiction de la

comtesse
de MAROTTE de MONTIGNY,
chevalier de l'Ordre de Léopold II,
médaille de la Décoration,
médaille de la Résistance,

décédée le 16 février 1993, dans sa

quatre-vingt-septième année.

De la part
Du comte de Marotte de Montigny,
De M^{me} Ghislaine de Marotte de

Montigny,
De la comtesse Antoine d'Ussel,
Du comte et de la comtesse de

Bleignes de Pierrefosse,
Du professeur et de Mrs Richard

Beard,
De ses petits-enfants et arrière-petits-

enfants,
La comtesse de Marotte de Montigny,
née Elisabeth de Liedekerke, fit

partie du dernier convoi de déportés

du 19 août 1944 à Drancy vers

Ravensbrück. Dans les camps où elle

sejourna de 1944 à 1945, elle fit man-

ifester un grand courage et fut un exem-

ple pour tous ceux qui vécurent avec

elle dans ces lieux de souffrance. En 1945,

elle s'engagea avec un groupe de codétenus

pour rejoindre les troupes alliées.

Arlette et Louis MORREAU de

BELLAIN,
ses parents,
Chloé et Régis,
sa sœur et son frère,
Et toute la famille,
ont le chagrin de faire part du décès de

Colin,

le 24 février 1993, à l'âge de dix-huit

ans.

8, rue de Tracy,
75002 Paris.

M^{me} Marie-Jo Jovenet,
M. et M^{me} Jean Hamon,
M. et M^{me} François Mare,
M. et M^{me} François Soupre,
son frère et ses sœurs,
Maria Lamis-de-Soupre,
sa fille,
Ses neveux et nièces,
Les familles Bosch, Soupre, Darri-

grand, Hauwior, et Cadet, le soufira,
ont la peine d'annoncer le décès, sur-

venu à Bayonne, le 4 mars 1993, de

Pierre SOUPRE,
docteur vétérinaire (s.r.).

Les obsèques ont été célébrées en la

cathédrale de Bayonne.

Colin,

le 24 février 1993, à l'âge de dix-huit

ans.

8, rue de Tracy,
75002 Paris.

M^{me} Marie-Jo Jovenet,
M. et M^{me} Jean Hamon,
M. et M^{me} François Mare,
M. et M^{me} François Soupre,
son frère et ses sœurs,
Maria Lamis-de-Soupre,
sa fille,
Ses neveux et nièces,
Les familles Bosch, Soupre, Darri-

grand, Hauwior, et Cadet, le soufira,
ont la peine d'annoncer le décès, sur-

venu à Bayonne, le 4 mars 1993, de

Pierre SOUPRE,
docteur vétérinaire (s.r.).

Les obsèques ont été célébrées en la

cathédrale de Bayonne.

Colin,

le 24 février 1993, à l'âge de dix-huit

ans.

8, rue de Tracy,
75002 Paris.

M^{me} Marie-Jo Jovenet,
M. et M^{me} Jean Hamon,
M. et M^{me} François Mare,
M. et M^{me} François Soupre,
son frère et ses sœurs,
Maria Lamis-de-Soupre,
sa fille,
Ses neveux et nièces,
Les familles Bosch, Soupre, Darri-

grand, Hauwior, et Cadet, le soufira,
ont la peine d'annoncer le décès, sur-

venu à Bayonne, le 4 mars 1993, de

Pierre SOUPRE,
docteur vétérinaire (s.r.).

Les obsèques ont été célébrées en la

cathédrale de Bayonne.

Colin,

le 24 février 1993, à l'âge de dix-huit

ans.

8, rue de Tracy,
75002 Paris.

M^{me} Marie-Jo Jovenet,
M. et M^{me} Jean Hamon,
M. et M^{me} François Mare,
M. et M^{me} François Soupre,
son frère et ses sœurs,
Maria Lamis-de-Soupre,
sa fille,
Ses neveux et nièces,
Les familles Bosch, Soupre, Darri-

grand, Hauwior, et Cadet, le soufira,
ont la peine d'annoncer le décès, sur-

venu à Bayonne, le 4 mars 1993, de

Pierre SOUPRE,
docteur vétérinaire (s.r.).

Les obsèques ont été célébrées en la

cathédrale de Bayonne.

Colin,

le 24 février 1993, à l'âge de dix-huit

ans.

8, rue de Tracy,
75002 Paris.

M^{me} Marie-Jo Jovenet,
M. et M^{me} Jean Hamon,
M. et M^{me} François Mare,
M. et M^{me} François Soupre,
son frère et ses sœurs,
Maria Lamis-de-Soupre,
sa fille,
Ses neveux et nièces,
Les familles Bosch, Soupre, Darri-

grand, Hauwior, et Cadet, le soufira,
ont la peine d'annoncer le décès, sur-

venu à Bayonne, le 4 mars 1993, de

Pierre SOUPRE,
docteur vétérinaire (s.r.).

Les obsèques ont été célébrées en la

cathédrale de Bayonne.

Colin,

le 24 février 1993, à l'âge de dix-huit

ans.

8, rue de Tracy,
75002 Paris.

M^{me} Marie-Jo Jovenet,
M. et M^{me} Jean Hamon,
M. et M^{me} François Mare,
M. et M^{me} François Soupre,
son frère et ses sœurs,
Maria Lamis-de-Soupre,
sa fille,
Ses neveux et nièces,
Les familles Bosch, Soupre, Darri-

grand, Hauwior, et Cadet, le soufira,
ont la peine d'annoncer le décès, sur-

venu à Bayonne, le 4 mars 1993, de

Pierre SOUPRE,
docteur vétérinaire (s.r.).

Les obsèques ont été célébrées en la

cathédrale de Bayonne.

Colin,

le 24 février 1993, à l'âge de dix-huit

ans.

8, rue de Tracy,
75002 Paris.

M^{me} Marie-Jo Jovenet,
M. et M^{me} Jean Hamon,
M. et M^{me} François Mare,
M. et M^{me} François Soupre,
son frère et ses sœurs,
Maria Lamis-de-Soupre,
sa fille,
Ses neveux et nièces,
Les familles Bosch, Soupre, Darri-

grand, Hauwior, et Cadet, le soufira,
ont la peine d'annoncer le décès, sur-

venu à Bayonne, le 4 mars 1993, de

Pierre SOUPRE,
docteur vétérinaire (s.r.).

Les obsèques ont été célébrées en la

cathédrale de Bayonne.

Colin,

le 24 février 1993, à l'âge de dix-huit

ans.

8, rue de Tracy,
75002 Paris.

M^{me} Marie-Jo Jovenet,
M. et M^{me} Jean Hamon,
M. et M^{me} François Mare,
M. et M^{me} François Soupre,
son frère et ses sœurs,
Maria Lamis-de-Soupre,
sa fille,
Ses neveux et nièces,
Les familles Bosch, Soupre, Darri-

grand, Hauwior, et Cadet, le soufira,
ont la peine d'annoncer le décès, sur-

venu à Bayonne, le 4 mars 1993, de

Pierre SOUPRE,
docteur vétérinaire (s.r.).

Les obsèques ont été célébrées en la

cathédrale de Bayonne.

Colin,

le 24 février 1993, à l'âge de dix-huit

ans.

8, rue de Tracy,
75002 Paris.

M^{me} Marie-Jo Jovenet,
M. et M^{me} Jean Hamon,
M. et M^{me} François Mare,
M. et M^{me} François Soupre,
son frère et ses sœurs,
Maria Lamis-de-Soupre,
sa fille,
Ses neveux et nièces,
Les familles Bosch, Soupre, Darri-

grand, Hauwior, et Cadet, le soufira,
ont la peine d'annoncer le décès, sur-

venu à Bayonne, le 4 mars 1993, de

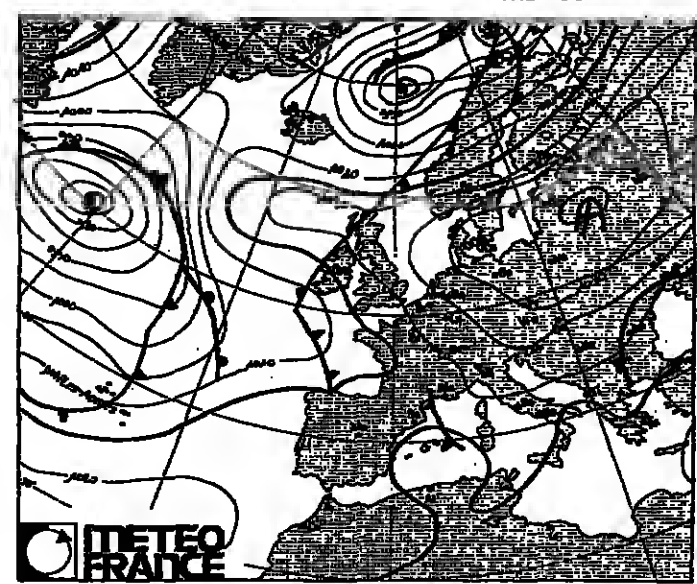
Pierre SOUPRE,
docteur vétérinaire (s.r.).

Les obsèques ont été célébrées en la

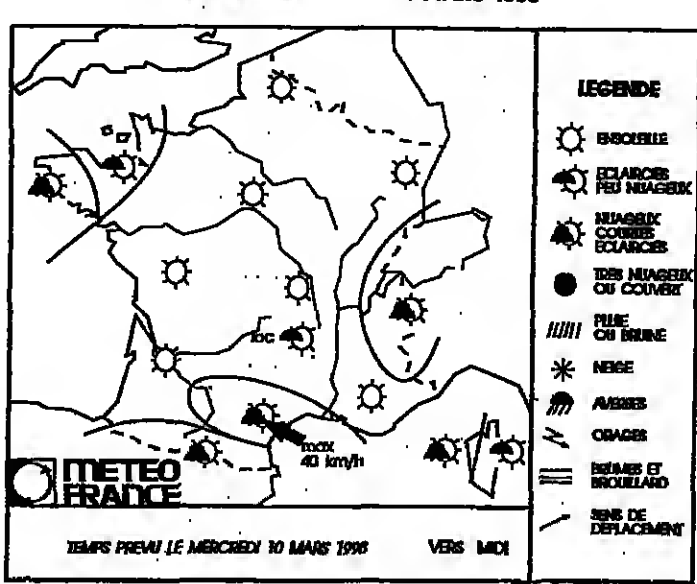
هكمان النمل

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 MARS 1993 A 0 HEURE TUC

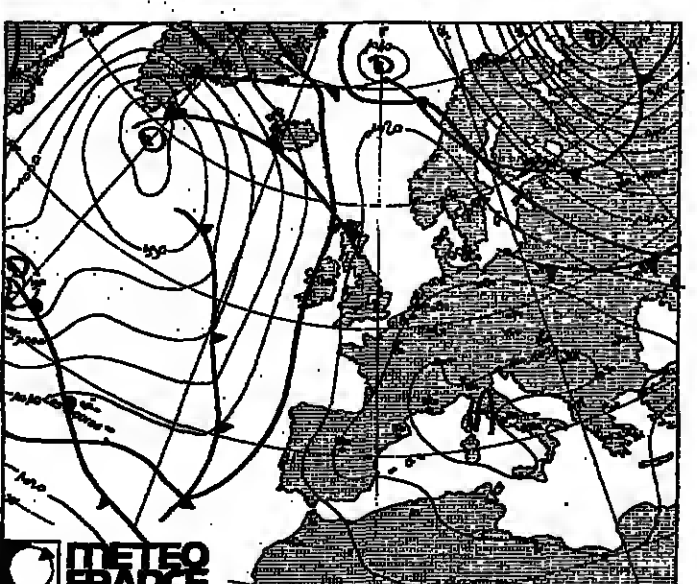


PRÉVISIONS POUR LE 10 MARS 1993



Mercredi : soleil sur une majeure partie du pays. Au lever du jour le ciel sera nuageux à très nuageux sur Bretagne, Languedoc-Roussillon et en bordure des Pyrénées. Ces nuages auront du mal à se dissiper et donneront même en cours de journée les côtes de la Manche. Sur Rhône-Alpes, le ciel sera localement nuageux. Sur le reste du pays quelques brouillards en début de matinée laisseront rapidement place à un ciel bien ensoleillé. Le matin les températures seront comprises entre 3 et 6 degrés sur l'extrême sud de la France. Elles seront légèrement positives sur les côtes atlantiques et les côtes de la Manche. Sur les autres régions elles seront comprises entre -2 et 0 degrés et pourront localement descendre à -4 degrés. L'après-midi le thermomètre atteindra 9 à 13 degrés sur la moitié Nord-Est, 11 à 16 degrés sur la moitié Sud-Ouest. Le vent d'Auran soufflera à 40 km/h.

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observés											
le 9-3-1993 à 18 heures TUC et le 9-3-1993 à 6 heures TUC											
FRANCE											
JACCO	12	-1	D	STRASBOURG	8	-4	D	MADRID	13	-1	D
MARSEILLE	11	6	N	TOULOUSE	10	7	N	MARRAKECH	13	9	N
BONNEVILLE	11	-2	C	TOURS	12	-1	D	MEXICO	14	7	C
BREST	11	-2	C					MILAN	9	-6	D
CAEN	12	0	C					MONTREAL	2	-4	C
CHERBOURG	9	0	D					MOSCOW	1	-14	C
CLERMONT-FERRAND	10	-2	C					NEW DELHI	23	16	D
COCOTTE	10	-2	C					NEW YORK	7	3	D
COGNAC	10	-2	C					PARIS	16	8	N
DJIBOUTI	10	-3	C					PRAGUE	9	0	D
JANOUA	14	3	D					SEVILLE	21	7	D
LYON	10	-1	D					SINGAPORE	20	17	C
MARSEILLE	12	0	D					STOCKHOLM	2	-1	C
NANCY	11	-1	D					SYDNEY	26	18	D
NANTES	14	4	D					TOKYO	11	3	D
NICE	11	-1	D					TURIN	14	4	N
PARIS-MONTMARTRE	11	7	C					VALENCIA	1	-3	D
PERPIGNAN	13	9	C					VIENNE	2	-5	D
PORTO-LEZ	11	2	D								
RENNES	11	1	D								
STRASBOURG	8	-4	D								
ÉTANGER											
ALGER	13	11	O	AMSTERDAM	9	2	D	NEW DELHI	23	16	D
ATLANTIDE	9	9	C	ATHENS	9	1	C	NEW YORK	7	3	D
BANGKOK	29	23	N	BANGKOK	16	9	N	PALMA	16	8	N
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N	PRAGUE	9	0	D
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N	SEVILLE	21	7	D
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N	SINGAPORE	20	17	C
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N	STOCKHOLM	2	-1	C
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N	SYDNEY	26	18	D
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N	TOKYO	11	3	D
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N	TURIN	14	4	N
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N	VALENCIA	1	-3	D
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N	VIENNE	2	-5	D
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9	N	BANGKOK	16	9	N				
BANGKOK	16	9</									

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

En campagne

Il revint à une toute petite femme, Romane Bohringer, une toute petite chose sous un drôle de chapeau, de pleurer les plus grosses larmes de cette fête des Césars effleurée par l'air noir de la malédiction. « Je suis sûre, dit-elle à son partenaire Cyril Collard, je suis sûre que là-haut, tu as déjà trouvé de la pellicule et une caméra. » Mais eu-dessus d'elle, au-dessus du drôle de chapeau, le ciel immense semblait aveugle et sourd, sourd aux pleurs des petites filles. Pour le reste, entre les hommages et les remerciements, on vit beaucoup Jack Lang. On a compté : il apparaît vingt fois. Avec des circonstances atténuantes : pour ses probables

adieux aux Césars, il s'était judicieusement assis à côté de Catherine Deneuve. Tout de même, vingt fois ! Il est vrai que les myopes votent aussi, à Blois comme ailleurs. Toute la soirée, en tout cas, la campagne avait battu son plein. Aux « Guignols » de Canal Plus, la querrelle de PPDa interrogait Jacques Chirac : « Quel est votre programme ? » Chirac, catégorique : « Un autre programme. » « Mais encore ? » Chirac, s'énermant : « Je vous le répète : un autre programme. » « Plus précisément ? » Chirac, soudain inspiré : « Nous allons relancer le bâtiment. Voilà. Nous allons relancer le bâtiment. » « Et sur les autres

points ? » Chirac, appelé Pasqua à la rescousse : « Chirac, le monsieur nous demande notre programme. » « Jacques, nous allons relancer le bâtiment. » « Non, ça je l'ai déjà dit. » Tous deux, tournés vers la coulisse : « Edouard, notre programme ? » Alors Balladur, en sauveur : « Nous allons privatiser, baisser les charges... » Soulagement général, puis : « Tout cela dans le but de relancer le bâtiment. » Après le journal de France 2, on guettait le début de la campagne électorale officielle sur ce que TF 1 appelle gentiment « les médias d'Etat ». Apparut un certain Benoit Frappé, au nom d'un Parti de la loi naturelle. On fit silence. Encore un gag, ou un piratage, « les Guignols » étaient enfoncés ! Pour sortir de la crise, l'orateur proposa notamment « la constitution d'un groupe de sept mille experts en méditation transcendantale ». Très drôle, très réussi ! On attendait impatiemment le clé du canular. Mais non : lui succédèrent VGE et Martine Aubry. C'était un vrai monsieur Frappé, à qui de brillants responsables, que l'on doit saluer pour cela, octroient du vrai temps d'antenne - à égalité avec VGE et Martine Aubry - sur une vraie chaîne nationale. A quand le débat entre la relance du bâtiment et la méditation transcendantale ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 9 mars

TF 1
20.45 Cinéma : Le Beauf. a Film français d'Yves Amoureux (1987).
22.30 Côté enfants.
22.35 Magazine : Durand la nuit. Le sida e-t-il changé le comportement sexual des Français ?
0.30 Magazine : Le Club de l'enjeu.

FRANCE 2
20.00 Journal, Campagne électorale (PC, PS, RPR, UDF). Journal des courses et météo.
20.50 Cinéma : Les Diplômés du dernier rang. o Film français de Christian Gion (1982).
22.25 Magazine : Bas les masques. Présenté par Mireille Dumas. J'y crois dur comme fer. Reportages : le Crifet s'est arrêté à Shingo, de Jérôme Caza ; Les savants aussi, de Gwendoline Cabel et Guy Suspluges ; Le sommet, une nouvelle thérapie, de Martine Lupi et Pierre Cuvard.
23.25 Campagne électorale (RPR, PS, UDF, PT). Journal et Météo.
0.00 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3
20.45 Feuilleton : Emilie, la passion d'une vie. (15^e épisode).
21.35 ► Documentaire : Planète chaude. Les Deux Morts de Joseph Staline, de William Karel et Claire Jeanteur.
22.35 Journal et Météo.

23.10 Campagne électorale.
23.30 Téléfilm : Le Siècle des Lumières. Les Feux de la Révolution, de Humberto Solas d'après le roman d'Alain Corbin.

CANAL PLUS
0.50 Continentales.
20.35 Cinéma : Kickboxer 2. le successeur. o Film américain d'Albert Pyun (1990).
22.00 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : La Guerre sans nom. ■■ Film français de Bertrand Tavernier (1992).

ARTE
20.40 Soirée thématique : A l'ombre des maris. Soirée proposée par Sabine Bubeck (ZDF).
20.41 Court métrage : Revers. De Daisy Lamothe.
20.55 Documentaire : Rosenstrasse. De Daniela Schmidt.
21.40 Cinéma : La Trace. ■ Film français de Nedja Ben Mabrouk (1982-1988).
23.10 Documentaire : Aimez-vous Brecht ? De Jutta Brückner.
0.10 Documentaire : Quand la nuit tombe. De Sabine Eckhard (45 min).

M 6
20.45 Téléfilm : Une mère courageuse. De John Patterson, avec Alfie Woodard, A. J. Johnston.

22.20 Série : Amicalement vôtre.
23.15 ► Documentaire : L'Enfance enchaînée. D'Hubert Dubois.
0.10 Informations : Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE
20.30 Archipel science. Les forêts du monde. Avec Antoine Laumier et Vincent Tardieu.
21.30 Débat. Le govt bulgare. Avec Ivan Krounov, Ivan Chalev, le Père Kourpou, Atanas Kyrjakov, Tzvetan Todorov, Todor Jivkov.
22.40 Les Nuits magnétiques. La peur (1).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Jean-Richard Freymann (les Parures de l'orloïd).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 30 janvier, salle Pleyel) : Suite lyrique, de Berg ; Le Chant de la terre, de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. : Jeffrey Tate ; sol : Thomas Moser, ténor ; Dalia Schachter, mezzo-soprano.
22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraïb. Extraits d'œuvres de Debussy, Poulenc, par Denise Duval, soprano, et de Gounod, Donizetti, par Jean Planès, ténor.
23.09 Feuilleton : Maldoror.
23.19 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes en sol majeur op. 161, de Schubert ; Lieder, de Zelter.
0.33 L'Heure bleue.

Mercredi 10 mars

TF 1
14.35 Club Dorothée.
17.25 Série : Premiers baisers.
17.50 Côté enfants (et à 22.40).
17.55 Série : Hélène et les garçons.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Charles Gérard.
19.45 La Bébête Show (et à 0.35).
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
19.55 Journal et Météo.

4TEM

DE 18 HEURES A 22 HEURES

JEUDI 11 MARS

NOCTURNE JUSQU'À 22 H

SEULEMENT A PARIS

20.50 Variétés : Sacré soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault.
22.45 ► Magazine : 52 sur le Uno. De Jean Bartolotto. Balles ou laides.
23.45 Sport : Padelage artistique. Championnat du monde : libre couples et original messieurs, à Prague.
0.40 Journal et Météo.

FRANCE 2
15.30 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Le retour de Daniel Gauthier.
16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.50 Feuilleton : Giga.
19.15 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
20.00 Journal, Campagne électorale (PS, RPR, UDF, ext.d.) et Météo.
20.50 Téléfilm : Mammy Marmours. De Philippe Nang.
22.25 Première ligne. Justice en France : chronique de la justice ordinaire. 2. Des hommes et des juges, de Philippe Boucher, Daniel Karlin et Tony Lainé.
0.00 Journal, Campagne électorale (GE, RPR, PS, UDF) et Météo.

0.30 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. La 100^e émission.

FRANCE 3
15.35 Série : La croisière s'amuse.
18.25 Big bang.
17.20 Magazine : Fractales. Les robots japonais ; Imagerie médicale en direct du cerveau ; Invité : Jean-Durand Vincent, neurobiologiste.
17.50 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.15 Campagne électorale (et à 22.55).
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
19.00 De 19-20 de l'information.
De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Huguodière (et à 20.40).
20.15 Diversité : La Classe.
20.45 Le Marche du siècle. Stress : la grande angoisse.
22.25 Journal et Météo.
23.15 Sport : Voile. Défi Chantal.
23.25 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS
15.35 Téléfilm : Epreuves d'amour. De Stephen Gyllenhaal.
17.05 Documentaire : Les Surprises du sexe. La sexualité des bêtes. 2. Une question de choix.
18.00 Canaille peluche. Sandokan.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 Ca cartoon.
18.50 Le Top. L'affaire Louis Trio.
19.15 Magazine : BVP. Baffie vérifie la pub.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Nathalie Simon.
20.30 Le Journal du cinéma.
21.00 Cinéma : La Vie, l'amour... les vaches. o Film américain de Ron Underwood (1990).
22.50 Flash d'informations.
22.55 Cinéma : Young Guns 2. ■ Film américain de Geoff Murphy (1990).
0.35 Le Journal du hard.

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Magazine : Mégamix (rediff.).
17.55 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor (rediff.).
18.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
19.00 Magazine : Rencontre. Chico Hamilton/Roman Polanski.
19.30 Documentaire : Au royaume de l'ours rouge.

De Petra Regent. 1. Le chant de la Voie.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Portrait : Evguinil Mravinski. 1903-1988.
21.40 Concert : La Moldau. De Smetana, par l'Orchestre de la Soudanischen Rundfunk sous la direction de Ferenc Freisay.
22.35 Concert : L'Ouverture de Tannhäuser. De Richard Wagner. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, sous la direction d'Herbert von Karajan.
22.50 Documentaire : Méliès frères.
23.20 Magazine : Mégamix.
M 6
15.25 Magazine : Fréquentstar.
18.30 Magazine : Noubas.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Etalon noir.
18.00 Série : Booker.
19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
19.54 Six minutes d'informations. Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Magazine : Ecole 6 (et à 0.50).
20.45 Téléfilm : En mémoire de Caroline. De Robin Sory.
22.35 Téléfilm : Un privé eu paradis. De Martha Coolidge.
0.10 Magazine : Vénus.

FRANCE-CULTURE
20.30 Tire ta langue. Retour à Pétaï.
21.28 Poésie sur parole.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communautés des radios publiques de langue française. Champ libre : l'anthropozoologie (3).
22.40 Les Nuits magnétiques. La peur (2).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné en 1990, à Madrid) : Quatuor n° 1, de Chopin, par le Quatuor classique de la Radiotelevisión española ; Tambours de Granados (prelude), de Chopin, par l'Orchestre symphonique de Galice, dir. : Saba Cabello ; Quatuor à cordes en ré, de Breton, par le Quatuor Gabriel.
21.45 Concert (donné le 7 février, salle Olivier-Messiaen) : Tristia op. 22, de Fauré ; Concerto pour piano et orchestre, de Leno ; Méditation pour violoncelle et orchestre, de Silvestro, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France.
23.09 Feuilleton : Maldoror.
23.19 Ainsi la nuit.
0.33 L'Heure bleue.

Une défaite de M. John Major aux Communes

La ratification du traité de Maastricht par la Grande-Bretagne sera retardée de plusieurs semaines

Le vote intervenu lundi 8 mars à la Chambre des communes ne préjuge pas la ratification finale du traité de Maastricht, mais en retardera pour des raisons de procédure législative au Parlement de Westminster, il renvoie, au mieux, à la fin de l'été l'adoption définitive du traité par la Grande-Bretagne.

LONDRES

de notre correspondant

Le vote, par 314 voix contre 292, d'un amendement relatif au rôle du Parlement dans la composition du comité européen des régions (1), soutenu par les Démocrates-Libéraux et les rebelles «euro-sceptiques» du Parti conservateur, a été accueilli, dans l'enceinte de la Chambre des communes, par des hurlements de joie de la part de ses partisans, pour qui ce vote a constitué une «divine surprise».

L'annonce des résultats a été, d'autre part, suivie de réactions de colère de la part de nombreux parlementaires conservateurs : les insultes ont fusé à l'égard des rebelles accusés d'avoir trahi le gouvernement en s'alignant avec l'opposition, certains loyalistes n'hésitant pas à mettre en cause l'appartenance des «euro-sceptiques» au parti majoritaire. Ces manifestations donnent une idée de la tension qui règne dorénavant au sein du parti tory et de l'ampleur des divisions sur la question

IRLANDE DU NORD : un mort dans un attentat de l'IRA. - Trois obus d'un murier placé sur un camion benne ont été tirés, lundi 8 mars, contre une caserne de police en construction à Keady (60 km au sud-ouest de Belfast), tuant un civil et en blessant trois autres. L'IRA a revendiqué l'attentat, qui porte à 16 le nombre de tués depuis le début de l'année dans des attentats terroristes en Irlande du Nord. (AFP)

européenne. Mais cet échec est avant tout celui de M. John Major, pour qui il s'agit de la première défaite parlementaire depuis sa nomination au poste de premier ministre, en novembre 1990. L'autorité du chef du gouvernement, déjà fortement atteinte par une conjoncture économique et politique difficile (le Monde du 5 mars), ne peut qu'être davantage minée par un vote que les circonstances rendent humiliant.

Celui-ci est en effet intervenu moins de quarante-huit heures après la tenue du conseil central du Parti conservateur, réuni le week-end dernier à Harrogate. A cette occasion, M. Major avait lancé un appel pressant à l'unité du parti majoritaire. «La démission est un luxe que nous ne pouvons nous permettre», avait-il insisté. Les menaces du gouvernement avaient multiplié les avertissements à l'égard des «euro-sceptiques», soulignant que ceux-ci risquaient de remettre en cause l'ensemble du programme législatif du premier ministre. Or, en dépit d'intenses pressions, les «euro-sceptiques» ont persisté, démontrant à la fois leur détermination et leur force : alors que le gouvernement dispose d'une majorité de 20 voix aux Communes, 26 dissidents ont choisi de voter avec l'opposition et 18 autres se sont volontairement abstenus.

Les «euro-sceptiques» pour un référendum

Il s'agit donc d'un avertissement pour la suite du processus parlementaire. L'amendement en cause a pour effet d'obliger le gouvernement à choisir les députés qui siègeront au sein du futur comité européen des régions parmi les conseillers élus des gouvernements locaux, alors que le gouvernement souhaitait pouvoir désigner des personnalités n'appartenant pas aux milieux politiques. S'il s'agit, comme l'a affirmé M. Jack Cunningham, porte-parole du Labour pour les affaires étrangères, d'un vote en faveur de la régionalisation, voire de la «subsidiarité», son principal effet est d'imposer

une nouvelle discussion détaillée du texte de ratification. Ainsi, l'opposition et les «euro-sceptiques» vont disposer de tout le temps nécessaire pour retarder l'examen du texte, dont l'adoption définitive est renvoyée, au mieux, à la fin de l'été.

Les uns et les autres peuvent légitimement espérer de voir de nouveau le gouvernement en minorité lors du vote d'un amendement sur les dispositions sociales du traité de Maastricht. Bien que M. Major ait souligné que le vote sur le «chapitre social» n'empêcherait pas la ratification du traité, une défaite sur cette question porterait gravement atteinte à l'autorité du premier ministre, à la fois en Grande-Bretagne et en Europe.

L'issue des votes ultérieurs dépend de l'attitude des «euro-sceptiques» et des Démocrates-Libéraux de M. Paddy Ashdown, dont le parti exerce de plus en plus un rôle d'arbitre. La principale revendication des rebelles - dis-

crètement encouragés par la baronne Thatcher - demeure l'organisation d'un référendum sur la ratification britannique. Les «euro-sceptiques» ne cachent pas qu'ils sont prêts à rentrer dans le rang si M. Major accepte de changer de position à ce sujet. Cette hypothèse apparaît cependant improbable en dépit d'une campagne de presse (menée notamment par The Times), de plus en plus vive en faveur de l'organisation d'une consultation populaire.

LAURENT ZECCHINI

(1) Le traité de Maastricht a institué un comité des régions composé de représentants des régions européennes et de représentants des citoyens. Les membres du comité sont élus pour quatre ans. Son rôle est consultatif. Son avis peut être sollicité par le conseil des ministres ou par la Commission. Il est chargé de certaines questions de fond : structurelles, actions de cohésion économique et sociale, actions d'encouragement au maître d'éducation, de culture, de santé publique, orientation de la politique de l'environnement.

Trompant la vigilance de la police

Une centaine de skinheads se sont réunis à Vitry-sur-Seine

Entre cent et cent trente skinheads d'extrême droite se sont rassemblés, dans la soirée du vendredi 5 mars, dans le jardin d'un pavillon de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) à l'initiative des Jeunes nationaux-listes révolutionnaires (JNR), un groupuscule néo-nazi. A l'origine, cette réunion devait se tenir à Paris, mais la préfecture de police l'avait interdite (le Monde du 7-8 mars). Vendredi soir, les policiers avaient procédé à soixante-dix interpellations pour vérification d'identité dans la capitale. Après avoir été relâchés, dans la soirée, de jeunes «crânes rasés» provenaient tout de même à se regrouper à Vitry-sur-Seine. Au cours de ce rassemble-

ment, révélateur par le Parisien, le 9 mars, les participants ont scandé des slogans nazis.

Pour les organisateurs, le skinhead Serge Ayoub et sa poignée de militants des JNR (une dizaine tout au plus), le bilan de cette opération est mitigé. S'ils ont su tromper la vigilance de services de police, ils n'ont pu attirer des «skinheads» de toute l'Europe. Seuls quelques Belges avaient répondu à leur appel. De sources proches du milieu skinhead, on indique que la plupart des jeunes gens présents n'avaient pas rallié Vitry par sympathie pour les JNR, mais plutôt par «curiosité» et par souci de «provocation».

Ph. Br.

En Italie

Remous autour de la «dépénalisation» des délits politico-financiers

L'ancien président de la République italienne, M. Francesco Cossiga, a demandé, lundi 8 mars, la démission du ministre de la justice, M. Giovanni Conso, après le faux pas constitué, selon lui, par l'épisode du décret-lui «dépénalisant» les délits politico-financiers, que son successeur au Quirinal a refusé de signer (le Monde du 9 mars).

M. Cossiga, qui a approuvé l'attitude de M. Scalfaro, a estimé dans un entretien à RAI 2 que la démission du ministre de la justice pourrait permettre à M. Giuliano Amato, le président du conseil, socialiste, «d'éviter d'en faire autant». Selon l'agence Ansa, M. Conso n'a lui-même affirmé, lors d'un déplacement à Palerme, qu'il «songe à démissionner parce qu'il n'est plus possible de travailler correctement dans cette atmosphère».

De son côté, le ministre de l'environnement démissionnaire, M. Carlo Ripa di Meana, a

déclaré : «Je ne vois pas comment ce gouvernement pourrait durer. Ses jours sont comptés. Je le dis au titre de simple citoyen. Le gouvernement a heurté le sens commun des Italiens.»

Les enquêtes sur les affaires de corruption ont entraîné, lundi, de nouvelles arrestations. Une enquête a été, en outre, ouverte à l'encontre d'un député romain de la démocratie chrétienne, M. Vittorio Sbardella, proche, dans le passé, de M. Giulio Andreotti, ancien chef du gouvernement.

Enfin, dans le cadre de l'enquête sur le détournement de fonds destinés à la coopération avec des pays du tiers-monde, le parquet de Rome a demandé lundi la levée de l'immunité parlementaire de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, ainsi que de celle du sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, M. Claudio Lanoci, tous deux socialistes. (AFP, Reuters)

Selon «le Quotidien de Paris»

Une demande de protection rapprochée de Jacques Roseau avait été refusée en 1991

M. Guy Farzy, président du Recours-France, avait réclamé une protection policière pour Jacques Roseau, à la suite de l'agression dont ce dernier avait été victime, le 7 novembre 1991 à Nice, de la part de plusieurs membres d'une organisation de rapatriés d'Algérie parmi les plus radicales, l'USDI-IRA (le Monde du 9 mars). Selon le Quotidien de Paris, cette demande avait été écartée par le ministre de l'intérieur de l'époque, M. Philippe Marchand.

Le journal public, dans son édition du 9 mars, le fac-similé d'une lettre du ministre en date du 19 décembre 1991, dans laquelle M. Marchand écrit notamment :

«Les renseignements dont disposent mes services ne font pas ressortir actuellement à l'encontre, de M. Roseau, l'existence de menaces circonstanciées et précises justifiant la prise de mesures prioritaires et immédiates de protection».

Le ministre précise néanmoins que «la situation de l'intéressé demeure suivie avec attention afin que toutes dispositions soient prises si cela devenait nécessaire».

Il ne nous a pas été possible d'obtenir de réaction autorisée, mardi matin, au ministère de l'intérieur sur ces informations.

Deux disparitions

L'ancien journaliste communiste Pierre Hervé

Pierre Hervé, ancien député communiste, ancien rédacteur en chef adjoint de l'Humanité, est décédé le 8 mars à Châtelleraud (Vienne) à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Dans son histoire avec le Parti communiste, Pierre Hervé fut en tout point un modèle. Modèle d'une génération de militants précoces, il passe sans transition des Jeunes communistes à la Résistance. Modèle de l'homme d'appareil, député discipliné et éditorialiste implacable à l'Humanité. Modèle, enfin, du «renégat-type» (1), exclu en 1956 à la suite de la publication d'un ouvrage critique sur le parti.

Né le 25 août 1913, à Lannemeur, dans le Finistère, Pierre Hervé adhère dès 1932 aux Jeunes communistes, devenant membre du comité central, puis au Parti communiste en 1936. Licencié en philosophie, il s'apprête à passer l'agrégation lorsque la guerre éclate en 1940. Prisonnier de guerre, évadé, de nouveau arrêté puis de nouveau évadé, il rejoint en 1941 la zone sud et devient responsable d'organisations de résistance non communistes. Il est notamment un des dirigeants du mouvement Libération-Sud, puis secrétaire général du Mouvement de libération nationale.

A la Libération, Pierre Hervé est député communiste du Finistère. Mandat qu'il abandonne en 1948 pour se consacrer entièrement au

journalisme d'opinion. A partir de 1944, il est à la fois responsable d'un journal issu de la Résistance, Action, dont il sera rédacteur en chef, et éditorialiste et rédacteur en chef adjoint de l'Humanité. «Refuge pour les intellectuels communistes réfractaires au jdanovisme», selon M^{me} Jeannine Verdès-Leroux, mais dépendant financièrement du PC, Action disparaît en 1952, au plus fort de la guerre froide. Pierre Hervé, qui a quitté l'Humanité en 1950, perd de son importance au sein du parti. Mis à l'écart de l'appareil, il devient en 1955 professeur de philosophie au lycée Voltaire.

En janvier 1956, Pierre Hervé publie La Révolution et les Riches, un ouvrage iconoclaste contre le Parti communiste. La réaction de la direction est immédiate. Le 8 février l'Humanité annonce dans un court entrefilet son exclusion des rangs du PC. Après un nouvel ouvrage critique, Dieu et César sont-ils communistes ?, publié en 1957, Pierre Hervé rejoint un an plus tard les rangs de la SFIO. Au cours des années 60, il s'éloigne progressivement de la politique pour se consacrer à nouveau, et cette fois-ci définitivement, à l'enseignement de la philosophie.

GILLES PARIS

(1) L'expression est de Jeannine Verdès-Leroux, auteur d'un ouvrage consacré aux intellectuels communistes de 1944 à 1956, Au service du Parti, Fayard, 1982.

Le chanteur américain Billy Eckstine

William Clarence Eckstine, dit Billy Eckstine, est mort à Pittsburgh (Pennsylvanie). Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Premier chanteur noir à avoir fait la «sauce de Life», voix de baryton aux emphases indigestes à la «fine oreille européenne», bien trahi, bien méconnaissable dans les enregistrements des années 40, Billy Eckstine aura pourtant joué un rôle central de pivot, d'incubateur, un rôle de distributeur dans la pure modernité du jazz. Son orchestre, de juin 1944 à 1947, réunit le meilleur des avant-gardistes, les Bopmen, les formes et les fait connaître.

Né à Pittsburgh le 8 juillet 1914, émigré à Washington (Armstrong, Ellington et Howard University), il remporte un concours amateur au milieu des années 30. Ainsi commencent, de leur côté, Ella Fitzgerald et Sarah Vaughan. Chanteur et animateur dans les clubs de Buffalo, Detroit, Washington et Chicago (le Club de Lisa) à l'entre chez Earl Hines en 1939. Première rencontre de Budd Johnson, saxophoniste, chanteur originaire du Sud qui est l'arrangeur - premier passeur entre l'ancien et le moderne - de Hines avant de devenir celui de Billy Eckstine, puis de Woody Herman (1944-1945) et enfin de Dizzy Gillespie (1945-1946). Eckstine et Johnson contribuent à intégrer Charlie Parker et Sarah Vaughan à l'orchestre de Hines.

Après être devenu l'attraction de l'orchestre où il joue occasionnellement de la trompette - il est égale-

ment guitariste, tromboniste et saxophoniste - lui qui a commencé par des imitations de Cab Calloway, fonde un big band, toujours avec Budd Johnson. Il croit à la révolution du bo-bop et il est sûr de pouvoir le populariser. Il le fera. Au pupitre de son orchestre se succéderont, à un moment ou à un autre, tous les trompettistes fondateurs du style moderne, Dizzy Gillespie, Fats Navarro, Miles Davis, Kenny Dorham ; les ténors Lucky Thompson, Gene Ammons et Dexter Gordon, qui se rencontrent ici ; Leo Parker au baryton, John Malachi au piano, Tommy Potter à la basse. Le secret n'est qu'apparemment dans cette légion de musiciens de premier plan. Le secret est à chercher du côté de la voix féminine (Sarah Vaughan), des arrangements successifs (Budd Johnson, Tadd Dameron, Jerry Valentine), probablement aussi du côté du drummer permanent, Art Blakey, et certainement de celui de Charlie Parker, dont tous les premiers quintets sortent de l'orchestre.

Si bien que Billy Eckstine, «Mr. B.», transmetteur et propre gloire de soliste par celle de l'orchestre, ce qui n'est pas un cas si fréquent, incarnant la figure du chanteur populaire pour MGM au début des années 50, traversant la période de reflux de son style sur les scènes de Las Vegas avant d'apparaître à nouveau à partir de la fin des années 70 sur celle du jazz avec Helen Merrill ou Sarah Vaughan.

FRANCIS MARMANDE

SOMMAIRE

DÉBATS

Chomsky : «Les enseignements d'une histoire», par Robert Solas ; L'«Etat-service», par François Ivernel 2

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie 3
Une grande saison de nominations au Quai d'Orsay 4
Algérie : le Rassemblement pour la culture et la démocratie soupçonne le gouvernement de «compromission» avec les islamistes 6
Un commando anti-sandiniste s'est emparé de l'ambassade du Nicaragua au Costa-Rica 7

POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives 8 à 10
M. François Gauthier (CDS) est élu maire de Rouen 10

SOCIÉTÉ

L'affaire des écoutes téléphoniques 12
Le rejet de la demande de mise en liberté du docteur Garretta 12
Deux projets médicaux contestés en Dordogne 13
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : «Marée du siècle» 13

CHRONOLOGIE

Février 1993 dans le monde 14

SCIENCES • MÉDECINE

«Imprévisibles planètes» A deux pas de l'histoire 15
Phébus : Ali Baba ouvre largement sa cave à Brest au chevet de sa radio 15
Le deuxième vie de l'Institut Laue-Langevin 15 à 17

CULTURE

Théâtre : L'homme qui, de Peter

Brook, aux Bouffes du Nord à Paris 18
Cinéma : le Nuit des Cœurs 18
La Foire Internationale de la musique de Francfort 19

ÉCONOMIE

Les grandes manœuvres autour de Suez 21
La grande déprime des «petitiers» pécuniaires 21
La grève de la RATP 22
Vie des entreprises 24

COMMUNICATION

La direction de «Courrier International» en butte aux critiques des journalistes 22

INITIATIVES

«Dossier : les parcours atypiques» Éthique : attaque sur la finance • Technologie : visioconférences • Tribune : «L'Image», une aide pour le travail de groupe • par François Régner 23 à 42

Services

Abonnements 17
Annonces classées 22
Cartes 26
Marchés financiers 24 et 25
Météorologie 27
Mots croisés 26
Radio-télévision 27
Spectacles 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Initiatives» coté de 29 à 42

Le numéro du «Monde» daté 9 mars 1993 a été tiré à 512 708 exemplaires.

Demain dans «le Monde»

Arts/Spectacles : Titien au Grand Palais

Le Grand Palais accueille une exposition ambitieuse consacrée à Titien et aux peintres de Venise qui influencèrent cet artiste du XVI^e siècle ou travaillèrent avec lui. La Fénice Opéra confronte les «songs» de Kurt Weill aux chansons de cabaret écrites, à leurs moments libres, par les compositeurs de musique «soviétique».

avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN VOYAGE DANS L'OUEST AMÉRICAIN pour deux personnes avec

36.15 LE MONDE

Tapez 011

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

Catalogues par Provinces

Librairie GUENEAUD

18, rue de l'Oratoire

75006 Paris

Tél. 43-26-07-91

Depuis 1894

DE LA PLUS PETITE A LA PLUS GRANDE TAILLE

avec la garantie d'un grand maître tailleur

A qualité égale, une robe pour les plus hautes

LEGRAND Tailleur

Hommes et dames

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-81

De lundi au samedi de 10 h à 18 h

Le Monde

INITIATIVES

Les parcours atypiques

Un centralien devient brocanteur...
l'appel de la vocation réconcilie le rêve et le travail

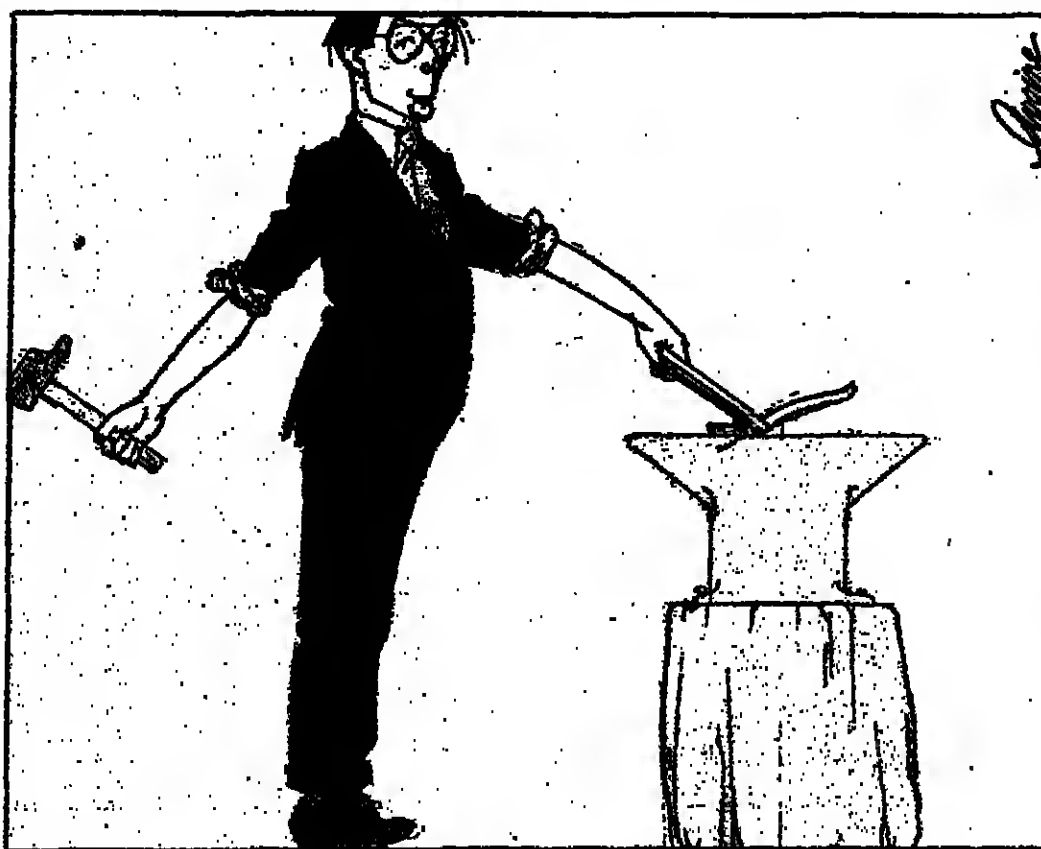
SELON les cas, le métier est exceptionnel, inattendu, ou le parcours professionnel est tout à fait surprenant, quand il ne relève pas du paradoxe. Parfois, les deux sont mêlés pour aboutir à des carrières atypiques.

Il a fallu qu'interviennent les « dégraisages d'effets », aux Houillères, pour que telle future licenciée crée une société qui récupère et commercialise, pour la restauration de bâtiments anciens, les vieilles briques prélevées sur les friches industrielles du Nord. A la recherche de toutes les solutions possibles de redressement, lors de plans sociaux massifs ou quand ils prennent en charge un cadre, les cabinets d'outplacement regorgent d'exemples de ce genre. Voir susciter ces vocations nouvelles, en s'appuyant sur un violon d'Ingres, une passion ou un rêve contrarié d'enfant. Parmi d'autres, Claude Charpentier, chez EOS, aime bien trouver ce genre de réponse, et les consultants du groupe MOA également. L'occasion fait aussi le larron. Une rupture, des événements fortuits qui détruisent le charme d'une profession, et voilà que la carrière prend une tout autre direction, et pas seulement au hasard. Brutale, reviennent en mémoire les anciennes aspirations, on se rend compte que la vie a permis de s'approprier des savoir-faire jusqu'à présent inexploités, ou, tout simplement, on veut se consacrer entièrement à une activité jusqu'à en faire un nouveau métier. Lassé, un publicitaire est devenu ébéniste et, finalement, petit fabricant de produits d'entretien pour les meubles anciens, il se réalise enfin. Beaucoup deviennent antiquaires, brocanteurs et restaurateurs par amour de la cuisine ou parce qu'ils aiment la convivialité, naturellement.

Si les reconversions sont parfois douloureuses, dues aux circonstances économiques, tout dépend ensuite du point de chute. Avoir été médecin, et se transformer en cadre « heureux » de l'ANPE, peut répondre à une certaine continuité logique. Après tout, il s'agit de venir en aide à des personnes en difficulté.

Mais, le plus souvent, ces cheminements curieux ont des origines à la fois plus simples et plus complexes. La psychologie et peut-être la psychanalyse, avec Gélippe, y ont leur part. En effet, qu'est-ce qui est commun au centralien qui finit par être chirurgien après dix ans d'études supérieures, et à l'ancien de Supélec qui, à peine diplômé, devient éditeur de bandes dessinées ? Un même désir d'assouvir professionnellement une passion, à l'évidence. Mais aussi, selon des dosages qui peuvent varier, un même détournement de l'autorité du père.

Ce mélange est détonant, au sens qu'il fournit les variations de parcours les plus désordonnées, en apparence, à chaque fois sous-tendues par la volonté inextinguible d'atteindre un but, intérieurement défini avec précision. Et, là aussi, les exemples de cette longue et sinueuse quête ne manquent pas, qui sont autant d'histoires personnelles. Le patron d'un cabinet d'audit se transforme tous les week-ends en agriculteur du pays de Caux, et continue d'exploiter la grande ferme de ses parents. Il prétend y retrouver son équilibre, et prend ainsi ses distances avec



la frénésie du monde des affaires. Diplômé d'une grande école, un jeune brocanteur, qui ne s'imaginait pas autrement qu'en « chineur », avoue sans honte qu'il a supporté les années de prépa, puis la course pour sortir dans la boutique, simplement pour réaliser le rêve de son père. Celui-ci était programmé pour suivre le même chemin, si la guerre ne l'avait pas amené à rejoindre l'Espagne, puis les Forces françaises libres.

Le poids de la famille ou de la tradition joue un rôle essentiel dans ces contournements. Avant de rejoindre son inclination, il faut, dans certains milieux, se conformer aux signes extérieurs de l'honorabilité. Parfois, il faudra vaincre des résistances fortes et s'opposer. Bref, tuer le père !

Mais le point de rupture peut aussi s'accompagner de l'acceptation d'un discours plus réaliste. Posséder un « bon » diplôme, avoir un « bon » métier dans les mains, comme le dit la sagesse populaire, c'est également disposer, au moins aux yeux des parents, du parachute indispensable pour faire sa vie. Ensuite, ces conditions remplies, on obtient le droit de mener sa barque comme on l'entend et, donc, d'exercer une tout autre activité.

Pourvu qu'il réussisse, ajoutent certains, il n'y a rien d'interdit. En conclusion que les carrières atypiques sont le fait de personnages troublés ou tourmentés serait cependant une erreur. Tous ou presque s'accomplissent. Surtout, il y a des caractères ou des circonstances qui viennent déterminer ces choix. Fantaisies ou changements, certains ont le goût de se laisser conduire par l'impulsion. Ils évoluent, adoptent de nouveaux métiers et n'imaginent pas rester en place. Ils découvrent, se laissent séduire par l'imprévu. D'autres choisissent l'aventure ou s'embarquent dans des défis au nom de l'amitié, du bonheur de travailler ensemble. Et il arrive que tout cela débouche sur des métiers inconnus, jusqu'à présent, ou que cela mette à jour des activités économiques insoupçonnables.

Qui aurait imaginé, il y a vingt ans, que l'on pouvait faire profession de créer des voiliers de course, d'organiser des événements comme le défilé du Bicentenaire de la Révolution ou la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques ? Avec la passion, des marchés nouveaux sont apparus, et des emplois avec eux.

Alain Lebaube

■ **La ligne du père**
Difficile d'éviter la profession de famille
par Liliane Delvasse

■ **Les carrières passion**
Exercer un métier différent de son diplôme
par Marie-Béatrice Baudet

■ **Ces marins venus d'ailleurs**
L'appel de la mer
par Jean Menanteau

page 30

■ **De Bercy à Beaubourg**
Cultiver ses différences
par Valérie Devillechabrolle

■ **L'antiquaire du bâtiment**
La revente des vieilles pierres
par Francine Aizcovic

■ **La carte « restauration »**
Un recyclage relativement facile
par Catherine Leroy

■ **Le médecin de l'ANPE**
Une autre thérapeutique
par Marie-Claude Bethbeder

page 31

ÉTHIQUE
□ Attaque sur la finance
TECHNOLOGIE
□ Visioconférences

page 32

TRIBUNE
□ L'image, une aide pour le travail de groupe
par François Régnier

page 33

C'est pour les généralistes ; Le 16 mars*, ce sera surtout pour les gestionnaires et les financiers, c'est le Monde Initiatives.



Le Monde
INITIATIVES

Pour agir et pour réfléchir

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
SAN FRANCISCO CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco,**
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ **Filière d'admission : 3^e CYCLE :**
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.

■ **Programme américain de 12 mois**
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris
Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : AMA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

La ligne du père

Comment échapper au poids de la tradition

Le fils aîné ne rêvait que de briser les planches et de grands frissons le parcouraient quand les trois coups annonçaient le lever de rideau. Il avait depuis l'âge le plus tendre une véritable passion pour le théâtre et les arts. Le cadet, lui, voulait vouer sa vie « à chercher des coilloux dans le sable », selon l'expression paternelle, et se voyait archéologue. Mais le père, prudent, ne l'entendait pas de cette oreille. Il avait libéralement annoncé à ses enfants : « Vous ferez ce que vous voudrez dans la vie, mais tout d'abord il me faut des diplômes de grandes écoles. » Pour assurer. Le fou de théâtre, obéissant et par chance fort en math, a donc fait l'Ecole centrale. L'archéologue s'est contenté d'HEC, mais ils possédaient tous deux le don et l'art de concilier la volonté paternelle et leurs propres goûts. Le centralien est devenu chef des services techniques de l'Opéra : à lui l'ivresse des coulisses et la proximité des divas. Le diplômé d'HEC est responsable du Musée du Caire.

Pas facile d'être poète quand le père est notaire et de décider de son destin en dépit des pressions ou des exemples familiaux. A un âge où l'influence du milieu est encore permanente, beaucoup commencent par suivre les traces paternelles et attendent la maturité pour oser enfin affirmer leurs choix. Ce n'est pas avant trente ans que Gérard a eu le courage de rompre le cordon qui le retenait à sa lignée. Fils, petit-fils et arrière-petit-fils de polytechniciens, il a suivi le chemin de ses aïeux, porté le sabre et coiffé le bicorne jusqu'au jour où il a définitivement abandonné le cabiolet de conseil où il s'enroulait ferme pour se lancer, dans la presse féminine, Guy,

lui, est issu d'une vieille famille de juristes de Castelnau-d'Aud. Il a fait des études de droit « comme tout le monde chez moi ». Un peu aventureux, ayant le goût du sport et curieux de tout, il est son dernier examen réussi, il est devenu GO au Club Méditerranée. Voilà quatorze ans qu'il travaille et sept ans qu'il est chef de village, ayant pris des galons. Il rêve à présent de devenir bibliothécaire.

Il faut une sacrée vocation pour échapper au poids de la tradition et sortir des rails tracés depuis la naissance, pour trouver sa propre route. Ou bien le hasard d'un événement, d'une rencontre décisive. David B. descendait lui aussi d'une lignée de magistrats et acceptait l'idée de passer sa vie entre les greffiers et les maîtres du barreau. Mais la passion d'une jolie monitrice de ski croisée sur une piste à Val-d'Isère lui a donné la force de quitter le palais de justice, ses dossiers et ses archives poussiéreuses pour aller planter sa tente sur les sommets.

Les fils « déviants »

Pour son père, l'amour de la montagne ou pouvait que se limiter à huit jours par an : « Il ne faut pas confondre vacances et chose sérieuse », disait ce dernier. Et quitter les miasmes de la vallée pour s'installer sur les hauteurs de Chamouix équivalait à reculer son enfance et ses aocettes. Le jour où David renoua à terminer sa thèse de droit pénal pour passer son diplôme de guide de montagne, il eut l'impression de procéder au meurtre du père. L'attrait des

cimes et de la nature n'aurait pas suffi à le conforter dans sa décision. Il lui fallu toute la tendresse de sa belle-montagnarde pour ne pas fléchir devant le chantage sentimental et les objurgations. L'aide soutenue d'un psychanalyste ou fut pas de trop pour l'aider à vivre enfin à vingt-huit ans sa propre vie, à l'aise dans ses baskets et pour sortir des pantoufles de son père.

Mais tous ne rurent pas dans les brancards, et beaucoup assumèrent et même revendiquèrent leur héritage. Besoin de se mesurer au père en marchant dans ses pas ? Ou bien familiarité d'un métier que l'on connaît pour avoir baigné dedans depuis les dents de lait ? Les enfants de la balle ou maouquet pas, quelle que soit la profession. Comédiens depuis les Guirys ou les Pitouff, jusqu'aux Seigner, « passant par les Delon et les Sardou, politiques comme les Joxe, les Cot ou les Jeanneney, professeurs, médecins, pharmaciens, agriculteurs se succèdent sans état d'âme dans les familles. N'était-ce pas dans le Nord mineur de père ou fils, ou bien sidérurgiste dans l'Est ?

Alexandre Dumas fils n'a-t-il pas succédé à Alexandre Dumas père ? David Hallyday à Johnny ? Beaucoup de commerces ou d'industries sont dans la même famille depuis des générations. Prestigieuses comme Hermès, Vuitton et Micheli, ou bien plus modestes. Mais la complexité professionnelle n'est pas forcément synonyme d'écotote affective. Et l'on voit des fils « déviants » plus proches de leurs parents que ceux qui se reproduisent le flambeau, semble-t-il, que pour mieux l'arracher.

Liliane Delmas

Les carrières-passion

L'art du recommencement

CHEZ les centraliens, on appelle volontiers cela « le syndrome Antoine ». Le chanteur, dont la mère voulait absolument qu'il se fasse couper les cheveux, est l'un d'eux. Tout comme Boris Vian l'était aussi. Les ingénieurs d'aujourd'hui, ceux qui ont fait dans le classique, ou l'oublié pas. Une fierté, celle de compter dans leurs rangs des passionnés, des « gonflés » qui ont tout lâché et qui ont réussi. Antoine, Boris Vian, ce sont les plus connus, explique l'un d'eux. Mais allez donc voir à la Grande Chartreuse, vous y retrouverez aussi quelques centraliens. Finalement donc, le phénomène serait moins marginal qu'on pourrait le penser. Centrale reste toujours un terrain comme le prouve la rupture-passion bon teint de Michel Collin.

Elève à Louis-le-Grand, il sait, comme tous ses camarades, que c'est Polytechnique qui est d'office au bout des classes prépa. En principe. Non seulement il réussit Centrale dès la première année de concours, mais il sait depuis longtemps que, quoi qu'il arrive, il sera médecin. « Chirurgien en réalité, précise-t-il. C'est une passion qui m'habite depuis l'âge de six ans. Lorsque mon père, médecin, m'emmenait à la piscine, on passait devant la faculté de médecine à côté du boulevard Saint-Michel. Il m'en parlait, me racontait des tas d'histoires qui me fascinaient. » Michel Collin, ancien interne des hôpitaux de Paris et ancien chef de clinique, annonce tout simplement quand on lui demande de compter : un bac plus 20 !

Roger Dutoit, lui, sort de l'ENA, dont il a « passé le concours parce que un de ses camarades de promotion à l'Ecole nationale des impôts lui avait dit que ce n'était pas pour lui ». C'est vrai que s'il arbore volontiers la cravate, cet ancien responsable d'un foyer de jeunes n'est pas un adepte du costume trois-pièces grisonnant. Ce passionné de karaté – il l'enseigne – o'a « pas eu du tout envie de se retrouver à la sortie de l'ENA à la direction du budget ». Cracher dans la

soupe ? Sûrement pas. En revanche, une envie irrésistible d'aller voir la vraie vie, « celle d'un métier qui explique-t-il, se conjugue au quotidien ». Roger Dutoit sera donc le premier à intégrer directement la police dès sa sortie de l'Ecole. Il va sur le terrain, est finalement bien accepté par le milieu. Il sera d'ailleurs à l'origine de la réforme de la méthode de tir. « Bien sûr, on apprend à tirer, confirme-t-il, mais on doit aussi apprendre à ne pas tirer ».

Des atouts qui se méritent

Si Roger Dutoit marche à la passion, ce n'est pas à l'importance du prix. En 1986, l'alternance « violente », surtout au ministère de l'Intérieur, lui fait quitter la maison « où il ne supporte pas d'avoir des commissaires politiques sur le dos ». Curieux de nature, il entre alors à Air Inter. « Le monde des transports aériens, là aussi, la culture de la réussite ou quotidien est vraiment vivante ». Il y restera deux ans.

La police le réclame à nouveau. Il accepte d'y retourner mais pour peu de temps. Quand Pierre Joxe quitte la place Beauvau pour le ministère de la Défense, Philippe Marchand, qui lui succède, arrive avec son équipe. Roger Dutoit sera de trop. Aujourd'hui, il dirige, au côté de Pierre Francis, la délégation générale de l'Association nationale des entreprises d'insertion, un terrain qui lui semble encore vierge et où il a accepté de venir, parce qu'il « pense pouvoir apporter son écot, [sa] valeur ajoutée ».

L'homme est consciencieux et ne peut vraiment pas se lancer dans une entreprise « à laquelle il ne croit pas », ce qui l'amène aussi à faire du prosélytisme. « J'ai réalisé dans la revue de l'ENA une page de publicité pour que mes petits camarades viennent rejoindre le monde de l'insertion. J'ai eu la même démarche pour la police et quel-

ques-uns ont mordu... » Quand Xavier Fauche essaye de convaincre – et il y réussit parfaitement – c'est plutôt pour expliquer sans être pompeux, que la vie c'est l'art du recommencement, que nous sommes tous des artistes potentiels et qu'il faut mieux s'en apercevoir avant soixante-dix ans, l'âge des réveils et des retours sur soi difficiles.

Quand il se retourne, Xavier Fauche voit un jeune étudiant de Sup-de-Co, Le Havre, qui n'a pas envie « d'intégrer le grand groupe qui fait pourtant rêver ses copains de promotion ». « Dès ma sortie, j'ai bifurqué », raconte-t-il. Directeur l'ORTF où, après s'être fait reconnaître de stage en stage, il travaille avec Pierre Bouteiller, José Artur et Jacques Chancel. Il devient producteur, mais, au bout de dix ans, sa conception de la vie l'amène à penser qu'« il doit faire autre chose pour ne pas s'ennuyer ». Le déclin vient d'une émission d'Eve Ruggieri qui monte à la station de radio la vie de Sarah Bernhardt. Xavier Fauche a de l'imagination et propose à Morris, le père de Lucky Luke, qu'il soit à la recherche de scénarios depuis la mort de Goscinny, un album sur ce thème.

C'est le début de sa carrière d'écrivain. Devenu le scénariste de Raoul Planquart qu'il adore car « c'est le cousin en chien de Gaton, une boussole qui indique le Sud, en somme », explique-t-il en reprenant l'expression de Morris. Il crée aussi « une bulle en plus », une société de communication par la BD. Intéressé aujourd'hui par le cinéma – il vient de terminer un scénario sur la vie de Calamity Jane qu'il propose aujourd'hui à des producteurs – Xavier Fauche sait bien « qu'il a plutôt tendance à fuir la proie pour l'ombre ». C'est vrai que je m'accorde juste le temps de devenir professionnel. Mais je ne joue pas la carte de la durée, et c'est vrai que c'est un luxe. Un luxe qui demande beaucoup de courage, du talent aussi, et du culot. Bref, des atouts qui se méritent.

Marie-Béatrice Baudet

Ces marins venus d'ailleurs

Des ingénieurs et des chercheurs prennent le large

ISABELLE Autissier, trente-six ans, est une jeune femme affairée. Il ne se passe pas de jour sans qu'elle rende visite à son Ecureuil-Polito-Charentes II, un sloop de construction dans les chantiers Peota de La Rochelle. C'est avec ce bateau boursé d'innovations qu'elle courra le Boc Challenge 1994.

« A la limite, je peux tout faire avec mon vélo. En quelques jours de roue, je rencontre les accablés, les gens du bureau d'études, ceux de la voilerie. Leurs entreprises sont toutes réunies à La Rochelle. De surcroît, ce sont des copains, des dingues de bateau et de voile comme moi ».

Isabelle, qui a déjà effectué en 1990-1991 une course autour du monde en solitaire et franchi le cap Horn – « Il y faisait un temps de demoiselle et les Journalistes veulent me faire dire que j'en ai bavé », est née à Paris. C'est à Rennes qu'elle prépare « agro ». Attirée par tout ce qui touche à la mer, elle choisit l'halieutique pour spécialité. La voici donc successivement à Lorient où elle se consacre à l'économie des pêches, rédige une étude sur la langoustine à l'IFREMER de La Rochelle en 1982. « Parallèlement à mon travail, je construisais mon bateau. » Aujourd'hui sponsorisée, l'ingénieur agronome estime avoir pleinement réalisé son rêve : « Je suis skipper professionnelle » dit-elle en caressant du regard son nouveau bateau avec lequel elle compte bien « se payer en mer des trublions super ».

Les premiers outils numériques

Ce qu'on appelle à juste raison la filière voile rochelaise – elle est l'une des meilleures du monde – est née parce que « la mayonnaise n'a pas pris » comme dit Isabelle Autissier, de manière imagée. De fait, cette filière qui génère quelque deux mille cinq cents emplois en Charente-Maritime est tirée par le haut, à tout le moins pour ce qui concerne la compétition et les technologies qu'elle induit, par des personnes venues d'ailleurs. Seul dénominateur commun : une passion partagée pour la voile. Ce qui explique des parcours atypiques.

Et, comme il faut bien vivre, des créations d'entreprises haut de gamme, à un vol de mouette de la tour Saint-Nicolas.

Ainsi Philippe Pallu de la Barrière. Cet ancien mathématicien de quarante-deux ans, aujourd'hui directeur du Centre de recherches pour l'architecture et l'industrie nautiques (CRAIN) qu'il a fondé, fut huit années durant chercheur en mathématiques fondamentales au Collège de France.

Pour se « laver » l'esprit, c'est sur la Seine qu'il s'initie au dériveur, prépare les Jeux olympiques de 1976. Il a plus tard la révélation de la course en haute mer : « J'ai été lassé par le confinement des mathématiques pures » explique-t-il aujourd'hui au Café du Nord de la Ville-en-Bois, qu'aurait aimé Paul Morand, rendez-vous inamovible de tous les voiliers rochelais.

Peu à peu les amarres avec le Collège de France prennent du mou. Déjà, grâce à l'arrivée de la micro-informatique, Philippe s'investit de plus en plus fortement dans l'ingénierie navale. L'aventure du Charente-Maritime, ce catamaran qui fut un défi technologique, le rattrape. Voici le mathématicien, gagné sans mal aux disciplines de l'hydrodynamique, l'aérodynamique, le calcul de structures des matériaux composites. Parallèlement, il met au point les premiers outils numériques en voile. Il songe encore que les PME des industries nautiques – la plaisance connaît alors un boom bien oublié depuis – auraient besoin de compétences extérieures. « Pourquoi ne pas créer un centre de recherches complet d'un bureau d'études ? » s'interroge Philippe.

Aujourd'hui, avec huit ingénieurs et deux commerciaux, dans les locaux du Technoforum de La Rochelle, le CRAIN décompose son activité en recherche (CNRS, hydrodynamique, navale de l'Ecole centrale de Nantes, liens avec l'enseignement supérieur, accueil de stagiaires bac + 5), et des études privées. Des logiciels de métier ont été développés par le Centre (roulage octaïque) et quelque quatre-vingt-dix licences ont été vendues dans vingt-cinq pays par ces ingénieurs pour la plupart rochelais. L'ao d'eux, Michel Kermadec est responsable

d'études du projet Americas Cup. Un jeune Hollandais est issu de l'université technologique de Delft. Un autre a préféré la mer à l'aéronautique. « Ce qui les a attirés à La Rochelle, commente Philippe, c'est le plaisir de travailler dans une petite équipe et non plus pour le compte de colosses industriels ».

Sylvain Berthomé, trente-six ans, Parisien d'origine, salarié de Voile systèmes (vingt-quatre personnes), une entreprise de voilerie, dévorait plus qu'il ne lisait Alain Gerbault dans son enfance. Cet ancien du CNAM, chercheur au CNRS durant neuf ans à Meudon, ne résista pas à l'appel de la Route du rhum. Aujourd'hui ce spécialiste de propulsion vélifique poursuit ses recherches, dépose des brevets, développe des cerfs-volants de sport coques pour la mer, la ceinture et le sable, qu'il estime promis à une forte croissance, et se trouve être le partenaire des grands noms de la voile, l'essentiel de son activité. « Si j'avais poursuivi un itinéraire classique, dit-il au pied d'une table de découpe de voiles s'apparentant à un terrain de basket, je serais vraisemblablement physicien dans un labo. Non que la recherche ne soit pas passionnante. Mais je serais passé à côté de quelque chose d'important dans ma vie ».

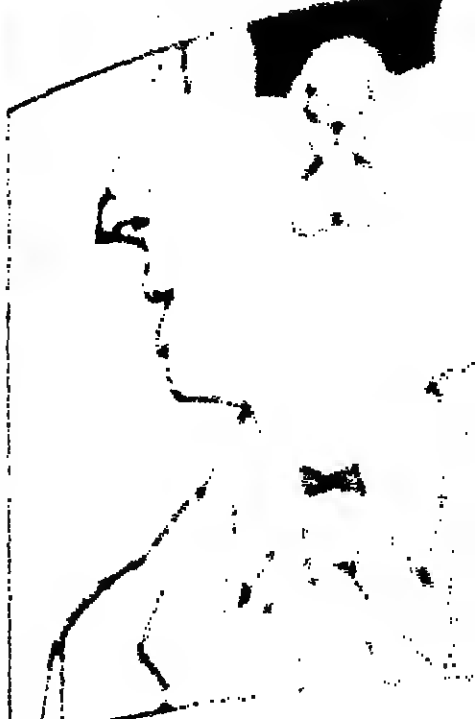
Dans la bande de copains, c'est ainsi qu'ils se qualifient – voici encore Jean-François Fontaine, ingénieur de formation (CNAM de Nantes), né à Boulogne-Billancourt. Il a créé en 1977 son propre chantier naval – cent salariés aujourd'hui – connu pour ses catamarans de croisière. « Ce qui fédère tout le petit monde de la filière voile, c'est une même sensibilité et un métier » confie Jean-François Fontaine.

A La Rochelle, le regard se porte, qu'acrocher la silhouette blanche de France-1. Cette ancienne frégate de la Météorologie nationale, promise à la ferraille mais reconvertie en musée maritime, reçoit cinq cent mille visiteurs par an. Patrick Schnepf en est le sauveur. Cet ancien soixante-huitard bouillonnant des bords de la Seine est devenu un spécialiste du patrimoine maritime.

Jean Menanteau



De Berce à Be...



Antiquaire du b...

هناك من النحل

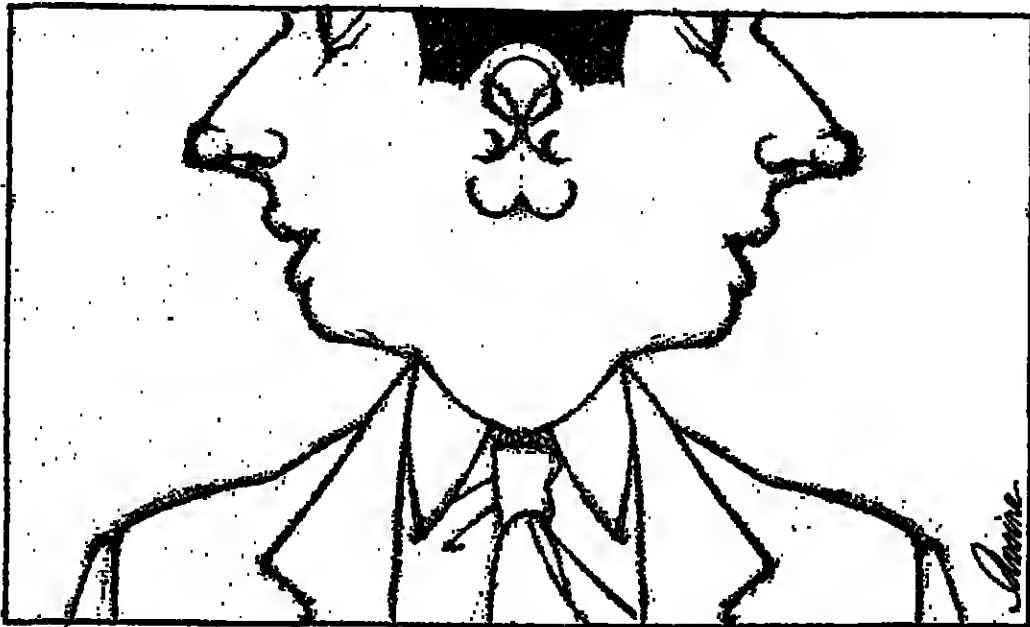
هك نام النكل

INITIATIVES

DOSSIER • Les parcours atypiques

De Bercy à Beaubourg

Cultiver sa différence pour rassembler



HIER chef de bureau à la direction du budget, aujourd'hui directeur général du Centre Georges-Pompidou, Bruno Ory-Lavollée cultive l'art des paradoxes. Quand tout le monde s'extasiait sur la richesse culturelle de l'exposition Matisse qui vient d'ouvrir ses portes, lui se targue de se préoccuper de l'organisation des files d'attente et des commodités d'accueil du public. A l'inverse, ce conseiller référendaire à la Cour des comptes dédaigne volontiers ses parcours prestigieux (Sciences Po, HEC, ENA), pour se présenter comme un joueur de piano émérite, fondateur d'un « petit festival de musique » dans l'Oise. Et quand enfin il compare l'animation de cet évènement « qui, affirme-t-il, se déroule dans une grange au milieu d'un champ de betteraves », à la « pompe à eau » d'un « petit festival de musique » dans l'Oise. Et quand enfin il compare l'animation de cet évènement « qui, affirme-t-il, se déroule dans une grange au milieu d'un champ de betteraves », à la « pompe à eau » d'un « petit festival de musique » dans l'Oise.

A l'heure où le Centre Pompidou, symbole de l'utopie culturelle publique des années 70, prend conscience qu'il est aussi une entreprise où s'activent quotidiennement plus d'un millier de personnes, nul doute que cet équilibre – promotion « Léonard

de Vinci », cela ne s'invente pas ! – était l'homme idéal pour accompagner cette mutation. Arrivé à l'été 1991 dans les bagages de l'actuel président du Centre, Dominique Bozo, il découvre alors un univers d'incompréhension où le « mépris des cultures » le dispute à l'« apathie des administratifs ». Lui-même n'est pas épargné par cette « effroie ». Sa fonction est nouvelle dans l'organigramme. Elle consacre, souligne-t-il, « l'adoption du professionnalisme dans des fonctions de gestion et d'administration jusque-là négligées ».

Attention au vocabulaire

En dépit de son locoutourable « légal », il est placé sous l'autorité du président et ses fonctions s'exercent avec celles de ce dernier. Bruno Ory-Lavollée a dû surmonter une réelle « oporité de la gestion », perceptible dans tous les cercles de la maison. « J'ai dû faire attention à mon vocabulaire », précise-t-il, les mêmes mots n'ayant pas la même signification à la direction du budget et dans les couloirs de Beaubourg. Ainsi le « contrôle de gestion » y est-il non pas perçu comme un moyen d'optimiser l'utilisation des

moyens disponibles, mais comme « un contrôle financier externe, bureaucratique et forcément négatif ». De même, la notion de « projet » se coopte-elle que sous un angle culturel. Pas question ainsi d'assimiler à des « projets qu'il faut gérer » la rénovation de la façade du pignon sud ou la rationalisation des envois de courrier.

A l'inverse, lorsque Bruno Ory-Lavollée évoque « la grande créativité » de la direction du budget, qui offre, selon lui, « une grande liberté dans la mise en musique des politiques publiques », lorsqu'il estime que « le management doit tendre à l'épanouissement des valeurs de l'entreprise », ou quand il affirme travailler « pour des siècles et des siècles » ce restaurant la façade de Beaubourg, ou à quelque peine à l'imaginer « éternel » dans les allées technologiques par excellence du ministère des finances.

Initié aux mécanismes budgétaires et politiques côté face, littéraire et artiste dans l'âme côté pile, Bruno Ory-Lavollée aime à se tenir aux confins de ces deux mondes. Car c'est avant tout une façon de réaliser l'ambition qu'il s'est fixée : « réussir l'intégration de tous au Centre Pompidou, du directeur du festival de cinéma au chef du bureau du courrier ».

Valérie Devillechabrolle

La carte « restauration »

Tous les chemins mènent aux fourneaux

IL n'est pas rare de rencontrer au détour d'une vieille rue de Paris ou dans les coins les plus reculés de France des petits restaurants dont le propriétaire a suivi un itinéraire des plus surprenants. Ingénieur, médecin, enseignant, vedette du show-biz, nombreux sont ceux qui, un beau jour, ont trouvé leur place, si ce n'est devant les fourneaux, du moins derrière le comptoir, par goût des relations, mais aussi parce qu'il faut bien vivre.

Pascal, la quarantaine olympique, patron d'un restaurant chaleureux du quinzième arrondissement de Paris, Le Bistrot, fait partie de ceux-là. Diplômé en droit, il a travaillé une dizaine d'années comme cadre dans une banque avant de démissionner pour cause de « mauvaise ambiance ». Il entre alors chez Vitatop, une chaîne de clubs de remise en forme, et en devient directeur général. Là, il commence à s'intéresser concrètement à la restauration dans le cadre de la mise en place des cafétérias. Lorsque Vitatop est racheté, il doit quitter sa place.

Commence alors la course à l'emploi. Après quelques mois, il comprend qu'il va devoir créer sa propre affaire : « Je me suis rendu compte que j'avais envie depuis longtemps de me lancer dans la restauration. Mais c'était quelque chose d'un peu rebelle en moi. Sans doute parce que, dans mon milieu d'origine, cela ne se fait pas. » En 1990, il trouve un petit

bistro de quartier à proximité de la bourse. Aidé d'un cuisinier et de deux serveurs, il soigne particulièrement l'accueil : « C'est gratifiant de voir arriver des gens crispés, de leur faire passer un bon moment dans une atmosphère agréable et de les voir repartir détendus. » Toutefois, reconnaît-il, tenir un restaurant est parfois une épreuve exigeante. Il faut être d'une « disponibilité » à toute épreuve. « Il faut oïmer le client », conclut-il avant de se lever d'un bond pour déclamer une grande tirade d'Alceste, ce triste héros du *Misanthrope* de Molière qui n'aurait jamais pu tenir une auberge.

Du Quay d'Orsay à l'élevage

Autre itinéraire, celui de Pascal Bilal, cinquante-neuf ans, qui fut photographe durant des années avant d'entamer une carrière d'auteur-interprète version rive gauche. En 1962, il gagne le concours « Les relais de la chanson » organisé par le journal *l'Humanité*. Pendant quelques années, il vivra de son métier, plus ou moins bien certes, car il n'a pas de grosses veines de disques, mais il y arrive. Il écrit des chansons pour les autres aussi (Cocotte Lemaire, Dalida...). Et puis, terriblement affecté par la disparition d'un compositeur de musique avec lequel il faisait équipe, il coupe avec le milieu. Il devient

dra garçon de café à Paris, avant de retourner quelques années dans sa Savoie natale prendre la gérance d'un café. En 1988, il revient à Paris et se tourne vers la restauration. « C'est un recyclage relativement facile, estime-t-il, même s'il y a beaucoup d'heures de servitude ».

Plus bucolique est le parcours de Béatrice de Montferrier, qui tient table ouverte du printemps à l'automne dans sa propriété de La Giraudière, à Villandry, en Indre-et-Loire. Cette ancienne fonctionnaire du Quay d'Orsay a d'abord occupé différents postes dans les services culturels français du consulat de San Francisco et de l'ambassade de Mexico avant de regagner l'Hexagone pour reprendre une exploitation agricole avec son conjoint. Et puis, de fil en aiguille, de l'élevage de chèvres à la fabrication de fromages, elle en est arrivée à la restauration : « Au départ, ce sont des clients venus nous acheter des fromages qui, voyant notre table familiale dressée sous les tilleuls, nous ont suggéré de proposer une dégustation sur place. » Après avoir suivi des stages de gestion, d'hygiène de la restauration, d'œnologie... elle a aménagé une dépendance de sa ferme du dix-septième siècle où elle accueille les touristes venus visiter les châteaux de la Loire. Un moyen agréable d'entretenir des relations avec le vie extérieur.

Catherine Leroy

Le médecin de l'ANPE

Savoir changer son fusil d'épaule

ETRE passée de la médecine à la direction d'une agence de l'ANPE, tel est l'étrange parcours d'Isabelle. Au début des années 80, fraîchement diplômée et déjà mère de deux enfants, elle perd son mari ; elle doit alors s'installer dans des conditions difficiles où créant son cabinet de généraliste au lieu d'habiter une cité. Elle sait que cela signifie peiner quatre à cinq ans avant de gagner correctement sa vie et s'y est résignée. Mais au bout de trois ans environ sa progression ralentit, puis s'arrête : dans la banlieue de Tours où elle exerce, le nombre de médecins – de spécialistes surtout – ne cesse de croître. Il lui faut multiplier les gardes de nuit et de week-end, ne prendre presque jamais de vacances.

Isabelle n'y perd pas pour autant le goût d'un métier qui la passionne : elle prend une part active à la vie de deux associations qui organisent un enseignement médical post-universitaire, participe à la formation des étudiants de médecine générale en faculté, reçoit des stagiaires, et fait des « vacations de saot scolaire » qui lui permettent de réaliser un travail de prévention psychosociale autant que médical. Mais rien de tout cela n'est payé, ou bien à un prix dérisoire. Après dix ans de cette vie « riche mais dure », Isabelle – qui s'est mariée et a un troisième enfant – commence à s'interroger sérieusement sur son avenir.

Comme elle se pose « des questions de fond », sur la médecine « dans nos pays riches », elle envisage un moment d'aller s'installer à Mayotte, près de Madagascar, et s'inscrit en faculté pour un certificat de médecine tropicale. Las ! Cette médecine-là ne permet pas davantage d'élever une famille : « Nous n'avons le choix qu'entre être payés par des gouvernements locaux peu fiables ou nous contenter des 4 000 francs qu'offrent les organismes humanitaires. » Alors, elle décide de « changer son fusil d'épaule » : elle pense à un travail en entreprise dans le secteur des ressources humaines et se met à suivre des cours du soir de psychologie du travail au Conservatoire des arts et métiers : « Une bouffée d'oxygène, avoue-t-elle. Moi qui vivais immergée dans le milieu médical, je découvre que la vie existe aussi... ailleurs. »

C'est ainsi qu'elle fait la connaissance d'une personne récemment recrutée comme cadre par l'ANPE qui lui décrit cette dernière comme « en plein bouleversement, fonctionnant avec un contrat de progrès, des objectifs à atteindre... ». « C'est ce qui m'a séduit », dit Isabelle. Et puis « il y a du concret, de l'action, une dimension sociale ». Elle passe le concours, le réussit. En trois semaines, elle vend son cabinet et démarre la période de formation prévue par l'ANPE. Un an plus tard, en octobre 1992, elle sera à la tête de l'une des agences parisiennes spécialisées dans le chômage des cadres.

Légère, légère

« La décision de quitter la médecine a été dure à prendre. J'en ai pleuré, dit-elle, mais je n'ai aucun regret. Je souhaite même à tout le monde la chance d'exercer deux métiers. Nombre de médecins voudraient se reconverter mais ils doutent d'y parvenir. Maintenant je peux leur dire qu'ils sont capables d'exercer bien des métiers grâce à l'expérience qu'ils ont acquise, notamment en matière d'écoute, de rapidité d'analyse et de décision, d'engagement aux responsabilités les plus lourdes. » Isabelle voit dans ces savoir-faire un deuxième « stock » de compétences aussi important que le bagage scientifique acquis en faculté : des compétences qui présentent l'avantage d'être transférables dans d'autres domaines. Ainsi, estime-t-elle, sa démarche intellectuelle auprès d'un demandeur d'emploi n'est pas très différente de celle qu'elle avait lors d'une consultation médicale.

Elle a transposé également dans son nouveau métier le goût qu'elle avait de réfléchir à tous les problèmes liés à son activité : elle fait partie d'un groupe de travail qui, à l'ANPE, s'efforce de réactualiser l'action auprès des cadres et va en rejoindre un autre qui s'interrogera sur les épreuves des concours de recrutement. Restée tourangloise, elle doit passer cinq jours par semaine à Paris. Mais qu'importe ! Elle dit se sentir « légère, légère » : elle n'a plus de souci en fin de mois et a le sentiment de continuer à être utile.

Marie-Claude Betbeder

L'antiquaire du bâtiment

Redonner vie aux briques des coronas

BLEUTÉE et déformée, ou bico orangée et fine, c'est « la brique d'autrefois, la brique des bons maçons », dit la pub de la société ANBRE (Anciennes briques restaurées) implantée près de Douai. Son activité – unique en France – consiste à récupérer les briques sur les chantiers de démolition des coronas et les frieries industrielles pour les revendre à des négociants, des entrepreneurs en bâtiment ou des restaurateurs de monuments historiques.

Créer un nouveau marché en redonnant vie aux briques d'autrefois, il fallait y penser ! Reste qu'en France, malgré le discours écologiste ambiant, on rechigne encore à utiliser ce matériau recyclé. En revanche, on en raffole en Belgique – plus de 20 millions de briques anciennes consommées par an – et en Grande-Bretagne pour construire des villas très chics. Les Belges ont été les premiers à venir piocher dans le oord de la France cette matière abondante et de qualité : composée de terre noble, étonnée et résistante, l'ancienne brique, vieille d'un siècle, ne coûte pas plus cher que la ocuve – environ 2 francs pièce – et offre le charme en prime.

De quoi donner des idées à Jacqueline Eyckmayer, quarante-six ans, cofondatrice d'ANBRE, qui décide d'attaquer ce marché en 1988 plutôt que de patienter quatre ans dans les bureaux de la SOGINORPA, filiale immobilière des Houillères du Nord-Pas-de-Calais, pour prendre sa retraite

après treize ans de service. « C'est une question de tempérament », lance-t-elle en se faufilant parmi les gravats d'un chantier, comme elle le fait chaque jour, pour négocier avec les démolisseurs et encourager ses ouvriers.

Séduit par son idée, un ancien cadre des Houillères la rejoint comme associé. Tous deux partent sur les traces des Belges et découvrent qu'il existe quatre types de briques, qu'ils baptisent L1, L2, L3 et L4. La SOGINORPA apporte son aide en attribuant à ANBRE la démolition de nombreux logements. Trois mineurs de fond, promis au chômage, sont immédiatement engagés.

Jalousie dévastatrice

Economiquement, culturellement et socialement, le projet ne manquait donc pas de sens. Il ne présentait pas non plus de difficultés techniques. En effet, une fois la démolition achevée, les ouvriers d'ANBRE retirent des gravats les briques entières, qu'ils grattent avec une pioche avant de les placer, prêtes à l'emploi, sur des palettes. Ils sont payés à la SMIC, assorti d'une prime de rendement, car il faut travailler vite pour libérer le terrain. Du coup, bon nombre de pierres échappent au recyclage, « alors qu'ensuite le chantier reste souillé pendant des semaines », déplore Jacqueline Eyckmayer, qui suggère la création de

décharges communales de proximité où ANBRE viendrait acheter les briques. Car la demande est importante. 1990 sera une année record : ANBRE, qui compte alors quinze ouvriers, vend 500 000 briques par mois en pleine saison.

Toutefois, certains démolisseurs ont mal vécu l'arrivée d'ANBRE, taxée de « concurrent déloyal » par l'un d'eux, tant les tarifs de démolition accordés par la SOGINORPA à l'entreprise leur paraissent bas. Réactions : pneus crevés, engins détériorés, briques volontairement jetées. Du coup, ANBRE décide, en 1991, de stopper l'activité de démolition pour se recentrer sur son métier d'origine : la restauration des briques, qu'elle rachète désormais aux démolisseurs. Trois ouvriers sont licenciés mais le boycottage des briques persiste et ANBRE doit se restructurer. Rachetée début 1992 par APINOR, une société satellite des Houillères, la société se sépare de l'associé de Jacqueline Eyckmayer et, fin 1992, le chiffre d'affaires étant passé à 2,15 millions de francs contre 3,4 millions en 1991, dix ouvriers sont licenciés. Il n'en reste plus que deux aujourd'hui, mais celle qui se surnomme « l'antiquaire du bâtiment » compte se battre jusqu'au bout. Son rêve : ouvrir un espace pour exposer briques, pierres et carrelages recyclés où « les gens viendraient comme s'il venaient acheter un meuble ancien ».

Francine Alizcovi

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

JOURNÉE PORTES OUVERTES LE SAMEDI 3 AVRIL

MS
ESCP

MASTRE SPECIALISE
DROIT ET MANAGEMENT
DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour former le juriste à la gestion d'entreprise dans un contexte de négociations internationales. Sélection ouverte aux titulaires d'un OESS ou DEA de droit, du CAPA ou équivalent.

Dossier de candidature et renseignements en appelant au : 49.23.21.40

ESCP

GRUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISES
79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11

ÉTHIQUE

Attaque sur la finance

En marge des scandales, déontologie et affaires ne font pas si mauvais ménage...



J.M. 93

DEUX dirigeants de l'Union européenne condamnés pour délits d'initiales suite à l'OPA sur la Ruche méridionale. La Sonacotra porte plainte contre son ancien PDG pour abus de confiance, abus de biens sociaux et abus de pouvoirs. La Bank of Credit and Commerce (BCCI) est accusée de fausse comptabilité et de dissimulation de pertes. Délits d'initiales, commissions occultes, détournements de fonds, blanchiment de l'argent sale, etc., les scandales financiers liés aux entreprises comme aux institutions financières font régulièrement la une des journaux depuis plusieurs années.

Ces scandales n'arrivent pas par hasard. La décentralisation des responsabilités, l'internationalisation des capitaux et des entreprises ont multiplié les transactions et le nombre des intervenants, et ouvert la porte aux abus de toutes sortes. Maîtriser parfaitement l'informatique et les télécommunications, les escrocs, les trafiquants et les fraudeurs se sont ainsi iocustrés dans les mailles enchevêtrées du paysage financier en recomposition.

Sous l'influence des travaux de la Commission des opérations de Bourse (COB) menés dès 1987, les professionnels se sont progressivement mobilisés contre le fléau. Des codes de déontologie fleurissent aujourd'hui un peu partout : marché du Monop, sociétés de gestion de portefeuille, association professionnelle des gérants d'OPCVM, etc.

Lors de la Convention européenne des conseils experts financiers, en octobre dernier, Gilles Brac de la Perrière, président d'honneur de la banque Pallas Stern, pouvait ainsi rappeler les progrès enregistrés dans différents domaines : déontologie personnelle et des marchés, relations entre intermédiaires et clients, émergence du contrôle interne. Alerté par la montée des scandales, le législateur est également intervenu à plusieurs reprises ces dernières années.

Murailles de Chine

Mise en place de règlements internes, diffusion de codes de bonne conduite, modification des organigrammes, certaines entreprises veulent même faire de l'éthique un outil de gestion. Par exemple, les convictions et les règles de comportement de Lafarge Coppée ont été révisées dans une charte. Le document influence directement le travail des responsables financiers. Chargé du financement des acquisitions internationales, Roland Ferdeque est au cœur du problème. Choix des pays, négociations, montages financiers, à tous niveaux de son travail, il tient à respecter les principes d'action du groupe. Les responsabilités étant largement déléguées, il manie en permanence des grosses sommes sans contrôle coercitif. « Nous pour-

rons dénoter les chiffres, mais nous faisons toujours remonter de façon la plus exacte possible la réalité », dit-il. Notre interlocuteur explique également que l'entreprise cherche à s'installer dans les pays où elle peut participer au jeu économique sans verser de financements occultes. Quoi qu'il en soit, la question de flouer le cédant, ou de détourner ses droits par des astuces juridiques.

En 1988, Paribas engagea un nouveau directeur, Gérard Stiechen, avec la casquette de responsable de la déontologie. Sa première mission : mettre au point et installer un règlement intérieur conforme aux obligations légales. Aujourd'hui, les « catégories » sensibles telles que les analystes financiers, les responsables des contacts avec les grandes sociétés cotées, les directeurs chargés des OPA, etc., sont strictement contrôlés. Ceux-ci doivent, par exemple, déclarer leur portefeuille de titres personnels. Des « murailles de Chine » ont également été élevées. Comprenez des barrières géographiques pour empêcher la circulation d'informations entre les différents employés d'un même établissement exerçant des métiers aux intérêts divergents. Ainsi, les responsables d'OPA et des scavs ont été isolés et ne peuvent en aucun cas dépendre du même patron ou participer à des réunions communes. Reste que si des informations filent lors d'un pot amical au café, la bague ne pourra être tenue responsable. Et c'est finalement pour elle l'essentiel.

Un effet boomerang autorégulateur

En mai 1992, Paribas a également diffusé un livret sur les règles de bonne conduite que doit appliquer le personnel en toutes circonstances. Traiter ses clients avec neutralité, sans privilégier indûment l'un ou plusieurs d'entre eux, ne pas fausser le fonctionnement des règles des marchés, refuser tout cadeau de la part de la clientèle, ne pas utiliser le secret bancaire pour couvrir des agissements criminels, etc., l'éthique financière est largement préconisée.

Lafarge Coppée, Paribas et d'autres agissent d'ailleurs moins par évangélisme que par souci d'efficacité. Car les risques d'une finance sans éthique sont loin d'être négligeables.

Le laisser-faire et le laxisme finissent un jour ou l'autre par avoir des effets boomerang autorégulateurs redoutables, mettant en cause la pérennité des entre-

prises. « Une place financière où les clients auraient le sentiment d'être volés comme dans un bois perdrait toute crédibilité et ferait fuir les investisseurs internationaux », souligne Gérard Stiechen. Au-delà des sanctions pénales, disciplinaires et administratives encourues, les institutions financières redoutent, elles aussi, le scandale et la désertion de clientèle qui s'ensuit.

La lettre des deux présidents de Paribas, André Levy-Lang et Michel François-Pocock, qui accompagnait le livret de bonne conduite est à cet égard explicite. En voici en substance quelques mots : « (...) le comportement exemplaire de chacun d'entre nous, aussi bien au sein de la banque que vis-à-vis de l'extérieur est indispensable pour que Paribas maintienne une image indiscutable et continue de mériter la confiance de sa clientèle (...) ».

Le manque d'éthique s'accompagne également mal du long terme. Lorsque les combos éclatent, les individus comme les entreprises sont grillés et lâchés par les amis d'hier. « Nous ne pourrions faire respecter nos droits et nous assurer qu'il n'y a pas de coups cochés dans nos négociations ».

Chez Lafarge Coppée et d'autres, l'éthique cimente également les valeurs d'entreprise et contribue à la motivation des troupes. Lorsque une firme joue un jeu clair et précis, chacun a le sentiment de faire partie d'une équipe et se consacre sur la finalité de son travail au lieu d'essayer de flouer les autres, estimant les spécialistes. « Quand une société est dirigée par des ruffians, l'atmosphère devient épouvantable et chacun essaye de tirer la couverture à lui », précise Jean-François Daigine, directeur de l'Institut de haute finance et auteur d'un ouvrage sur l'éthique financière (1).

Pour toutes ces bonnes raisons, l'éthique gagne du terrain, même si les affres de la crise favorisent, dans certains cas, davantage les comportements de « sauve-qui-peut » que les principes de fond.

Catherine Lévi

(1) : L'Éthique financière, de Jean-François Daigine, Que Sais-je?, 126 pages, juillet 1991. Lire également, L'Éthique des marchés financiers, Editions de l'Université de Bruxelles, 222 pages, 1991 (en vente aux éditions Vigot).

TECHNOLOGIE

Visioconférences

Les cadres des multinationales pratiquent de plus en plus la réunionnité à distance

RETOUR sur image. Début 1991, la guerre du Golfe jetait sous les feux de l'actualité un produit encore à l'état de pierre : la visioconférence. Grâce à ce dernier avatar des télécoms associant image et voix, les États-majors de quelques grandes multinationales, interdits momentanément de voyage, pouvaient organiser leurs réunions à distance sans s'exposer à l'insécurité supposée des déplacements aériens.

Cette publicité gratuite d'est pourtant pas à l'origine du décollage de la visioconférence qui remonte à mi-1992. Jusqu'alors, le coût, la lourdeur des matériels et des procédures en faisaient un outil à l'usage exclusif de quelques pionniers. Mais les progrès technologiques fulgurants ont complètement changé les données du problème. Grâce au système Numéris, un simple coup de fil à son correspondant suffit maintenant pour établir la communication et commencer la réunion à distance. Certes, la visioconférence n'est pas encore à la portée de toutes les bourses car il faut encore compter 400 000 à 500 000 francs pour se monter une salle de réunion-studio, soit au moins 800 000 francs avec son correspondant. Mais, France-Télécom promet pour bientôt des équipements tournant autour de 100 000 francs à 150 000 francs.

De leur côté, les tarifs de communication ont sensiblement baissé. Une heure de « travail » entre Paris et la province coûte environ 37 francs hors taxes contre 844 francs jusqu'à une période récente. Quant à la note internationale, elle dépend de l'éloignement. À titre indicatif, un Paris-New-York coûte environ 1 300 francs hors taxes. Quel budget ? Par exemple, Renault-Véhicule industriels qui utilise son studio environ quatre-vingt heures par mois en liaison avec Volvo (Suède), dépense environ 600 000 francs par an. Une somme qui n'est pas négligeable, mais qui ne représente que quelques pour cents de la facture téléphonique.

Une solution aux décalages horaires

Quel est l'état du parc ? On compte aujourd'hui environ 200 studios en France et une cinquantaine d'utilisateurs. Les premiers intéressés sont les entreprises internationalisées qui, à l'origine, multiplient les réunions de travail entre sites et équipes distantes. Or les voyages ne peuvent indéfiniment assouvir cette fringale de rencontres. Par exemple, selon Jacques Beer Gabel, directeur des systèmes d'information, la fusion Rorer (Etats-Unis) Rhône-Poulenc justifiait pleinement l'utilisation de la visioconférence. « Dans le cadre d'un tel rapprochement, une multitude de gens de part et d'autre de l'Atlantique, doivent fréquemment travailler ensemble. Le téléphone a ses limites. Quant aux voyages à répétition, ils prennent beaucoup de temps et sont très fatigants ».

Mais la visioconférence ne se contente pas de se substituer partiellement aux voyages longs et éreintants, elle multiplie aussi les occasions d'échanges et permet surtout de résoudre sur-le-champ des questions imprévues sans l'insoluble casse-tête des agendas multiples et des décalages horaires. Il n'est donc guère étonnant que les services recherche et développement, qui planchent à répétition sur des problèmes techniques, soient les premiers à s'être convertis à cet outil qui visualise même en grand les documents de travail.

Mais si chacun comprend assez vite intellectuellement les avantages potentiels de la visioconférence, les réticences de départ ne sont pas pour autant nulles. Les responsables des systèmes d'information (d'ici les anciens directeurs informatiques) des usagers internationaux se livrent donc tous, plus ou moins, à des campagnes de marketing « soft » pour convaincre le « client ». Car pas question de forcer la main et encore moins de présenter la visioconférence comme un ersatz de voyages. « Il y a mille prétextes au départ pour se dérober, mais dès que le premier pas est franchi, la visioconférence est très vite adoptée », souligne notamment Marcel Emerard, directeur des systèmes d'information de Pasteur Mérieux qui travaille en « visio » avec les deux établissements du laboratoire nord-américain Connaught acquis il y a trois ans.

Mais au fait comment sont orchestrées ces réunions du troisième type ? Techniquement, ce n'est pas très compliqué. Le studio comprend écrans, caméras, haut-parleurs, téléphone, etc. Supposons qu'une entreprise parisienne veuille travailler avec son correspondant berlinois. Un jeu de deux caméras filme le team local et les documents de travail pour l'équipe éloignée qui réceptionne les images et le son grâce aux écrans vidéo. Et vice versa.

Les plus souvent, les réunions durent entre une heure et demie et deux heures et réunissent quatre à six participants de part et d'autre. Elles ressemblent beaucoup aux séances traditionnelles. A quelques nuances près tout de même. « Avec un minimum de préparation, 80 % du travail d'une réunion classique est effectué », appuie Jacques Beer Gabel. Comprenez un minimum de discipline car avec la visioconférence, on ne peut, comme d'usage, parler à tort et à travers au risque de brouiller le son. Lors des réunions tripartites, voire quadripartites, beaucoup plus compliquées techniquement, les participants sont même contraints de se transformer en bouddhas de la communication. Les conséquences en sont parfois surprenantes. Marcel Emerard, par exemple, a constaté que les désaccords dans ce type de séance sont toujours feutrés. Reste évidemment à savoir s'ils ne resurgissent pas de plus belle lors des contacts physiques.

Des bouddhas de la communication

Car les meetings ont toujours lieu. Un passage obligé pour le premier contact et les négociations importantes où la poignée de mains comme la rencontre des yeux sont indispensables. Quant aux séminaires de travail, ils ne sont pas non plus compromis par cet outil efficace, certes, mais peu convivial. Chez les champions de la mondialisation, la visioconférence n'a pas supprimé les voyages. Du moins, en a-t-elle ralenti le rythme. La raison est simple : elle a été introduite davantage pour faciliter le travail que pour faire des économies. Même si la réduction des coûts n'a pas été négligée par les responsables des systèmes d'information pour faire passer l'investissement.

Cependant, la chute du prix des matériels pourrait bien donner du poids à l'argument économique. France-Télécom et sa filiale France-Câble Radio espèrent toucher largement les entreprises de moindre taille aux activités décentralisées et attentives à la réduction de leurs frais généraux. Certes, partir à six heures du matin et rentrer chez soi à onze heures-minuit pour deux heures de réunion au fin fond de la France coûte cher en énergie, en temps et en deniers trebuchants. Responsable télécom de Renault-Véhicules industriels, Claude Ha-Minh-Tu a fait valoir de tels motifs pour équiper l'établissement de Blainville, au demeurant pas très bien desservi par les transports, surtout au départ de Véoisieux (région lyonnaise). « Nous sommes effectivement partis sur l'hypothèse de travail de réduire les frais de déplacement de 30 % », dit-il.

La guerre des transports et de la visioconférence a commencé... C. L.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

JOURNÉE PORTES OUVERTES
LE SAMEDI 3 AVRIL

MS
ESCP

MASTRE SPECIALISE
MANAGEMENT DE LA QUALITE

EN COLLABORATION AVEC L'ESCP ET L'ESTP

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour former aux méthodes de gestion de la qualité et au management global de l'entreprise par les démarches de qualité totale.

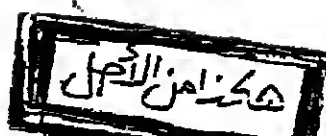
Sélection ouverte aux ingénieurs, médecins, grandes écoles de gestion, pharmaciens, DEA, DESS ou équivalent.

Dossier de candidature et renseignements en appelant au : 49.23.21.40

ESCP

GRUPPO SCOLARE SUPERIORE DI COMMERCIO DI PARIGI - MASTERS SPECIALISTES
78, avenue de la République - 75018 Paris Cedex 11

مكتبة النجف

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

Visioconférences

TRIBUNE

L'image, une aide pour le travail de groupe

par François Régner

Il y a, dans le travail de groupe, trois principales sources de contre-productivité : confusion entre mesure et évaluation, interférence entre échange et jugement, et crainte du dissensus. Dans le vie quotidien, nous finissons par ne plus marquer de différence entre mesure et évaluation. La mesure renvoie à des grandeurs chiffrées faisant appel à des estimations calculatoires, statistiques ou probabilistes. L'évaluation reste toujours entachée de subjectivité : perception d'un expert, qualité de vie d'un patient, image d'un produit.

Il est vrai que notre modernité s'est largement construite à partir de la physique, une science dure, où la mesure est reine. L'agrégation des préférences individuelles, qui est au cœur d'un travail de groupe, implique de combiner évaluation et mesure, non de les confondre. Dans une technique courante de créativité, le *brainstorming*, la règle du jeu est simple : il faut pratiquer le jugement suspendu. La phase de production (recueillir le maximum d'idées) prime la phase d'évaluation, qui lui est ultérieure (tri et classement des idées utilisables). Cette séparation des étapes se révèle puissante : il y a un temps pour échanger et un temps pour porter des jugements.

Dissocier échange et jugement dans un travail de groupe permet de mieux fédérer les dialogues tout en les rendant plus fructueux. Le consensus, un sens médiatique, n'est souvent qu'un compromis implicite entre les tendances médianes du corps social, au risque d'ignorer les extrêmes. Cette acception fait sourire les logiciens, qui n'acceptent guère de forcer le consensus là où il n'existe pas vraiment. Tant que l'on reste dans l'alternative binaire de la logique manichéenne, que faire de positif avec ceux qui sont contre, s'ils sont en minorité ? Ce qui est constructif dans la possibilité de rendre factuelles les perceptions nuancées des membres d'un groupe, c'est que, en donnant de la couleur aux choses, la crainte du dissensus se volatilise. Or si l'on parle beaucoup moins de dissensus que de son contraire, le consensus, c'est précisément que l'on craint qu'il n'apporte que le désordre. De même qu'en recherche scientifique l'erreur est considérée comme une voie posi-

tive sur les chemins de la découverte, le dissensus permet de faire surgir l'étrange de l'information.

Résumons trois directions vers lesquelles notre pratique nous a porté : dresser un panorama de l'information, transformer le groupe en orchestre et passer du désordre à l'ordre. En décollant de l'aéroport de Nice, il est possible de donner une leçon de géographie à un enfant. La côte, la mer, la baie des Anges, les îles de Lérins, puis, quand l'avion prend sa route vers le nord, les Alpes, les glaciers, les vallées.

Cette géographie concrète, dans laquelle chaque image « vaut dix mille mots » ne peut laisser indifférent. L'idéogramme arboré est à deux dimensions et représente un objet, un concept, une fonction. Les icônes qui apparaissent aujourd'hui sur l'écran d'un ordinateur en sont un prolongement. Même si nous n'en sommes pas toujours conscients, ce qui caractérise l'essor de l'Occident, c'est la linéarité. Celle de la ligne typographique, de l'algèbre linéaire. Pourtant, aujourd'hui, la pensée en surface s'est développée. Nous retrouvons l'omniprésence de l'image dans les cartes en provenance des satellites, nu dans l'imagerie médicale qui rend le corps transparent. L'image peut ainsi devenir la matrice de la communication dans un travail de groupe. Il faut d'abord décrire la tâche en autant d'éléments qui sont nécessaires pour en établir une partition. Le fond de carte utilise la trame du damier. En plaçant les participants en colonnes et les éléments de la tâche en lignes, à l'intersection se lit le choix d'un participant. Si ce choix provient d'une échelle colorée, il est d'autant plus lisible qu'il est une donnée de l'ensemble de ce panorama.

Le vert indique un choix défavorable. Vert clair, orange et rouge clair nuancent les préférences entre ces deux extrêmes (1). Là où les consensus favorables ou défavorables sont affichés, une économie peut être réalisée sur l'échange verbal. Là où les dissensus sont visibles, l'échange en sera dédramatisé d'autant. Il est plus facile de montrer que de démontrer. Un chef d'orchestre explique, non sans humour, qu'il est le seul à ne pas émet-

tre de sons dans un concert. En revanche, même si les musiciens se trouvent être d'excellents instrumentistes, chacun doit aller au-delà de la seule technique instrumentale. Un chef d'orchestre parle même d'*empowerment*, pour désigner cette situation particulière de donner les moyens d'être eux-mêmes à ses musiciens. Or l'*empowerment* fait partie des recherches les plus actuelles sur le management (2). Il s'agit bien de permettre à chacun d'être un acteur à part entière, ce qui peut correspondre à la formule : « Sois toi-même et fais-le ! » Tous ceux qui participent au travail de groupe savent combien le désordre peut se révéler fécond. Pourtant, un certain désordre est nécessaire pour qu'un caractère constructif n'apparaisse.

Si les procédures sont trop rigides, la créativité disparaît. C'est là que nous pouvons apprivoiser les technologies de l'information. Elles rendent possible l'affichage d'une image dans toutes les conditions de la tenue d'un réunion. Pouvoir trier l'image, en hiérarchiser les éléments facilite la réunion en passant du désordre à l'ordre. Et dénouer les nœuds du consensus et du dissensus apporte un enrichissement auquel chacun ne manque d'être sensible.

Notre recette est simple : il faut éviter de diluer l'individu dans le groupe, tout en le reliant aux autres, c'est ce qui crée l'interactivité et contribue à élargir le champ de perception du problème. Combiant le fossé longtemps infranchissable entre les sciences humaines, qui se réfèrent davantage aux mots, et les sciences de l'ingénieur, qui se réfèrent plus aux chiffres et aux méthodes, une ingénierie de la perception est aujourd'hui disponible.

(1) François Régner, *Annoncer la couleur. Pour une approche nuancée du consensus*, Institut de métrologie qualitative (IMQ) éditeur, Nancy (1989).
(2) Q. Mills, *Empowerment : Allowing People to Act*, Meeting of Management Centre Europe (MCE), Bruxelles (1993).

François Régner est directeur des études et de la prospective à Synthelabo (groupe L'Oréal).

de la démarche et à l'implication des partenaires sociaux dans les processus d'anticipation.

► *La Gestion prévisionnelle et préventive des emplois et des compétences*, de Dominique Thierry et Christian Saurat. Editions L'Harmattan, 5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris. 268 pages, 130 francs.

La citoyenneté des ingénieurs

► Réalisé avec le concours du Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France (CNISF), cet ouvrage offre un riche mélange d'analyses statistiques et d'exemples vivants sur le métier d'ingénieur aujourd'hui. Comment les ingénieurs vont-ils évoluer leur place dans l'entreprise, leur rôle dans la société ? Quelles sont les attentes de la société ? Quelles sont les exigences de la profession ? Pourquoi est-il devenu plus prestigieux de gérer, ou de manager, que d'inventer ? S'interroge Claudine Lange, analysant, grâce aux témoignages d'une cinquantaine d'ingénieurs de nationalités différentes, les possibilités de définir et de « révéler », en France et en Europe, une véritable « citoyenneté des ingénieurs ».

► *Etre Ingénieur aujourd'hui* de Claudine Lange. Editions du Rocher : 28, rue Comte-Félix-Gaetaldi, Marseille. 52 pages, 136 francs.

« Touchessacome... »

► Nicolas Vial, que les lecteurs connaissent bien, notamment parce qu'il illustre souvent « Le Monde illustré », cède à son tour à l'envie de camper le milieu des cadres, de caricaturer leurs tics et de jouer de leurs modes, celles du management entre autres. Mais, pour ce faire, Nicolas Vial réutilise, en les mettant en

perspective, comme dans un gigantesque collage, certains des dessins qu'il a publiés dans ces colonnes ou dans d'autres quand ces thèmes sont évoqués. Par les couleurs et la mise en page, ceux-ci en sortent grandis et en les regardant d'un œil différent, ils prennent une cohérence dans une histoire. Un parcours caustique.

► *Touchessacome ou les aventures d'un cadre au mental d'acier*, par Nicolas Vial. Le Cherche-Midi éditeur, collection « La bibliothèque du dessinateur », 96 pages, 115 francs.

Guide des ressources humaines 1993

► Cette deuxième édition du *Guide des ressources humaines* présente les biographies, photos et adresses des directeurs des ressources humaines dans les administrations, les collectivités, les entreprises et les médias.

► *Le Guide des ressources humaines 1993*. Editions Jean-François Doumic, 5, rue Papillon 75009 Paris. 293 pages, 1477 francs (TTC).

Guide de la communication 1993

► Autre galerie de portraits. Edité pour la première fois en 1989, ce guide dresse la liste des responsables de la communication des entreprises, administrations, collectivités locales et agences.

► *Le Guide de la communication 1993*. Editions Jean-François Doumic : 5, rue Papillon 75009 Paris. 653 pages, 1561,40 F (TTC).

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20. STAG'ETUD 12, av. Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-99.

GESTION

o Lieu : Saint-Prix (95). Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, ESC/maîtrise de gestion, anglais et italien si possible. Mission : gestion et suivi des contrats avec les entreprises et des conventions. 04212.

COMPTABILITÉ

o Lieu : Villefranche (69). Date : mai. Durée : 1 mois. Ind. : non rémunéré. Profil : bac, connaissances Windows, Word, convention de stage. Mission : frappe de courriers en comptabilité et classement. 04186.
o Lieu : Port-de-Bouc (13). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, comptabilité, convention de stage. Mission : comptabilité analytique. 04113.

MARKETING

o Lieu : Paris. Date : 15 mars. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % SMIC + prime si résultats. Profil : bac +3, expériences en marketing téléphonique appréciées, convention de stage. Mission : développement d'un portefeuille, recherche de nouveaux clients par téléphone. 04188.
o Lieu : Courbevoie. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3500 F/mois. Profil : bac + 4, école de commerce, connaissances de Word, Excel sur PC, convention de stage. Mission : suivi statistique sur le marché des produits, suivi des études de marchés. 04150.
o Lieu : Marseille. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : Bac + 3. Mission : étudier le réseau de distribution de cassettes VHS grand public (thèmes historiques), classer, organiser les distributeurs et près de rendez-vous. 04179.
o Lieu : Toulouse. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : Bac + 2, technique de commercialisation, école de commerce, connaissances TTX, Word 4 ou 5 appréciées, convention de stage. Mission : assistant commercial (saisie téléphonique) pour suivi de clientèle, prise de rendez-vous, relation téléphonique. 04183.

COMMERCE INTERNATIONAL

o Lieu : Niort (79). Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 6500 F brut. Profil : bac + 4, école supérieure de commerce ou universitaire, convention de stage, marketing, logistique. Mission : enjeux et potentiel de développement de l'impact au sein de la firme. 04197.

VENTE

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, action commerciale, marketing, convention de stage. Mission : enquête téléphonique auprès des membres de l'association pour connaître leurs besoins et attentes en matière de produits et services. 04205.
o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, commercial, marketing, photos et adresses des directeurs des ressources humaines dans les administrations, les collectivités, les entreprises et les médias. 04210.
o Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F + commission + prime de 1500 F si objectifs réalisés. Profil : bac + 1, aptitude pour les contacts téléphoniques, convention de stage. Mission : prospection commerciale auprès d'un fichier déjà existant, remise à jour. Développement d'un portefeuille de clientèle. 03559.
o Lieu : Arnes (69). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : fixe 2000 F + commissions. Profil : bac + 2, formation commerciale et connaissances en secrétariat, convention de stage. Mission : Organisation commerciale d'une société de télécommunication. 03944.

INFORMATIQUE

o Rouen et Puteaux. Date : avril. Durée : 8 mois (formation). Ind. : 55 % SMIC. Profil : bac + 2, gestion ou scientifique, avoir moins de 26 ans. Mission : analyste programmeur sur IBM AS/400. 04211.

COMMUNICATION

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F/mois. Profil : bac + 4, communication, commerce-économie, connaissances

des médias, bon niveau d'anglais, convention de stage. Mission : assistant(e) consultant, revue de presse, fichiers, recherches documentaires, contacts presse. 04054.
o Lieu : La Défense. Date : 15 mars. Durée : 2 mois. Ind. : 1800 F/mois. Profil : bac + 3, expérience dans le domaine de la communication, journalisme, convention de stage. Mission : communication des activités de la fondation, relations presse des expositions organisées par la fondation dans le cadre de la Grande Arche. 04208.

o Lieu : Levallois-Parret. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, anglais, Word, convention de stage. Mission : assister le responsable des colloques, congrès et séminaires. 04153.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, communication, Macintosh, Word 5, Excel 4, PAQ, convention de stage. Mission : effectuer des missions de communication (espaces relationnelles et rédactionnelles). 04099.

PUBLICITÉ

o Lieu : Suresnes. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1800 F/mois. Profil : bac + 3, connaissances communication, promotion des ventes (saisie téléphonique), convention de stage. Mission : participer au développement de l'agence en participant à la prospection et en développant des opérations hors médias. 04102.

o Lieu : St-Ouen. Date : immédiat. Durée : 1/2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1-2, BTS action publicitaire, connaissances Macintosh, convention de stage. Mission : assister sur budgets existants, aide au développement suivant goûts et capacités. 04213.

o Lieu : Lyon. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1000 F/1200 F/mois. Profil : bac + 1, BTS action publicitaire, connaissances Macintosh, Word 4 (facultatif), convention de stage. Mission : réalisation, rédaction d'un guide d'informations destiné aux associations. 04199.

o Lieu : Lyon. Date : août. Durée : 2 mois. Ind. : 1000 F/1200 F/mois. Profil : bac + 1, BTS action publicitaire, connaissance Word 4, Macintosh Page-Maker, convention de stage. Mission : conception, mise en page et illustration d'un guide publicitaire, mise au net, photogravure, saisie. 04200.

SOCIOLOGIE

o Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 2600 F. Profil : bac + 4, sociologie, convention de stage. Mission : enquête d'impact sur le rapport d'activités + synthèse des résultats. 04156.

ÉCONOMIE

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, économie de l'entreprise, convention de stage. Mission : chargé de la réalisation d'un état économique de 200 pages. Pour cela devra envoyer mailings, consulter les banques de données, mise en forme et analyse. 04060.

SECRÉTARIAT

o Lieu : Bagnolet. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1700 F/mois + tickets resto. Profil : bac + 2, BTS secrétariat bureautique, connaissance Word 5 et anglais, convention de stage. Mission : préparation et envoi des dossiers d'inscription aux rencontres chorégraphiques internationales. 04131.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : éventuelle. Profil : bac + 2, BTS secrétariat/tourisme, connaissances informatique et langues, convention de stage. Mission : frappe de courriers, envoi de documentation, aide diverse et traduction. 04130.

o Lieu : Paris. Date : août. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, secrétariat, convention de stage. Mission : secrétariat, accueil, standard. 04109.

o Lieu : Lyon. Date : juin. Durée : 1 mois. Ind. : non rémunéré. Profil : bac + 2, secrétariat, convention de stage. Mission : mise à jour du fichier client, courrier, facturation, accueil, téléphonique. 04174.

o Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS secrétariat, TTX, anglais, convention de stage. Mission : travaux de secrétariat sur TTX, relation téléphonique, réorganisation de dossiers. 04061.

TOURISME

o Lieu : Paris. Date : août. Durée : 2 mois. Ind. : carte orange. Profil : bac + 2, connaissance anglais + frappe, convention de stage. Mission : travaux administratifs, classement et frappe, téléphone, répondre au courrier, suivi des dossiers jeunes filles au pair et séjours linguistiques. 04092.

LIBRAIRIE

Un outil pour l'insertion

► Quels sont les différents dispositifs du monde de l'insertion ? Comment les mettre en œuvre ? Le livre réalisé par Dominique Lallemand, journaliste, avec la collaboration de responsables de l'Union nationale inter-fédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNOPSS), est un véritable guide pratique de l'insertion. En plus d'un chapitre consacré à l'accompagnement social, chaque thème abordé (RMI, logement, emploi, santé) est présenté sous la forme de fiches pratiques complètes par la description d'initiatives associatives.

► *Des outils pour l'insertion*. Collection « UNOPSS », éditions Syros. 9 bis, rue Abel-Fovelle, 75013 Paris. 356 pages. 150 francs.

Former pour insérer

► Conçu comme l'« évaluation d'une politique publique de lutte contre le chômage de longue durée », ce livre présente une série d'articles consacrée au dispositif d'actions d'insertion et de formation (AIF) qui incarne depuis 1990, dans la lutte contre l'exclusion, le volet formation et insertion professionnelle de la politique de l'emploi. De nombreux économistes, sociologues et spécialistes de la formation ont notamment été chargés par la MIRE (mission interministérielle recherche expérimentation) de collaborer à l'ouvrage. Au-delà de la seule évaluation détaillée du dispositif des AIF — qui reste au centre du livre —, chaque chercheur développe une réflexion plus large qui tente de cerner la diversité croissante des interventions en direction des chômeurs. « La montée quantitative du chômage au cours de la

décennie 80 », précise en introduction Christophe Guittou, « a entraîné la politique de l'emploi à rechercher l'« adaptation » de ses actions « à la pluralité des attentes et des besoins ». Parmi les nouveaux concepts, l'« individualisation » des interventions de l'action publique fait l'objet de plusieurs analyses ; celle comme « mode de traitement généralisé des difficultés individuelles », elle a été en effet peu à peu imposée comme « principe directeur et organisateur » de la politique de lutte contre l'exclusion professionnelle.

► *Former pour insérer*, sous la direction de Christophe Guittou et Hugues Sibille. Editions Syros Alternatives : 8, rue Montmartre 75001 Paris. 241 p., 180 F.

La gestion des emplois et des compétences

► Destiné à tous les responsables (chefs d'entreprise, directeurs des ressources humaines, organisations professionnelles et syndicales, acteurs locaux) qui souhaitent être à l'initiative d'une gestion en matière de métiers et de compétences, cet ouvrage est une rédaction enrichie du guide technique sur la gestion prévisionnelle et préventive des emplois et des compétences (GPPEC), publié en 1990 par l'association Développement et Emploi. Cette deuxième édition reprend largement le texte de 1990 en y apportant toutefois « des remaniements et des compléments importants, issus de notre pratique de terrain depuis cette date », précisent les auteurs. Parmi les nouveautés figurant des chapitres consacrés à l'adaptation des démarches de GPPEC aux PME-PMI, au renforcement du volet individuel

CARRIÈRES INTERNATIONALES



FIDA
Fonds International de Développement Agricole
(Nations Unies) (Rome, Italie)
cherche

FONCTIONNAIRE D'ADMINISTRATION (P4)

Sous l'autorité générale du Chef des services administratifs, le titulaire supervisera et exécutera les tâches suivantes:

PASSATION DES MARCHÉS: évaluer et assurer les besoins annuels d'approvisionnement au Siège. Préparer les appels d'offres et les contrats de services, analyser les offres et négocier les contrats.

STOCKS: assurer la garde des biens officiels; superviser la gestion et la comptabilisation des stocks.

BÂTIMENTS/INSTALLATIONS: évaluer tous les besoins techniques d'entretien et de nettoyage. Assurer la liaison avec les propriétaires.

SÉCURITÉ: évaluer les besoins de sécurité. Surveiller les arrangements contractuels. Assurer la liaison avec les fonctionnaires du Gouvernement hôte en ce qui concerne les besoins spéciaux de sécurité. Veiller au respect des procédures de sécurité.

SERVICES D'APPUI: évaluer, fournir et superviser les services administratifs pour les locaux et installations du Siège. Superviser le contrôle des stocks, les expéditions, la couverture des risques (polices d'assurance), les services de restauration, la petite trésorerie et les travaux contractuels d'imprimerie.

DIVERS: rédiger les instructions et manuels administratifs correspondants. Déterminer les besoins annuels aux fins d'établissement du budget; suivre les dépenses engagées au titre des crédits budgétaires.

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE: diplôme en administration des affaires, gestion, droit commercial, économie ou équivalent. Sept à dix années d'expérience dans le domaine administratif, de préférence avec trois ans au moins dans une organisation internationale ou du système des Nations Unies. Connaissance des aspects juridiques de la passation des marchés et des procédures contractuelles. Excellente connaissance de l'anglais et de l'italien.

TRAITEMENT DE BASE NET ANNUEL: de 39 368 USD à 55 221 USD, plus indemnité de poste de 13 070 USD à 18 333 USD.

OUVERTURE INITIALE DE L'ENGAGEMENT: 2 ans.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTIONS: dès que possible.

Prière d'envoyer un curriculum détaillé en anglais, en 2 exemplaires à:

Division du Personnel - FIDA
Via del Serafico 107 - 00142 Rome (Italie) - Télécopie: 106 5043463
Date limite de présentation des candidatures: 16 avril 1993

Il ne sera accusé réception qu'aux candidats qui auront été présélectionnés.

LES CANDIDATURES FÉMININES SONT PARTICULIÈREMENT ENCOURAGÉES

LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

RECHERCHE POUR SON SIÈGE À WASHINGTON

un TRADUCTEUR
EXPERIMENTÉ (R/R)

spécialisé dans la traduction d'anglais en français de textes économiques et financiers. Le candidat retenu devra être capable de travailler sous pression.

un RÉVISEUR (R/R)

spécialisé dans la révision de traductions d'anglais en français de textes économiques et financiers. Le candidat retenu sera chargé de révisions et éventuellement de traductions.

Les candidats aux deux postes devront être de langue maternelle française et posséder une connaissance approfondie de l'anglais, la maîtrise de l'espagnol ou du russe étant considérée comme un atout supplémentaire. Ils devront posséder un diplôme universitaire, de préférence en économie ou en droit, et avoir plusieurs années d'expérience confirmée de la traduction ou de la révision, selon le poste, dans ces domaines. Ils devront être capables de travailler directement sur ordinateur personnel et de se servir de logiciels de traitement de texte.

Après une première sélection sur dossier, les candidats seront convoqués à un concours. Les traitements seront fonction du niveau de formation et de l'expérience. Les contrats offerts seront initialement d'une durée de deux ans.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser lettre et CV (en indiquant le poste pour lequel elles souhaitent que leur candidature soit examinée) avant le 31 mars 1993 à:

Traducteur/Réviseur
Recruitment Division
International Monetary Fund
700 19th Street, N.W., Washington, D.C. 20431 (USA)
Fax: 202-623-7333

LES DIRIGEANTS

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
EN COMMUNICATION

recherche

UN DIRECTEUR CONSEIL
EN COMMUNICATION SANTÉ

Homme ou femme

Ayant une formation médicale et une expérience au sein d'un laboratoire pharmaceutique ou au sein d'une agence conseil de cinq ans minimum.

Capable de jouer un rôle de conseil auprès de nos clients, de développer des stratégies et programmes de communication et de participer au développement de la société.

Compétence rédactionnelle de haut niveau, connaissance de l'anglais parlé et écrit et expérience internationale sont requises.

Faire parvenir CV détaillé, photo et prétentions sous référence 8637

au MONDE PUBLICITÉ, 15/17, rue du Col.-Pierre-Avia
75902 PARIS Cedex 15
qui transmettra.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

engage, avec contrat d'une durée limitée à 3/5 ans,

DES AGENTS TEMPORAIRES (m/f)
Assistants de catégorie B

Service: Direction Générale Relations Extérieures.
Lieu d'affectation: Bruxelles.

• REF. 697/1/92 - Assistant adjoint B5/B4

Domaine: aide économique aux pays de l'Europe centrale et orientale.

Fonctions: participer à la gestion de projets de modernisation et développement de l'infrastructure publique, notamment en ce qui concerne les douanes et les statistiques; préparation et suivi des appels d'offres pour la fourniture d'assistance technique et de matériel en liaison avec les services compétents de la Commission et les autorités nationales des pays de l'Europe centrale et orientale.

Qualifications particulières requises: avoir acquis une expérience professionnelle post-scolaire appropriée aux fonctions d'au moins trois ans; avoir une connaissance approfondie de la politique communautaire vis-à-vis des pays de l'Europe centrale et orientale; avoir une bonne expérience des problèmes liés aux réformes économiques et à la modernisation de ces pays; avoir des capacités confirmées en matière d'organisation et d'administration ainsi qu'une aptitude à travailler de façon autonome.

• REF. 707/1/92 - Assistant adjoint B5/B4

Domaine: mise en œuvre de l'aide à la restructuration économique des pays de l'Europe centrale et orientale et de la coopération technique avec les États de l'ex-Union soviétique.

Fonctions: suivi administratif et financier des programmes; audit des institutions chargées de l'exécution des programmes (passation de marchés, gestion financière, etc.); mise en œuvre d'un système d'information de gestion (partie administrative et financière).

Qualifications particulières requises: avoir acquis une expérience professionnelle post-scolaire appropriée aux fonctions d'au moins trois ans; avoir une bonne expérience en gestion financière, audit, suivi et évaluation de projets de développement (essentiellement des projets d'assistance technique); avoir une connaissance confirmée des programmes PHARE et CEE assistance technique.

• REF. 747/1/92 - Assistant adjoint B5/B4

Domaine: Gestion du personnel.

Fonctions: recrutement d'experts internationaux pour les programmes PHARE et TACIS; négociation des conditions d'emploi; gestion administrative du personnel.

Qualifications particulières requises: avoir acquis au sein d'une organisation nationale ou internationale, une expérience concrète post-scolaire d'au moins trois ans en matière de recrutement et gestion du personnel; avoir une connaissance de la réglementation et des procédures des Communautés européennes en matière de recrutement de personnel serait un avantage.

• REF. 757/1/92 - Assistant adjoint B5/B4

Fonctions: analyse et gestion des dossiers financiers relatifs aux projets de développement dans les pays d'Amérique Latine, d'Asie et de la Méditerranée; audit des données financières communiquées à la Commission.

Qualifications particulières requises: avoir acquis une expérience professionnelle post-scolaire appropriée d'au moins trois ans dans le domaine de la gestion financière et administrative de projets d'aide au développement; posséder des connaissances approfondies en informatique et comptabilité.

• REF. 767/1/92 - Assistant adjoint B5/B4

Fonctions: analyse commerciale et comptable des dossiers de présentation de projets de coopération économique (notamment promotion commerciale, joint-ventures et coopération industrielle) avec des pays en voie de développement; suivi technique et financier de rapports de mise en œuvre; création de banques de données à utilisation interne dans le domaine de la coopération économique.

Qualifications particulières requises: formation commerciale; avoir acquis une expérience professionnelle post-scolaire d'au moins trois ans dans l'évaluation et le suivi de projets de coopération économique avec des pays en voie de développement; posséder des connaissances approfondies en matière de comptabilité d'entreprise et de création et gestion de banques de données.

Qualifications générales requises pour les cinq postes B5/B4: être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; avoir accompli des études secondaires supérieures; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; être né après le 31 décembre 1955.

• REF. 777/1/92 - Assistant principal B1

Domaine: Relations Extérieures - relations avec la CSCE et la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies (UN/ECE).

Fonctions: participer à la coordination des positions de la Commission sur l'ensemble des questions concernant les relations avec la CSCE et la UN/ECE, y compris la préparation des négociations et la rédaction de documents de travail; tâches administratives et de gestion de personnel.

Qualifications requises pour le poste B1: être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; avoir accompli des études secondaires supérieures; avoir acquis une expérience professionnelle post-scolaire d'au moins quinze ans, dont au moins cinq au sein d'une organisation nationale ou internationale opérant dans le domaine précité; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; être né après le 31 décembre 1941.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les hommes et les femmes et encourage vivement les candidatures féminines. Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de 3 ans et aura une durée maximale limitée à 5 ans.

Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien.

Seules les candidatures répondant à toutes les conditions indiquées, envoyées dans le délai et mentionnant la référence appropriée seront prises en considération.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplômes, attestations des employeurs, au plus tard le 02.04.1993, le cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement - SC et, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, en mentionnant la référence correspondante.

CONSEILS
EN CARRIÈRECadres
à la recherche d'un deuxième souffle

Vous souhaitez évoluer, trouver de nouvelles opportunités, peut-être changer de secteur. Bref, vous recherchez autre chose. Les consultants d'IMPULSE peuvent vous y aider. Grâce à notre savoir-faire et à notre connaissance du marché — notre groupe s'appuie sur 20 années d'expérience —

de nombreux cadres ont réussi leur évolution professionnelle, en particulier en accédant à la face cachée du marché qui offre les meilleures perspectives.

Bilan de carrière,
outplacement ?

Du fait de la pertinence de notre démarche,

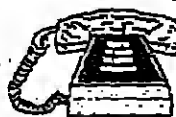
certaines entreprises ont répondu positivement en finançant nos programmes. Vous pouvez nous contacter pour un premier entretien confidentiel et sans engagement au 42 99 95 21 ou écrire à IMPULSE 8, rue de Bezzi 75008 PARIS.

IMPULSE

CONSEIL PERSONNEL ET ÉVALUATION PROFESSIONNELLE

Membre du Groupe F.W.

Pour passer vos annonces :



46-62-73-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Actuaire

C

BRGM

JUP

cetelem

هكسائل النحل

هكنا من النجل

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

BANQUE INTERNATIONALE RECHERCHE

Quaire pour la gestion d'instruments de taux

Votre mission :

■ gérer en collaboration avec d'autres gérants plus de 30 milliards d'actifs de compagnies d'assurances.

■ réaliser des études actuarielles et de stratégies de gestion.

De formation supérieure BAC + 4/5 (actuariat, école d'ingénieurs, DESS d'économétrie...), vous justifiez d'une première expérience de 2 à 3 ans qui vous a permis de consolider vos compétences en mathématiques financières ou d'apprendre la gestion obligataire, ainsi que de développer vos capacités de communication et d'imagination.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et prétentions), sous référence 47705, à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

CADRE SENIOR

Excellent niveau et fort potentiel

Une entreprise française de grande envergure, leader européen, CA 50 milliards, agissant dans le domaine des hautes technologies, recherche un cadre de valeur pour l'intégrer à son équipe "Ingénierie financière".

Il collaborera :

- à l'étude, au montage et au suivi des financements associés aux grands programmes de la société
- à des missions d'évaluation et de montages financiers liés à des projets d'acquisition, fusion...
- à des études de gestion financière liées à l'analyse et au contrôle des flux de capitaux
- à des actions de communication financière

La réussite dans ce poste implique :

- une formation supérieure : HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO...
- 5 à 7 ans d'expérience professionnelle impliquant idéalement une première étape de deux à trois ans dans un grand cabinet d'audit et une deuxième étape, soit au sein d'une Direction Financière d'une grande entreprise, soit au sein d'une banque d'affaires
- des qualités marquées d'esprit d'équipe, d'imagination et de rigueur, des capacités de contact avec des interlocuteurs de niveau élevé, un potentiel lui permettant d'évoluer et d'assurer à terme la responsabilité de l'animation d'une équipe
- maîtrise de l'anglais indispensable, connaissance complémentaire de l'allemand souhaitée

Poste à PARIS

etap

Ecrire sous réf.
10 B 2507 3 M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

CONSEILS EN CARRIERE

Contrôleur de gestion

Après du Directeur Financier, vous participerez activement à l'élaboration et la mise en place du système de gestion. Outre l'animation du contrôle de gestion, vous mettrez en œuvre l'ensemble des budgets, suivrez les réalisations et procéderez à l'analyse des écarts.

Vous assisterez les responsables administratifs régionaux et interviendrez dans un souci d'optimisation des procédures de gestion.

Pour réussir votre mission riche en contacts et responsabilités, vous avez une formation en gestion type Bac + 4/5 complétée par une solide expérience de quelques années dans une société à établissements multiples. Doté d'un goût naturel pour la communication, vous maîtrisez la pratique de l'informatique et de l'anglais. Basé à Orléans, ce poste vous amènera à vous déplacer ponctuellement en France, et à l'étranger.

Si notre environnement vous intéresse et si l'opportunité de cette mission correspond à vos ambitions professionnelles, merci d'adresser rapidement votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous réf. 9323/M au BRGM, Direction des Ressources Humaines, Service Emploi Mobilité, BP 6009, 45060 Orléans cedex 02.



L'ENTREPRISE AU SERVICE DE LA TERRE

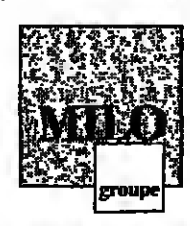
Pensez-vous avoir LES COMPÉTENCES ET L'EXPÉRIENCE pour exercer, au sein d'un grand groupe industriel, des responsabilités de haut niveau ?

- RELATIONS SOCIALES,
- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES,
- ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Le poste proposé recouvre de larges responsabilités fonctionnelles au niveau du groupe et le management opérationnel de notre siège situé à Paris (2500 personnes).

Si vous êtes de formation supérieure, si vous avez au moins 10 ans d'expérience de la fonction Personnel à un niveau de responsabilités élevé, si vous maîtrisez les aspects juridiques, sociaux et relationnels du domaine, si enfin vous avez les qualités personnelles et le potentiel pour continuer à évoluer, rencontrons-nous en toute confidentialité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M/253/MO à notre Conseil



MILO R.H.
3 avenue des Ternes
75017 PARIS.

JURISTE

Leader européen du crédit à la consommation, notre développement nous conduit aujourd'hui à renforcer notre Direction Juridique.

Vous assurerez la sécurité juridique des opérations de l'ensemble du Groupe Cetelem. En relation avec toutes nos Directions (Marketing, Informatique...), vous interviendrez dès les réflexions préalables lors de la création de nouveaux produits. Vous en suivrez la faisabilité juridique. Une intervention qui s'étendra également à tous les développements ultérieurs (évolution des produits par exemple).

Vous aurez également un rôle d'assistance et de conseil auprès de nos différentes Directions Opérationnelles

dans les négociations et la mise au point d'accords de partenariat avec les Banques, Assurances, Distributeurs... pour en assurer la validité. A ce titre, vous participerez aux différentes réunions où toutes vos qualités d'homme de contact seront indispensables.

Vous pourrez aussi être appelé à assurer la gestion juridique des sociétés du Groupe Cetelem, celle de ses marques et le suivi de la réglementation relative à nos activités et sociétés.

De formation Droit des Affaires, licence minimum, vous justifiez déjà d'une expérience d'environ 4 ans dans le secteur bancaire et du crédit aux particuliers.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 09/03 Ma à Frédérique FOURNIER - Service Recrutement - CETELEM 20, avenue Georges Pompidou - 92595 LEVALLOIS PERRET CEDEX.

cetelem

COMPAGNIE BANCAIRE

AUSSEDAT REY

Leader Européen du Papier pour Reprographie

Nous sommes un grand Groupe papeter français (4.400 personnes, 5 milliards de F de CA, 10 usines en France, 1 en Espagne, 6 filiales commerciales à l'étranger), filiale d'INTERNATIONAL PAPER leader mondial de l'industrie papetière. Nous recherchons pour notre usine de SAILLAT (Région de Limoges - 800 personnes - CA : 1,4 milliard de F), dont la capacité de production de pâte à papier vient d'être doublée grâce à un investissement de 2 milliards de F, désormais première unité en Europe de production de papier pour reprographie, notre

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

• Rattaché au Directeur du site, vous aurez en charge : l'encadrement d'une équipe de 19 personnes, la comptabilité générale et analytique, le contrôle de gestion et le reporting, les achats hors bois, l'exploitation informatique.

• De FORMATION ECOLE DE COMMERCE + DECS, à 40 ans environ, vous maîtrisez l'anglais. Votre expérience dans un groupe industriel de culture américaine, est davantage celle d'un homme de terrain que d'état major. Au-delà de vos compétences techniques, pour réussir dans ce poste, vous devrez faire preuve d'autorité naturelle, de diplomatie; vous saurez communiquer, écouter et convaincre, être rigoureux et méthodique.

Le poste est basé à proximité de LIMOGES.

Vous êtes intéressé. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) à notre Conseil, Madame Claude FAVEREAU, FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération, 75015 PARIS, sous référence A3 03 01.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Directeur des Ressources Humaines

H/F

Région Lille

Filiale d'un groupe fortement implanté en Europe (13 Md de CA - 13000 personnes), notre Entreprise (1Md de CA - 1350 personnes - 2 établissements) seul fabricant français dans son domaine d'activité, conçoit et produit des biens d'équipement Grand Public aux marques réputées. Membre du Comité de Direction, directement rattaché au PDG, le DRH a pour missions principales - avec l'assistance fonctionnelle de la Direction des Affaires Sociales du Groupe - de développer le management participatif, le potentiel des membres de l'Entreprise ainsi que leur degré de motivation. Des objectifs attractifs pour un DRH enthousiaste et désireux de rejoindre un Comité de Direction jeune, motivé, performant, sachant qu'il lui faudra aussi présider les instances sociales, gérer le quotidien et animer un service d'une quinzaine de personnes (gestion du personnel, formation, communication, sécurité et médecine du travail). Agé d'environ 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur vous justifiez d'une expérience professionnelle réussie de 8 à 10 ans acquise en milieu industriel. Notre Entreprise et le Groupe Industriel dont elle est la filiale ouvrent d'importantes perspectives de carrière à un candidat de valeur.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 6007 M.

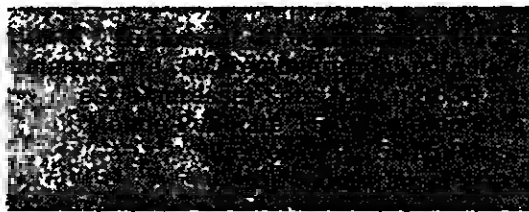
ADRIAN VINIVIN
l'homme et l'entreprise

31/33, rue de la Baume 75008 Paris

Nous sommes un IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
Pour accompagner notre développement et renforcer
notre structure, nous recherchons :

ADJOINT AU SECRETAIRE GENERAL

- ♦ Sa mission s'articule autour des axes suivants :
- gestion de projets et réalisation d'études économiques
- développement et suivi de la gestion de trésorerie
- contrôle des frais et définition d'une nouvelle politique d'achat
- suivi juridique des filiales
- ♦ Diplômé d'une école supérieure de commerce ou titulaire du DESCF, il justifie d'une expérience de 4 à 5 ans acquise de préférence en PME.
- ♦ Il possède de réelles capacités d'adaptation, une large ouverture d'esprit et un goût certain pour la communication. La connaissance de l'outil micro-informatique est indispensable.



ETOILE SAINT HONORE

CENTRE D'AFFAIRES ET DE CONFERENCE
ETOILE-SAINT-HONORE :
2.000 M2 A METTRE EN LUMIERE !

Le Groupe "LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS" et le GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS ouvrent dans quelques mois dans un immeuble prestigieux au cœur de Paris un Centre d'Affaires.
Un superbe espace de 2.000 M2, dont vous allez assurer la promotion, la direction et le développement en qualité de :

DIRECTEUR

Un poste très autonome où rigueur et créativité vont être indispensables de votre action, afin de vous permettre :
• dans un premier temps, de mettre en place le marketing et l'action commerciale et d'agir en force de proposition privilégiée dans l'évolution de ce concept.
• puis, lancement réussi, de faire évoluer harmonieusement ce Centre de profit et d'en assurer la pérennité.
Cette mission requiert une double approche : celle du gestionnaire, bien sûr, et celle du créateur, habile à conceptualiser les situations à long terme.
Vous êtes, à 30/35 ans, bien préparé(e) pour ce challenge, qui exige une opérationnalité immédiate : une formation commerciale supérieure (BAC + 4, 5 ou Universitaire Dauphine), une expérience professionnelle de gestionnaire, acquise, et possible, dans un secteur proche (organisation de Congrès, hôtellerie-restauration de qualité, etc...) et, bien sûr, une grande aisance relationnelle.
Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence à Véronique GUILLEMEUF - 253 bis rue de Valenciennes 75015 PARIS.

OCE CONTESSE

LVMH
MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

Dans le cadre du développement du service d'Audit interne de LVMH basé à Paris, nous recherchons :

Auditeur interne

En étroite collaboration avec le Responsable de l'Audit, vous prendrez en charge des missions très variées d'audit opérationnel, financier et de management, tant en France qu'à l'Étranger (États Unis, Europe et Extrême Orient). De fréquents déplacements sont à prévoir. Vous travaillerez en relation avec les auditeurs de nos filiales.

De formation Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ...) complétée par le DESCF, vous avez acquis une expérience de 3 ans d'audit dans un Cabinet Anglo-Saxon, et si possible une compétence en audit informatique.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous la référence A9301 à la Direction des Ressources Humaines - 30 avenue Hoche 75008 Paris.

Juriste international

POSTE BASÉ À BOULOGNE (92)

Vous possédez une double formation juridique, française et anglo-saxonne (DESS Droit des Affaires + LLB ou équivalent), complétée si possible par une formation en Commerce International ou Finances, et par une à deux années d'expérience en entreprise ou dans un Cabinet. Bien sûr, vous êtes parfaitement bilingue anglais/français, et avez de bonnes connaissances de l'allemand. Dynamique, autonome et disponible, vous êtes à même d'assurer une mission à forte dimension commerciale : vous négociez en effet les contrats en étroite collaboration avec nos ingénieurs d'affaires. D'excellentes aptitudes à la rédaction et à la négociation de contrats en français et en anglais sont nécessaires pour ce poste, qui requiert de fréquents déplacements en province et à l'étranger. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence 98430, à MEDIA SYSTEM, 6 impasse des Deux-Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

BANQUE D'AFFAIRES FILIALE D'UN GRAND GROUPE

RECHERCHE POUR

RENFORCER SA CELLULE « INGÉNIERIE FINANCIÈRE »

JEUNE INGÉNIEUR, DÉBUTANT OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Formation actuariat ou 3^e cycle en finance appréciée.

Esprit créatif et curieux, l'expérience qu'il acquerra rapidement en assurant la veille technologique et la modélisation des montages en place le conduira naturellement à participer activement à l'élaboration des nouveaux produits associant finance, droit et fiscalité.

Anglais indispensable ■ Allemand souhaité.

Envoyer CV et lettre de motivation au journal, qui transmettra, sous la référence 8638.

LE MONDE PUBLICITÉ,
15/17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS Cedex 15

BCEOM SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE
500 personnes - 320 MF de chiffre d'affaires dont 80% réalisés à l'export recherche

Fiscaliste

Au sein de notre Direction Administrative et Financière, et en relation directe avec nos implantations en France et à l'étranger, votre mission conjugue action, réflexion et conseil.

Ainsi, vous avez en charge l'établissement des déclarations fiscales (TVA, taxe professionnelle, impôt sur les sociétés...) et la gestion des contrôles fiscaux et éventuels contentieux.

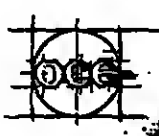
De plus, vous optimisez et contrôlez nos opérations fiscales en France et à l'étranger en liaison avec nos différents départements.

Enfin, vous élaborez la réflexion fiscale du Groupe en vous appuyant sur un suivi rigoureux de la réglementation.

A 30/40 ans, vous avez valorisé votre formation juridique et fiscale supérieure (ENI, DESS...) par une expérience d'au moins 5 ans acquise dans une société largement implantée à l'étranger (de préférence du secteur tertiaire) ou dans l'Administration (DVNI...)

Une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous référence 93/09 à : BCEOM - DRH Place des Frères Montgolfier 78288 GUYANCOURT Cedex.



DEPUIS
TOUJOURS, LES
GRANDS PROJETS
COMMENCENT PAR
UN PEU D'ENCRE
ET DE PAPIER.

Notre groupe européen conçoit, produit et distribue des copieurs et des systèmes de communication graphique bureau d'études. Notre savoir-faire technologique est reconnu dans le monde entier. Dans le cadre d'un Contrôle de Gestion conçu comme outil stratégique pour la Direction Générale, nous recherchons un :

CONTROLEUR DE GESTION

Votre mission, auprès des Directeurs de Divisions Opérationnelles, comprend : l'élaboration et la coordination des plans et du budget, l'analyse et le contrôle des résultats et des écarts, la contribution au reporting selon les normes anglo-saxonnes. Vous contribuerez à la mise en place d'éléments d'élaboration de la politique commerciale et formulerez des propositions visant à améliorer notre système d'information. Vous serez à même de mener des missions d'audit confiées par la Direction Générale.

Diplômé d'une grande école de commerce/gestion, vous avez acquis au moins 5 ans d'expérience du contrôle de gestion dans une société multinationale à vocation commerciale. Vous maîtrisez la micro-informatique et parlez couramment l'anglais.

Ce poste est à pourvoir à notre siège situé à Noisy le Grand (93).

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre niveau de rémunération actuelle sous la réf. 617M à notre conseil : JI PARICHON 33, rue Galilée - 75116 Paris



Responsable Juridique et Fiscal

CARRIÈRE... EN ENTREPRISE

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

Duni

NTREPRISES

هكنا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 10 mars 1993 37

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Duni

DIRECTEUR
MARKETING/VENTES
INTERNATIONAL
Basé en France

La mission est double : vous prenez en charge la stratégie marketing au plan international et vous animez les équipes commerciales des différentes unités (30 personnes environ). Pour ce faire, vous devrez vous intégrer et vous imposer auprès d'équipes de culture et d'expérience variées.

Votre profil : à 40 ans environ, diplômé d'études supérieures, vous avez une mentalité 100% européenne. Vous maîtrisez parfaitement le français, l'anglais et l'allemand. Vous avez une solide expérience du marketing achats/ventes (de préférence dans les produits consommables) et de la direction d'équipes opérationnelles. Vous avez éprouvé vos talents de négociateur sur différents marchés européens.

Nous vous offrons une fonction clé au sein de la Direction de la division, extrêmement riche et variée par les missions, l'ouverture internationale et le contexte humain ainsi qu'un challenge à partager pour devenir le numéro 1 de notre marché.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 3 cours Albert-Thomas, 69416 Lyon Cedex 03, sous la référence 55.7230/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Les lieux des entretiens seront définis en fonction de l'origine des dossiers.

Mercuri Urval



The European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites is an intergovernmental European organisation of 16 Member States (Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, United Kingdom). Established in 1986 and located in Darmstadt, in the vicinity of Frankfurt/Main in Germany, it is responsible for the establishment and operation of meteorological satellites. Further to the current Meteosat Operational Programme, EUMETSAT is now preparing new programmes related to geostationary and polar orbiting satellite systems.

For its current and future activities, EUMETSAT is inviting well qualified candidates (male or female) to apply for the following post:

Head of Personnel

He/she will be responsible for all personnel matters in particular:

- to monitor and advise on staff policy including the application and interpretation of the EUMETSAT Staff Rules and Instructions;
- to be responsible for relevant budgetary items;
- to prepare and coordinate recruitment of new staff and monitor staff contracts;
- to monitor training of staff;
- to advise on relevant management issues;
- to be responsible for social security and pension scheme.

We are looking for a strong and dynamic personality with considerable experience in personnel management with relevance to an international environment.

Qualifications:
The successful candidate for this post will have a University degree or equivalent and must be a national of one of the EUMETSAT member states. He/she should be fluent in one of the official languages of EUMETSAT (English/French) and have a working knowledge of the other language. Contracts will be awarded for an initial period of four years. Salaries are attractive and in line with other International Organisations. Applications (CV, covering letter, indication of availability) should be written either in English or French and should be mailed to:

EUMETSAT - Dr. Volker Thiem, Head of Administration, Am Elfergrund 45, 6100 Darmstadt-Eberstadt, Germany. Closing date is 23 March 1993.



The European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites is an intergovernmental European organisation of 16 Member States (Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, United Kingdom). Established in 1986 and located in Darmstadt, in the vicinity of Frankfurt/Main in Germany, it is responsible for the establishment and operation of meteorological satellites. Further to the current Meteosat Operational Programme, EUMETSAT is now preparing new programmes related to geostationary and polar orbiting satellite systems.

For its current and future activities, EUMETSAT is inviting well qualified candidates (male or female) to apply for the following posts:

- Ground Segment Engineer (Ref. N° VN(93)4)**
To assist in the management of the integration of a EUMETSAT ground segment which will be established by 1995 in order to assume operational control of Meteosat spacecraft.
- Ground Station Network Engineer (Ref. N° VN(93)5)**
To assist in the definition of telecommunication interfaces between ground segment elements and requirements for ground station processing and communication equipment.
- Telecommunications Engineer (Ref. N° VN(93)6)**
To assist in the technical management of the existing EUMETSAT telecommunication systems, including the definition of spacecraft to ground station interfaces.
- Two Spacecraft Operations Engineers (Ref. N° VN(93)7)**
To assist in the operational preparation of the EUMETSAT Meteosat Transition Programme (MTP) ground segment which is scheduled to begin operations in December 1995.

Qualifications:
The successful candidates for these posts will have a University degree and at least 5 years relevant experience, except for the post of the Ground Station Network Engineer for which a more junior candidate could be acceptable.

Possible candidates for this post must be nationals of one of the EUMETSAT member states. He/she should be fluent in one of the official languages of EUMETSAT (English/French) and have a working knowledge of the other language. Contracts will be awarded for an initial period of four years. Salaries are attractive and in line with other International Organisations. Applications (CV, covering letter, indication of availability) should be written either in English or French and should be mailed to:

EUMETSAT - Mr. Per Ulla, Personnel Officer
Am Elfergrund 45 - 6100 Darmstadt-Eberstadt, Germany. Closing date is 23 March 1993.

LE MONDE DES CADRES

La VILLE
de LYON

pour l'Orchestre National de Lyon



DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION H/F

Garant de l'image de l'Orchestre National de Lyon, vous mettez en œuvre et définissez les différentes stratégies de communication et de marketing appropriées. De formation supérieure, de préférence commerciale, vous possédez une bonne connaissance du milieu artistique et des médias. Culture musicale large et expérience de l'animation d'une équipe constituent vos atouts.

Adresser candidature s/réf. 201 (lettre, CV, photo) à Patrice ARMENGAU, Directeur Général, Auditorium de Lyon - 82, rue de Bornel, 69431 Lyon cedex 3.

PRODUITS INDUSTRIELS

RESPONSABLE VENTE ET MARKETING FRANCE ET EXPORTATION

Une société de tout premier plan à l'échelon mondial recherche le responsable commercial d'une gamme de produits (CA 150 MF) auprès d'une clientèle industrielle en Europe.

De formation supérieure (Ingénieur ou Ecole de Commerce), il aura 10 ans d'expérience dans une fonction de ventes internationales de produits industriels.

Mobile, autonome, dynamique, organisé, apte à travailler en équipe, d'excellent contact, il sera capable :

- d'analyser les marchés
- d'adapter les produits
- d'animer une équipe de ventes
- d'être l'interlocuteur averti des grands clients
- de veiller à l'adéquation des productions (3 usines en Europe).

Parfaite maîtrise de l'anglais indispensable, connaissance de l'allemand vivement souhaitée.

Poste Paris la Défense, nombreux déplacements en Europe.

etap

Ecrire sous réf.
10 A 2526 3M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



Société de Conseil en Management,
Organisation et Système d'Information,
(plus de 10 filiales en France et en Europe),
recherche des

PROFESSIONNELS
disposant d'une expérience
SAP

en tant qu'Opérationnels ou Consultants.

Vous souhaitez vous appuyer sur votre expertise du produit et, le cas échéant, sur votre expérience de consultant pour participer activement à une réelle démarche de conseil, tant organisationnelle que technique et axée sur les métiers de nos clients.

Notre cabinet vous offre dès lors de réelles perspectives d'évolution et la possibilité de rejoindre une équipe motivée, performante et en pleine expansion.

Nous sommes partenaires de la Société SAP et nous avons conduit, depuis plusieurs années, de nombreux projets de mise en œuvre de systèmes de gestion reposant sur les fonctions du progiciel SAP.

Notre fort développement nous conduit à renforcer encore nos compétences dans ce domaine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. PSI, à Isabelle DICHANT - Eurosept Associés - 98 Route de la Reine - 92513 BOULOGNE Cedex.

LE MONDE DES CADRES

Consultants

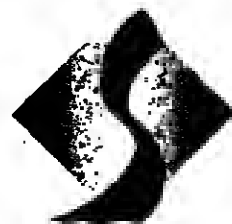
1ère expérience et confirmés
Production • Commercial • Finance

De formation supérieure, Bac + 5, vous êtes confirmés ou vous possédez une 1ère expérience acquise en entreprise ou société de conseil dans les domaines production, finance ou logistique commerciale.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe pour participer à des projets d'implémentation du progiciel de gestion d'entreprise S.A.P. Ce progiciel intégré destiné aux organisations complexes nécessite une large gamme de services et un savoir-faire éprouvé. Bien entendu, vous avez le goût du conseil, du service, de

l'informatique. Vous possédez une bonne connaissance de l'entreprise et bénéficiez d'une "crédibilité de dialogue" auprès de vos interlocuteurs. Une période de formation au produit et aux spécificités de nos marchés est prévue.

Votre maîtrise de l'anglais peut vous amener à participer à des projets transnationaux. Les postes sont à pourvoir début Mai. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 9270/M à CURRICULUM 6, passage Lathuille 75018 Paris qui transmettra.



La Groupe de Courtage d'Assurances LA SECURITE NOUVELLE recherche, dans le cadre de son développement,

Le directeur

chargé de promouvoir, en optimisant l'ensemble des savoir-faire du Groupe, un nouveau concept de service d'assurance intégré à destination des entreprises et, dans un premier temps, plus particulièrement des établissements de santé publics et privés.

◆ De formation supérieure, vous avez une pratique significative du management et une expérience approfondie de l'ingénierie financière et patrimoniale.

◆ Basé à Paris, le poste implique de fréquents déplacements.

Adresser dossier de candidature à : Monsieur Jacques MATYSEN LA SECURITE NOUVELLE - 81, rue Taibout - 75431 Paris cedex 09.

Animateur de formation

Agé de 30 à 40 ans, vous êtes un vendeur confirmé de ce type de produits et êtes vous-même issu des milieux bancaires ou financiers, dans lesquels vous avez non seulement dirigé des équipes pendant des années mais encore exercé des fonctions de formateur pendant au moins 2 ans. Vous habitez le Languedoc ou la région parisienne mais vos activités vous amèneront à vous déplacer sur l'ensemble du territoire national. Nous offrons un salaire de 200 K€/an, une formation à nos techniques, un intéressement aux bénéfices, et des frais de vie.

Merci de faire parvenir CV et photo, sous référence JC 12 à notre conseil JC Falès, 35 bd de Strasbourg, 34000 Montpellier.



Leader mondial sur le marché des applications Windows (Harvard Graphics et Superbase), recherche dans le cadre de son développement en Europe du Sud son :

BUSINESS DEVELOPMENT MANAGER

Rattaché au Distribution Sales Manager, vous assurez le développement du réseau de distribution en ESPAGNE et ITALIE.

En étroite collaboration avec les grossistes et les revendeurs spécialisés dans l'informatique, vous êtes responsable de :

- ▲ la gestion du réseau de distribution,
- ▲ la mise en place des politiques commerciales et marketing,
- ▲ la réalisation des objectifs commerciaux.

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience commerciale réussie de 3 ans minimum dans le secteur de l'informatique. La gestion des réseaux de distribution et des partenaires commerciaux vous est familière. La connaissance de l'anglais et de l'italien est indispensable et celle de l'espagnol est vivement souhaitée.

Poste basé à Nice.

Envoyer votre Curriculum Vitae en Anglais à notre Conseil :

PROSPECT EUROPE
Les Vaisseaux de Sophia, Bât. 3, Carrefour des Brucs,
Sophia Antipolis, 06410 Biot.
Tél : 93.00.42.10 Fax : 93.65.38.09.

Une Société française (CA supérieur à 400 Millions de Frs - Effectif 50 p) qui occupe une position affirmée dans le secteur de la MAISON INDIVIDUELLE poursuit son développement et recherche

UN DIRECTEUR DE PROGRAMMES

A partir du foncier négocié par la Direction de Développement, il prendra en charge le suivi complet des opérations (dépôt permis de construire, négociation des marchés, lancement, suivi et réception des travaux jusqu'à l'obtention de la conformité...). Le titulaire du poste âgé d'une trentaine d'années, de formation supérieure - ESC ou Ecole d'Ingénieurs, possèdera obligatoirement quelques années d'expérience acquise à un poste similaire dans une Société spécialisée en Maison Individuelle.

Réf 1376

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

Pour l'ensemble des opérations lancées par la Société, il en assurera le marketing (études de marché et de la concurrence, définition des produits et des grilles de prix), il en supervisera la direction des ventes et il sera chargé de la conception et du lancement des campagnes de publicité. Le titulaire du poste, âgé d'environ 35 ans, de formation supérieure, possèdera une solide expérience dans une fonction semblable acquise dans le secteur de la Maison Individuelle.

Réf 1380

Ces deux postes, basés en Région Parisienne, requerront impérativement une aptitude à travailler en équipe pluridisciplinaire.

Ecrire en précisant la référence du poste choisi à :

GRH Conseils

12, rue de Castiglione - 75001 PARIS.

Discretion assurée

Groupe international, leader sur le marché des équipements de haute technologie pour l'industrie pétrochimique, nous créons le département "Aftermarket Support Group" pour apporter à nos clients un accompagnement technologique de haut niveau.

Ingénieur Projets Service Après-Vente

Intervenant en direct sur l'amélioration d'équipements opérationnels (compresseurs, turbines gaz/vapeur...) vous prendrez en charge les projets techniques de la proposition à l'installation sur site.

- gestion de la relation client,
- diagnostic technique,
- propositions techniques et commerciales, et négociation des solutions techniques,
- mise en œuvre et suivi des solutions,
- intégration dans votre action la valorisation des compétences, savoir et savoir-faire internes à la société.

Ingénieur généraliste (AM, IDN, INSA...) ou équivalent, vous avez acquis une expérience de 4/5 ans dans le domaine des machines tournantes en tant qu'utilisateur ou fabricant. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Certains déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Pour ce poste basé au Havre, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 118/DR au COG Hébert Conseil - 12, rue Berteaux Dumas, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.



hébert conseil
Ressources Humaines

conseil de gestion

DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT

Nous sommes la filiale française de l'un des leaders mondiaux pour les systèmes de conditionnement carton. Notre forte expansion s'appuie sur une cible de clientèle constituée de leaders du secteur agro-alimentaire.

Directement rattaché au Directeur Technique, vous serez l'interlocuteur privilégié entre notre service commercial, la maison mère située en Allemagne, et nos clients. Vous suivrez de haut en bout la coordination des chantiers qui vous seront confiés : de l'analyse du dossier, l'étude détaillée, à la réception de fin de chantier. Ceci nécessitera de nombreux déplacements. Vous pourrez compter sur une équipe de techniciens connaissant bien leur métier.

De formation Ingénieur Grandes Ecoles, ECAM, ENSAM..., vous possédez une première expérience de 3/5 ans comme responsable de maintenance en unité de production ou comme responsable d'installation de matériel chez un prestataire. Vous parlez l'allemand ou, à défaut, parfaitement l'anglais. Lieu de résidence : Région Parisienne.

Rejoignez une équipe jeune, dynamique et investie.

Veuillez nous faire parvenir CV, lettre manuscrite et photo à France LAVIELLE, AGAPE CONSEIL, 33 rue de La Boétie, 75008 PARIS.



Linden
et toute son équipe sont heureux de vous
communiquer leurs nouvelles coordonnées :

Groupe RT & A
15 avenue d'Eylau 75116 PARIS
Tél. : 44 05 01 77 - Fax : 44 05 01 80

Linden



Participez aux grands projets
de développement régional

au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence.
Nous recherchons pour la Direction des Affaires économiques notre

Chef du service études

Assisté d'une équipe de 4 à 5 collaborateurs, vous devrez :

- identifier et analyser le tissu économique du Département;
- réaliser des études quantitatives et qualitatives correspondant aux demandes exprimées ou les anticiper;
- proposer des actions opérationnelles;
- faire connaître ces analyses et propositions pour définir des stratégies de développement;

- animer et gérer l'activité "environnement". Vous possédez une formation supérieure en économie (Bac + 4/5), une expérience de 5 à 10 ans environ en Cabinet ou entreprise industrielle, une bonne connaissance du tissu régional.

Merci d'adresser, sous réf. 536-X, lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à notre Conseil PSYNERGIE, 42 rue Fargis, 13008 MARSEILLE.

PSYNERGIE MARSEILLE PARIS MONTPELLIER

مكتبة النور

هناك من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 10 mars 1993 39


SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations

Responsable Administratif et Financier

Notre association (loi 1901) a pour vocation d'aider les populations afghanes à reconstruire et développer leur économie rurale. Ses ressources proviennent de la CEE, du Ministère Français des Affaires Étrangères et des organismes des Nations-Unies. Elle recherche le gestionnaire de sa Mission permanente en Afghanistan.

Vous serez chargé de la gestion budgétaire et financière, des études d'impact économique, des dossiers de financement et du reporting auprès du siège parisien et des organismes internationaux. Vous travaillerez en étroite relation avec les responsables techniques des projets et les équipes afghanes. Vous appuierez sur les compétences d'un informaticien et de deux comptables. Agé de 35 ans environ, doté d'une bonne expérience de gestionnaire, si possible d'économie rurale en développement, vous avez l'autonomie, la motivation et la disponibilité nécessaires pour vous installer à Peshawar (Pakistan), où est basée notre mission. La parfaite maîtrise de l'anglais est impérative. Merci d'adresser votre candidature, sous référence C. 173/M à notre conseil Catherine Charvet, OBERTHUR CONSULTANTS.

 Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

VILLE DE SENS - 27 000 habitants - recrute selon conditions statutaires

Secrétaire Général

Praticien expérimenté, vous piloterez l'administration municipale, l'organiserez et en améliorerez le fonctionnement.

Gestionnaire, au fait des procédures administratives, vous gèrerez les grands projets de développement de la ville.

Attaché au Directeur Territorial de classe normale, vous maîtrisez les méthodes modernes de management communal, êtes passionné par la gestion, l'organisation. Votre personnalité, vos capacités d'animation, de dialogue seront parmi les critères déterminants du choix.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence 30111 à notre Conseil FRANÇOIS CORNEVIN CONSEIL 108, rue Saint Honoré - 75001 Paris.

Conseil François Cornevin

DIRECTEUR DE MATHÉMATIQUES

Dans le cadre de la création de sa bibliothèque, votre ville recherche le Directeur de cet équipement multi-média. L'envergure de projet réside dans les potentialités de l'établissement en termes de diffusion de la culture, d'animation culturelle et sociale.

Votre mission principale sera de concevoir et de mettre en œuvre l'exploitation et le développement de l'établissement.

Votre objectif immédiat sera de préparer l'ouverture de la bibliothèque pour mars 1994, en assurant le transfert de l'actuel établissement, en procédant aux derniers aménagements fonctionnels, à

l'acquisition des fonds supplémentaires, à la mise en place des outils de gestion adaptés et des recrutements sur les postes vacants.

► De formation supérieure bibliothécaire, conservateur en détachement ou contractuel, vous avez acquis une expérience significative de gestion d'équipement (budget et personnel) dans le domaine de la Lecture Publique ou de structures proches.

► Votre ouverture d'esprit, notamment à de nouvelles technologies, vos qualités d'innovation, de disponibilité et de management seront des atouts décisifs au poste.

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

EXPLOSIFS

INGENIEUR CHIMISTE RESPONSABLE DE LABORATOIRE

Un grand organisme français, agissant dans le domaine de l'environnement et des risques industriels, recherche un ingénieur chimiste.

Il assurera la responsabilité d'un laboratoire, chargé de caractériser les phénomènes d'explosion présentés par les produits chimiques énergétiques et de développer les méthodes de prévention et de protection. Il animera une équipe d'ingénieurs et de techniciens (une dizaine) et il participera à des travaux de normalisation et de réglementation. Il travaillera avec de nombreux partenaires extérieurs en France et à l'étranger.

Ce poste conviendrait à un candidat, ayant 5 à 10 ans d'expérience (en recherche développement ou en fabrication), dans le domaine des substances dangereuses. Il aura déjà eu un rôle de management et connaîtra bien les problèmes de sécurité sur sites sensibles.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Poste basé dans l'Oise.



Envoyez sous réf.
40-A-2522-3M.

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



MacNeal-Schwendler France

MSC - NASTRAN

Filiale du leader mondial en développement de codes de calculs des structures par éléments finis recherche, dans le cadre de son expansion.

UN INGENIEUR SUPPORT TECHNIQUE

basé à Evry (Essonne)

- Profil requis :
- Expérience de 3 à 5 ans dans l'utilisation du logiciel MSC/NASTRAN
 - Aptitudes à l'animation de séminaires de formation
 - Disponible pour quelques déplacements courts en province
 - Sens du contact et des relations humaines
 - Parfaitement bilingue anglais

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : MacNeal-Schwendler France, 315, square des Champs-Élysées - 91026 EVRY Cedex

La Fondation Santé des Étudiants de France

recherche pour l'un de ses établissements hospitaliers situé en proche banlieue Est de Paris, un :

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

■ Sous l'autorité du Directeur Administratif de cet établissement à but non lucratif (capacité 220 lits et 220 salariés) et à la tête d'une petite équipe, une large délégation vous permettra d'exercer vos responsabilités sur la totalité de la fonction personnel.

■ De formation supérieure (Droit, Eco, ...) et doté d'une expérience d'au moins 5 ans acquise dans une Direction du Personnel (au sein d'un environnement informatisé), vous êtes motivé par le contexte médical et vous avez le goût du travail en équipe.

■ Nous vous proposons, pour ce poste, où votre fiabilité et votre disponibilité vous permettront d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux, une rémunération d'environ 200 K€, complétée par un logement de fonction.

■ Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, sous la référence P377/M à Ernst & Young Conseil - 51, rue Louis Blanc, Cedex 75 - 92037 Paris la Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

 ERNST & YOUNG
CONSEIL



OPEL

GENERAL MOTORS FRANCE AUTOMOBILES

recherche pour son Département Pièces de Rechange son

DIRECTEUR DISTRIBUTION ET APPROVISIONNEMENTS

Vous aurez en charge :

- d'animer et gérer le Centre de Distribution des Pièces de Rechange comprenant : le Service Approvisionnement et Contrôle d'inventaire - le Service Distribution - le Magasin Central (160 personnes)
- de réaliser nos objectifs de qualité et d'efficacité notamment en poursuivant la modernisation des méthodes et des équipements déjà existants
- d'assurer les relations avec les différentes organisations de notre Société en Europe.

Après une première expérience opérationnelle réussie en terme de management des hommes et des équipes, vous êtes à la recherche d'un challenge.

Agé d'environ 35 ans, vous justifiez d'une formation supérieure de type grande Ecole de Commerce ou Ingénieur complétée d'un MBA.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand serait un plus.

Ce poste constitue un véritable tremplin vers une carrière internationale pour un candidat de valeur.

Adressez C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, (Mr GEENEN), 1 à 9 avenue du Marais, 95101 ARGENTEUIL.

Responsable Marketing et Commercial Chimie Fine

Filiale d'un groupe puissant, nous avons bâti notre réputation grâce au savoir-faire de nos équipes en matière d'Etudes, de Développement et d'Industrialisation de spécialités chimiques élaborées.

Pour faire face à notre croissance, tant en France qu'à l'étranger (sur 300 MF de CA, nous exportons 50%), nous recherchons le professionnel qui prendra en charge la gestion d'un portefeuille de clients existants et identifiera de nouvelles affaires dans le domaine des intermédiaires de synthèse et des matières actives pour l'industrie pharmaceutique.

De formation Ingénieur chimiste ou équivalent, bilingue Anglais, vous maîtrisez si possible l'Allemand et avez une dizaine d'années d'expérience dans le développement commercial, le marketing, la vente de produits chimiques destinés au domaine pharmaceutique.

Nous vous proposons de prendre des responsabilités dans ce secteur d'activité.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence FRM 379 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.



MEMBRE DE SYNTec

SECTEURS DE POINTE

etap

**Responsable
du développement des applications
du peroxyde d'hydrogène**

Notre société compte 34.000 personnes, réalise un CA de 50 milliards et est présente dans plus de 100 pays.

Pour l'intégrer au sein d'une de nos divisions, et le rattacher directement au Directeur de celle-ci, nous recherchons un cadre confirmé.

Il sera chargé, au niveau mondial, d'accroître l'utilisation du peroxyde d'hydrogène dans les marchés actuels et d'ouvrir de nouveaux marchés par le développement de nouvelles applications.

En liaison étroite avec les laboratoires, les forces de vente, les filiales étrangères et les autres intervenants de la division et de la société :

- il assurera la promotion industrielle des résultats des recherches,
- il prospectera les marchés potentiels,
- il participera à l'élaboration des programmes de recherche.

Il proposera les évolutions nécessaires des structures de recherche et d'assistance clientèle.

Il suivra les évolutions générales des marchés et également des législations.

Ce poste clé conviendrait à un ingénieur chimiste, ayant impérativement de solides connaissances techniques dans le domaine du blanchiment de la pâte à papier.

Il sera curieux d'esprit, dynamique, mobile et il conjuguera harmonieusement compétences techniques et sens des relations internationales. La maîtrise de l'anglais est impérative, la connaissance d'une autre langue, si possible allemand, est souhaitée.

Pour ce poste basé à Paris La Défense, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 10 A 2518/3M à notre Conseil ETAP 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS.

elf atochem
ATO
LA CHIMIE DES GRANDS DEFS

XLOGX, spécialiste de l'administration système UNIX recherche dans le cadre de sa collaboration avec EDF en région parisienne ou en Savoie, des :

**INGENIEURS
INFORMATIENS**

• Grandes Ecoles ou Université, vous êtes débutants ou confirmés.
• Vous maîtrisez l'un des domaines suivants :

**ADMINISTRATION SYSTEME UNIX ou DOS
DEVELOPPEMENT C. FORTRAN - PASCAL**

Merci d'adresser votre dossier de candidature à J.F. ROCHEMAN
XLOGX - 6 bis Place Charles de Gaulle - 78180 Montigny-Le Bretonneux - Saint-Quentin-en-Yvelines.

**S
SEMERU**

Nous recherchons pour nos activités d'ETUDES et de REALISATION

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Vos connaissances techniques (contrôleurs de feux, stations de recet et données, panneaux à messages variables, vidéo, télétransmission, centralisation...) et votre expérience confirmée dans le domaine de la régulation de trafic vous amèneront à prendre en charge des réalisations de grande envergure.

Nous vous offrons l'opportunité de faire valoir et d'enrichir vos compétences dans des secteurs passionnants et en pleine expansion.

Merci d'adresser vos candidatures à l'attention de Monsieur RANDRETSA - SEMERU - 34 rue Charles Pékety - 91178 VIRY CHATILLON Cedex

BARDIN
Partenaire des Réseaux
50 MF - 75 personnes

leader des relayages et automatisations des réseaux électriques, société du Groupe SOULE - 490 MF, 500 pers., recherche pour accompagner sa forte croissance

Ingénieur d'Etudes et de Développement
(réf. ATRB01)

Au sein d'une petite équipe (3 pers.) et reportant directement au responsable des études, vous participerez au développement de produits électroniques à faible consommation intégrant des microprocesseurs et des logiciels de traitement du signal en langage évolué (assembleur, C++). Votre formation technique supérieure (Ingénieur, Master, ...) associée à une expérience de 2 à 3 ans en études de produits électroniques/électrotechniques et de développement en programmation structurée, ainsi que votre connaissance de la langue anglaise (l'allemand serait un plus) sont des atouts qui vous permettront de réussir la mission qui vous sera confiée.

Ce poste est basé à CHARTRES.

Responsable Méthodes
(réf. ATRB02)

Au sein de la Production, vous animez une équipe de 2 personnes. En liaison étroite avec les Etudes, vous participez à l'industrialisation des produits développés par la Société. Votre mission englobe l'étude des postes, l'établissement des gammes, l'élaboration des méthodes générales de fabrication. Reportant directement au Responsable de la Production, vous participez également à la politique de sous-traitance et vous organisez les flux en conséquence. Ingénieur de formation (A&M, INSA, SUDRIA, UTC, ...), vous avez acquis une expérience de 5 ans environ dans les méthodes de production de séries de quelques milliers de pièces et possédez une forte personnalité, conditions indispensables pour mener à bien la mission qui vous est confiée. La connaissance de l'anglais est un plus.

Ce poste est basé à BOULOGNE BILLANCOURT.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, photo, CV) sous réf. choisie à IKB - 189 rue St Jacques - 75005 PARIS ou par fax au 44.1.70.41.

CE LABORATOIRE CENTRAL
DES INDUSTRIES
ELECTRIQUES

Responsable Qualité

Objectif : L'excellence !

Nous sommes la référence dans le domaine des essais et mesures sur tout matériel électrique et électronique. La rigueur scientifique de nos ingénieurs et techniciens fait la notoriété de notre laboratoire.

Nous nous sommes résolument engagés dans la voie de la maîtrise totale de la qualité. Tout notre personnel a été formé à cet effet.

Pour continuer et développer la tâche entreprise, nous recherchons le successeur du responsable actuel, appelé à d'autres fonctions.

Rattaché au Directeur Général, vous aurez, avec votre équipe, à améliorer et promouvoir notre système Qualité et à veiller à sa conformité aux normes ISO 9000.

Vous, de formation supérieure scientifique, avez eu plusieurs années, forgé votre expérience Qualité co milieu industriel.

Avant cela, vous avez exercé diverses fonctions en études ou production.

Envoyez votre CV sous référence CRQ 380 M à notre Conseil, SEFOP, qui, nous connaissant bien, vous parlera de nos projets.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec

**New
Sulzer
Diesel**

La notoriété de nos moteurs est mondiale. Aujourd'hui, ils équipent aussi les Centrales Electriques Diesel que nous concevons et livrons clés en main.

Notre site de Mantes la Ville est le seul dans le Groupe à assurer la fonction Production. Face à un marché en forte croissance, nous renforçons l'équipe de Production et recherchons le futur :

**RESPONSABLE
DE FABRICATION**

Rattaché au Directeur de Production, il anime une équipe de près de 200 personnes réparties entre les ateliers de Montage, Fabrication et Maintenance.

Dans un contexte de Jdts à Temps, il coordonne l'activité des sections et ateliers (équipes tournantes) en liaison avec le Bureau Technique, les Achats, la Qualité... Dans un souci constant de productivité et de qualité, il fait évoluer l'organisation de la fabrication.

Environ 35/40 ans, vous avez une formation d'ingénieur (Arts & Métiers, ENI...) et une expérience d'animation d'atelier en usine, dans un environnement de production en petites séries d'équipements mécaniques. Cette expérience vous a permis de bien maîtriser la problématique de Gestion de production informatisée. Adepte de la responsabilisation des personnes, vous êtes très disponible et savez écouter, conseiller, guider.

Dans notre entreprise, vous trouverez un terrain d'épanouissement de vos goûts pour l'organisation, la coordination et l'animation.

Ce poste est basé à Mantes la Ville.

Pratique de la langue anglaise nécessaire dans notre Groupe.

Pour ce poste, merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 9760M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

6, rue Houssey, 75008 Paris

Actiman

CORNING FRANCE
COMPOSANTS OPTO-ELECTRONIQUES

**Jeune ingénieur
mécanique
micro-mécanique**

Corning est le premier fabricant mondial de fibres optiques. Son usine de Melun produit des coupleurs destinés aux réseaux de télécommunications présents aujourd'hui sur le marché mondial des très grandes entreprises, administrations, gros systèmes...

Dans un contexte de production en croissance, nous renforçons notre équipe d'engineering. En tant que support technique de la production et en relation avec notre laboratoire de R & D vous intervenerez sur la partie "finition" de nos produits : raccordement de la fibre optique sur le composant, mise en boîtier, essais et tests...

Votre rôle consistera à améliorer les résultats de notre process et la performance de nos équipements.

Jeune ingénieur généraliste : ECP, AM, ENSI de Besançon ou équivalent..., débutant ou avec un an d'expérience environ, passionné de micro-mécanique, cette opportunité vous permettra de développer votre carrière au sein d'une équipe jeune, dans un contexte international et de haut niveau technologique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), à Corning France, DRH, 44 avenue de Valvins, 77210 Avon.

Filiale de VIA TRANSPORT, la Société Lyonnaise de Transports en Commun - 3.600 pers. - exploite et gère le réseau métro (4 lignes) et bus de Transports publics de voyageurs.

Elle recherche un

Ingénieur Informatique Industrielle

En tant que Responsable du Système Informatique du poste de commande centralisé (PCC), il assurera les évolutions de l'ensemble des matériels, équipements et logiciels.

Rattaché au service Développement métro, et intégré à une structure Projet, il participera à l'extension du système informatique du PCC.

En qualité d'expert du système actuel, il devra : vérifier son adéquation à la réalité du terrain, spécifier la nature des évolutions, passer et gérer les marchés avec les fournisseurs, contrôler la qualité de la réalisation, contribuer à la cohérence du système.

De formation Miage ou Ingénieur, avec une spécialisation informatique, le candidat possède une expérience significative, entre 5 et 10 ans en informatique industrielle, lui ayant permis de participer à des projets d'envergure dans de grands complexes industriels, et, si possible, la connaissance des systèmes HP 9000 et VAX VMS.

En outre, des qualités relationnelles sont indispensables pour s'adapter à des interlocuteurs multiples, percevoir les besoins, expliquer les solutions.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 82/021 LM à notre conseil Françoise BARS.

centor 26, rue Henri Monnier
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

INRETS

recrute par concours sur titres et travaux dans les spécialités et sites ci-après :

1 Chargé de Recherche de 1^{re} Classe
Diplômes exigés : Doctorat, Ingénieur ou Travaux Équivalents
• Épidémiologie : LYON/BRON.

5 Chargés de Recherche de 2^e Classe
Diplômes exigés : Doctorat, Ingénieur ou Travaux Équivalents
• Modélisation des Réseaux Routiers ENTPE/INRETS : LYON/BRON
• Modélisation et Simulation du Trafic Routier ENTPE/INRETS : LYON/BRON
• Sciences Sociales ENPC/LATTS : Noisy-Le-Grand
• Socio-Économie des Transports et de l'Aménagement : LILLE - Villeneuve d'Ascq
• Informatique : LILLE - Villeneuve d'Ascq

Les dossiers de candidature doivent être demandés par écrit au Service des Relations Humaines de l'INRETS
2, avenue du Général Malleret-Joinville
94114 ARCUEIL CEDEX

La date limite de retrait des dossiers de candidature est fixée au 2 avril 1993.

INGENIEURS GRANDES

SILEC

Ingénieurs Grandes

هكنا من الفكل

هكمان النجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 10 mars 1993 41

SECTEURS DE POINTE

Aider les entreprises à se doter de méthodologies et d'outils avancés de développement de systèmes d'information: un métier-passion

Ernst & Young, est l'un des leaders mondiaux du Conseil en Management. Notre activité de conseil en Technologies de l'Information est, en particulier, leader dans les domaines des méthodologies avancées de conception de systèmes et de conduite de projet et des I-CASE. Nous renforçons nos équipes et recherchons des :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

FILIERE SYSTEMES D'INFORMATION
DEBUTANTS OU 1 A 2 ANS D'EXPERIENCE

■ **Consultants juniors** au sein de nos équipes spécialisées, après une formation aux méthodologies et aux outils d'Information Engineering à la pointe de l'état de l'art (Ernst & Young Navigator Systems Series, ADW), vous interviendrez dans le cadre d'importants projets de développement de systèmes d'information et participerez à la conception et à la réalisation d'applications dans un environnement méthodologique automatisé.

■ Vous êtes attiré par la richesse et la diversité du métier de consultant. Equilibré, ouvert, créatif et dynamique, vous êtes capable de vous impliquer dans des tâches très concrètes et d'avoir en même temps du recul et l'esprit critique.

■ Vous pourriez, au fil de votre évolution dans cette activité et grâce à une formation continue adaptée, vous spécialiser dans un domaine sectoriel ou fonctionnel, selon vos aspirations. Une bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable.

■ Pour ces postes basés à Paris La Défense, nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV, sous réf. E37SM à ERNST & YOUNG Conseil - 51, rue Louis Blanc - Cedex 75 - 92037 Paris La Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

Les systèmes d'information : un enjeu stratégique au service de l'amélioration des performances

Ernst & Young est l'un des leaders mondiaux du Conseil en Management. Notre activité de conseil en Technologies de l'Information, en particulier, a pour vocation d'aider les entreprises à redéfinir et restructurer leurs métiers fondamentaux au travers de nouveaux systèmes d'information, en prenant en compte leurs enjeux stratégiques et en leur offrant des méthodologies et des outils avancés de conception de systèmes et de conduite de projets. Afin de renforcer notre leadership dans ces domaines, nous recherchons des :

CONSULTANTS EXPERIMENTES ou DIRECTEURS de PROJETS

■ **Manager**, animant des équipes de consultants, vous aiderez nos clients à définir leurs besoins, en prenant en compte leurs enjeux stratégiques et les assisterez dans la restructuration et la conception de leurs systèmes d'information.

■ Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles d'ingénieurs ou de Commerce ou 3ème cycle de spécialisation en systèmes d'information). A 30/38 ans environ, vous justifiez d'une solide expérience de la conduite d'importants projets de développement de systèmes d'information, acquise en entreprise et/ou SSII et en cabinet de conseil. Spécialiste de l'un des secteurs ou fonctions suivants : Assurance Vie, Assurance IARD, Banque, Distribution, Gestion Commerciale, vous avez une bonne connaissance de l'utilisation des I-CASE dans un environnement méthodologique rigoureux.

■ Au-delà de vos compétences techniques, vos capacités de communication, d'animation d'équipe et de développement de grands comptes vous permettront d'évoluer au plus haut niveau de notre organisation. Une bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable.

■ Pour ces postes basés à Paris La Défense, nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV, réf. H376M à ERNST & YOUNG Conseil - 51, rue Louis Blanc - Cedex 75 - 92037 Paris La Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

UN MONDE NOUVEAU SE CRÉE TOUS LES JOURS



GROUPE SAGEM

Au sein du Groupe SAGEM, SILEC (5700 personnes, 2,5 milliards de francs de CA) fabrique et commercialise des câbles, du matériel de raccordement et des équipements de signalisation. Nous recherchons pour notre département signalisation, dans le cadre d'un projet de diversification, deux ingénieurs.

Un Ingénieur Electronicien - Chef de Projet

A partir du cahier des charges fourni par le chef de produit, il assure la conception, les études et la réalisation de nouveaux systèmes destinés au secteur des transports publics : systèmes d'aide à l'exploitation (SAE) et systèmes d'aide à l'information (SAI). Ingénieur électronicien (ESE ou équivalent), il a une expérience d'étude et de développement de systèmes à microprocesseurs (électronique - informatique et techniques de communication). Rigoureux dans sa méthodologie, il doit savoir aussi animer une équipe de techniciens et dialoguer avec le chef de produit et l'ingénieur d'affaires.

Réf. 1457.93

Un Ingénieur d'Affaires

Dans le cadre de ce projet de diversification d'équipements destinés aux sociétés des transports publics, cet ingénieur apporte au chef de produit ses compétences techniques dans les réponses aux appels d'offre, la choix des solutions, le chiffrage. Véritable coordinateur, il suit l'opération depuis l'analyse des besoins des clients jusqu'à la phase de réalisation des systèmes : pour ce faire, il peut être amené à mettre en œuvre, en plus du bureau d'études interne, des prestations extérieures, en particulier achat de produits en négoce ou de sous-traitance.

Cet ingénieur (ESE ou équivalent) a une solide expérience de la conduite d'affaires dans les systèmes de communication (radio - téléphone, etc.). A ses compétences techniques s'ajoutent de réelles qualités relationnelles lui permettant d'être un réalisateur efficace. Des déplacements sur toute la France sont à prévoir.

Réf. 1458.93

Ces deux postes, basés à Paris, nécessitent des candidats à fort potentiel, capables de conduire le développement de ces nouvelles activités.

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence choisie à notre conseil - 61, boulevard Haussmann 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

Ingénieurs Grandes Ecoles

APSIDE TECHNOLOGIES, SSII spécialisée dans les logiciels hautes technologies industriels et militaires recrute des ingénieurs grandes écoles expérimentés dans les domaines suivants :

EXPERIMENTES

- Télécommunications : protocoles, traitement de communications, administration, exploitation de réseaux.
- Traitement d'images, optronique.
- Interfaces homme-machine, gestion de bases de données.
- Architecture de systèmes d'exploitation.

La connaissance des langages ADA ou C++ et des méthodes de conception orientée objet est un plus.

Adressez votre candidature à : APSIDE TECHNOLOGIES, 58 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne.

APSIDE
TECHNOLOGIES



PPG Glass Group Europe

CA : 3,8 milliards de francs, 3 300 personnes, 3 usines en France, 3 usines en Italie, 15 filiales en Europe. Nous sommes rattachés à un Groupe International, 37 000 personnes, leader mondial dans les domaines du verre, de la chimie et de la peinture. Nous souhaitons intégrer un :

JEUNE INGENIEUR PRODUCTION

AM, IDN, HEI, ENSEM...

Disposant d'une première expérience industrielle en production pour prendre des responsabilités importantes au sein d'une unité de production de verre trempé automobile située à MAUBEUGE (400 personnes) où il sera chargé :

- d'animer et de développer un potentiel humain de 80 personnes avec le souci de s'inscrire dans les objectifs globaux du Groupe en matière de sécurité et de qualité
- de participer à l'amélioration et au développement des process.

Son ouverture aux nouvelles technologies (automatisme, informatique industrielle), ses qualités de contact et son dynamisme lui permettront d'avoir un rôle moteur tant sur le plan technique et organisationnel que sur le plan social où il devra être un interlocuteur reconnu et fiable.

Ce poste implique un bon potentiel et la maîtrise de la langue anglaise pour une évolution ultérieure dans l'unité ou sur d'autres sites européens du Groupe.

Ecrire sous réf.
10 A 2523 3M
Discrétion absolue.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



La Compagnie Générale des Eaux,
n° 1 mondial de la distribution d'eau
recherche pour son centre régional de Bretagne, un

Responsable de laboratoire confirmé

Directement rattaché au Chef des services techniques, vous prendrez la responsabilité complète du laboratoire avec l'assistance de 6 à 7 techniciens. Vous superviserez également l'équipe (4 personnes) chargée de mener des expertises en usine, de dispenser des formations et animeront ultérieurement le groupe d'études et réalisations (3 personnes), chargé de la conception de modifications dans la chaîne de traitement.

Diplômé de niveau Bac + 5 en chimie/biologie/génie des procédés, vous bénéficiez impérativement d'une expérience professionnelle confirmée d'environ 8 ans dont 3 à 4 ans en laboratoire et justifiez de solides compétences techniques. Vous avez également pu déjà démontrer vos aptitudes à la communication, à l'animation d'une équipe ; vous avez le goût et le talent pour la formation.

Le poste est basé à Rennes. Anglais nécessaire.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV + photo), sous référence MO/LAB, à
COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
Service Relations et Ressources Humaines
52, rue d'Anjou - 75384 PARIS CEDEX 08.



RENDONS SERVICE A LA VIE

